CADIO

SIXIÈME PARTIE.

1er AOUT 1794.

(A Nantes. — Une petite chambre sous les toits. — Une trappe s'ouvre au plafond de bois en mansarde. — Une table est couverte de livres, de cartes de géographie, de journaux et de brochures. — Un grabat et deux chaises de paille composent tout l'ameublement. — La fenêtre, étroite et longue, plongeant sur les fossés formés par l'Erdre et la Loire, occupe le recoin d'une vieille maison très élevée accolée à un angle de la prison du Bouffay. — La masse noire de l'antique édifice ne laisse percer qu'un rayon de lune qui frappe sur la guillotine, dressée en permanence sur la place des exécutions et aperçue par une échappée de murailles nues et sombres. — Cadio lit dans l'obscurité, où il semble voir comme un chat. — Henri entre. Il est en petite tenue militaire.)

SCÈNE PREMIÈRE.

HENRI, CADIO.

CADIO.

Ah! enfin! mon ami, te voilà! je n'espérais plus te voir aujourd'hui. Je savais pourtant que tu étais revenu sain et sauf.

HENRI.

Huit jours durant nous avons donné la chasse à messieurs les chouans. Je n'ai pas voulu me coucher sans avoir de tes nouvelles. Comment te sens-tu? voyons!

CADIO.

Très bien; j'aurais pu aller aux manœuvres, moi, et commencer à m'exercer avec les nouvelles recrues.

HENRI.

Non, tu es encore trop faible. Songe donc, tu as été si malade!

CADIO.

Ma blessure est fermée, je n'en souffre plus.

HENRI.

Je ne m'inquiète pas de la blessure, mais de la fièvre pernicieuse. Elle t'a mis bien bas, sais-tu? j'ai été diablement inquiet de toi!

CADIO.

C'est fini. J'aurais été fâché de mourir sans avoir rien appris.

HENRI.

Et tu as trouvé le moyen d'apprendre beaucoup dans ta convalescence; c'est même ça qui a retardé la guérison, je parie! J'ai eu tort d'apporter ces livres.

CADIO.

Je n'ai rien appris là dedans.

HENRI.

Rien?

CADIO.

Rien que les mots dont on se sert pour dire ce que l'on pense.

HENRI.

C'est quelque chose!

CADIO.

Oh! j'en avais déjà lu, des livres! Il y en avait au couvent où j'ai été. Les livres, c'est beau; mais la vérité, ça ne se lit pas, ça se trouve en priant Dieu.

HENRI.

Tu es toujours mystique alors? soit; mais comme il faut te rétablir entièrement au moral et au physique avant de t'exposer aux fatigues du service, — qui ne sont pas des plus douces dans ce temps-ci, — je vais t'envoyer passer quelques semaines à la campagne.

CADIO.

Sans toi? Pourquoi ça?

HENRI.

Le chirurgien du régiment, qui t'a si bien soigné et qui sait combien je tiens à te voir guéri, dit qu'il te faut changer d'air. Celui de Nantes est empesté, et tu es ici dans le foyer de l'infection des prisons et des massacres. Ah! mon pauvre Cadio, je n'avais jamais regretté la fortune, mais en me trouvant si dénué au moment où tu étais si malade, j'ai eu du chagrin, va! Et puis par là-dessus être forcé de te quitter sans cesse!... Enfin nous voilà pour quelques jours tranquilles, j'espère. J'irai te voir à La Prévôtière.

CADIO.

Qu'est-ce que c'est que La Prévôtière?

HENRI.

Une maisonnette auprès d'une petite ferme qui appartient à un de mes camarades. Il l'a mise à ma disposition, c'est-à-dire à la tienne. C'est à deux ou trois lieues d'ici, au milieu des bois. Tu y trouveras des livres, et tu pourras reprendre la musique sans gêner

les délibérations du tribunal révolutionnaire, qui siége ici tout à côté et qui ne se paierait pas de tes chansons quand il délibère.

CADIO.

La musique... je n'y entendais rien! Je ne regrette pas celle que je faisais.

HENRI.

Tu l'as donc étudiée théoriquement, pour savoir que tu ne la savais pas?

CADIO.

Non! j'ai entendu chanter une femme.

HENRI.

Ah! oui, à propos! la prisonnière? Tu n'avais pas rêvé ça dans le délire de ta fièvre?

CADIO.

Elle a encore chanté hier soir : c'est la voix d'un ange!

HENRI.

Je joue de malheur. Elle ne dit rien quand je suis là. Est-ce pour elle que tu as voulu rester dans cet affreux logement?

CADIO, à la fenêtre, lui montrant la guillotine.

Non! c'est à cause de ça : tiens!

HENRI.

Diable! c'est moins gracieux, une drôle d'idée! Pourquoi ça? voyons! (Il lui tâte le pouls.)

CADIO.

Tu me crois fou?

HENRI.

Non, certes! mais trop exalté. Je sais bien que c'est ton état naturel, mais il ne faut pas que la fièvre s'y ajoute.

CADIO.

Est-ce que je l'ai?

HENRI.

Non.

CADIO.

Alors je peux te parler sans te causer d'inquiétude. Je n'aime guère à parler, et peut-être ne sais-je pas bien encore. Pourtant il faut que j'essaie, il le faut! Tu sais ce qui s'était passé à la ferme du Mystère quand tu m'y as trouvé assassiné par l'ordre de M. Saint-Gueltas?

HENRI.

Ma foi, ce que tu m'as raconté était si étrange... Ce n'était pas une divagation?

CADIO.

C'était la vérité.

HENRI.

Tu avais contracté une sorte de mariage avec ma cousine pour la sauver en cas d'arrestation?

CADIO.

Oui, cela est arrivé. Le mariage ne valait rien, on s'était servi de faux noms.

HENRI.

Alors il n'eût servi à rien.

CADIO.

Je ne savais pas; j'ai agi comme elle l'a voulu. J'étais content de lui rendre service et de lui inspirer de la confiance, et puis, quand j'ai vu que Saint-Gueltas la trompait, j'ai voulu l'avertir : on m'a répondu par une insulte et un coup de poignard.

HENRI.

Tu ne peux pas croire que Louise...

CADIO.

Le coup de poignard venait de lui, l'insulte venait d'elle!

HENRI.

Tu étais indigné, furieux en effet.

CADIO.

C'est la première fois de ma vie que j'ai connu la colère; mais la colère n'est pas la fureur, car la fureur, c'est la folie. La colère est une bonne chose, c'est une clarté qui se fait dans l'esprit. On dit que Dieu a tiré l'homme d'un peu de boue. Les moines m'avaient appris cela; je me sentais avili dans ma chair et dans mon âme par cette croyance triste et basse. Je l'avais gardée pourtant! Vivant en plein air et dormant sans abri, je me demandais souvent : quelle différence y a-t-il entre toi et l'épine ou le caillou? Je ne m'aimais pas, je ne me respectais pas. Si je ne faisais pas le mal, c'est que je ne savais pas le faire. J'ai commencé à me compter pour quelque chose le jour où tu m'as donné ton amitié;... mais le jour où j'ai senti la haine, j'ai porté enfin mon existence tout entière, et j'ai compris que l'homme était non pas une figure de terre et d'argile, mais un esprit de feu et de flamme. J'ai juré ce jour-là de me venger en devenant plus que ceux qui m'ont dédaigné comme un faible ennemi ou comme un ami indigne. Tu m'as dit : Sois homme, sois soldat. Oh! je l'ai voulu, je le veux! Mais quoi! j'étais mourant; tu ne savais que faire de moi; tu m'avais amené ici où ton service t'appelait. En entrant dans cette ville terrible d'où Carrier venait de partir la veille, j'ai tremblé. Oh! je me souviens bien! je voyais et j'entendais tout malgré le mal qui me rongeait. Tu m'avais fait mettre sur une charrette avec d'autres malades. Nous marchions au centre de ton régiment. C'était le soir, une nuit pâle et froide. Tu m'avais enveloppé de ton manteau. Tu poussais ton cheval près de moi pour voir si j'étais mort, car je n'avais plus la force de te répondre. Nous traversions un long faubourg brûlé par les Vendéens et devenu depuis un vrai charnier où on les fusillait par centaines. On n'avait pas encore ramassé ceux qui étaient tombés

là dans la journée; les bras manquaient sans doute. La peste et la famine étaient ici, et ceux qui tuaient étaient à peine plus vivans que les morts. Les chiens affamés dévoraient les cadavres, et les roues de la charrette les écrasaient. Mes cheveux se dressaient sur ma tête, et je me disais : Voilà l'enfer de la vengeance! c'est ici la fête du sang et de la fureur! — Alors j'ai entendu un rire exécrable qui partait de moi, et tu as dit au chirurgien qui nous escortait : Pauvre Cadio! c'est la mort! — Quand je me suis éveillé à l'hôpital militaire, tu étais encore auprès de moi, tu t'affligeais, disant : L'épidémie est ici, il faudrait le transporter ailleurs. C'est alors qu'un des infirmiers m'a reconnu et qu'il t'a dit : Cadio est de mon pays. Je l'ai vu tout petit, je lui veux du bien. Mon frère est logé dans la ville aux frais de la nation, parce qu'il est employé à son service. Je vais transporter Cadio chez lui, il n'y manquera de rien.

HENRI.

Et on m'a tenu parole, n'est-ce pas? Tu n'as pas à te plaindre de ton hôte?

CADIO.

Non! c'est un homme malheureux, mais c'est un honnête homme, et il ne faudra pas lui parler de le payer. Il en serait offensé. Je veux t'en parler, moi, de cet homme-là! Il m'a beaucoup appris et beaucoup fait réfléchir.

HENRI.

C'est un maître charpentier, n'est-ce pas?

CADIO.

C'est un ancien chartreux du couvent d'Auray, qui est venu ici reprendre l'état de son père, et quand on construisait des gabares destinées à être englouties avec les prisonniers qu'on y entassait, c'est lui qui commandait ces travaux et ces exécutions-là.

HENRI.

Ah! je ne savais pas ce détail. Sa figure est très douce pourtant.

CADIO.

Oui, comme la mienne; mais elle ne sourit pas. Cet homme était cruel et intolérant autrefois. Il ne rêvait que le retour de l'inquisition. Carrier est devenu son dieu. A présent il ne parle pas volontiers des choses qu'il a faites. Depuis le départ de Carrier, ces choses ont été blâmées, et on a menacé ceux qui y ont pris part.

HENRI.

Et qu'est-ce qu'un pareil fonctionnaire de la terreur a pu t'apprendre, à toi?

CADIO.

Il m'a appris qu'il faut se méfier de soi, vu que les hommes les plus rudes sont faibles comme des enfans. Cet homme ne dort plus et il dépérit. Il est plus malade que moi, il meurt d'épouvante et de chagrin.

HENRI.

Ma foi, c'est ce qu'il a de mieux à faire. Je comprends qu'il existe des bêtes féroces comme Carrier et ses complices; je ne comprends pas que le peuple se trouve toujours prêt à leur obéir. Qu'une bande de loups se précipite sur un troupeau, c'est dans l'ordre; mais que les moutons, pris de fureur, se mettent à se dévorer les uns les autres, voilà ce qui m'indigne et me navre. Si ce peuple de Nantes, qui est honnête et laborieux, avait injurié les bourreaux et sauvé les victimes au nom de la république, la république ne se fût pas égarée; mais à Nantes comme à Paris, comme partout, le peuple tremblant s'est effacé, et parce qu'une poignée de meneurs d'émeutes s'est toujours trouvée là pour applaudir le meurtre et demander des têtes, les meneurs de la convention ont mis leurs crimes sur le compte du peuple tout entier, disant qu'on lui jetait des têtes pour apaiser sa rage. Eh bien! moi qui ai vu les choses de près, je déclare qu'ils en ont menti, et que, s'ils eussent enseigné et pratiqué l'humanité, ils eussent trouvé le peuple humain et généreux. A-t-on osé punir nos soldats parce qu'ils ont mainte fois refusé de fusiller les prisonniers?

CADIO.

Alors, selon toi, ce n'est pas le peuple qui a fait la révolution? Si cela est vrai, gloire aux hommes qui l'ont faite sans lui et pour lui!

HENRI.

Oui, tu as raison; mais ne peut-on faire ces grandes choses sans les souiller par la fureur et la vengeance?

CADIO.

On ne le peut pas!

HENRI.

Tu es convaincu de ce que tu dis là, Cadio?

CADIO.

Je le suis.

HENRI.

Tu pries Dieu, dis-tu, et voilà ce qu'il t'a révélé dans la prière?

CADIO.

Dieu n'explique rien à l'homme. Il le frappe, le brise, le pétrit et le renouvelle. On le questionne ardemment, il ne répond pas; mais un matin, après beaucoup de souffrance et d'agitation, on s'éveille changé et retrempé : c'est *lui* qui l'a voulu! Vous appelez cela la force des choses, je veux bien; mais la force des choses, c'est Dieu qui agit en nous et sur nous.

HENRI.

Prends garde, mon cher enfant, te voilà fanatique et fataliste. Je te voulais républicain et brave : tu dépasses le but avant d'avoir fait le premier pas! La compagnie du maître charpentier et la vue

malsaine de cet échafaud et de cette prison te font du mal. Je t'emmènerai demain.

CADIO.

J'irai où tu voudras, mais laisse-moi te répondre. Tu me voulais républicain, j'étais indifférent. Tu me voulais brave, j'étais lâche.

HENRI.

Non, certes!

CADIO.

Si fait! Je savais bien accepter la mort, mais en la détestant, et j'étais sensible; je craignais le mal des autres, je ne pouvais pas le voir. Quand les insurgés crucifiaient leurs prisonniers au portail des églises, quand ils les écorchaient vifs,... je m'enfuyais en fermant les yeux, et je les ai quittés pour n'en pas voir davantage. Il me semblait sentir dans ma propre chair les tourmens qu'on faisait endurer aux victimes. Comment donc serais-je devenu brave, si j'étais resté bon et tendre comme une femme? Il fallait endurcir mon cœur, et j'ai regardé comment la guillotine coupe les vertèbres et fait jaillir le sang avec la vie. On s'est ralenti ici depuis le rappel de Carrier. On n'a plus tué sans jugement, on n'a plus noyé; la vengeance a reculé devant son œuvre, ceux qui l'avaient servie ont eu peur! J'ai vu le maître charpentier enterrer sa hache rouillée de sang dans sa cave et s'enfuir devant son ombre, croyant voir des spectres sur la muraille. Donc l'homme a peur de tout, même de son énergie, et pour devenir un des premiers il faut vaincre tout, l'effroi, la pitié, le remords!

HENRI.

Tu veux devenir un des premiers? Méfie-toi de ces rêves d'ambition qui ont fait tant de coupables et d'insensés parmi ceux de ton âge!

CADIO.

Tu ne m'entends pas. Je ne songe pas à la gloire et à la fortune, je ne songe qu'à me sentir aussi fort que je me suis senti faible; alors je serai content.

HENRI.

Et pour te rendre fort tu cherches à te rendre inhumain?

CADIO.

J'y arriverai, j'ai assez souffert pour cela. Oh! la pitié, quel mal! quel déchirement, quelle défaillance mortelle! J'y ai passé, va! j'ai vu tout ce qu'a fait Carrier.

HENRI.

Tu l'as vu en songe, puisque tu n'étais pas ici...

CADIO.

En songe? Non, je l'ai vu en réalité quand le charpentier me l'a raconté à cette fenêtre, et depuis... Tiens! je le vois encore, et pourtant je ne sue ni ne tremble la fièvre. Tiens, tiens!... regarde,

dans cette eau noire qui rampe et siffle sous nos pieds, vois-tu cette tache blanche comme de l'écume? C'est une tête coupée que le flot emporte! Elle passe, elle fuit, elle rit, elle jure! Attends! elle cherche à mordre, elle a rencontré le cadavre d'un enfant, elle s'y attache, elle le dévore, et le pauvre petit corps, réveillé par les morsures, se tord avec un vagissement lamentable. Tu ne l'entends pas, toi?

HENRI.

Non, Dieu merci, je n'appelle pas de pareilles visions, et tu as tort...

CADIO.

Oh! moi, j'ai des sens qui pénètrent du présent dans l'avenir et dans le passé. Quand j'étais faible et craintif, j'ai vu et entendu tout cela d'avance, et tout cela se passait dans l'enfer, dont j'avais peur. A présent que l'enfer s'est répandu sur la terre, je le vois mieux, voilà tout. — Oh! comme je le vois! Regarde avec moi, tu verras peut-être aussi, là-bas; sur ces marches glissantes et boueuses, il y a une troupe de jeunes filles pâles et nues : la plus âgée n'a pas quinze ans. Des hommes les poussent devant eux; elles ne savent pas pourquoi. Il y en a qui disent : Mon Dieu, prenez donc garde, vous allez nous faire tomber dans l'eau! — Elles ne croient pas possible qu'on les y pousse exprès. Et cependant on redouble; elles se rassemblent, faible barrière, elles s'imaginent qu'en se serrant les unes contre les autres et en criant toutes ensemble elles résisteront et se feront comprendre. — Nous sommes des enfans, nous n'avons fait de mal à personne, la loi nous protége, ayez pitié! — Eh bien! oui, répondent les bourreaux; nous avons pitié; finissons-en vite. Mourez, qu'on n'entende plus vos cris, qu'on ne voie plus vos figures pâles! — Allons! en voilà une qui tombe dans l'eau noire infectée de tant de cadavres que la victime ne peut pas enfoncer, et puis une autre dont le poids l'entraîne. — Mais qu'est-ce qui arrive? On cesse de les pousser, on tend la main à celles qui sont à moitié englouties, c'est le pardon peut-être? Non! c'est le comble du laid, ce qui vient là, c'est le dernier mot de la vengeance! — Une meute de vieilles femmes moitié louves, moitié limaces; cela rampe dans l'ordure et cela a des yeux ardens; elles viennent demander la vie de ces enfans. Chose atroce! on la leur accorde en riant et en disant des choses obscènes que ces femmes seules comprennent. Et les voilà qui paient un droit, car elles sont patentées pour livrer l'enfance à la prostitution, et les pauvres demoiselles nobles qui sont là, condamnées à mourir ou à épouser la lie du peuple, ne comprenant pas, se réjouissent; elles remercient, elles embrassent leurs bienfaitrices hideuses... Il y en a une pourtant, la plus grande, la plus jolie, qui comprend ou devine. Elle

résiste, elle dit : J'aime mieux mourir! On veut l'emmener de force, elle lutte, elle crie, on la tue;... c'est bien fait, on lui a rendu service!... Les autres... Attends, un nuage passe! Il se dissipe! Deux mois se sont écoulés, les voilà qui reviennent, toutes vieilles et flétries. Il y en a que la fièvre des prisons a rendues si dangereuses pour la santé publique qu'elle les a préservées de l'outrage; mais elles ne guérissent pas assez vite, il faut s'en débarrasser. D'autres ont roulé dans la fange comme dans leur élément; plusieurs,... celles qui valaient le mieux, sont devenues folles; tout cela passe sur la lourde gabare, elles rient et sanglotent, elles chantent et rugissent, musique infernale! Savent-elles où elles vont cette fois? Il y en a qui se sont parées comme pour une fête, mais leurs habits sont plus précieux que leurs personnes, à présent; on les dépouille, toutes deviennent muettes d'horreur. Les coups de hache résonnent sourdement sur les flancs de la gabare... Les ouvriers sautent dans des batelets; on coupe sans pitié les mains qui se cramponnent aux bourreaux. — L'eau bouillonne autour d'un immense cri de détresse brusquement étouffé. Des chevelures brunes et blondes flottent un instant et disparaissent, — plus rien! La Loire est tranquille et contente; elle a bu ce soir, elle boira demain! Passons... Entrons dans les cachots. Les murs se fendent et s'entr'ouvrent devant nous. Viens, suis-moi, il faut tout voir. Tu recules? L'atmosphère fétide éteint les flambeaux, c'est l'odeur de la peste. C'est cette odeur-là qui suinte à travers les murailles, qui traverse les rues et qui m'a presque fait mourir sur ce grabat où j'étais hier; aussi je ne la crains plus, j'ai passé par le crible!... Entrons... Il y a là vingt, trente, cent cadavres épars dans les ténèbres; deux ou trois spectres se traînent vers nous en tendant leurs mains décharnées; ils trébuchent et tombent sur le corps de leurs frères et de leurs enfans. Levez-vous et sortez, misérables, il faut mourir! — Ah! oui, sortir, merci! c'est tout ce que nous demandons. Voir le ciel un instant, respirer une bouffée d'air pur, mourir après; nous sommes contens! — Allons! ceux-ci seront fusillés. — Il faut bien varier le genre de mort, et puis la guillotine est fatiguée; elle a trop mordu, la vierge rouge! ses dents sont ébréchés. — (Riant.) Ah! comme je t'ai bien conduit pour voir le spectacle, n'est-ce pas? Mais tu en as assez, et moi je suis fatigué aussi. — Oui, c'est assez pour aujourd'hui. — Je veux comme autrefois écouter le chant des oiseaux et m'étendre sur la bruyère! (Il se jette sur son grabat.)

HENRI.

J'ai laissé parler ton délire. Pauvre malheureux! tu prétends avoir tué la pitié, et elle te tue! Tiens! j'ai eu tort de vouloir te métamorphoser! Tu es un artiste et non un soldat. Tu as trop d'imagination...

CADIO, se relevant.

N'importe, je veux vivre et agir, dussé-je souffrir ce que nul homme n'a souffert! Les artistes sont considérés comme des êtres inutiles et chimériques. Le devoir que tu m'as tracé est atroce, je veux le remplir. Je veux être un Français, un meurtrier comme les autres! Il faut savoir tuer pour savoir mourir; n'est-ce pas la devise du soldat? Le trouble où tu me vois n'est que la dernière crise d'une longue agonie. Me voilà ranimé, tout ce que la république exigera de moi, je peux et je veux le faire. J'ai bu le calice de la terreur! J'ai tué la peur, j'ai guillotiné, fusillé, noyé et violé la pitié!

HENRI.

Eh bien! cela est horrible, et je ne te trouve plus digne de servir la patrie, si tu dois rester ainsi,... je me repens... Mais non, mon pauvre Cadio! tu es malade, tu es faible, cela passera, je te calmerai. C'est ma faute après tout, je n'aurais pas dû te laisser ici; que ne m'as-tu parlé plus tôt?... Mais qu'as-tu maintenant? tu pleures?

CADIO.

Tu n'entends donc pas? la voix du ciel!...

HENRI.

La prisonnière? (Courant à la fenêtre.) Oui, j'entends!... Mais, grand Dieu! je la connais, cette chanson triste, je l'ai entendue autrefois à Sauvières. Et cette voix douce... je la connais aussi! Cadio, Cadio! c'est Marie Hoche qui est là!

CADIO.

Tu en es sûr? moi je ne sais pas. Il me semblait... Je n'osais le croire.

HENRI.

Je la savais partie d'Angers, je la croyais en liberté. Ils l'ont donc reprise, ou ils l'ont transférée ici? Depuis cinq mois peut-être! Quel martyre! Pauvre chère fille! où est-elle? comment se fait-il que nous l'entendions? Il n'y a pas une seule fenêtre, pas une seule ouverture de ce côté de la prison.

CADIO.

Elle est là, tout près, sur le haut de cette petite tourelle.

HENRI.

Sur la plate-forme que nous cachent les créneaux? Oui, sa voix part de là. Elle peut nous entendre, je veux lui parler.

CADIO.

Ne le fais pas. Le charpentier est peut-être en bas...

HENRI.

Non, il était sorti quand je suis entré.

CADIO.

Attends, écoute! on monte l'escalier, c'est lui... Quittons cette fenêtre, n'ayons pas l'air d'écouter : il a peur de tout; il ferait

mettre la prisonnière au cachot, s'il pensait que nous voulons la délivrer.

HENRI.

La délivrer, hélas ! ce serait tenter l'impossible !

SCÈNE II.

LES MÊMES, LE CHARPENTIER.

LE CHARPENTIER.

Cachez-vous, cachez-moi ! tout est perdu, je suis un homme mort !

HENRI.

Qu'est-ce qu'il y a donc?

LE CHARPENTIER.

Robespierre, Couthon, Saint-Just...

HENRI.

Eh bien?

LE CHARPENTIER.

A l'échafaud ! morts ! Carrier...

HENRI.

Mort aussi?

LE CHARPENTIER.

Non ! le scélérat a aidé à les faire périr, il les a accusés aussi... Tout est fini, tout est perdu. La république est décapitée. La nouvelle vient d'arriver. Les royalistes sont dans l'ivresse, ils s'embrassent dans les rues. On va venir nous égorger. La réaction triomphe... On parle de marcher sur les prisons et de forcer les portes... On sauvera tous les nobles, on jettera à l'eau tous les républicains, car il y en a aussi... Et moi, ils vont m'écorcher vivant... Ils me connaissent, ils me couperont par morceaux. Où me cacher?

HENRI.

Fuyez, quittez la ville. Allons ! ne perdez pas la tête. Partez, vous avez le temps !

LE CHARPENTIER.

Oui, c'est vrai. Adieu. — Je crierai *vive le roi!* Ils ne me reconnaîtront pas. (Il sort.)

SCÈNE III.

HENRI, CADIO.

CADIO.

Cet homme est lâche !

HENRI.

Non, il est fou; mais il a dit quelque chose qui me frappe. S'il y

a une émeute royaliste, si on force les prisons... Marie Hoche est républicaine; elle aura peut-être l'imprudence de se nommer et de dire ce qu'elle pense. Il faut l'avertir, et tout de suite! Mais comment faire pour ne pas attirer l'attention sur elle? Ce grenier au-dessus de nous, y es-tu monté quelquefois?

CADIO.

Non; il y a si peu de jours que je peux me porter sur mes jambes! Vas-y, monte sur la table! je t'aiderai.

HENRI, dans le grenier.

Ah! le toit est au niveau de la plate-forme; il y touche,... non, il y a un espace... Avec une planche, on le franchirait.

CADIO.

Attends-moi, nous trouverons ce qu'il faut! (Il monte aussi dans le grenier avec peine.)

HENRI.

Reste tranquille, j'ai trouvé!

CADIO.

Elle ne chante plus; pourvu qu'elle soit encore là!

HENRI.

Je vais le savoir. (Il dresse la planche.) Tiens-moi seulement un peu ce pont du diable.

CADIO.

Il est solide; mais toi, tu n'auras pas le vertige?

HENRI, sur la planche.

Jamais. Eh bien! que fais-tu?

CADIO.

Je te suis.

HENRI.

Tu ne peux pas, je ne veux pas!

CADIO.

Je veux!

(Au point du jour, à La Prévôtière.)

SCÈNE IV.

HENRI, CADIO, MARIE, dans une petite maison bourgeoise auprès de la ferme. Ils entrent dans une cuisine au rez-de-chaussée. Au fond est un escalier qui monte au premier étage.

HENRI, embrassant Marie.

Enfin! vous voilà sauvée, chère sœur!

MARIE, serrant ses mains et celles de Cadio.

Enfin vous voilà sauvés, chers amis, car pour me délivrer vous vous êtes exposés à de grands risques! Est-ce que nous pouvons parler librement ici?

HENRI.

Je présume qu'il n'y a personne; mais je vais faire une visite domiciliaire avant de vous installer. (Il sort.)

CADIO.

Vous avez eu peur, n'est-ce pas?

MARIE.

Oui, pour vous deux, j'ai eu bien peur!

CADIO.

Vous vouliez rester prisonnière! Ça doit être affreux, la prison?

MARIE.

Ce qu'il y a de plus affreux, c'est d'entraîner ceux qu'on aime dans le malheur, le reste n'est rien. Ah! si j'avais pu vaincre votre résistance;... mais en résistant moi-même je prolongeais votre danger. J'ai dû céder...

CADIO.

Et vous avez bravement passé sur la planche : vous êtes une femme courageuse.

MARIE.

Non, je suis née timide.

CADIO.

C'est comme moi! On devient dur pour soi en devenant dur pour les autres.

MARIE, étonnée.

Mais, non, c'est le contraire, il me semble!

HENRI, revenant.

Il n'y a personne. La maison est meublée du strict nécessaire, et le jardin, vous voyez, est complétement à l'abandon. C'est comme partout. On n'ose rien embellir et rien cultiver, parce qu'on craint toujours une visite des chouans; mais ils ne sont jamais venus ici, et maintenant ils n'auraient plus l'audace de porter leurs expéditions si près de la ville; vous êtes donc aussi en sûreté dans ce petit réduit qu'il est possible de l'être en Bretagne à l'heure qu'il est.

MARIE.

Mais vous! Quand on s'apercevra de mon évasion,... si quelqu'un nous a vus sortir de la maison de ce charpentier...

HENRI.

Personne n'a fait attention à nous : on était trop agité par la grande nouvelle. Nous avons fait assez de détours dans la ville pour dérouter les espions, s'il y en a eu pour nous suivre. Le cheval qu'on m'a prêté est bon, nous avons filé vite. Personne ne pouvait suivre à pied notre cabriolet, et il n'y avait aucune voiture, aucun cavalier derrière nous. Quand ce brave cheval aura un peu soufflé, je repars pour me montrer où l'on a l'habitude de me voir, et je reviens vous dire que tout va bien; vous allez donc enfin goûter

quelques jours, peut-être quelques semaines de repos et de bien-être!

MARIE.

Mais de quoi vivrai-je ici? Je ne trouverai aucun travail, et je ne puis être à votre charge.

HENRI.

Vous y recevrez l'hospitalité fraternelle que viendra vous offrir le propriétaire de ce petit bien. C'est un officier de mon régiment, un excellent ami qui sera bien heureux d'assurer un asile à la cousine de Hoche.

MARIE.

Mais puis-je accepter?... Il n'est sûrement pas riche?

HENRI.

On est très riche dans ce temps-ci quand on peut assister ceux qu'on estime ou qu'on aime, et il y a de la dignité à savoir accepter une telle assistance.

MARIE.

Vous avez raison, Henri! Et Cadio?...

HENRI.

Cadio demeurera à la ferme, et vous le verrez tous les jours.

MARIE.

Et vous quelquefois?

HENRI.

Le plus souvent possible.

MARIE.

Je vais donc être heureuse, moi? C'est étonnant, cela! je crois rêver. Heureuse huit jours, quinze jours peut-être!

HENRI.

Pourquoi pas plus longtemps? qui sait?

MARIE.

Ce serait exiger beaucoup dans le temps où nous vivons. A présent... dites-moi, Henri, puisqu'il y a une minute pour respirer, où est Louise?

HENRI.

Chez Saint-Gueltas avec sa tante, voilà tout ce que je sais. Ils ont dû traverser de rudes alarmes, car on a fait une rude guerre à leur parti; mais il y a eu armistice en attendant mieux, et la chute de Robespierre va hâter sans doute la véritable pacification. Quant au général Hoche...

MARIE.

Où est-il à présent?... Je n'osais vous demander de ses nouvelles. Il n'a donc pas été tué à la guerre?

HENRI.

Non, Dieu merci! Il doit être à l'armée du nord. (Bas à Cadio.) Ne lui dis pas qu'il est en prison, puisqu'elle ne le sait pas. Il va cer-

tainement être délivré. (A Marie.) Mais parlons donc de vous, Marie; je ne sais rien de vous encore. Pourquoi étiez-vous à Nantes... et toujours détenue?

MARIE.

C'est-à-dire comment ai-je fait pour n'être pas mise à mort? C'est une sorte de miracle, et un autre miracle, c'est d'avoir échappé à l'épidémie horrible qui ravageait les prisons. C'est qu'à Nantes comme à Angers ma situation exceptionnelle a embarrassé la conscience de mes juges. Interrogée plus d'une fois avec une obstination minutieuse, j'ai été reconnue coupable d'attachement à mes maîtres, — je me faisais passer pour une servante de la famille de Sauvières; — mais on n'a pu me convaincre de sympathie pour la cause royaliste. J'étais si nette de conscience à cet égard-là que j'ai pu l'être dans mes réponses, et, ne sachant que faire de moi, on a pris le parti de m'ajourner de série en série, jusqu'au rappel de Carrier. Alors, soit à dessein, soit autrement, on m'a oubliée tout à fait, et j'ai dû à l'attachement d'une femme de geôlier, dont j'avais sauvé l'enfant malade en lui indiquant un remède, d'être mieux traitée que je ne l'avais été d'abord. Le séjour de ces geôles était horrible : couchées parmi les mortes et les mourantes qui se succédaient sur la paille, notre lit commun, nous sentions littéralement le cadavre, et quand on emmenait une escouade de condamnés pour les faire mourir, les curieux s'écartaient dans la crainte de la contagion. Moi, j'ai eu dans ces derniers temps une petite cellule à moi seule avec un escalier de quelques marches qui me permettait d'aller respirer sur la plate-forme, où je pouvais marcher un peu en rond, tantôt dans un sens et tantôt dans l'autre. On m'avait donné des vêtemens propres et une nourriture presque suffisante. J'étais donc bien, et j'aurais dû moins souffrir. Eh bien! c'est le temps le plus rigoureux de ma captivité. Être seule, inutile, ne pouvoir plus s'oublier en s'occupant des autres! Dans cet enfer de la prison commune, je parvenais à soulager quelques souffrances, à ranimer des courages par l'exemple de ma patience, à adoucir au moins la douleur par la part que j'y prenais. Toutes ces infortunées étaient mes amies,... des amies sans cesse renouvelées par le départ des unes et l'arrivée des autres. Celles qui mouraient dans mes bras me disaient : A revoir dans l'autre vie! Et comme ce pouvait être mon tour le lendemain, la mort ne semblait plus être un adieu. Quand je me suis trouvée seule, je me suis aperçue de tout ce qui est lugubre dans une prison. Je pouvais contempler le soir un petit espace du ciel fermé par le cercle de pierres qui m'entourait. Je voyais les étoiles et les nuages; mais le jour j'entendais le cri des corbeaux attirés par l'odeur du sang, les clameurs de la foule cruelle

et le bruit inénarrable que fait le couperet en glissant dans la rainure de la guillotine. Mon Dieu! mon Dieu! comment peut-on vivre au milieu de ces horreurs!... Vivre ainsi préservée au milieu de cette tuerie perpétuelle m'a paru le pire des supplices.

HENRI.

Pauvre Marie! Et vous chantiez pour vous distraire?

MARIE.

Non, mais pour essayer de distraire les autres. Je me disais que, des autres cellules, des malheureux isolés comme moi m'entendraient peut-être et se trouveraient un instant soulagés par mon chant. Je ne pouvais que cela pour eux...

CADIO.

Vous m'avez fait du bien, à moi! Je vous écoutais.

MARIE.

Avez-vous été prisonnier aussi?

HENRI.

Non. Il vous racontera à loisir comment il a vécu depuis le jour où vous vous êtes quittés à Saint-Christophe, et moi qui vous avais vue là aussi, j'aurai aussi bien des choses à vous dire, Marie!... à ce soir!...

CADIO.

Je vais t'amener le cheval au bout du jardin. (Il sort.)

MARIE.

Et moi je vous reconduis jusqu'à la porte de l'enclos.

HENRI, sur le seuil du jardin, tenant la main de Marie.

Eh bien! il est charmant, ce jardin abandonné; comme il est couvert et touffu! Qu'est-ce que c'est que ces grandes feuilles qui poussent jusque sur les marches de la maison?

MARIE.

C'est de l'acanthe; comme c'est beau! et voilà des orties, des fraises, des œillets, des ronces... Oh! que tout cela est nouveau pour moi! Je ne croyais pas revoir jamais un brin d'herbe, et je vois des feuilles, des fleurs,... et ces grands horizons bleus, ce sont des bois?... J'ai les yeux affaiblis, tout m'éblouit à présent; il me semble que je nage dans un rayon de soleil comme ces mouches qui commencent à bourdonner. Comme elles chantent bien, n'est-ce pas? Je ne chantais pas si bien que cela sur ma tourelle! Pourvu qu'on ne me reprenne pas!... Ah! j'ai peur! Voyez ce que c'est que le bonheur, on devient lâche tout de suite.

HENRI.

Oh! vous, vous ne le serez jamais! et moi je suis heureux aussi, allez, de vous avoir conduite à bon port dans ce joli nid de verdure. Adieu, Marie! non, au revoir! Reposez-vous, ce soir nous causerons.

SECOND TABLEAU DE LA SIXIÈME PARTIE.

(Six semaines plus tard, à La Prévôtière, dans un petit bois qui descend en pente rapide vers le fond d'un étroit ravin. — A travers les branches d'un vieux chêne, on voit une série de ravins boisés qui bleuissent en s'éloignant. — Paysage peu varié, mais frais et charmant. — Marie est assise sous un groupe de rochers à l'ombre du chêne avec plusieurs enfans autour d'elle. Ce sont les enfans du fermier à qui elle apprend à lire.)

SCÈNE PREMIÈRE.

MARIE, DEUX ENFANS.

MARIE.

Allez jouer, si vous voulez, mes enfans, je suis très contente de vous. (Les enfans s'éloignent, il en reste deux.)

UNE PETITE FILLE.

C'est drôle!.. Dites donc, mam'selle Marie, à quoi ça sert de savoir lire? Maman dit que ça ne sert à rien.

UN PETIT GARÇON.

Mais papa dit que ça sert à être bon citoyen. C'est les chouans, qui ne savent pas lire!

LA PETITE FILLE.

Maman n'est pas chouan, et elle ne sait pas non plus.

MARIE.

Ta maman est très bonne, et, comme c'est ta maman, elle n'a pas besoin de savoir lire : elle n'a pas le temps d'ailleurs; mais toi, qui n'es la maman de personne, il faut apprendre à écrire les comptes de ton papa.

LE PETIT GARÇON.

Et moi, citoyenne Marie, est-ce que tu m'apprendras aussi à écrire?

MARIE.

Certainement.

LE PETIT GARÇON.

Pour quand je serai soldat, pas vrai? Papa dit qu'à présent c'est nous les officiers, les avocats, les gros messieurs, les généraux, et tout!

MARIE.

Oui, pourvu qu'on soit bien savant.

LE PETIT GARÇON.

Et patriote?

MARIE.

Et patriote.

LE PETIT GARÇON.

On serait patriote et pas savant...

MARIE.

On serait encore un bon laboureur, un bon ouvrier ou un bon soldat, mais ni avocat, ni général.

LA PETITE FILLE.

Vous qu'êtes savante, vous êtes donc général aussi?

MARIE.

Je suis ta maîtresse d'école pour le moment, c'est-à-dire ton amie qui tâche de t'apprendre ce qu'elle sait, et ta couturière qui fait tes robes et celles de tes sœurs.

LA PETITE FILLE.

Combien qu'on vous paie pour tout ça?

MARIE.

C'est moi qui paie comme ça l'amitié qu'on a pour moi.

LA PETITE FILLE.

Ça se paie donc, l'amitié?

MARIE.

Oui, avec de l'amitié. Est-ce que tu ne m'aimes pas, toi?

LA PETITE FILLE.

Oh si!

MARIE.

Eh bien! tu me paies.

LE PETIT GARÇON, d'un air capable.

Ça n'est pas plus malin que ça, pardi! citoyenne... Je t'aime aussi, moi!

MARIE, l'embrassant.

Je l'espère bien! autrement tu serais ingrat.

LA PETITE FILLE.

Qu'est-ce que c'est ingrat?

LE PETIT GARÇON.

C'est d'être bossu, méchant, vilain et malpropre, v'là ce que c'est. Viens, que je te reconduise à la maison. On jouera un brin au bord de la mare, et puis j'irai chercher mon chevau pour le faire boire.

MARIE.

Ah! on dit un cheval, tu sais!

LE PETIT GARÇON.

C'est vrai! c'est vrai! c'est les chouans qui disent mon chevau! (Il s'en va avec sa sœur, Marie se remet à coudre, Henri sort du jardin et descend le sentier du bois. Il regarde Marie un instant avec émotion avant d'oser lui parler. Marie lève la tête et lui sourit.)

SCÈNE II.

MARIE, HENRI.

MARIE.

Je vous ai entendu venir! Il faut me pardonner si je ne quitte

pas mon ouvrage, ces paysans sont si bons pour moi que je suis vraiment heureuse ici, et que je veux leur être agréable. Vous permettez que j'achève ce petit bonnet?

HENRI, qui a son sabre sous le bras, prenant le bonnet d'enfant et le regardant.

Qu'un homme doit être heureux quand il voit une femme chérie travailler comme cela pour la jolie tête dont il attend le premier regard, le premier sourire! Être époux et père! époux de la femme de son choix, père de beaux enfans qu'il lui voit élever avec intelligence et tendresse,... cela vaut bien la gloire! A quoi songez-vous, Marie, quand vous faites ces habits d'enfans?

MARIE.

Rendez-moi donc mon ouvrage! Quelles nouvelles apportez-vous?

HENRI.

Une bien bonne! Vous êtes enfin libre et à couvert de toute persécution.

MARIE.

Grâce à vous?

HENRI.

Grâce à une erreur volontairement commise peut-être : après le départ de Carrier, votre nom avait été porté sur la liste des morts. Si le geôlier l'eût osé, il eût pu vous faire sortir. J'ai réussi à voir les registres et à savoir que votre évasion n'avait pas été et ne serait pas recherchée.

MARIE.

Merci! Et du général Hoche, que savez-vous? Est-ce bien vrai que lui aussi est sorti de prison? La nouvelle d'hier n'est pas démentie aujourd'hui?

HENRI.

Elle est confirmée, et on annonce même qu'il va recevoir le commandement en chef de notre armée de l'ouest.

MARIE.

Ah! quel bonheur! je vais peut-être enfin le connaître!

HENRI.

Comment se fait-il que vous ne l'ayez jamais vu?

MARIE.

Je l'ai vu, mais je m'en souviens à peine. J'étais si jeune! N'importe, je l'aime comme s'il était mon frère.

HENRI.

Vous l'aimerez peut-être davantage encore quand vous le verrez.

MARIE.

Je l'aimerai davantage, si son arrivée vous décide à ne pas quitter la Bretagne.

HENRI.

Ne dites pas cela, Marie! je ne suis que trop disposé à y rester, si vous l'exigiez...

MARIE.

L'exiger!... Je ne puis, à moins que vous n'acceptiez l'avancement auquel vous avez droit depuis longtemps. Tant que vous avez eu à combattre vos parens et vos amis pour ainsi dire face à face, j'ai compris et admiré ce fier scrupule; mais votre oncle n'est plus, Louise est mariée, elle me l'a écrit elle-même, elle est en sûreté ainsi que sa tante, puisque M. de La Rochebrûlée accepte, dit-elle, l'idée de faire sa paix avec la république. La guerre de brigands qui se continue en Bretagne va bientôt cesser. D'ailleurs elle ne vous mettrait aux prises avec aucune des personnes qui vous sont chères; je ne vois donc pas pourquoi vous voulez aller conquérir vos grades hors de France.

HENRI.

Hélas! ma chère Marie, vous vous nourrissez d'illusions. La Vendée n'est pas réellement pacifiée. Si les paysans, apaisés par des mesures de prudence et d'humanité, rentrent chez eux et reprennent leurs travaux, gare au jour où leurs moissons seront faites! Ils seront facilement entraînés par ceux des localités où le passage des colonnes infernales n'a pas laissé de moissons à faire. D'ailleurs les chefs ambitieux et inquiets n'ont pas renoncé à leurs espérances, et Charette ne se tient pas pour vaincu. Quelque parti que prenne Saint-Gueltas, soit d'imiter Charette en se tenant retranché dans sa province, soit de la quitter pour se jeter dans les aventures de la chouannerie, ce qui reste de ma famille est condamné à tomber dans nos mains un jour ou l'autre. Hoche fera peut-être, s'il vient ici, comme on l'espère, le miracle de ramener ces esprits avides d'émotions et dévorés d'orgueil; mais s'il échoue, si cette paix armée qui permet aux rebelles de se préparer à de nouvelles luttes aboutit encore à une guerre cruelle, il faudra donc encore porter le fer et le feu dans ces malheureux pays qui sont pour moi le cœur de la patrie, et où je n'ai jamais donné un coup de sabre sans qu'il me semblât répandre mon propre sang! J'obéirai à mon devoir demain comme hier, mais je ne veux pas d'autre récompense que le mérite d'avoir vaincu les révoltes de mon propre cœur. Cela se réglera entre Dieu et moi. Les hommes ne pourraient pas apprécier ce qu'il m'en a coûté et m'adjuger un prix proportionné à mon sacrifice!

MARIE, émue.

Bien, bien! Alors il faut partir et rejoindre Kléber aux bords du Rhin, puisque votre colonel en a reçu l'ordre... L'a-t-il déjà reçu?

HENRI.

Marie!... nous partons demain! une partie de mon régiment reste ici, et je pourrais choisir;... mais... Ah! je suis dans un grand trouble, ne le voyez-vous pas? Vous ne voulez pas comprendre?

MARIE, troublée aussi.

Je crois voir que l'amitié vous retiendrait ici;... mais alors je ne dois pas accepter le sacrifice de votre légitime ambition.

HENRI.

Mon ambition! je n'en ai pas d'autre que celle de pouvoir offrir à une femme aimée une existence honorable,... et je n'en suis pas là! Qui voudrait partager ma misère?

MARIE, embarrassée.

Voilà Cadio qui nous cherche.

HENRI, appelant, attentif et inquiet.

Par ici, Cadio! (A Marie.) Le croyez-vous en état de partir aussi, lui?

MARIE, parlant vite pour changer de conversation.

Mais... oui! Il se porte bien. Il s'exerce à manier les jeunes chevaux de la ferme. Il est intrépide et adroit, calme surtout, étrangement calme et studieux. Chaque jour marque un progrès étonnant dans son esprit. Qui aurait deviné cette âme profonde et cette intelligence active sous cet habit de toile bise et sous cette physionomie ingénue? Il a trouvé ici des livres, il ne les lit pas, il les boit! Il parle peu, et on ne s'apercevrait pas de ses progrès, si par momens son émotion secrète ne s'échappait en jets de flamme. Parfois il me confond, je l'avoue, et je défends mal mes idées quand il les combat.

HENRI, soupçonneux.

Il vous entraîne alors, et bientôt vous penserez comme lui?

MARIE.

Non, Cadio est jacobin, et, quelque chose que nous fassions, il restera dans les partis extrêmes... Le voilà, annoncez-lui le départ.

SCÈNE III.

Les Mêmes, CADIO.

CADIO.

Le départ?

HENRI.

Oui, c'est pour demain.

CADIO, sans émotion.

Décidément, où allons-nous?

HENRI.

A Maëstricht pour commencer.

CADIO.

Non!

HENRI.

Comment, non? Je te jure que si.

CADIO.

Je n'y vais pas.

HENRI.

Tu ne veux plus servir?

CADIO.

Si fait, toujours, plus que jamais; mais tu peux tout auprès de ton colonel : dis-lui que je veux commencer par me battre ici. C'est en Bretagne que je dois et que je saurai faire la guerre. C'est là seulement que je serai bon à quelque chose, et que j'aurai un rapide avancement.

MARIE, à Henri.

Vous saurez qu'il pense à cet égard tout le contraire de ce que vous pensez. Il brûle de tuer ses chers concitoyens.

HENRI.

Et d'en être récompensé? Chacun son goût!

CADIO.

Oh! moi, je n'ai ni pays ni famille. Ma patrie, c'est l'armée à présent, et ma destinée, c'est de détruire ceux qui ont une patrie et qui la trahissent. Les Allemands, les Espagnols, ils défendent leur drapeau, je ne leur en veux pas. Mes vrais ennemis sont ici, autour de nous. Je les connais, je sais ce qu'ils veulent et comment ils se battent. Je serai aussi fin qu'eux, — et aussi implacable!

MARIE, bas à Henri.

Vous voyez! nous ne le changerons pas.

HENRI, à Cadio.

Alors tu veux attendre l'arrivée du général Hoche?

CADIO.

Oui; est-ce que tu ne veux pas me rendre cela possible?

HENRI.

Puisque tu désires me quitter...

CADIO.

Il faut que cela soit.

HENRI.

Je croyais à ton amitié!

CADIO.

Si tu en doutes, c'est différent! Je te suis.

HENRI.

Je n'ai pas le droit de t'imposer le sacrifice de tes rêves,... de ta destinée, comme tu dis!

CADIO.

Si fait, tu as le droit. L'exiges-tu?

HENRI.

Non; mais je pense que tu vas rejoindre le détachement qui reste au dépôt?

CADIO.

A Nantes? certainement! Il faut bien que je m'habitue à la discipline. Ce doit être le plus difficile. Tu pars dans une heure?

HENRI.

Oui.

CADIO.

Je vais faire mes adieux à la ferme.

SCÈNE IV.

LES MÊMES, moins CADIO.

HENRI.

Marie! Cadio ne veut pas s'éloigner de vous. C'est pour vous qu'il reste en Bretagne.

MARIE.

Non, Cadio veut tuer Saint-Gueltas. C'est son idée fixe.

HENRI.

Il vous l'a dit?

MARIE.

Il ne dit guère ses idées, mais je les devine.

HENRI.

Heureusement pour la pauvre Louise, Saint-Gueltas n'est pas facile à tuer.

MARIE.

Si le dévouement de Cadio opérait ce prodige pourtant, vous ne lui en sauriez pas mauvais gré?

HENRI.

Son dévouement pour qui?

MARIE.

Mais... pour vous, j'imagine!

HENRI.

Ah çà! il me croit amoureux de Louise et jaloux de Saint-Gueltas?

MARIE.

N'avez-vous pas aimé Louise?

HENRI.

Je l'ai mal aimée probablement, puisque, à supposer qu'elle redevînt libre et que la paix fût faite, je ne me sentirais pas de force à épouser la veuve de M. Saint-Gueltas!

MARIE.

Vous en êtes bien sûr? Je ne vous crois pas!

HENRI.

Vous allez me croire : Louise m'était chère, mais comme sœur et parente bien plus que comme fiancée. Je ne m'en rendais peut-être pas bien compte, mais je sentais vaguement en elle un orgueil

de race et un besoin de domination qui ne pouvaient être satisfaits ou domptés que par un ambitieux et un despote. Il y avait en moi des instincts plus désintéressés et plus tendres qu'elle dédaignait. Il est tout simple qu'elle m'ait préféré le partisan farouche et insinuant qui sait, dit-on, corrompre les femmes par la louange et frapper leur imagination par des actes d'autorité audacieuse. Je ne le connais pas, je me suis battu contre lui sans le voir; j'ignore si son royalisme est sincère, je ne le juge pas comme homme politique; je sais seulement qu'il a séduit beaucoup de femmes, qu'il a inspiré beaucoup d'amour et de haine, et que celles qui l'ont aimé ont l'âme à jamais flétrie ou désenchantée. Pour succéder à un pareil homme, il faut se croire capable de lui ressembler. J'ai une ambition plus noble, celle de rester moi-même et d'inspirer l'estime avant d'éveiller la passion! Dites donc à notre ami Cadio de pardonner à Louise et de ne pas chercher à me venger d'elle sur la personne de son époux. Je ne suis pas plus jaloux de la gloire de l'un que de l'amour de l'autre. C'est un amour et une gloire qui se ressemblent, car la folie en est le point de départ et la vengeance en est le but. Dites encore à Cadio...

MARIE.

Vous le lui direz vous-même. Soldat, il n'aura pas le loisir de revenir ici, et je ne le verrai sans doute pas de longtemps, si je le revois jamais.

HENRI.

Vous croyez qu'il veut être soldat? Je ne le crois plus, moi!

MARIE.

Que croyez-vous donc?

HENRI.

Je crois qu'il vous aime.

MARIE.

Vous vous trompez absolument; cela n'est pas.

HENRI, *agité.*

Qu'en savez-vous? Vous n'en savez rien!

MARIE.

Je sais que nous avons, lui et moi, une complète indépendance. Nous n'avons pas plus de fortune et d'aïeux l'un que l'autre. Une grande estime réciproque, une mutuelle reconnaissance pour les secours et les soins échangés dans ces derniers temps, nous ont donné le droit de nous parler sans détour. S'il m'eût aimée, je crois qu'il me l'eût dit avec la certitude de ne pas m'offenser et de ne pas perdre mon amitié : il m'a dit au contraire qu'il ne voulait ni connaître l'amour ni engager sa vie. Donc je suis bien tranquille sur son compte.

HENRI.

Alors... s'il vous eût aimée, vous ne l'auriez pas repoussé?

MARIE.

Je lui aurais dit : Restons frère et sœur.

HENRI.

Voilà tout?

MARIE.

Voilà tout.

HENRI.

Pourquoi cela?

MARIE.

Comment! pourquoi?

HENRI.

Oui, pourquoi? Il n'est pas encore l'homme qu'il doit être; mais l'inclination ne se commande pas, et vous pourriez avoir rêvé d'associer votre avenir au sien. Sa figure est agréable, ses manières sont naturellement distinguées. Tout son être délicat et harmonieux semble trahir une naissance mystérieuse...

MARIE, souriant.

Ah! voici le gentilhomme qui reparaît malgré lui! Vous croyez que, s'il y a une étincelle de noblesse naturelle dans notre caste, c'est qu'une goutte de sang patricien est tombée dans nos veines!

HENRI.

Non, je ne crois pas cela, car je supposerais plutôt que cet enfant abandonné était le fils de quelque artiste ou de quelque savant. S'il n'est qu'un paysan, peu importe d'ailleurs; il y a de jeunes Bretonnes qui ressemblent à des vierges du Corrége, et ces pays agrestes que baigne l'Océan terrible et splendide produisent des types horriblement sauvages ou singulièrement poétiques. Son intelligence vous confond, c'est vous qui le dites; son cœur est grand aussi, je lui rends justice, j'en sais quelque chose!... Enfin...

MARIE.

Enfin vous voulez que je l'aime?

HENRI, agité.

Moi?... Eh bien! voyons, supposons que je le désire!...

MARIE.

Je ne pourrais pas vous satisfaire.

HENRI, lui prenant la main.

Vous ne voulez pas me dire pourquoi?

MARIE, rougissant et retirant sa main.

Non.

HENRI.

C'est un autre que vous aimez?

MARIE, essayant d'être gaie.

Je ne suis pas forcée de vous répondre, n'est-ce pas?

HENRI.

Vous souriez avec des yeux pleins de larmes! Marie, chère Marie! est-ce qu'il ne vous aime pas, celui que vous préférez?

MARIE, *se levant.*

Je ne sais pas... Je ne crois pas,... c'est-à-dire je ne veux pas... Je n'ai ni le temps ni le droit de vouloir être aimée. Il faut combattre la misère par un travail assidu et se tenir prêt à tout sacrifier dans ce temps de malheur... Le moyen de rendre quelqu'un heureux et d'élever une famille quand on a tant de peine à traverser la vie avec dignité pour son propre compte? Les gens sans cœur et sans conscience s'étourdissent et cherchent le plaisir sans lendemain. — Moi, je ne saurais, je suis restée femme par le respect de moi-même. Je ne comprendrais l'affection qu'avec la durée, et la maternité qu'avec la sécurité. En voyant ces pauvres Vendéennes promener, c'est-à-dire traîner leur grossesse ou leurs nourrissons à travers la bataille et la déroute, je plaignais ces innocens, et je trouvais presque criminel l'insouciant, l'égoïste amour qui les avait créés! — Vous voyez! je ne vous parle pas comme devrait le faire une jeune fille; c'est qu'on n'a plus, hélas! la coquetterie de la pudeur. Il n'y a plus de jeunesse, plus de douce innocence : les grâces ont pris la cuirasse de Minerve. Il faut renoncer à tout ce qui faisait l'ornement et le charme de la vie, et se résigner à n'être qu'une sœur de charité dans ce grand hôpital d'âmes meurtries ou égarées qui est la société présente!

HENRI.

Vous avez raison, Marie! Il faut rester l'héroïne de dévouement, la sainte que vous êtes; mais tout ceci ne peut durer qu'un temps limité, tout se ranime et refleurit vite sur le sol béni de la France. La guerre ardente va y ramener la paix durable. L'homme ne peut pas s'habituer à vivre sans famille et sans bonheur domestique. Dans un an ou deux peut-être, ce qui est impossible aujourd'hui sera facile. Déjà nous avons la victoire éclatante au dehors, le patriotisme doit triompher au dedans. Douter de cela, c'est douter de la grandeur de la patrie, et vous et moi, en dépit des horreurs que nous avons vues, nous n'en avons jamais douté. L'avenir nous tiendra-t-il compte de l'effort suprême qu'il nous a fallu faire pour garder la foi? N'importe, gardons-la passionnément, et croyons à l'amour comme à la couronne qui nous est due. — Eh bien! nous attendrons... Pour moi, la confiance m'est revenue depuis que je vous ai miraculeusement arrachée à la prison... Ah! j'ai passé ici des heures bien douces!... J'y ai souffert aussi, car à mesure que votre beauté reprenait son éclat, je voyais bien qu'une transformation rapide se faisait dans votre âme. Vous aviez de soudaines rou-

geurs, d'involontaires tressaillemens. Je vous surprenais, vous si active et si laborieuse, plongée dans la rêverie ou brisée par l'émotion. — Elle aime, me disais-je,... et ce ne peut être que moi ou Cadio! Comment le savoir? oserais-je jamais l'interroger? Elle sera sincère et d'une loyauté inébranlable; sa réponse sera l'arrêt de mon désespoir ou l'essor de mon bonheur... J'aime mieux douter encore, attendre,... et j'aurais encore attendu; mais je pars demain, Marie!

MARIE, éperdue.

Ne partez pas!

HENRI, à ses pieds.

Non, je resterai si tu m'aimes!

MARIE, pleurant.

Ah! je suis folle, et nous sommes des enfans! Il faut que vous partiez, c'est l'honneur qui le commande, c'est le devoir. Il n'y aura peut-être plus ici de dangers ni de malheurs, et votre fierté ne doit pas attendre. Là-bas nos frontières sont toujours menacées et vos frères se battent. Si je vous empêchais d'y courir, vous souffririez bien vite, et vous me reprocheriez bientôt d'avoir entravé votre carrière et amolli votre courage. Je rougirais de moi, et ce lien sacré qui est entre nous, l'amour de la patrie, serait relâché et terni par ma faiblesse. Allez, Henri, allez. — Je ne vous reverrai peut-être jamais! Je vous envoie peut-être à une glorieuse mort! Vous emportez mon cœur et ma vie, emportez donc aussi la promesse que je vous fais ici de vous pleurer éternellement si je vous perds et de ne jamais appartenir à un autre!

HENRI.

Merci, Marie, je t'adore! Tu es grande comme la vertu, tu es pour moi l'âme de la France, l'ange de la révolution! Oui, le devoir, — non pas avant l'amour, mais à cause de l'amour! Je t'appartiens, Marie, et si tu me disais d'être lâche, je le serais peut-être; mais je sens qu'avec toi je ne peux pas le devenir. Tu es mon courage et ma lumière. Il n'est pas de grandeur sublime dont je ne sois capable avec une compagne telle que toi. Oui, je le sens, je m'élèverai au-dessus de la nature, je ferai des prodiges de dévouement, j'aurai la vie la plus pure et la meilleure conscience, je n'aimerai que toi, je serai à toi seule. Le serment que tu me fais, je veux te le faire; je jure de rapporter à tes pieds un cœur sans défaillance et un amour sans souillure.

MARIE.

Mon Dieu, que vous êtes bon! et que nous sommes heureux!

HENRI.

Oui, nous sommes heureux! un calme divin descend en nous. Ah! regarde, la nature s'illumine et rayonne; toutes les splendeurs

du ciel se déroulent dans ces nuages d'or qui courent sur nos têtes. Les bois exhalent des parfums exquis, le ruisseau chante des mélodies célestes. C'est la première fois que la campagne est ainsi, n'est-ce pas? Tout était mort, ravage, souillé. La terre avait bu trop de sang, — le sel des pleurs l'avait stérilisée, — ou si elle verdissait et fleurissait encore, nous n'en savions rien. Nous n'avions pas le temps de la regarder, ou nous n'étions plus assez purs pour la comprendre. Aujourd'hui tout s'est ranimé en nous et autour de nous; aujourd'hui c'est fête, c'est l'été, c'est la vie! c'est le règne éternel de la beauté salué par toutes les créatures. Ah! oui, nous sommes heureux, et ce moment résume des siècles de repos et de délices; c'est un rêve du ciel qui rachète des années de douleur et de fatigue!

MARIE.

Oui, je le sens aussi, il y a de ces momens où tout ce que l'on a souffert, tout ce que l'on doit souffrir encore n'est plus rien. C'est comme un compte à part dont on s'occupera quand on y sera forcé. En attendant, on dépense toute son âme dans une sainte ivresse. Oh! que c'est bon et beau de s'estimer l'un l'autre jusqu'à l'adoration! Qu'importe après cela que les hommes nous accusent, nous proscrivent ou nous tuent? Ce n'est pas leur faute s'ils ne comprennent pas l'innocence! Ils seront bien assez punis, puisqu'ils ne connaîtront pas les joies divines que savourent les cœurs purs. — Je me souviens en ce moment d'un homme qui trouvait dans son désespoir la force de braver le ciel... Il osait dire que la mort n'était douce qu'à celui qui avait satisfait ses passions. Il mentait, n'est-ce pas? la mort n'est douce qu'à celui qui les a vaincues pour faire de son âme le sanctuaire d'un grand amour?

HENRI.

Arrière les sophismes de ces libertins sans cœur qui s'arrogent l'impunité parce qu'ils savent braver la mort! Moi, je sens qu'on peut la bénir quand on se sent digne de retrouver au-delà de ce monde, dans la grande patrie qui réunira tous les justes, l'être qu'on a chéri uniquement et saintement respecté sur la terre!

MARIE, tressaillant.

Voilà Cadio prêt à partir. Il vous attend.

HENRI.

Déjà, mon Dieu!

MARIE.

Henri, chaque moment qui va s'écouler, chaque pas que vous allez faire nous rapprochera du bonheur, et mériter le bonheur, c'est le posséder déjà.

HENRI.

Allons, je partirai sans faiblesse, je vais vivre du souvenir de

cette heure enchantée! Adieu, Marie! laisse-moi baiser l'écorce de cet arbre qui a entendu nos sermens et abrité notre joie; je voudrais remercier et bénir de même toutes les herbes et toutes les fleurs de ce lieu charmant pour t'y faire retrouver partout la trace de mes lèvres et les parfums d'un amour digne de toi.

SEPTIÈME PARTIE.

1er SEPTEMBRE 1794.

(Au château de La Rochebrûlée, bâti sur une crète rocheuse entre la mer et les marais salans, au midi de la Loire.)

SCÈNE PREMIÈRE.

SAINT-GUELTAS, LOUISE, dans un petit salon qui fait partie de l'appartement de Louise et de sa tante. Louise est assise dans l'embrasure d'une fenêtre et regarde la mer. Saint-Gueltas entre.

SAINT-GUELTAS.

Eh bien! ma chère, vous ne songez pas à vous habiller?

LOUISE, sortant comme d'un rêve.

Ah! pardon... j'oubliais... Est-ce que l'heure est venue? le prêtre est arrivé?

SAINT-GUELTAS.

Pas encore, il ne viendra qu'à dix heures, et il fait à peine nuit. Vous avez encore le temps de réfléchir et de prier, si le cœur vous en dit; mais ne feriez-vous pas mieux de descendre au salon et de vous distraire? Il y a déjà nombreuse compagnie.

LOUISE, préoccupée.

Ah! vraiment! Qui donc?

SAINT-GUELTAS.

Tous nos voisins et amis, beaucoup de dames endimanchées à l'ancienne mode : vous allez y voir reparaître la poudre et les paniers. Les hommes sont mieux dans leur simple costume de partisans. On joue, on rit, on boit... un peu trop peut-être! Enfin, puisque la convention nous fait ces loisirs, il n'y a pas grand mal à en profiter.

LOUISE.

Si vous le permettez, je ne descendrai qu'au moment de me rendre à l'église.

SAINT-GUELTAS.

Vous allez rêver ou pleurer seule à cette fenêtre, pour paraître pâle et les yeux meurtris comme une victime qui se fait traîner à l'autel?

LOUISE.

Que vous font mes larmes? Est-ce que vous avez le temps de vous en occuper?

SAINT-GUELTAS.

Vous voyez que je sais le prendre, puisque me voilà roucoulant près de vous, tandis que les plus graves intérêts se débattent chez moi. Vous saurez que trois personnages de votre connaissance nous sont arrivés mystérieusement d'Angleterre de la part des princes: c'est le marquis de La Rive et votre ancien ami le baron de Raboisson, avec un aumônier de l'ancienne grande armée, celui qu'on appelait M. Sapience. Voyons! cela ne vous intéresse pas? Vous ne voulez pas suivre l'exemple des femmes d'esprit et de courage qui servent maintenant d'intermédiaires à nos combinaisons politiques? Vous avez tort!

LOUISE.

Vous estimez ces femmes pour qui la politique est un prétexte et la galanterie un but?

SAINT-GUELTAS.

Il serait plus juste de dire que c'est la galanterie qui est le moyen et la politique le but, par conséquent l'absolution. Vous vous obstinez dans des principes farouches qui ne mènent à rien d'utile, ma chère amie!

LOUISE.

Hélas! je le sais. Je ne suis pas la compagne qu'il vous faudrait et que vous aviez rêvée.

SAINT-GUELTAS.

Je ne vous fais pas de reproches, c'est vous qui vous en faites. Vous sentez bien que cette austérité n'est pas trop de saison dans la circonstance. Allons! il faut vous en départir un peu. Votre parente, Mme de Roseray, est au salon, belle comme un astre, habillée à la romaine ou à la grecque. C'est un peu révolutionnaire, un peu décolleté, cela scandalise; mais c'est charmant.

LOUISE.

Mme de Roseray, votre ancienne maîtresse?

SAINT-GUELTAS.

Qui diable vous a conté ça?

LOUISE.

On me l'a dit.

SAINT-GUELTAS.

On s'est moqué de vous, ma chère! Mais supposons que j'aie été, comme on le prétend, comblé des faveurs de toutes les jolies femmes que vous verrez chez moi, est-ce un sujet de tristesse et d'inquiétude?

LOUISE.

C'est un sujet d'humiliation.

SAINT-GUELTAS.

Ah! permettez! Si m'appartenir est une honte, vous avez raison: rougissez et baissez les yeux, ma belle maîtresse!... Mais si, comme vous l'avez pensé dans une heure d'enthousiasme, c'est une gloire de détrôner de nombreuses rivales, prenez votre situation comme un triomphe. Est-ce que je ne m'y prête pas courtoisement en vous jurant fidélité par-devant le prêtre?

LOUISE.

Ah! vous regrettez votre parole; vous ne m'aimez déjà plus!

SAINT-GUELTAS.

M'aimez-vous réellement, vous qui êtes si injuste? Si je ne vous aimais plus, je vous aurais laissée mourir, comme vous y étiez décidée. Vous avez pris les grands moyens pour vous assurer de moi. Vous l'emportez; je me soumets, au risque d'être moins fier et moins heureux que je ne l'étais en vous chérissant librement et en me croyant aimé pour moi-même. Je me trompais, hélas! vous mettiez votre réputation au-dessus de mon bonheur, et ce qui passait dans votre esprit avant la passion, c'était le mariage! Vous avez pleuré avec frénésie ce que vous appelez votre faiblesse et votre honte, ce que j'appelais, moi, votre grandeur et votre force. Nous ne nous entendions pas; mais je fais votre volonté. Pourquoi n'êtes-vous pas fière et joyeuse?

LOUISE.

Saint-Gueltas, j'ai la mort dans l'âme, et vos paroles répondent avec une cruelle franchise à mes terreurs! Vous allez me haïr, vous me haïssez déjà! N'importe, je dois tout accepter pour assurer le sort d'un être qui m'est déjà plus cher que moi-même. Qu'il vive, et que je meure après! Il ne maudira pas la mère qui se sera sacrifiée pour ne pas donner le jour à un bâtard! Eh bien! vous pâlissez?

SAINT-GUELTAS, *effrayé.*

Louise, que dites-vous? Est-ce vrai, mon Dieu, ce que vous dites là? Vous croyez?...

LOUISE.

Je voulais ne vous annoncer ce bonheur qu'au sortir de l'église, pour vous récompenser d'avoir fait votre devoir envers moi. Devant vos reproches et vos menaces, il faut bien que je vous dise: épargnez-moi! ayez pitié de votre enfant!

SAINT-GUELTAS, *à ses genoux, avec effort.*

Pardon, Louise, pardon! Je t'adore et je te bénis! oublie que j'ai douté de ton amour, et ne vois que l'excès du mien dans ce doute injuste! Allons, reprends courage, ma pauvre amie, essuie tes larmes; voilà ta tante qui vient t'habiller... (*Roxane est entrée par la porte de gauche en grande toilette.*) Venez, chère belle-tante! vous êtes

splendide! faites que Louise soit adorable; arrangez-la, dites-lui d'être confiante! Je suis heureux, je l'aime de toute mon âme! (Il baise la main de Louise et sort par le fond.)

SCÈNE II.

ROXANE, LOUISE.

LOUISE, à part, désespérée.

Il ment!

ROXANE.

Eh bien! tout va pour le mieux, chère enfant, puisque voilà vos petites querelles finies.

LOUISE.

Nos petites querelles! Ah! chère tante, que vous comprenez peu ce qui se passe entre nous!

ROXANE.

Si fait, si fait! je sais tout...

LOUISE, effrayée.

Vous savez?...

ROXANE.

Je sais que tu es jalouse de notre cousine de Roseray. Bah! il faut savoir pardonner le passé. C'est une personne qui a fait parler d'elle, mais c'est une maîtresse femme, qui rend de grands services à notre cause et qui est l'âme de tous les complots. Il faut lui faire bon visage et ne pas croire... Bah! Saint-Gueltas est galant, il en conte à toutes les femmes sans que cela tire à conséquence. Si j'avais voulu me persuader qu'il voulait m'entraîner à quelque sottise, il n'eût tenu qu'à moi, car il dit parfois des choses;... mais il faut rire de cela! Je pense que tu ne seras pas jalouse de moi?

LOUISE, qui l'écoute à peine.

Non, ma tante.

ROXANE.

Alors réjouis-toi, et fais-toi belle. Sais-tu que tu es très pâle et toute défaite depuis quelques jours? Mets un peu de fard, crois-moi; c'est nécessaire à tout âge. — Je vais sonner ta femme de chambre.

LOUISE, la retenant.

Pas encore! je me sens mal. Laissez-moi respirer, on étouffe ici! (Elle ouvre la porte vitrée qui donne sur le balcon.)

ROXANE.

Moi, je trouve qu'on y gèle en plein été avec ce vent de nord. Ah! ton royaume ne sera pas gai, ma pauvre Louise! Ce château est un navire échoué sur un écueil; c'est pour cela qu'il ne faut pas empêcher le marquis d'y recevoir joyeuse compagnie. C'est

un peu mêlé, j'ai donné un coup d'œil au salon tout à l'heure, il y a de tout; mais en temps d'insurrection il faut tolérer bien des choses. — Tu ne m'écoutes pas?

LOUISE.

Si fait! vous disiez que l'endroit est triste? Il est effrayant!

ROXANE.

Oh! effrayant! ne parle pas de ça! Il y revient certainement!... Heureusement ce soir il y aura du bruit, de la gaîté; mais la nuit dernière... Ah! je ne veux pas te le dire, tu prendrais peur aussi.

LOUISE.

Peur? — Non, ma tante, je ne crois pas aux revenans, moi!

ROXANE.

Tu es bien heureuse de n'en avoir jamais vu! Moi,... mais je ferai aussi bien de garder ça pour moi.

LOUISE.

Dites tout ce que vous voudrez. Je n'y crois pas.

ROXANE.

Comme tu voudras; mais je ne manque pas de courage et je ne suis pas visionnaire. J'ai vu l'autre nuit la femme blanche passer sur ce balcon au clair de la lune. Elle était horrible, décharnée, des yeux égarés, des cheveux gris flottant au vent, et elle riait;... c'était affeux!... un vrai cri de mouette dans la tempête! Un petit démon à tête de singe marchait derrière elle, tenant sa robe déguenillée... Mais tu ne vois pas ces choses-là, toi... Quand on rêve d'amour et de bonheur... Où vas-tu?

LOUISE, qui se dirige vers sa chambre.

Je vais m'habiller, il est temps.

ROXANE.

Sonne donc la Korigane! il n'y a pas de lumière, et on ne voit pas ce qu'on fait.

LOUISE.

Elle est là, je l'entends. (Elle ouvre la porte, fait un pas dans l'autre chambre, qui est éclairée, revient en jetant un cri d'épouvante, et reste immobile sur le seuil.)

ROXANE.

Ah! mon Dieu! qu'est-ce que tu as?

LOUISE, rentrant et fermant la porte brusquement.

Rien probablement! Une vision, un rêve! C'était horrible! (Elle se laisse tomber sur un siége.)

ROXANE.

Horrible, quoi? La dame blanche? tu l'as vue?

LOUISE.

Un spectre livide, repoussant,... avec mon voile et ma couronne de mariée sur des cheveux gris et sur des haillons sordides, l'épou-

vante, la mort! avec mes diamans et mon bouquet sur sa poitrine de squelette! Et cela grimaçait en riant devant la glace. — Ah! cette hallucination est un pressentiment, un avertissement peut-être. Ce spectre, c'est ma propre image, c'est le fantôme de ce que je serai pour avoir connu le funeste amour de Saint-Gueltas!

ROXANE, tremblante.

Louise, voyons, tu as eu peur, c'est ma faute, c'est parce que je t'ai parlé de la dame blanche! C'est La Korigane qui est là, je parie, et qui a eu la fantaisie d'essayer ta toilette. Elle est si hardie et si fantasque!

LOUISE.

Oui! cela doit être; je veux m'en assurer!

ROXANE, effrayée, recule au fond du salon, Louise va rouvrir avec résolution la porte de sa chambre, et regarde comme pétrifiée.

LOUISE.

Ah! je n'avais pas tout vu! Il y a un enfant mort étendu sur le sofa! Non, il se lève, mais c'est un cadavre qui marche! Il paraît insensé comme sa mère... et il ressemble à... Oui, c'est cela! La vision se complète, cette misérable, cette folle, ce sera moi, et cet enfant mourant ou idiot, ce sera le mien!

ROXANE, se cachant la figure.

Ton enfant? quel enfant? qu'est-ce que tu dis? Ah! tu es malade, tu rêves...

LOUISE.

Voyez vous-même! Si vous ne voyez rien, c'est que je suis folle en effet! Ayez le courage de regarder. Tenez, ils viennent, ils marchent, ils entrent ici. (Les deux spectres que Louise vient de décrire s'avancent en se tenant par la main et en riant d'une manière fantasque. Ils traversent le salon et sortent par la porte vitrée qui donne sur le balcon. Louise s'évanouit. Roxane se pend à la sonnette en criant au secours!)

SCÈNE III.

LES MÊMES, LA KORIGANE, qui a tardé à venir et qui entre par la chambre de Louise. Elle est pâle, essoufflée, vêtue d'un riche costume breton.

ROXANE.

Ah! j'en étais bien sûre que c'était toi... Sotte que tu es, tu nous as fait une peur...

LA KORIGANE.

Oui, oui, c'était moi, mademoiselle Louise! Remettez-vous. C'était moi!...

LOUISE, égarée.

Toi?... mais l'enfant...

ROXANE.

Il y avait un enfant? tu es sûre? Je n'ai rien vu, moi; j'ai fermé les yeux!

LA KORIGANE, à Louise.

C'est des rêves que vous avez. Ah! vous avez peur ici... Vous ne vous y plaisez pas!

LOUISE.

Où est ma toilette de mariée?

LA KORIGANE.

Là, dans votre chambre, tout est en ordre; mais croyez-moi, remettez le mariage à un autre jour, vous n'êtes pas bien.

LOUISE.

C'est impossible, ma pauvre fille!

LA KORIGANE, se mettant à ses genoux.

Mademoiselle Louise,... vous n'avez pas de confiance en moi, je sais bien!

LOUISE.

Pourquoi me dis-tu cela?

LA KORIGANE.

Dites ce que vous pensez, vous! Vous me croyez méchante?

LOUISE.

Je ne sais plus; tu me montres tant d'attachement, tu es si dévouée!... Il faut bien que tu sois bonne, puisque tu sais aimer!

LA KORIGANE.

Ah! tenez, quand vous me parlez comme ça, je me sens capable de tout pour vous servir. Vous êtes malheureuse... Je le suis plus que vous, allez!

LOUISE.

Pourquoi es-tu malheureuse?

LA KORIGANE.

Voilà ce que je ne peux pas dire, vous ne comprendriez pas! Mais répondez-moi, vous voulez épouser le maître absolument?

LOUISE.

Il le faut.

LA KORIGANE.

Et si c'était la fin de son amour, à lui? Tout ce qui lui est commandé, il le déteste!

LOUISE, avec énergie.

N'importe, il le faut! Viens m'habiller. (Elle sort avec la Korigane.)

SCÈNE IV.

SAINT-GUELTAS, RABOISSON, ROXANE.

ROXANE, troublée.

Quel plaisir de vous revoir, cher baron!

RABOISSON, lui baisant la main.

Vous me dites cela d'un air bouleversé; qu'y a-t-il?

SAINT-GUELTAS.

Et Louise, où est-elle? encore à sa toilette?

ROXANE.

Je vais lui dire de se dépêcher. (A Raboisson.) Elle sera joyeuse de vous serrer la main. (Elle sort.)

RABOISSON.

Elle a l'œil effaré, la belle tante! Serait-elle jalouse du bonheur de sa nièce?

SAINT-GUELTAS.

Non, elle me déteste à présent.

RABOISSON.

Mon cher, tu ne me dis pas tout! Tes amours sont traversées de quelque gros nuage.

SAINT-GUELTAS.

Louise est souffrante, capricieuse;... elle me reprochera toujours de lui avoir caché la mort de son père pour l'amener ici.

RABOISSON.

Elle a raison!

SAINT-GUELTAS, avec impatience.

Enfin tu exiges ce mariage? c'est ton idée fixe?

RABOISSON.

C'est mon *ultimatum*. N'as-tu donc pas compris mes lettres de Londres? Ce n'est pas seulement par un sentiment de délicatesse envers la famille de Sauvières que j'insiste, il y va de ton avenir.

SAINT-GUELTAS, inquiet.

Parle plus bas; elles sont là...

RABOISSON.

Parlons bas certes, mais parlons net. L'envoyé de Londres que je t'amène est un dévot rigide : une fille de grande maison, comme Louise, séduite et abandonnée, serait entre toi et la faveur des princes un obstacle invincible.

SAINT-GUELTAS.

Ils sont donc gouvernés par des cagots et des vieilles femmes? Parbleu! il sied bien à l'un, qui n'est pas plus croyant que nous, à l'autre, qui a vécu autant que nous dans les plaisirs, de faire à ce point les renchéris! Ils me préfèrent M. de Charette, qui, pour son compte...

RABOISSON.

Laissons Charette en repos, c'est un utile serviteur; mais tu peux l'emporter sur lui précisément en évitant les scandales qu'on lui reproche. Tu as ici un ennemi dangereux, l'abbé Sapience, qui approche sinon la personne des princes, du moins leur entourage. Paralyse ses mauvais desseins en conduisant Mlle de Sauvières à l'autel.

SAINT-GUELTAS.

Et tu réponds de mon succès? Je serai le chef suprême et absolu de l'insurrection?

RABOISSON.

Je ne peux répondre de rien, mais j'ai foi au succès.

SAINT-GUELTAS.

Allons, c'est décidé! (A la Korigane, qui entre.) Ces dames sont prêtes?

LA KORIGANE.

Oui, maître, les voilà. (Bas.) Moi, j'ai à te parler. Vite! (Saint-Gueltas sort sur le palier avec la Korigane.)

SAINT-GUELTAS.

Qu'est-ce qu'il y a?

LA KORIGANE.

Un grand malheur. Retarde ton mariage.

SAINT-GUELTAS.

Impossible!

LA KORIGANE.

La folle est ici.

SAINT-GUELTAS, tordant ses mains.

La folle? elle est vivante? et l'enfant?...

LA KORIGANE.

L'enfant est avec elle. Un paysan de Marande, qui les avait cachés, vient de les ramener ici. Tirefeuille les a reçus et enfermés dans le guettoir, mais...

SAINT-GUELTAS.

Est-ce qu'ils parlent? est-ce qu'ils se souviennent?

LA KORIGANE.

L'enfant, non, mais la mère se reconnaît. Elle s'échappe, elle rôde, elle est entrée là tout à l'heure...

SAINT-GUELTAS.

Louise l'a vue?

LA KORIGANE.

Oui, elle a cru rêver. Elle n'a pas compris...

SAINT-GUELTAS.

Je vais aviser, suis-moi!... Ah! c'est trop de malheur aussi!

SCÈNE V.

(Dans le salon rempli de monde, brillant de lumières et orné de fleurs.)

LA COMTESSE DE ROSERAY, LE BARON DE RABOISSON, L'ÉMISSAIRE DES PRINCES, L'ABBÉ SAPIENCE, se tiennent dans la profonde embrasure d'une croisée pendant que les autres invités causent avec animation dans le salon et la salle des gardes contiguë. — A la fin SAINT-GUELTAS et LOUISE.

LA COMTESSE, à Raboisson.

Vous avez bien tort de faire ce mariage, mon cher! un homme

marié n'est plus que la moitié d'un chef et le quart d'un conspirateur.

RABOISSON.

Saint-Gueltas vaut dix hommes; qu'il perde les trois quarts de son énergie, il lui en restera plus qu'à tout autre. D'ailleurs est-ce qu'il n'en a pas dépensé davantage avec les belles qu'il ne s'en dépense dans le mariage?

LA COMTESSE.

Avec les belles, comme vous dites, il n'a eu que du plaisir, et cela entretient l'énergie. Dans le mariage, il n'y a que des peines, il est payé pour le savoir!

L'ÉMISSAIRE.

Sa première femme était pourtant fort bien née, m'a-t-on dit?

RABOISSON.

Elle était plus âgée que lui et très faible d'esprit.

LA COMTESSE.

Bah! elle n'est pas la seule qui lui ait donné un enfant idiot! C'est une particularité assez plaisante dans la vie de Saint-Gueltas: tous ses bâtards sont nés contrefaits, imbéciles ou affectés d'un vice du sang. On n'a jamais pu en élever un seul.

RABOISSON, *d'un air ingénu.*

A propos d'enfans, monsieur votre fils se porte bien?

LA COMTESSE, *d'un air dégagé.*

On ne peut mieux. (*Bas.*) Impertinent! vous me paierez cela.

L'ÉMISSAIRE.

Depuis quand donc le marquis est-il veuf?

RABOISSON.

Depuis deux ans.

L'ABBÉ SAPIENCE.

Je crois qu'on n'en sait rien.

RABOISSON.

Pardon, monsieur l'abbé, personne n'ignore que la marquise était avec son fils au château de Morande quand les républicains l'ont surpris et brûlé.

L'ABBÉ.

Je sais que la mère et l'enfant ont disparu à ce moment-là; mais j'imagine que le marquis produira quelque preuve de leur mort?

RABOISSON.

Cela regarde le prêtre qui va consacrer le nouveau mariage. Vous pensez bien qu'il s'est mis en règle.

L'ABBÉ.

S'il avait négligé ce soin, il faudrait l'avertir, si vous souhaitez que le mariage soit valide!

LA COMTESSE, *bas à Raboisson.*

Est-ce qu'il y a quelque doute à cet égard?

RABOISSON.

Aucun que je sache; mais l'abbé est vendu à M. de Charette, et il fait tout pour desservir Saint-Gueltas auprès de l'émissaire des princes. Il faudrait empêcher cela.

LA COMTESSE.

Je m'en charge.

RABOISSON.

Vos beaux yeux peuvent charmer les serpens comme les lions.

LA COMTESSE.

Les beaux yeux d'un évêché seront plus puissans encore. Mon oncle le cardinal ratifiera mes promesses. Quant au mariage de Saint-Gueltas, je le blâme absolument, mais s'il le faut pour qu'on lui rende justice...

RABOISSON.

Il le faut, je vous jure.

LA COMTESSE.

Alors c'est que Mlle de Sauvières... (Elle rit.)

RABOISSON.

Non, mais je ne veux pas que pareille chose lui arrive.

LA COMTESSE.

Vous ne me persuaderez pas qu'elle ait passé un an près de lui, courant par monts et par vaux, et vivant ensuite sous son toit, sans que sa vertu ait reçu quelque atteinte.

RABOISSON.

Sa tante ne l'a pas quittée.

LA COMTESSE.

Excepté pendant les longues heures qu'elle passe à épiler ses cheveux blancs et à plâtrer sa figure.

RABOISSON.

Voyons, n'abusez pas de vos avantages contre les autres femmes. Vieilles ou jeunes, toutes disparaissent comme de pâles étoiles dans le rayonnement de votre soleil. Soyez généreuse. Je ne vous dirai pas de ne pas rendre Saint-Gueltas infidèle à sa jeune compagne. Il suffit qu'on vous regarde pour être pris ou repris de la belle manière; mais conduisez-vous comme une grande reine des cœurs que vous êtes. Protégez la faiblesse et mettez du coton au bout de vos flèches. Si le comte de Roseray eût voulu avoir l'esprit de mourir à temps, certes vous étiez la seule femme digne de seconder le futur lieutenant-général; mais il s'obstine à vivre, le fâcheux, et Mlle de Sauvières est une personne si romanesque, pour ne pas dire si niaise dans ses opinions, que vous saurez diriger le marquis sans qu'elle s'en aperçoive. Elle déteste les Anglais et n'aime guère les émigrés; vous vaincrez aisément les préjugés qu'elle pourrait entretenir dans l'esprit de son mari.

LA COMTESSE.

Allons! je vois qu'en qualité d'émigré vous-même vous avez besoin de moi. Je serai bonne femme, je vous le promets! (Entre Saint-Gueltas tenant Louise par la main. Elle est vêtue en mariée. Roxane les suit.)

SAINT-GUELTAS.

Mesdames, permettez-moi de vous présenter celle qui sera dans un quart d'heure la marquise de La Rochebrûlée. (Il la conduit d'abord à la comtesse, qui lui tend la main. Louise lui donne la sienne avec effroi. Saint-Gueltas s'adressant aux hommes qui se rapprochent de lui.) Messieurs, souffrez que je vous présente à ma fiancée.

LA COMTESSE, à Raboisson pendant que Saint-Gueltas présente à Louise l'émissaire des princes et ceux des autres invités qu'elle ne connaît point.

Dites-lui de changer de voile, le sien est déchiré. Voyez, à l'épaule, c'est de mauvais présage en temps de guerre!

RABOISSON.

Bah! c'est la fille de chambre en lui mettant les épingles; mieux vaut qu'elle ne s'en aperçoive pas.

LA COMTESSE.

Et puis il y a peut-être du danger à déranger les longs plis qui cachent sa taille!

RABOISSON.

Méchante que vous êtes!

SAINT-GUELTAS.

Tout est prêt; rendons-nous à la chapelle. (Il invite l'émissaire à offrir la main à la mariée et va présenter la sienne à la comtesse, comme à la personne la plus considérable de la réunion.)

LA COMTESSE, bas.

Ah! vous me faites les grands honneurs, infidèle? C'est pour me consoler!

SAINT-GUELTAS.

Consolez-moi, vous, car je suis éperdu d'amour pour vous depuis ce soir.

LA COMTESSE.

Alors vous ne m'aviez pas encore aimée?

SAINT-GUELTAS.

Ma foi, non; je commence!

LA COMTESSE.

Ce n'est pas vrai, mais c'est aimable. J'ai à vous parler après la cérémonie.

SCÈNE VI.

(Au bord de la mer, sur un escalier taillé dans le roc qui descend en rampe la falaise à pic jusqu'à une petite construction soudée à son flanc.)

LA KORIGANE, TIREFEUILLE.

TIREFEUILLE, montrant la construction.

Pas possible de les laisser dans ce guettoir. La porte ne tient plus; ils s'échapperont encore. Il faudrait les embarquer tout de suite.

LA KORIGANE.

La mer est trop mauvaise ce soir.

TIREFEUILLE.

Pourtant le maître a dit de les conduire cette nuit à Noirmoutier.

LA KORIGANE.

Va prendre ses ordres. Dépêche-toi. (Tirefeuille monte l'escalier La Korigane le descend jusqu'au guettoir.) Ce qu'il faudrait faire, il le désire. S'il ne le veut pas... Pourquoi ne le voudrait-il pas? Il m'a déjà commandé le mal, et plus j'en faisais, plus il avait d'estime pour mon courage. Il sera content après. Il est perdu sans cela. La folle parle plus qu'il ne pense. Voilà les cloches qui annoncent la fin. Il est marié. Si je ne me dévoue pas pour lui, il est déshonoré, conspué, abandonné de tout le monde... Allons! que le crime retombe sur ma vie et le péché sur mon âme! (Elle va ouvrir la cellule.) Sortez, vous pouvez prendre le frais et vous promener.

LA FOLLE, sortant, l'enfant la suit.

Ah! oui! le bal, le bal des noces! Je veux aller au bal! C'est moi la mariée!

LA KORIGANE, lui montrant le pied du rocher que longe une étroite bande de sable.

Par là. Descendez!

LA FOLLE, voulant monter l'escalier.

Non, par ici!

LA KORIGANE, l'arrêtant.

Je vous dis que non. Par ici, les portes sont fermées. Voilà votre chemin.

LA FOLLE, qui descend.

Il y a de l'eau, la marée monte.

LA KORIGANE.

Mais, non, vous rêvez! elle descend!

LA FOLLE.

C'est bien vrai? Je ne sais plus, moi!

LA KORIGANE.

Dépêchez-vous, on va danser sans vous.

LA FOLLE.

Allons, allons!

LA KORIGANE.

Vous oubliez votre fils.

LA FOLLE.

Quel fils? Ah! oui! (Elle le tire par le bras; l'enfant a peur et résiste.)

LA KORIGANE, à l'enfant.

Allez donc, ou votre mère va vous laisser tout seul.

LA FOLLE.

Il ne veut pas venir, le méchant! Eh bien! reste, adieu!

L'ENFANT.

Maman, maman!

LA FOLLE.

Viens, mon amour, je te porterai! (Elle le prend dans ses bras et disparaît en courant le long de la falaise.)

LA KORIGANE, qui a descendu derrière eux.

Comme ça tout ira bien, sans que je m'en mêle, — la marée monte!... S'ils ne reviennent pas dans cinq minutes... Comme le flot va lentement!... non, le voilà qui remplit le sentier; il me gagne... Je vais remonter les marches en comptant... encore une de couverte, une autre... En voilà cinq, en voilà dix; dix marches, c'est dix pieds. — Ah! qu'est-ce que j'entends? un cri, bien sûr! — C'est le petit qui dit le seul mot qu'il sache, *maman!* Va, pauvre malheureux, c'est elle qui te mène, ce n'est pas moi!... Qu'est-ce que je vois de blanc là-bas? Elle surnage? Non, c'est une lame... et ce n'est plus rien... Tout est dit, le brouillard et l'eau ont tout fait; ils ne parleront pas... Je vais remonter auprès de la mariée... l'arranger pour le bal... Mais qu'est-ce que j'ai donc? je ne peux pas marcher. Suis-je bête! j'en ai bien vu d'autres et j'ai bien fait pire! — Mais si le maître était fâché, s'il regrettait l'enfant? — Bah! ce n'est pas son fils!... D'ailleurs je lui ai pardonné la mort de Cadio, moi! il faudra bien qu'il me pardonne... Cadio! si sa pauvre âme voyait ce que je viens de faire!... Ah! j'ai peur! (Elle veut remonter l'escalier et s'arrête hallucinée.) Il est là, je le vois! Laisse-moi passer, Cadio! le flot monte toujours... Tu ne veux pas? tu me parles? qu'est-ce que tu dis?... Je périrai comme j'ai fait périr? Il me pousse... je tombe! (Elle se cramponne au rocher.) Non, non, c'était un rêve! ce n'est pas lui, ce n'est rien! Est-ce que je deviens folle aussi, moi? (Elle remonte l'escalier en courant.)

GEORGE SAND.

(La suite au prochain n°.)

L'ANGLETERRE

ET

LA VIE ANGLAISE

XXXV.

LA VIE POLITIQUE.

II. — LE REFORM BILL, LES OUVRIERS ET LES DÉMONSTRATIONS POPULAIRES.

Il est peu de spectacles plus instructifs que celui de la lutte entre les choses et les partis au-delà du détroit. Qui voulait dans le parlement anglais de la réforme électorale? Ce n'est aujourd'hui un mystère pour personne que cette mesure comptait très peu d'amis sincères dans les rangs de la chambre des communes. Combien elle inspirait encore moins de confiance et de sympathie à l'assemblée des lords! Il suffit d'avoir suivi avec attention les débats des deux chambres pour se faire une idée des alarmes que soulevait ce monstre né des agitations populaires. Ceux même, whigs ou tories, qui jugeaient prudent de se rallier au projet de réforme ne pouvaient toujours se refuser le plaisir ou la consolation d'en signaler les dangers. « Il a reçu, ainsi que disait un ami de M. Bright, autant de pierres que de votes. » Et toutefois il est aujourd'hui ce que les Anglais appellent *the law of the land*, une des lois organiques du royaume. Un tel événement ne nous enseigne-t-il point qu'il existe chez nos voisins une influence capable de courber à un moment donné la résistance des grands pouvoirs de l'état? Cette force, on peut la désigner d'un mot, c'est l'opinion publique.

Je voudrais indiquer dans cette étude comment se forment les courans du progrès qui entraînent en Angleterre le gouvernement lui-même. L'initiative du chef de l'état a tant habitué dans d'autres pays à chercher derrière les événemens la main d'un homme, qu'on pourrait bien se tromper sur la manière dont les choses se passent chez nos voisins. Un pareil ensemble de faits n'est-il point d'ailleurs de nature à nous éclairer sur les mœurs politiques d'une nation qui, tout en confiant à d'autres le soin de la représenter et de la conduire, reste toujours maîtresse de sa volonté?

I.

Le germe du *reform bill* de 1867 se trouvait déposé d'avance dans le *reform bill* de 1832; aussi est-il impossible pour l'observateur de séparer dans son esprit ces deux grandes mesures législatives concourant l'une après l'autre à étendre et à purifier le système électoral en Angleterre. Pourtant quelle différence dans le caractère des deux époques! En 1831, ce qu'on poursuivait dans la lutte était la victoire de la classe moyenne sur l'aristocratie, tandis que les droits politiques des travailleurs, — tout le monde le reconnaît aujourd'hui, — avaient été entièrement méconnus. Non-seulement on s'était bien gardé d'admettre à l'exercice de la souveraineté nationale de fraîches recrues choisies parmi les rangs de la classe ouvrière, mais il est à présent démontré que dans plusieurs villes du royaume-uni des artisans jouissant sous l'ancienne constitution de la franchise électorale se virent dépouillés de leur privilége par les dispositions de la nouvelle loi. Comment donc se fait-il que les masses prirent alors part à un mouvement dans lequel pour leur compte elles n'avaient aucun intérêt direct? La classe moyenne, avant de s'appuyer sur l'ardeur et l'impétuosité de ses valeureux auxiliaires, n'avait point manqué de leur donner le mot d'ordre. « Aidez-nous, disaient bien haut ses orateurs, et nous vous aiderons; prêtez-nous main-forte pour élargir la brèche, et une fois entrés dans la place nous vous en ouvrirons les portes. » Cette promesse, il faut l'avouer, fut quelque temps oubliée dans la victoire, et la partie de la nation qui avait le plus concouru matériellement à attaquer le monopole de la noblesse ne profita guère du succès de ses efforts. Cependant des voix s'élevaient pour réclamer l'exécution des engagemens contractés dans la chaleur de la lutte. Dès 1852, les whigs étant au pouvoir, lord John Russell proposa de reprendre et de modifier l'œuvre à laquelle il avait attaché son nom. A partir de ce jour, les esprits clairvoyans durent comprendre que le système représentatif n'était point fixé par la loi de 1832. Un second

reform bill, envisagé par les uns comme un bien et par les autres comme un mal inévitable, apparut à tous sur les hauteurs de l'horizon politique.

Cette question, d'abord vague et ténébreuse, ressemblait aux esprits de l'abîme qui, dans les anciennes légendes de mer, attirent les navigateurs vers de perfides écueils. Contre de pareils dangers, cinq ministères appartenant à différentes couleurs vinrent successivement échouer. Il suffira d'indiquer d'un trait le genre d'obstacles que rencontrait une telle mesure en Angleterre. Chaque parti, on oserait presque dire chaque homme d'état, avait en tête son projet de réforme qui le plus souvent ne coïncidait guère avec les vœux du pays. Au milieu de cette confusion, beaucoup d'électeurs qui avaient obtenu leur affranchissement politique grâce aux efforts combinés de la classe moyenne et de la classe ouvrière étaient maintenant les premiers à vouloir exclure le travail manuel du privilége conquis par eux en 1832. Pour saisir la force des argumens qu'ils opposaient à une nouvelle extension du suffrage, il faut savoir que nos voisins considèrent l'exercice de la souveraineté nationale bien moins comme un droit que comme une fonction; or toute fonction exige de celui qui s'en acquitte certaines garanties. Le vote est un dépôt que l'état remet entre les mains des seuls électeurs jugés par lui dignes de sa confiance. Les ouvriers étaient-ils préparés à recevoir le mandat qu'on réclamait en leur nom? Plusieurs parmi les hommes d'état affectaient le doute à cet égard. Ce qui avait le plus lieu d'étonner, c'est que de leur côté les travailleurs montrèrent tout d'abord très peu d'empressement pour l'honneur qu'on voulait leur faire. Apparente ou réelle, cette indifférence fut diversement interprétée par les orateurs de la chambre des communes et par les journaux. Les uns avec la joie du triomphe y virent un aveu de l'impuissance des ouvriers anglais à se gouverner eux-mêmes et à jouer un rôle dans l'état. Les autres, tout en déguisant leur tristesse, cherchèrent des explications qui n'expliquaient rien ou même s'efforcèrent de nier un fait qui sautait pourtant aux yeux. Libéraux et tories ne remontèrent point, je crois, aux véritables motifs qui dictèrent dans les commencemens la conduite des travailleurs. Ce n'était nullement insouciance de leur part, c'était calcul.

Avec le bon sens qui les distingue, les ouvriers anglais se dirent que, faibles, dispersés, sans argent, ils pesaient pour un atome dans les destinées du pays. Qu'avaient-ils pour eux? Le nombre. C'était peu de chose en face d'institutions qui mesurent surtout les hommes à la fortune, au talent et aux situations acquises. Avant de compter dans le monde politique, il leur fallait conquérir une place dans

la société. L'exemple était parti d'en haut : c'est en s'associant et en disciplinant leurs forces que l'aristocratie d'abord, puis la classe moyenne, avaient étendu leur influence dans l'état. Les *workmen* suivirent la voie qu'on leur avait tracée, ils s'organisèrent. Beaucoup d'entre eux se rendaient d'ailleurs justice et savaient parfaitement qu'ils étaient inférieurs en instruction et en lumières à ce qu'on nommait par habitude dans la Grande-Bretagne *ruling classes*, les classes gouvernantes. L'espace de trente-cinq ans qui s'est écoulé entre le premier et le second *reform bill* a été mis à profit par les ouvriers anglais : ils ont combattu chez eux la misère, l'ignorance et d'autres causes de dégradation. Une grande partie de ce travail occulte a échappé aux hommes politiques du royaume-uni, assez mal informés de ce qui se passe dans les couches profondes de la société. Ces mêmes ouvriers, dont on accusait le silence et l'abstention, entendaient d'une certaine manière leurs intérêts. Ayant beaucoup plus de confiance en eux-mêmes et dans leur système d'organisation appuyé sur des efforts personnels que dans des mesures légales dont ils saisissaient encore vaguement la portée, les travailleurs de la Grande-Bretagne concentrèrent toutes leurs espérances sur l'œuvre qu'ils avaient commencée. Dans un pays où la propriété est la racine des droits et de l'influence sociale, ils voulaient constituer leur importance avant de se mêler à l'agitation politique. Ayant vu d'assez près les classes ouvrières en Angleterre, je crois être à même de me faire une idée juste de leurs intentions. Quelle raison avaient ces braves *workmen* de se méfier d'un étranger? Eh bien! de leurs discours et de leurs actes il résulte pour moi une conviction, c'est qu'avant de prendre part à la lutte ils ont tenu à préparer leurs armes.

Qu'on veuille bien se rappeler l'opinion qu'on avait en France des ouvriers anglais sous le règne de Louis-Philippe. Ici même un économiste dont tout le monde regrette la perte, M. Léon Faucher, écrivait sur la triste condition du travail manuel au-delà du détroit des études que les lecteurs de la *Revue* n'ont sans doute point oubliées. Certes je ne crois nullement qu'il ait rien exagéré, et pourtant combien ces tableaux chargés de sombres couleurs ressemblent peu à la situation présente des soldats de l'industrie chez nos voisins! Les écrivains anglais constatent eux-mêmes un grand changement à cet égard dans le sort des ouvriers (1). Il s'est néanmoins trouvé chez nous des esprits absolutistes qui, opposant l'ancienne misère des classes laborieuses aux institutions constitutionnelles

(1) On peut consulter *Progress of the working class*, by J. M. Ludlow and Lloyd Jones, livre plein de faits, d'aperçus et d'idées, écrit par deux hommes de talent, l'un savant légiste, l'autre ancien ouvrier.

dont jouit la Grande-Bretagne, ont voulu tirer de ce contraste un argument contre la liberté. Beaucoup d'ouvriers français, trompés par ce sophisme, ne virent de salut pendant un temps que dans un système de protection, et ils demandaient à l'état, quel qu'il fût, de les couvrir contre la concurrence. De telles illusions peuvent bien servir à un moment donné les projets de la dictature ou du despotisme, mais elles ne sauraient tenir contre les faits. Si la lutte était nécessairement défavorable aux intérêts du travail, à coup sûr il y a longtemps que l'ouvrier anglais aurait été écrasé. Organisation du système de l'industrie, division des classes, rivalité des moyens de production, il a tout contre lui, et pourtant il résiste, il grandit tous les jours, que dis-je? il commence à effrayer. Quelques-uns se plaignent déjà de ce qu'il fait la loi aux maîtres; un pas de plus, et l'on assure qu'il serait à même de jeter l'épée de Brennus dans la balance de l'état. Contre une aristocratie implantée dans le sol et entourée d'éclat, contre une classe moyenne très intelligente et concentrant dans ses mains une masse formidable de capitaux, quelles ont pourtant été les armes du *workman?* Il n'en a qu'une, la liberté. C'est par le droit de réunion, c'est au moyen de la presse et de la parole qu'il tient tête à toutes les autres influences. Au gouvernement il demande non point de le protéger, mais de le laisser faire par lui-même. Qu'a-t-il d'ailleurs besoin du secours de l'état! Ces mêmes ouvriers d'outre-mer, qu'on représentait, il y a quelques années, comme les esclaves des machines, donnent aujourd'hui l'exemple et le mot d'ordre à la plupart des coalitions et des grèves. Quand les circonstances l'exigent, ils vont même jusqu'à offrir l'hospitalité de leur libre sol et de leurs libres institutions aux émissaires venus de l'étranger qui chez eux ne peuvent ni parler ni s'entendre sur certaines questions d'intérêt vital. Pour ceux qui se sont confiés dans les forces et les bonnes intentions du gouvernement personnel, la leçon est dure, mais décisive.

A quoi pourtant s'occupaient les travailleurs anglais durant les années qui suivirent le premier *reform bill* et qui précédèrent l'agitation politique de 1866? Loin de moi l'intention d'embrasser l'ensemble de leurs efforts, il suffira bien d'indiquer quelques traits essentiels. Un de leurs premiers soins a été de fonder entre eux des sociétés de bienfaisance et de secours mutuels connues sous le nom général de *friendly societies*. Plusieurs de ces institutions existaient dès la première moitié du XVIIIe siècle, mais ce n'est guère que vers 1832 qu'elles prirent un développement considérable. Aujourd'hui ces *friendly societies* dépensent par an dans le royaume-uni plus de 3 millions de livres sterling (75 millions de francs) à soigner leurs

malades, à enterrer leurs morts, à secourir leurs veuves et leurs orphelins. L'organisation de quelques-unes d'entre elles ferait trembler tout autre gouvernement que celui d'un peuple libre. Les deux grands ordres sont la *Manchester unity of odd fellows* et l'*ancient order of foresters*. Le premier (celui des *odd fellows*), qui compte dans ses rangs 387,990 ouvriers et qui possède un fonds de réserve de 2 millions de livres sterling (50 millions de francs), est gouverné par un conseil de directeurs reliant les 3,671 loges sous la même autorité. Le second (je parle des *foresters*), qui se compose de 224,000 membres et qui distribue pour environ 220,000 livres sterling (5 millions 500,000 francs) de secours par an, obéit de son côté à un conseil exécutif de onze officiers. Qu'on se figure un tel état de choses sur le continent, une société qui échappe à toute surveillance et du sein de laquelle un petit nombre d'individus peuvent en moins d'une semaine, par un simple mot d'ordre, diriger vers un but commun les forces d'un demi-million d'artisans; c'est pour le coup qu'on crierait à l'anarchie. Eh bien! ces *friendly societies* (1) entourent au contraire le gouvernement anglais d'une ceinture d'assurance et de protection. Comment cela se fait-il? Les ouvriers d'outre-mer respectent dans la constitution de leur pays un ordre de choses qu'ils n'ont aucun intérêt à renverser. Sans police secrète et sans armée (du moins si l'on fait la comparaison avec d'autres états), le pouvoir se défend chez nos voisins par la liberté qu'il garantit à toutes les classes de la société.

Il faut bien se garder de confondre les *friendly societies* avec les *trades' unions*. Ces dernières n'avaient aucun moyen d'être jusqu'à ce qu'une modification de la loi permît aux sociétés ouvrières de régler les conditions du travail. Elles prirent naissance dans un temps où les enfans étaient enfermés jusqu'à seize heures de suite dans les fabriques de la Grande-Bretagne. Les *trades' unions* ressemblent aux *friendly societies* en ce qu'elles distribuent des secours à leurs membres dans les cas de maladie ou d'accident; mais, non contentes d'exercer les devoirs de la charité, elles prétendent en outre couvrir les différens corps de métiers d'un système de pro-

(1) Aux sociétés déjà nommées, il faut ajouter le *Loyal order of ancient shepherds* (l'ordre loyal des anciens bergers), l'ancien ordre des druides, les ordres unis des jardiniers libres (*United orders of free gardners*) et quelques autres encore. Autrefois les membres de ces confréries se montraient extrêmement jaloux d'étaler en public leurs étranges costumes, leurs écharpes, leurs tabliers et leurs nœuds de rubans. Aujourd'hui les ouvriers anglais attachent beaucoup moins d'importance à ces signes extérieurs. Les *foresters* se rendent pourtant tous les ans au *Crystal Palace*, où leur uniforme théâtral, qui rappelle celui de Robin Hood, leur procession et les exercices à l'arc, auxquels ils se livrent sur les tapis verts, attirent généralement un grand concours de spectateurs.

tection et de défense mutuelle. Ce sont les organes d'un mécanisme encore très imparfait sans doute, destiné plus tard à se modifier, peut-être même à disparaître entièrement, ainsi que tant d'autres systèmes, dans le développement de la vie industrielle : ce qui me paraît du moins certain, c'est qu'on ne réussirait point à les détruire par la force. Ces institutions, malgré leurs défauts, ont rendu de grands services à la classe ouvrière; c'est surtout grâce à leurs efforts que la journée de travail a été réduite à dix heures en Angleterre (1). Lorsque le *ten hours' bill* qu'elles avaient depuis longtemps réclamé passa devant la chambre des communes, les orateurs ne manquèrent point pour annoncer la déchéance prochaine de l'industrie britannique. Dieu merci, l'état de plus en plus florissant des manufactures et des usines a donné un éclatant démenti aux sinistres prophéties des alarmistes. A plus d'un égard, la discipline de ces associations a été utile, elle a contribué en somme à élever l'habileté, le courage et l'intelligence des travailleurs (2).

On reproche, il est vrai, aux *trades' unions* certaines mesures tyranniques consenties par les membres eux-mêmes en vue de sauvegarder les intérêts du métier; mais n'est-ce point au prix de ces sacrifices que plusieurs d'entre eux avaient déjà conquis sous l'ancienne loi électorale leur liberté politique? Croire que le prix du travail puisse être dicté arbitrairement par l'influence de certaines organisations ouvrières au lieu d'être réglé par le cours du marché serait sans doute une monstrueuse erreur économique; est-ce bien d'ailleurs l'illusion que nourrissent les *trades' societies?* Les chefs intelligens de ces confréries sont les premiers à s'en défendre, et s'ils se proposent de maintenir à une certaine hauteur le tarif des salaires, ils savent très bien que les diverses industries se suicideraient en exigeant des maîtres au-delà d'une part raisonnable dans les bénéfices. Ces sociétés sont-elles d'ailleurs les seules en Angleterre qui aient voulu imposer un prix aux services de leurs membres? Non vraiment, les professions libérales avaient donné l'exemple. Les confréries de docteurs en médecine et de légistes ont aussi leurs règlemens qui taxent d'une manière souveraine la bourse du public. Tout *physician* qui recevrait pour ses visites au-dessous du prix orthodoxe (une guinée) serait considéré par ses

(1) Elle était autrefois de douze, quatorze et même quinze heures. Encore ne faut-il point perdre de vue que les ouvriers anglais jouissent maintenant pour la plupart d'un demi-congé (*half-holiday*) dans l'après-midi du samedi.

(2) Un des principaux avantages qu'ils aient recueillis de la pratique des *trades' societies* a été d'apprendre à gouverner eux-mêmes leurs affaires. L'administration de si nombreux intérêts exige à coup sûr des lumières et des qualités personnelles; aussi la plupart des ouvriers qui figurent à la tête de ces confréries sont-ils des hommes d'ordre, de conscience et de capacité.

collègues comme un charlatan et un transfuge. Ainsi en est-il pour les avocats, que l'ordre entier accuserait de gâter le métier, s'ils travaillaient au-dessous du cours fixé par les statuts. N'est-ce point après tout la même méthode que les ouvriers anglais ont voulu appliquer à un autre ordre de faits pour ne point laisser avilir les salaires?

Le système des grèves est sans contredit un système brutal, c'est la guerre, et comme tel il doit nécessairement nuire aux intérêts du capital et du travail; mais il faut bien se dire que ce ne sont point les *trades' unions* qui l'ont inventé. Les *strikes* (grèves) sont si conformes aux traditions et aux mœurs du peuple anglais qu'on les trouve à chaque instant dans le passé et dans certains genres de service où l'on ne s'attendait guère à les rencontrer. Dans un temps où l'art du machiniste n'avait point encore trouvé le moyen d'imiter sur la scène le mouvement de la mer, on étendait une toile peinte en vert sous laquelle de jeunes garçons courant çà et là, frétillant et gambadant, rappelaient plus ou moins les soubresauts de l'orageux élément. Le théâtre de Drury-Lane employait une troupe de ces gamins de Londres pour une des pièces de Pâques, et Elliston, le directeur d'alors, les avait d'abord engagés à un shilling par soirée; mais comme le succès de la pantomime commençait à baisser, il réduisit de moitié leurs salaires. Les *vagues* se rassemblèrent aussitôt dans un *meeting* où il fut décidé que toute la *mer* ferait grève. En conséquence le soir même, tandis que de faux éclairs faisaient rage sur la scène, que le faux tonnerre résonnait de son mieux dans la coulisse, l'Océan, à la stupéfaction de tous, demeurait calme et plat comme un tapis. Le souffleur hors de lui leva un coin du voile et enjoignit aux flots de faire leur devoir. « Des vagues à six pence ou à un shilling? » demanda une jeune voix qui sortait du fond de l'abîme. « A un shilling, » répondit résolûment le souffleur qui n'avait point d'autre alternative. Dès que ce mot magique eut été prononcé, la mer se remua en toute conscience comme si elle eût été agitée par une vraie tempête.

Les grèves étaient très fréquentes pour fixer les diverses branches de l'industrie bien avant les *trades' unions*. Seulement dans cette lutte inégale contre les maîtres, l'ouvrier était toujours vaincu. Ce que le concours de ces sociétés a apporté de nouveau dans la physionomie des *strikes* est un élément de force et de durée. Serait-il juste pour cela de dire qu'elles les encouragent? Je ne le crois nullement. Il en est de cette guerre comme de toutes les autres : on en vient tout de suite aux mains avec une nation faible dont on espère avoir aisément raison; mais deux grandes puissances bien armées sont beaucoup moins promptes à s'engager dans une lutte

dont elles prévoient l'une et l'autre les conséquences. Maîtres et ouvriers y regardent aujourd'hui à deux fois avant d'entamer un conflit qui doit se prolonger des mois et même des années. Ce n'est qu'après avoir épuisé de part et d'autre tous les moyens de conciliation qu'on se risque, en désespoir de cause, à brûler ses vaisseaux. Il est d'ailleurs bien plus facile d'attirer un petit nombre d'hommes dans une entreprise téméraire que de gagner la volonté de plusieurs milliers d'individus qui ont tous quelque chose à perdre. Aussi la déclaration de guerre est-elle toujours précédée d'une enquête; les griefs de la loge mécontente doivent être soumis à un conseil, qui examine attentivement la nature du débat, les chances de la lutte et les ressources de la société. De telles formalités, on en conviendra, sont plutôt faites pour prévenir que pour seconder les grèves. Et pourtant les *strikes* n'éclatent encore que trop souvent. C'est alors un spectacle triste et grand que celui de ces masses volontairement absentes des ateliers, sombres et inquiètes, parcourant la ville en silence pour se rendre à leurs *meetings*. On devine aisément la morne sollicitude des femmes d'ouvriers, la terreur du lendemain qui se répand comme un nuage sur le foyer domestique. Sans doute ces hommes poursuivent par la souffrance du moment un intérêt personnel; mais ils croient en même temps obéir à un devoir envers leur classe et leur profession. De toutes les grèves que j'ai vues à Londres, celle des maçons m'a laissé le plus pénible souvenir. Les chantiers de construction étaient vides, les travaux suspendus, les intérieurs désolés, et pourtant l'ordre ne fut pas un instant troublé dans la ville. Ailleurs l'ouvrier sans travail rejette volontiers sur le gouvernement une partie de sa mauvaise humeur, et je ne m'étonne point qu'il en soit ainsi. Quand c'est l'état qui concentre tous les pouvoirs, on lui demanderait volontiers de faire la pluie et le beau temps, de mûrir les moissons et d'ouvrir au flanc des rochers les sources de la prospérité publique. Quiconque s'arroge l'autorité absolue doit s'attendre à être regardé comme responsable de tout ce qui arrive. En Angleterre, où le gouvernement ne s'attribue au contraire que des fonctions très limitées, nul n'exige de lui au-delà de ce qu'il peut donner. L'ouvrier sait très bien que le prix du travail repose sur un contrat privé et que l'état n'a rien à voir dans sa querelle avec les maîtres. Tout ce qu'il revendique est l'usage plein et entier de sa liberté personnelle. En s'abstenant de travailler dans l'espoir d'améliorer les conditions mêmes du travail, il use d'un droit que nul ne lui conteste, quoique beaucoup regrettent la nature des moyens auxquels il a recours.

Les *trades' unions* représentent en Angleterre une grande accu-

mulation de forces et de capitaux (1). C'est cette puissance même qui a soulevé contre elles dans ces derniers temps une sorte de croisade. Des faits déplorables sont venus fort à point aggraver les accusations de leurs adversaires. Il faut avoir vu la ville de Sheffield pour comprendre la nature des attentats qui s'y sont commis. Sous un dôme de fumée qui ne laisse que rarement entrevoir la couleur du ciel, au bord d'un fleuve sombre et bourbeux, véritable Styx de l'industrie, au milieu de noirs amas de charbon de terre et de fournaises toujours allumées, vivent des ouvriers condamnés à certains métiers homicides. Renfermés à l'atelier dans de sinistres bâtimens de pierre qui ressemblent à d'anciennes forteresses démantelées, étrangers au progrès des autres classes, les *saw-grinders* (émouleurs de scies), par exemple, forment un groupe d'un caractère à part qui tranche sur la population locale. Indifférens pour eux-mêmes à la durée de la vie, respectant très peu celle des autres, ce sont à coup sûr des instrumens dangereux entre les mains d'un chef fanatique. Ce qui s'est passé à Manchester parmi les maçons annonce, il est vrai, que la fureur des gros salaires et l'idolâtrie des intérêts matériels peuvent entraîner d'autres corps de métiers dans de semblables crimes. On oublie pourtant que les maîtres restent libres d'employer ou de refuser les hommes appartenant aux *trades' unions*, et que plusieurs ne se font point faute de se servir de leur droit. Si déplorables que soient de pareils faits, il ne faut point en outre perdre de vue que ces confréries étaient encore plus dangereuses dans un temps où, considérées comme illicites, elles avaient besoin de s'entourer d'un mystère encore plus impénétrable. Le moyen de combattre de tels actes de violence est-il bien en effet de mettre hors la loi les sociétés ouvrières et de les encourager ainsi à se couvrir d'un voile? Ne serait-ce point plutôt de les reconnaître et de les admettre aux mêmes avantages que les autres compagnies de bienfaisance et de secours mutuels (2)? Telle est, il y a lieu de

(1) Quelques chiffres donneront une idée de leur importance. La société des ouvriers mécaniciens (*Amalgamated society of engineers, machinists*, etc.) compte 30,984 membres, jouit d'un revenu de 1,891,807 francs, et tient en main un fonds de 2,883,241 fr. Dans l'espace de quinze années, elle a dépensé en secours mutuels et autres dons la somme de 12,117,925 francs. Celle des charpentiers et des menuisiers (*Amalgamated society of carpenters and joiners*), fondée en 1860, embrasse déjà plus de 8,000 membres et possède en caisse plus de 326,300 francs. Une autre plus ancienne (*Operative house carpenters' and joiners' society*) se compose de 10,000 ouvriers des mêmes corps d'état. On peut par là juger de la force des confréries appartenant aux autres métiers, maçons, fondeurs de fer, etc. Les ouvriers évaluent à 700,000 le nombre de leurs camarades engagés dans les différentes sociétés. Le chiffre total des ressources d'argent est inconnu, mais doit être certainement très considérable.

(2) Dans l'état présent des choses, ces sociétés sont obligées de se mouvoir en dehors

le croire, la conséquence à laquelle sera conduit le gouvernement anglais par l'enquête ouverte sur les *trades' unions*.

A ces confréries des corps de métiers beaucoup chez nos voisins préfèrent les sociétés coopératives. Ce système, qui est né d'hier, a déjà conquis l'approbation d'hommes éminens dans le parlement, dans l'église et dans la noblesse. Au lieu de s'attacher tout d'abord comme en France à la production des objets industriels, ces sociétés débutèrent au-delà du détroit sur un tout autre terrain. Le pauvre est en général celui qui paie le plus cher tout ce qu'il achète. Dans la plupart des cités anglaises occupées par les grandes manufactures, l'ouvrier habite des quartiers obscurs et entassés où abondent de petites boutiques. Dans un pareil voisinage, les marchands, pourvus d'un maigre capital, achetant en détail, revendant le plus souvent à crédit, sont obligés de débiter à un haut prix des denrées d'une qualité inférieure. Frappés de ces inconvéniens, les ouvriers résolurent de se faire eux-mêmes leurs propres boutiquiers. L'exemple partit de Rochdale, et avec quelle autorité (1)! Un tel succès était certes bien de nature à inspirer la confiance. Beaucoup d'autres sociétés s'établirent en Angleterre plus ou moins d'après le même modèle. Tous les essais n'ont point été également heureux. Plusieurs de ces tentatives ont avorté soit à cause d'un vice dans le système, soit par suite de l'inexpérience des hommes qui les dirigeaient. Cependant la situation des diverses sociétés qui survivent est en somme très favorable (2). Enhardis par le succès, des ouvriers du même métier se sont peu à peu associés non plus pour acheter en commun les objets de consommation, mais pour exercer leur industrie et en écouler par eux-mêmes les produits. Cette nouvelle forme de la coopération est sans contredit celle qui rencontre en Angleterre le plus d'obstacles, qui exige de la part des artisans le plus de sacrifices et se trouve par conséquent la plus exposée aux revers. Diverses branches du travail manuel ont pourtant atteint dans cette voie des résultats heureux. L'une de ces sociétés, *North of England wholesale co-operative society*, li-

de la légalité. Elles ne peuvent obtenir devant les tribunaux le redressement de certains torts ni la punition de certaines fraudes commises par les membres de leur administration. Un tel état de choses doit nécessairement contribuer à faire d'elles les sociétés secrètes du travail.

(1) De vingt-huit qu'ils étaient en 1844, avec un capital de 700 francs, ces courageux pionniers (*Rochdale equitable pioneers' store*) comptent aujourd'hui dans leur association 6,246 membres, possèdent un fond de 2,499,725 francs, ont traité en 1866 pour 6,228,050 francs d'affaires, et ont partagé entre eux cette même année 798, 275 francs de profits.

(2) Quiconque veut connaître l'état exact de la question en Angleterre doit consulter le rapport officiel de M. Tidd Pratt en 1865.

mited, après deux années seulement d'existence, réalise, dit-elle, par an pour 250,000 sterling (6,250,000 francs) d'affaires. Un vieux lord, au sortir d'un atelier coopératif qu'il avait visité avec intérêt, déclara lui-même avoir vu dans ce temps-ci deux choses que dans sa jeunesse on aurait traitées de fables, « des voitures qui couraient sans chevaux et des ouvriers qui travaillaient sans maîtres. » D'un autre côté, des chefs de manufactures, mus par un sentiment de justice et déterminés par la force de l'exemple, ont intéressé pour une certaine part leurs travailleurs dans les bénéfices.

Partout le rêve de l'ouvrier est de devenir propriétaire; mais, excepté dans les légendes, les maisons ne descendent point du ciel toutes bâties. Il s'est pourtant formé chez nos voisins des sociétés connues sous le noms de *building societies*, se proposant de fournir à l'artisan un toit qui lui appartienne. Le mécanisme de ces institutions varie selon les localités et les idées des fondateurs (1); mais en somme elles tendent toutes vers un but, — aider le locataire à devenir le propriétaire de sa maison en payant par mois à la société, durant une certaine période, une somme qui n'excède pas de beaucoup le taux ordinaire du loyer. Dans plusieurs endroits, ces *building societies* se sont greffées dès l'origine sur les *freehold land societies*, qui s'efforcent de diviser la terre entre leurs membres à peu près aux mêmes conditions. Le plus souvent elles achètent en bloc de grands domaines qu'elles partagent en divers lots parmi leurs actionnaires ou leurs souscripteurs. Sur ces terrains ainsi dépecés s'élèvent plus tard des *cottages* au seuil desquels l'ouvrier anglais peut s'asseoir le dimanche sous son berceau de houblon ou de clématite. Sans doute la maison ne lui appartient nullement par ce fait seul qu'il y réside, il faut la payer; mais à chaque échéance, au lieu de verser entre les mains du propriétaire un argent qui ne lui confère aucun droit, il éteint une dette à l'expiration de laquelle

(1) Quelquefois les membres conviennent entre eux de payer une certaine somme par semaine (soit 1 sh. 3 deniers) pour une action de 100 liv. sterl. Chaque fois que les ressources de la caisse le permettent, on tire au sort, et le possesseur du numéro gagnant peut choisir une maison, qui est alors achetée en son nom par la société. Les chances sont d'ailleurs disposées de manière que dans l'espace de dix ou douze ans tous les souscripteurs soient également favorisés. L'acquéreur se trouve au commencement dans la situation d'un propriétaire dont la maison est hypothéquée pour toute la valeur; mais il se libère envers la société dans un temps déterminé au moyen de versemens mensuels ou trimestriels. D'autres *building societies* avancent tout de suite l'argent nécessaire à l'achat de l'immeuble; cette dette doit ensuite leur être payée avec les intérêts dans un laps de temps de quelques années par celui qui entre en possession des lieux. Ces dernières alimentent leur caisse au moyen d'actions et de dépôts hypothéqués sur les terrains et les bâtimens de la compagnie.

il sera bien réellement chez lui. A Birmingham, de 9 à 10,000 artisans habitent dans la ville ou dans les environs de jolies maisonnettes qui d'ici à quelques années ne devront plus rien à personne. On évalue en Angleterre et dans le pays de Galles à 2,000 le nombre de telles sociétés, comptant environ 200,000 membres. L'argent qu'elles reçoivent s'élève à 11 millions de livres sterling sur lesquelles 8 millions ont été convertis en terre et en maisons. Il est bien vrai que les ouvriers ne sont point les seuls inscrits sur les listes des souscripteurs, mais ils y figurent très certainement pour au moins les deux tiers. Un des avantages moraux est que le travailleur propriétaire ou en train de le devenir prend beaucoup plus d'intérêt que le locataire à son intérieur, soigne de grand cœur dans son petit jardin des arbres qu'il verra croître, et met de l'amour-propre à orner le nid dans lequel il élèvera sa famille.

Les ouvriers anglais ont toujours été en somme beaucoup mieux payés dans la Grande-Bretagne que sur le continent; ce qui leur manquait le plus jusqu'ici, c'était la prévoyance. Pour développer chez eux le germe de ce sentiment ont été fondées au-delà du détroit les caisses d'épargne, qui en un quart de siècle reçurent un dépôt de 40 millions de livres sterling, appartenant surtout à la classe des artisans et des domestiques. Voulant étendre aux campagnes et aux petites villes les bienfaits de cette institution, M. Gladstone eut l'idée d'y adjoindre les *post-office savings banks*. Le bureau de poste qui reçoit les lettres du travailleur enregistre et encaisse ses économies. Le pauvre a maintenant dans la Grande-Bretagne plus de trois mille banquiers toujours à ses ordres, et entre les mains desquels il peut confier les plus petites sommes, même le denier de la veuve (d'où le nom de *penny savings banks*). Un des grands avantages de ce nouveau mécanisme est que l'ouvrier ayant déposé son argent dans un des trois mille bureaux de poste est à même de le retirer dans un autre. Qu'il aille de village en village, comme c'est souvent le cas pour diverses industries, et les épargnes du travailleur errant, quoique placées à intérêts, voyagent en quelque sorte avec lui. Comme l'économie, surtout celle du prolétaire, est une vertu naturellement ombrageuse qui n'aime point à mettre les autres dans la confidence de ses affaires, le maître de poste est seul autorisé à voir les comptes, et encore se trouve-t-il obligé par la loi à garder le secret sur le nom des déposans. Ce fonctionnaire public n'est d'ailleurs qu'un simple commis, et dans le cas où il viendrait à se sauver avec l'argent, l'état demeurerait responsable. La création de *post-office savings banks* révéla de plus un fait qui surprit M. Gladstone lui-même : c'est l'étendue des ressources et des économies accumulées entre les mains de la classe ouvrière. Au moment où fut inauguré ce système, une députation

de la société des mécaniciens se présenta chez le ministre pour savoir si les *trades' unions* seraient admises aux mêmes privilèges que les *friendly societies* en ce qui regardait les caisses d'épargne. Ces ouvriers lui déclarèrent alors avoir en réserve 67,000 livres sterling (1,675,000 fr.), et ils venaient demander son avis sur la manière de placer cette somme. Une telle démarche et l'aveu d'une telle prospérité frappèrent M. Gladstone au point qu'il en parla plus tard devant la chambre des communes.

Les efforts des ouvriers anglais pour améliorer leur bien-être méritent à coup sûr d'appeler l'attention de la France; mais combien ils ont encore plus fait pour assurer le développement moral de leur classe! Croyant avec la plupart des philosophes et des économistes de leur pays que l'homme sans instruction est un capital dormant, ils ont cherché à ouvrir chez eux ces sources vives de richesses qui résident surtout dans l'intelligence. Parmi les établissemens ayant le plus contribué à répandre les lumières dans les sombres régions du travail manuel, il faut citer les *mechanics' institutes*. Il y a maintenant près d'un demi-siècle que lord Brougham leur prêta son concours; mais ces institutions ne prirent vraiment un grand essor qu'à partir de 1835. Le mouvement était descendu d'en haut; il fut pourtant convenu dès l'origine que les deux tiers ou même les trois quarts des membres formant le comité de direction seraient choisis parmi les ouvriers eux-mêmes. Depuis lors les applications de ce principe ont été poussées beaucoup plus loin; dans un assez grand nombre de tels établissemens fondés à une époque récente, le comité tout entier se compose d'hommes payés à la semaine et vivant de leur salaire. En 1861, il existait chez nos voisins plus de 1,200 *mechanics' institutes*, réunissant 200,000 membres, et tout porte à croire que le nombre s'en est encore augmenté. Dans les villes et même les villages au sein desquels fleurissent de semblables sociétés, l'élite des artisans, au lieu de prendre vers le soir le chemin du cabaret, se rend dans un bâtiment d'apparence agréable, où elle trouve des salles bien chauffées, bien éclairées, et tous les moyens de s'instruire. Une excellente bibliothèque, des salons de lecture avec des tables couvertes de journaux et de revues, des classes du soir pour l'écriture, l'arithmétique et la géographie, des cours publics sur les différentes branches de la science et de l'histoire, tels sont quelques-uns des avantages offerts à leurs abonnés par beaucoup de *mechanics' institutes*. D'autres ouvrent des concours, distribuent des prix et dirigent vraiment l'éducation des travailleurs dans toute l'étendue d'un district (1). Ce

(1) Un savant distingué, le docteur Hudson, chargé d'examiner les candidats, déclare que les classes ouvrières du Lancashire offrent dans leurs rangs des compétiteurs qui

n'est pas toujours dans les grandes cités où abondent les foyers de distractions que de telles académies ouvrières portent les meilleurs fruits; on est quelquefois tout surpris de rencontrer dans les hameaux les plus fermes soutiens de ces institutions et les artisans les plus curieux de cueillir à l'arbre de la science. Qui ne devine l'influence de pareilles réunions sur la moralité des hommes occupés pendant le jour dans les ateliers ou les fabriques? Plus l'ouvrier s'occupe des intérêts sérieux de l'esprit, et plus il s'éloigne des plaisirs grossiers. Pour le détourner des *tap-rooms* (chambres obscures et enfumées des *public-houses*) se sont aussi formés des clubs encouragés dans ces derniers temps par lord Shaftesbury et lord Lyttelton. Les *working mens' clubs* (clubs d'ouvriers), établis d'après le même principe ou peu s'en faut que les brillantes sociétés de *Pall-Mall*, offrent à leurs membres un centre de conversation intéressante, des livres, des journaux, des concerts d'amateurs. Quelques-uns d'entre eux possèdent une bibliothèque spéciale se rapportant à telle ou telle branche d'industrie, ou de vieux recueils de ballades que leur aurait enviés Walter Scott. Au-dessus de toutes ces institutions s'élèvent les *working mens' colleges* (colléges d'ouvriers), qui à Sheffield, à Halifax, à Salford, à Ipswick, à Londres, se proposent d'étendre à toutes les conditions sociales les bienfaits d'une instruction supérieure (1). L'auteur de *Tom Brown's school days*, M. Thomas Hughes, déclare lui-même avoir beaucoup acquis au contact du *City of London College*, dont il est un des principaux orateurs.

Après tant de généreux essais, faut-il s'étonner que l'ouvrier anglais soit maintenant respecté par les hommes de toutes les opinions? Libéraux et tories rivalisent entre eux pour lui témoigner leur zèle et l'intérêt qu'ils prennent à sa cause. Je ne voudrais même point affirmer que les uns et les autres n'exagèrent quelquefois ses

dépassent invariablement la classe moyenne. « En mathématique, ajoute-t-il, en chimie, en français, même en histoire d'Angleterre et en géographie, les commis de magasin et les teneurs de livres de Manchester sont très inférieurs aux ouvriers fileurs d'Oldham et des autres petites villes. »

(1) Le programme des études ferait honneur à plusieurs de nos universités. On peut en juger par le *working mens' College* de Londres, qui a des classes de dessin, de musique vocale, d'histoire et de géographie, de grammaire et de littérature anglaise, de vieil anglais, de français, d'allemand, de latin, de grec, d'arithmétique, de géométrie, de trigonométrie, d'algèbre, de tenue des livres, de botanique, de physique et de zoologie. Des vingt-huit professeurs dont le nom figure sur le programme, douze sont d'anciens élèves de l'institution. En dépit du titre *working mens' College*, les étudians ne sont pas tous des ouvriers; il n'y en a guère que la moitié qui travaillent des mains, les autres sont des commis de boutique. Les résultats des examens destinés à contrôler les progrès des uns et des autres témoignent d'ailleurs que la supériorité serait plutôt en faveur des artisans, assure M. Ludlow, un des maîtres du collége.

mérites; mais après tout on ne flatte que ce qui est puissant. Le révérend C. Kingsley, professeur d'histoire moderne à Cambridge, nous apprend que les élèves des universités parlent aujourd'hui des classes ouvrières sur un tout autre ton que celui qui leur était familier il y a trente ans. Il n'y a guère que les maîtres qui se plaignent du travailleur, et encore que lui reprochent-ils? A les entendre, il est devenu trop exigeant. Si l'Angleterre voit à présent quelques-unes des branches de son industrie menacées par la concurrence étrangère, ils attribuent le fait aux prétentions de la main-d'œuvre. Il est vrai qu'où l'industrie anglaise était habituée à ne trouver que des acheteurs elle rencontre souvent depuis quelques années des fabricans et des rivaux; mais la seule cause de ce changement est-elle bien le haut prix auquel les artisans de la Grande-Bretagne vendent leurs services? Avec le temps, les Anglais ont engagé l'industrie européenne à profiter de leurs succès et de leurs leçons, à peu près comme ces généraux victorieux qui apprennent à leurs adversaires l'art de les battre. D'un autre côté, les seigneurs des grands chantiers de travail habitent chez nos voisins de somptueuses maisons, mènent un train de prince et demandent peut-être aux affaires plus qu'elles ne sauraient accorder au luxe. Dans cette lutte contre des difficultés créées par la force même des choses, les maîtres ont d'ailleurs à craindre un ennemi bien plus dangereux que les *trades' unions* et les autres sociétés ouvrières de défense mutuelle : c'est l'émigration. Le travailleur anglais n'est point du tout, comme le nôtre, enraciné au sol natal; il sait qu'il y a d'autres terres sous le soleil où il peut exercer ses bras. Derrière les mers qui entourent son île vivent bien loin, du côté du couchant, des populations parlant sa langue. En Amérique, en Australie, dans la Nouvelle-Zélande, il retrouve sa race, ses usages, sa religion, les lois de la mère-patrie retrempées aux sources de la démocratie moderne. Quelle considération pourrait donc l'enchaîner aux rivages de la Grande-Bretagne? C'est du haut de cette indépendance que les ouvriers anglais dictent surtout des conditions au capital. « Nous serons payés tant, ou nous nous en irons, » tel est le mot d'ordre et la menace qui accompagnent souvent les grèves. — Qu'ils s'en aillent! s'écrient de leur côté les partisans de la résistance; mais avec chaque ouvrier capable qui émigre s'éloignent une force et un élément de richesse pour l'Angleterre.

On comprendra maintenant que les *working men* associés, organisés, fortifiés par leurs économies, y regardassent à deux fois avant de compromettre dans l'agitation politique les avantages qu'ils avaient acquis. Quels motifs ont pu les déterminer à sortir de leur réserve et de leur silence? C'est ce qu'il nous faut dire en retraçant

quelques-uns des faits qui se sont passés dans ces derniers temps au-delà du détroit.

II.

Après les élections de 1865, tout le monde croyait à une victoire du parti libéral. Le ministère avait obtenu dans le pays une majorité de soixante-dix membres, et pourtant combien on s'était trop hâté de lui attribuer les avantages de la lutte! Parmi les députés réélus, beaucoup appartenaient de cœur à l'ancienne politique du cabinet personnifiée par lord Palmerston. La mort du premier ministre changea tout à coup la situation. Au fond, il n'y avait qu'un homme de moins, et déjà l'organisation des partis se sentait ébranlée. C'est que cet homme d'état en disparaissant de la scène démasquait le *reform bill.* Tant qu'il avait vécu, il avait réussi à écarter le fantôme qui semait la terreur et la discorde dans les rangs de la majorité. Ceux qui lui succédaient ne pouvaient continuer la même tactique. Lord John Russell, qui avait pris sa place, M. Gladstone, chef de la chambre basse, *leader of the other house,* et quelques autres membres du cabinet, s'étaient engagés devant le parlement ou devant les électeurs. Tout le monde attendait d'eux un projet de réforme. On sait comment ils tinrent leur promesse et à la suite de quelles manœuvres ils essuyèrent un échec. L'erreur, on le reconnut bientôt, avait été de confondre les libéraux avec les *reformers.* Parmi ceux qui se séparèrent alors de M. Gladstone, plus d'un aujourd'hui regrette tout bas d'avoir combattu un honnête et timide *bill* demandant si peu aux esprits timorés. Toutefois la mesure fut repoussée, et les libéraux durent quitter le pouvoir. Il serait bien difficile de deviner la pensée secrète de lord Derby et de M. Disraeli lors de leur avénement aux affaires. Toujours est-il que leurs amis déclaraient la réforme électorale tout à fait enterrée; la chambre n'en voulait point, le pays n'y tenait nullement, et, selon eux, ce que le nouveau cabinet avait de mieux à faire était de couvrir du voile de l'oubli ce mauvais rêve. De son côté, le ministère tory refusait de s'engager devant la chambre sur une question délicate, obscure, contre laquelle tant d'autres avaient échoué. Il y a donc tout lieu de croire que cette mesure eût été ou ensevelie sous le silence ou indéfiniment ajournée, si l'opinion publique n'était intervenue et n'avait ranimé la lutte. Les classes ouvrières étant les plus intéressées dans un tel projet de loi, c'est naturellement vers elles que se dirigèrent les regards et les espérances des chefs qui présidaient au mouvement.

Les *trades' unions,* nous l'avons vu, avaient des hommes, une

organisation et de l'argent : avec de tels élémens, on peut agir; mais les anciens règlemens leur interdisaient de s'occuper de politique. Une fois, il est vrai, elles avaient donné signe de vie à propos de la guerre civile des États-Unis. Durant tout le temps qu'avait duré la disette du coton, les ouvriers du nord de l'Angleterre s'étaient montrés héroïques. Quelle terrible crise ils avaient traversée! à quelles épreuves cruelles avait été soumise leur patience! Ils avaient donné au monde un grand exemple, non-seulement en supportant avec courage les horreurs de la faim, mais encore en résistant à de perfides conseils. Dans un moment où presque tous les journaux anglais avaient épousé la cause du sud et accusaient les états du nord d'être les auteurs de la misère publique jusqu'au-delà des mers, il fallut aux fileurs du Lancashire un rare bon sens et un grand respect du droit pour ne point céder aux avis qu'on leur donnait de toutes parts. « Prononcez-vous, leur disait-on, encouragez le gouvernement de la Grande-Bretagne à seconder les confédérés, et le coton reviendra. » Leur réponse fut unanime : « non, point d'intervention. » En vérité ils songeaient moins à leurs propres souffrances qu'aux flétrissures de l'esclavage. Avant tout, cette grande injustice devait être réparée. Jusqu'au bout, ils suivirent avec une sympathie inébranlable pour les états du nord les chances d'une guerre qui les ruinait. Un tel dévouement, l'obstination avec laquelle des hommes mourant de faim sacrifièrent à un principe leurs intérêts les plus chers est dans l'histoire de ce temps-ci un fait assez rare pour qu'il mérite d'être signalé. Cette noble conduite rehaussa d'ailleurs le caractère du travailleur anglais, et fortifia chez lui le sentiment du devoir qui est le satellite du droit. Les ouvriers de Londres avaient été beaucoup moins atteints que ceux du *coton district* par la crise commerciale; mais ils professaient en général les mêmes opinions et le même intérêt pour la cause des nègres. En avril 1863, un grand *meeting* des *trades' unionists* de la capitale eut lieu dans Saint-James's Hall. M. John Bright, avec son éloquence bien connue, et après lui quelques orateurs ouvriers, MM. George Howell, Odgers, Cremer, Conolly, dénoncèrent l'esclavage, ce drapeau sous lequel s'étaient enrôlés les ennemis de l'Union, comme l'opprobre des temps modernes. Une adresse fut envoyée à Abraham Lincoln, et, à part quelques penseurs et quelques journaux de la classe moyenne, les artisans furent presque les seuls dans la Grande-Bretagne qui durant cette longue lutte tendirent à leurs frères de l'autre côté de l'Atlantique une main amie.

Cette intervention des *trades' unionists* de Londres à propos des affaires d'Amérique était un fait nouveau dans les annales du tra-

vail; mais ce précédent toutefois était loin d'engager l'avenir. Appliquerait-on le même système de conduite à la politique intérieure et surtout à la question de la réforme électorale? Ces sociétés ouvrières avaient été jusque-là des boucliers destinés à défendre certains intérêts, convenait-il d'en faire une arme pour conquérir des droits? Certes les exemples ne manquaient point pour autoriser un tel changement de rôle. En Angleterre, tout a un caractère politique, les clubs, les universités, les sociétés d'agriculture, l'église même. Pourquoi les institutions fondées par la classe ouvrière échapperaient-elles à une des conditions, après tout, de la liberté? Cependant plusieurs *unionists* hésitaient encore à risquer dans la lutte les avantages qu'ils avaient recueillis de leurs sociétés de protection et de bienfaisance. Qui les a déterminés? Un fait étrange et qu'on aurait de la peine à croire sans le témoignage des ouvriers eux-mêmes, c'est que le plus mortel ennemi de la réforme électorale est celui qui à son insu et contre sa volonté a le plus contribué en Angleterre au succès de cette grande mesure. Ce sont les discours de M. Lowe devant la chambre des communes durant la discussion du *reform bill* en 1866 qui ont atteint et blessé au vif le cœur des *working men*. Ces attaques, dirigées avec un rare talent contre le caractère des classes vivant du travail manuel, ont peut-être servi à faire repousser le *reform bill* de M. Gladstone; mais le fer lancé par une main vigoureuse et savante était resté dans la plaie, et les ouvriers anglais jurèrent de l'arracher pour s'en faire un instrument de combat. Il ne faut d'ailleurs point oublier que les vicissitudes de cette question, apparaissant comme un mirage à chaque nouvelle législature et disparaissant ensuite dans une défaite, avaient mis depuis quinze ans à une rude épreuve la longanimité des masses. L'Anglais passe pour patient, et il l'est; mais il ne faut point trop jouer avec cette disposition naturelle. Je me souviens d'avoir attendu un jour pendant une heure à la porte d'un théâtre de Londres dont les acteurs avaient été retardés par une fête de famille : d'abord je m'étonnais du calme et du silence de la foule, qui contrastaient avec notre impatience française; mais tout à coup, la mesure de la tolérance étant comble, les portes furent forcées par une tempête comme je n'en ai jamais vu. Les peuples se montrent dans l'histoire ce qu'ils sont dans la vie privée, et c'est parce que les pouvoirs dans la Grande-Bretagne ont eu jusqu'ici l'oreille assez fine pour distinguer le moment où la patience des masses était à bout que les barrières de l'état n'ont jamais été renversées.

Trois centres d'action politiques s'établirent en Angleterre pour diriger le mouvement, — la *reform league*, la *national reform*

union, et la *working men association*. Le premier de ces comités (*reform league*) est celui qui a le plus figuré devant le public durant ces deux dernières années. Dès 1861, quelques hommes avaient conçu l'idée d'appuyer l'agitation politique sur une alliance avec les sociétés ouvrières. Un premier *meeting* eut lieu à cet effet dans *Freemason's Tavern*. Cependant la ligue, comme elle s'intitule, ne prit vraiment consistance qu'après la mort de lord Palmerston. Elle commença, ainsi que débutent en Angleterre toutes les œuvres de ce genre, par une profession de foi, un appel de fonds et la formation d'un comité dont M. Beales fut nommé président (1). C'est aujourd'hui une des plus fortes organisations qui puissent exister dans un état libre. Au mois d'avril 1867, elle comptait 107 succursales (*branches*) dans la ville de Londres et 337 dans les provinces, embrassant ainsi tous les grands centres industriels du royaume. La seconde société (*national reform union*) représente surtout l'alliance de la classe moyenne libérale avec la classe ouvrière. Les chefs sont M. George Wilson et M. Morley, un des hommes riches de Londres qui, comme il le dit lui-même, « a beaucoup à perdre et rien à gagner dans les tourmentes politiques. » Enfin la *working men reform association* obéit aux ordres de M. George Potter, qui a su s'assurer la confiance de plusieurs *London trades' unions*.

Entre ces trois comités, un observateur attentif aurait bien remarqué des nuances d'opinions assez distinctes. La *reform league*, par exemple, s'était hautement prononcée pour le suffrage universel (*manhood suffrage*) protégé par le scrutin secret (*ballot*), tandis que la *national reform union* se contentait d'un suffrage restreint appuyé sur la condition du domicile (*household suffrage*). M. Bright lui-même a toujours été en faveur de cette dernière mesure, et, tout en haranguant des *meetings* qui affichaient des prétentions plus avancées, il n'a jamais renoncé pour son compte à fixer des limites au vote. Nos voisins reprochent surtout au suffrage universel la docilité de ce système envers les faits accomplis. Ce qui s'est passé ailleurs n'était point de nature à recommander ce mode d'élection au bon sens pratique des Anglais et à leur amour de la liberté. Beaucoup parmi ceux-là mêmes qui ont salué chez nous en 1848 le suffrage universel comme un hommage rendu à la

(1) Né en 1803, M. Edmond Beales fit ses études à l'université de Cambridge, où il atteignit en 1829 le degré de *M. A.* (maître ès-arts). Il occupait en 1866 le poste assez recherché de *revising barrister* du comté de Middlesex, quand il fut destitué par le nouveau ministère tory à cause du rôle qu'il avait joué dans les agitations politiques. Ailleurs le fait n'aurait rien eu de surprenant; il fut remarqué et blâmé en Angleterre, où l'on peut très bien exercer des fonctions publiques tout en différant d'opinion et de conduite avec les membres du gouvernement.

souveraineté du peuple auraient aujourd'hui mauvaise grâce à dissimuler leurs amères désillusions. Dans la Grande-Bretagne, où règne une si notable différence entre les ouvriers de la terre au sein des campagnes et les artisans des villes, le danger d'étendre aveuglément l'exercice d'un droit politique est encore bien plus frappant que dans les autres pays. La misère et l'ignorance de ce que les Anglais appellent *agricultural labourers*, leur situation dépendante des maîtres du sol, les exposent à plus d'un genre d'erreur ou de séduction. Quoi qu'il en soit, *manhood* ou *household suffrage*, tout cela était bien en avant du *reform bill* présenté par M. Gladstone devant la chambre des communes. Les divers comités résolurent pourtant d'appuyer en 1866 les efforts du ministère libéral, tout en consignant leurs réserves et en espérant mieux pour l'avenir; mais quand fut rejeté ce projet de loi, les masques tombèrent. En Angleterre, la résistance ne fait guère qu'exciter les exigences des partis. Ceux qui auraient consenti d'abord à une simple réduction du cens électoral se montrèrent tout à coup beaucoup moins traitables, et se rangèrent autour des devises inscrites sur les drapeaux de la *reform league*. On raconte que M. Gladstone aurait dit alors aux députés qui l'avaient abandonné dans la lutte : « Vous n'avez pas voulu de mon plan de réforme électorale, eh bien! vous en aurez un autre qui vous étonnera et que vous serez forcés de voter. » C'est ce qui est arrivé.

Si le ministère de lord Derby avait un instant nourri l'espoir de se maintenir au gouvernail sans être assailli par plus d'une bourrasque, le ton irrité de la presse, les *meetings* de nuit et aux flambeaux dans Trafalgar-Square, ce centre de Londres, les véhémens défis des orateurs en plein vent, tout dut bientôt l'avertir qu'il s'était trompé. La chambre, tout en repoussant le bill de M. Gladstone, avait laissé derrière elle une dette morale qui déjà s'était accrue des arriérés, et c'est au nouveau cabinet que s'adressait l'opinion publique pour en obtenir le règlement. Dans un tel état de choses, le gouvernement anglais n'avait le choix qu'entre deux partis à prendre : il devait pactiser avec la tempête ou lui résister. Un instant il parut incliner vers ce second système. Un grand *meeting* qui avait été convoqué par la *reform league* dans Hyde-Park trouva les grilles et les entrées défendues par une armée de police sous les armes. Certes le gouvernement, il faut lui rendre cette justice, ne déniait point au peuple anglais le droit de se réunir ni d'exprimer ses opinions. Ce qu'il contestait hautement, c'était qu'il convînt de transformer une promenade de Londres en un théâtre de démonstrations politiques. On connaît pourtant les scènes regrettables auxquelles donna lieu cette interdiction, — les grilles arrachées,

les plates-bandes dévastées, les pierres elles-mêmes descellées par les rudes mains des envahisseurs. Un spectateur ignorant de ce qui s'était fait la veille aurait pu croire qu'un déluge avait passé par là. Du 23 au 25 juin 1866, la lutte continua entre le peuple, qui voulait entrer ou rester dans le parc, et les *policemen* unis aux soldats, qui cherchaient à le repousser. Comme il arrive toujours en pareil cas, l'exaspération croissait de moment en moment, lorsqu'il fut convenu avec le gouvernement que celui-ci retirerait les troupes et que le président ainsi que le conseil de la *reform league* chercheraient à rétablir l'ordre. Le soir du 25 en effet, les chefs du mouvement apparurent sur le terrain transformés en messagers de paix, et d'un signe ils dispersèrent la foule, qui s'évanouit aussitôt. Le ministère a été deux fois malheureux avec la question des parcs. Est-ce à dire que sa conduite ait été timide? Je crois au contraire qu'il s'est montré très sage en évitant un conflit avec des masses exigeantes. En Angleterre, le gouvernement n'a point la ridicule prétention de sauver la société, qui ne se croit nullement en péril tant que la nation dispose librement de ses destinées. Sans doute il aurait pu se donner le facile plaisir de déployer une grande force armée et peut-être même recueillir les tristes honneurs d'une victoire plus ou moins ensanglantée, mais combien graves auraient été les conséquences! A quoi lui aurait-il servi de rester, comme on dit, maître du terrain dans un pays où le fait brutal ne prouve rien et où les auteurs de toute répression violente ont bientôt à compter avec les mille voix de l'opinion publique indignée? Et puis le pouvoir est bien faible chez nos voisins tant qu'il ne se sent pas très certain d'avoir pour lui le droit. Les parcs de Londres appartiennent-ils au peuple ou à la reine? La preuve que le ministère lui-même n'était pas entièrement fixé sur cette question, c'est qu'il demanda plus tard l'avis des magistrats et du parlement (1). Il y avait dans ce cas de la part du cabinet tory un véritable courage moral à reculer devant d'honorables scrupules et à ne point poursuivre jusqu'au bout un acte d'autorité.

Cependant la ligue et les autres sociétés réformistes continuaient d'agiter la population. Les *meetings* succédaient aux *meetings*. Une fois par semaine, au tomber de la nuit, le piédestal de la colonne de Nelson dans Trafalgar-Square se transformait en tribune. Cette place de Londres est l'une des plus bruyantes et des plus traversées par les voitures; toutefois entre la colonne et le musée de tableaux (*national gallery*) s'étend une sorte de plate-forme en granit occu-

(1) La proposition de M. Hardy, votée par la chambre des communes, semblait devoir trancher la question; mais le ministère tory retira ce projet de loi par déférence pour le parti radical.

pée par des jets d'eau et des statues. C'est là que se tenait le *parlement de Westminster*. Le spectacle était à coup sûr curieux : sur une estrade en bois adossée à la base du monument de Nelson figuraient les orateurs et le conseil de la *reform league*, M. Beales, le colonel Dixon et quelques autres. Des drapeaux formaient une sorte de tenture autour de laquelle flambaient des langues de feu ressemblant à autant de torches renversées. De jeunes ouvriers, gravement assis sur les grands lions de bronze qui accompagnent les bas-reliefs de la colonne, maintenaient envers et contre tous la position qu'ils avaient escaladée. Le reste de l'auditoire se massait autour de l'estrade, et, debout sous un ciel grésillant, écoutait les discours qu'à cause du bruit des voitures et par suite de la distance des orateurs on entendait fort mal. Les agens de l'autorité, qui avaient reçu le mot d'ordre, évitaient d'intervenir dans les groupes, et les réformistes faisaient eux-mêmes leur police. Le respect du droit de discussion est chez nos voisins une habitude prise, une seconde nature. Un *policeman* de Londres me racontait dans une autre circonstance qu'un orateur en plein vent lui avait donné beaucoup de besogne. — « Pour lui imposer silence? demandai-je avec la bonne foi d'un étranger. — Non, reprit-il d'un ton calme, pour empêcher qu'on ne fouillât dans ses poches et dans celles de ses auditeurs; il y a tant de *pick-pockets!* »

Les *meetings* furent à plusieurs reprises secondés par les démonstrations populaires. Les adversaires de toute réforme électorale ne cessaient de répéter que les ouvriers anglais étaient indifférens à cette mesure. « Où se trouvaient ceux qui réclamaient des droits politiques? » A ce défi qui était en même temps un appel, les *trades' unionists* répondirent : Nous voici! On trouva même bientôt qu'ils se montraient beaucoup trop. Il suffira d'indiquer à distance les traits principaux qui m'ont le plus frappé dans ces grands concours de peuple enrôlé au service d'une idée. Par deux fois j'ai vu défiler dans les rues de Londres l'armée du travail, l'avant-garde des chefs et des maréchaux ferrans à cheval avec leurs écharpes et leurs rosettes, les divers corps de métiers s'avançant musique en tête avec des centaines de bannières déployées, des modèles indiquant l'industrie particulière de chaque groupe et portés en triomphe. La police et l'armée brillaient par leur absence; qu'avait-on d'ailleurs besoin de leurs services? La tenue et la discipline de cette multitude enrégimentée étonnaient de vieux généraux eux-mêmes accourus pour voir un tel spectacle du haut du balcon de leur *club*. La vérité est que les chefs du mouvement, sentant qu'une grande responsabilité pesait sur eux, avaient pris d'avance toutes les mesures et toutes les précautions pour éviter le désordre. On n'agite pourtant ni la

foule ni l'océan sans amener l'écume à la surface. Ce que les ouvriers avaient le plus à craindre dans cette circonstance, c'était l'intervention des *roughs*, classe d'hommes indéterminée et vivant au jour le jour, sombre élément qui accompagne à Londres toutes les démonstrations à peu près comme les corbeaux suivent les armées pour profiter de la défaite et du butin. Ils réussirent pourtant à réduire une telle cause d'émeute, et si quelqu'un eut à se plaindre de la rapacité de ces dangereux alliés, ce furent les *reformists* eux-mêmes.

L'attitude de l'ouvrier anglais dans de telles processions a d'ailleurs quelque chose de bien particulier. Calme et sérieux, il est là comme il serait à l'atelier, faisant en conscience la besogne du jour. Hier il travaillait pour nourrir sa famille, aujourd'hui il travaille pour conquérir ce qu'il considère comme un droit politique, et ses traits, bronzés par le soleil ou endurcis par une vie de labeur, expriment le même air de résolution affairée. Ne menaçant et n'offensant personne, il n'en est que plus fermement décidé à obtenir ce qu'il demande. Nulle colère, nulle amertume : une sorte de joyeuse humeur saxonne éclatait au contraire dans les saillies de la foule ainsi que dans les devises et les bons mots à peu près intraduisibles dont se montraient couvertes les bannières. Il est vrai que, surtout dans la manifestation du 11 février 1867, on aurait vainement cherché sur les enseignes ces hommages à la royauté qui en Angleterre accompagnent le plus souvent les réclamations du peuple. A la vue du bonnet rouge, du drapeau rouge, des étoiles (symbole de la république des États-Unis), un observateur superficiel aurait pu s'imaginer que l'Angleterre était à la veille d'une révolution. De tels emblèmes sont pourtant très loin d'avoir chez nos voisins la signification qu'ils prendraient ailleurs. Les Anglais professent trop de confiance dans la forme de leur gouvernement pour le croire menacé par quelques couleurs un peu plus vives et par des emprunts à l'histoire des autres nations. L'air de *la Marseillaise* et d'*Yankee Doodle* (chant américain) ne saurait ébranler un ordre de choses fondé sur la liberté. Que la reine se fût montrée sur le chemin de la procession, et non-seulement les rangs se seraient ouverts pour lui livrer passage, mais encore elle eût été entourée des signes du respect le plus sincère. Dans un pays où les rôles sont profondément distincts, nul n'accuse le chef de l'état des obstacles que peut rencontrer telle ou telle mesure politique. Les Anglais n'estiment d'ailleurs que les droits qu'ils ont conquis eux-mêmes et ne comptent que sur leurs efforts toujours couronnés de succès.

Cependant la ligue de la réforme ne négligeait aucune occasion

pour rappeler aux multitudes l'objet de la lutte dans laquelle le pays se trouvait engagé. Une des démonstrations dont on a le moins parlé est celle qui eut lieu le lundi de la Pentecôte sur l'ancienne bruyère de Blackheath, et pourtant elle ne manquait point de caractère. Ce jour-là, les ouvriers de Londres et des environs se rendent en foule dans le parc de Greenwich et se répandent sur la commune qui l'avoisine pour célébrer la fête du soleil. Une foire s'était installée sur les terrains vagues qui s'étendent du côté de Blackheath, et des hommes, la tête ceinte d'une couronne de papier, se livraient, selon l'usage, à toute sorte de divertissemens. Cependant à l'écart de cette joie grossière et bruyante s'élevaient sur plusieurs points de l'immense *common* des estrades chargées de tentures et de drapeaux, qui ne se distinguaient pas beaucoup à première vue des baraques des saltimbanques. Ailleurs on aurait à tout prix évité ce rapprochement par la crainte du ridicule; mais les Anglais, quand ils poursuivent un dessein de quelque importance, ne s'arrêtent point à de tels détails. On reconnaissait bientôt d'ailleurs que ces estrades étaient des chariots de forme rustique sur lesquels étaient venus les orateurs, et dont, après avoir dételé les chevaux, on avait modifié l'arrangement au moyen de perches et de bannières. Les acteurs du drame qui se jouait ici étaient bien connus de certains ouvriers comme les membres de la *reform league*, et sur l'une des voitures se tenait assise une femme qui devait prendre la parole, Mme Harriet Law. Trois grands *meetings* se formèrent ainsi sur la plaine autour des chariots découverts et transformés en tribunes. Il était alors curieux d'embrasser du regard l'ensemble de la lande, qui abondait en contrastes : d'un côté une population insouciante, tout entière aux plaisirs du jour et portant sur la tête la couronne de la folie, de l'autre des groupes d'artisans sérieux écoutant d'un air grave discuter leurs intérêts. Le profil des orateurs se détachant sur l'horizon enflammé du soleil couchant, les applaudissemens de la foule montant jusqu'au ciel, la vaste bruyère remuée en quelque sorte par l'enthousiasme de la multitude, tout cela formait un spectacle qui empruntait quelques traits de grandeur à la nature et au sentiment de la liberté. Cette même commune de Blackheath avait autrefois vu des rassemblemens plus tumultueux; elle avait servi de théâtre aux insurrections de Jack Cade et de Wat Tyler. De tels souvenirs historiques ne faisaient que mieux ressortir la condition actuelle des ouvriers anglais; pour vaincre, il leur suffit aujourd'hui des armes de la parole et des moyens d'action que leur laisse la loi.

Le mouvement en faveur de la réforme électorale n'était d'ailleurs point concentré dans Londres : il avait au contraire ses quar-

tiers-généraux à Birmingham, à Manchester, à Glasgow, dans une partie de l'Yorkshire et sur beaucoup d'autres points. Là, des foules de cent et deux cent mille hommes quittaient leurs travaux à un jour donné, marchaient avec ordre et se réunissaient sur quelque lande déserte, obéissant pour ainsi dire à un signe et à la voix d'un orateur populaire. Lorsque des hommes comme lord Derby déclarent qu'il y avait péril en la demeure, on peut bien les croire sur parole. En vain chercherait-on à dire que les Anglais n'ont point l'humeur turbulente et belliqueuse des races latines. On oublie que nos voisins avaient fait deux révolutions dans un temps où la France tremblait encore sous la monarchie absolue de Louis XIV. Si depuis ils se sont rattachés à leur gouvernement et si l'esprit de conservation domine parmi les ouvriers eux-mêmes, c'est précisément parce que la nation avait obtenu ce qu'elle voulait ou du moins le moyen de le conquérir. Tout peut ici s'obtenir avec le temps par la force morale de l'opinion publique. aidée de la presse, du droit de réunion et de la liberté de la parole; mais du jour où cette large voie ouverte aux progrès et aux réformes pacifiques viendrait à se fermer, le flot monterait, et la menace éclaterait avec la fureur de la tempête. Certes les classes supérieures, le parlement et les grands pouvoirs de l'état ont tout intérêt à prévenir une telle agitation. Il est bien vrai que, dans cette dernière campagne pour la conquête d'un droit, l'irritation des esprits n'en était point encore arrivée au point de 1832, où des ouvriers de la province (on le sait aujourd'hui) aiguisaient leurs piques pour marcher sur Londres. Les hommes d'état qui vivaient alors et qui gouvernent aujourd'hui l'Angleterre avaient d'ailleurs gardé bonne mémoire de ces temps orageux et n'avaient nul désir d'en provoquer le retour. Des rassemblemens capables, comme l'a dit un orateur tory, « de balayer devant eux des armées, » devaient sans doute appeler l'attention des ministres, et cependant le danger n'était pas que dans la rue. La discussion à laquelle avait donné lieu le *reform bill* commençait à entraîner les esprits bien au-delà des limites d'une simple mesure parlementaire. C'était la constitution elle-même qui de jour en jour se trouvait appelée à la barre de l'opinion publique.

Ces foules qui réclament un droit et poursuivent une conquête morale sont-elles d'ailleurs bien celles que doit craindre l'Angleterre? Elle a dans son sein d'autres ennemis. Presque au même temps où s'avançait dans Londres l'armée pacifique des réformistes éclataient à Deptford, à Greenwich et jusqu'aux portes de la capitale des troubles d'une nature fâcheuse. Le long du cours de la Tamise se groupent plusieurs industries qui vivent surtout de la navigation. Durant l'été, tout va encore assez bien; mais, quand l'hi-

ver suspend les travaux, s'agitent des masses d'hommes désœuvrés qui menacent de déployer le drapeau noir de la faim. Jusqu'ici le danger n'est pas très grand, la force publique intervient avec prudence, et l'émeute rentre sous terre après avoir commis quelques actes de violence et de pillage. Le lendemain la charité intervient et au moyen de souscriptions locales apaise par des secours le mécontentement de la misère. N'y a-t-il pourtant point là l'indice d'un mal très sérieux et un avertissement dont les hommes d'état doivent tenir compte? Quelques conservateurs s'effrayaient en 1866 des devises inscrites sur les drapeaux de l'agitation réformiste; mais, qu'ils le sachent bien, il existe dans la Grande-Bretagne une autre menace plus formidable encore : c'est le sombre silence des masses sans opinion et sans idée. En donnant satisfaction aux vœux des ouvriers éclairés, l'état comprime le germe d'autres mouvemens qui seraient le désespoir et la honte de la civilisation. Dieu me garde pourtant de croire que le gouvernement anglais ait eu peur; des motifs plus nobles ont sans doute déterminé sa conduite, et d'un autre côté comment s'expliquer le changement qui s'est fait en une année dans les idées du ministère et du parlement au sujet de la réforme électorale? C'est ce qu'il reste à dire en indiquant le caractère et les conséquences de cette mesure politique.

III.

Il serait injuste de supposer qu'une question de portefeuille ait aveuglé des hommes d'état dont la réputation et la valeur n'ont presque rien à attendre de l'éclat passager du pouvoir. Ayons meilleure opinion de la nature humaine et gardons-nous de croire qu'elle n'obéisse qu'à des intérêts personnels. Le sentiment de la justice, l'amour du bien national, ne sont point étrangers, Dieu merci, à ceux qui dirigent chez nos voisins les affaires du gouvernement constitutionnel. Dans un pays où domine l'esprit public, la responsabilité du pouvoir est immense. Tout lui fait un devoir de sacrifier quand il le faut ses propres vues et celles de son parti à la nécessité des temps. Nul mieux que M. Disraeli n'était préparé par son tempérament et par le tour de son intelligence à un grand acte d'abnégation politique. Il est de ceux qui, comme il le dit lui-même, « ont vu mourir dans leur vie beaucoup de priviléges, » et qui se résignent volontiers à la perte de quelques avantages tant qu'ils peuvent ressaisir un lien entre leur passé et les intérêts de l'avenir. Certains tories avaient depuis plusieurs années reconnu avec leur chef l'utilité d'une réforme dans le système représentatif;

mais est-ce bien d'eux qu'on aurait attendu le *household suffrage*? Lord Derby et M. Disraeli jugèrent pourtant avec raison qu'aucune autre mesure ne satisferait le pays. Sur ce terrain, le ministère n'avait certes rien à craindre du parti radical, qu'il était résolu à étonner par l'étendue de ses concessions; mais ne devait-il point aussi compter avec les membres de la droite? Comment ces derniers accueilleraient-ils un projet de loi qui bouleversait toutes leurs idées? Il fallait à coup sûr de fortes raisons et un grand art pour conquérir certains caractères ombrageux dans les rangs d'une majorité peu sûre et peu compacte. Cependant la chose était plus facile en Angleterre que partout ailleurs. Soit esprit de discipline ou sagesse, les conservateurs d'outre-mer savent très bien renoncer à leur système de résistance lorsque l'exigent la volonté des chefs et la force des événemens. M. Disraeli lui-même n'était-il point décidé à leur montrer l'exemple de la bravoure et de la confiance en la nation? Il était évident que le pays voulait une réforme électorale, et le parti tory n'avait-il point tout intérêt à prendre hardiment l'initiative d'une large mesure bien faite pour déconcerter ses adversaires? C'est avec cette conviction que le ministère allait aborder le parlement.

A peine les chambres furent-elles assemblées qu'on put s'apercevoir du travail qui s'était fait dans les esprits. M. Lowe, un des seuls hommes, il faut lui rendre cette justice, dont l'opinion fût demeurée inflexible, dut cruellement souffrir des caprices de la faveur politique. Tout autour de lui quelle révolution morale! L'orateur qui l'année dernière exprimait les sentimens de la majorité (il y a bien lieu de le croire aux applaudissemens dont sa voix était couverte) faisait maintenant valoir avec la même éloquence les mêmes argumens au milieu d'une salle qui n'avait plus d'échos. En vain cherchait-il à conjurer par de sinistres prédictions une mesure qu'il considère comme grosse de catastrophes, à l'ancien enthousiasme de la droite avait succédé le glacial silence de l'incrédulité. Il est vrai que l'embryon de réforme électorale proposée d'abord par M. Disraeli a subi de son côté de bien étranges métamorphoses. Presque toutes les garanties dont il avait jugé à propos d'entourer le *household suffrage*, soit par conviction personnelle, soit pour ménager les scrupules de ses amis, ont successivement disparu dans la discussion. Le *reform act* de 1867, tel qu'il sortit enfin des débats et des diverses épreuves du vote, est autant l'œuvre de l'opposition que celle du ministère. En général habile, M. Disraeli a su plus d'une fois battre en retraite pour s'assurer après tout la victoire. Ayant refusé de faire du *bill* une question de parti, il n'en était que plus libre d'abandonner au besoin ses positions

menacées et de se replier sur le principe même de la loi. Avec quel art il sut à diverses reprises dérober ses meilleures flèches dans le carquois de ses adversaires! En écoutant parler le chancelier de l'échiquier, plusieurs songeaient à M. Bright, dont les instrumens de combat avaient en quelque sorte passé sous l'armure du gouvernement. Le nouveau système électoral appartient bien à toute la chambre; mais si M. Gladstone, M. Stuart Mill et quelques autres y ont introduit certains élémens, M. Disraeli peut du moins revendiquer la plus grande part du succès. De toute autre main que celle d'un ministère tory un pareil projet de loi n'aurait jamais été accepté; les libéraux n'auraient pas même osé le présenter, tant ils auraient été assurés d'une défaite.

Si le concours d'un cabinet appuyé par les conservateurs pouvait seul entraîner la chambre des communes vers une mesure aussi radicale, qu'était-ce donc en ce qui regarde la chambre des lords? C'est surtout là qu'on considérait comme odieux un système de réforme derrière lequel on apercevait distinctement l'influence de M. Bright et la victoire des agitations populaires. « La voix est bien celle de Jacob, mais les mains sont celles d'Ésaü, » disait un membre de la chambre haute rappelant un passage de la Bible au sujet du *bill* que défendait le ministère tory. Sans l'autorité de lord Derby et sans le prestige de l'ancien drapeau aristocratique sous lequel s'abritait tout à coup le *household suffrage*, il est probable que le projet de loi aurait rencontré de la part des nobles lords du royaume une bien autre résistance. De son passage à travers la chambre haute, le *reform act* ne garde aujourd'hui qu'une seule modification, et encore cet amendement peut-il être considéré comme un hommage indirect rendu aux idées de M. Stuart Mill sur la représentation des minorités (1). D'autres y ont vu une vengeance personnelle contre M. Bright, condamné, selon toute vraisemblance, par le nouvel arrangement des votes à être élu côte à côte avec un collègue tory pour la ville de Birmingham. Le moyen dans tous les cas de s'étonner que beaucoup de nos voisins aient envisagé la nouvelle loi comme l'œuvre du parti radical patronnée par une administration de conservateurs?

Le *reform act* de 1867 est à coup sûr beaucoup plus démocra-

(1) M. Mill avait proposé d'étendre à toute l'Angleterre un système d'après lequel l'électeur non-seulement serait maître de son vote, mais encore choisirait lui-même ses candidats. Les minorités, aujourd'hui absorbées, supprimées par les majorités, pourraient, en vertu d'un mécanisme qu'indiquait l'orateur, compter pour ce qu'elles valent dans le gouvernement du pays. C'est cette idée que dans un intérêt de parti la chambre des lords a voulu appliquer à un petit nombre de grandes villes pour y balancer l'influence démocratique.

tique que le *bill* de 1866. Il abolit la restriction du cens que M. Gladstone avait respecté tout en l'abaissant. Le projet de loi proposé par le chef du parti libéral devait admettre environ 300,000 nouveaux électeurs aux honneurs du scrutin, c'est aujourd'hui de 1 million et demi de votans dont il est question en Angleterre. Au suffrage universel la mesure soutenue par le talent et les efforts de M. Disraeli n'oppose guère d'autre limite que la garantie du domicile et le paiement de la taxe des pauvres. Cette dernière condition pourra bien donner lieu à plus d'un genre de difficultés que tout le monde prévoit, et une autre législature devra sans doute modifier sur ce point le texte des statuts (1). Quoi qu'il en soit, l'Angleterre n'a point perdu pour attendre, et la nouvelle loi satisfait à peu près les esprits les plus exigeans. Ce triomphe a sans doute retrempé les forces du parti tory; le moteur du progrès s'est en quelque sorte déplacé, et par un de ces changemens subits qui distinguent l'aristocratie anglaise on a vu s'ouvrir et s'aplanir le chemin du côté même où l'on attendait un obstacle. Nullement effrayés des libertés et des droits de la multitude, surtout quand ils sont au pouvoir, les conservateurs ont au-delà du détroit l'art de vaincre leurs adversaires en les devançant quelquefois dans la pratique des réformes. D'un autre côté, les classes ouvrières, quoique attachées de cœur à M. Bright et reconnaissantes envers M. Gladstone de ce qu'il a fait pour elles, se souciaient assez peu de quelles mains elles recevraient leur affranchissement politique. Le seul parti qui ait un peu souffert dans la victoire même de ses idées est le parti libéral. Déjà désorganisé en 1866 par une tentative infructueuse, il a vu depuis s'accroître dans ses rangs les défections et les causes de discorde. Heureusement les opinions ne s'effraient point en Angleterre de ces échecs passagers. Les partis politiques, bien loin d'être accusés chez nos voisins de troubler et d'agiter le pays, ont toujours été considérés au contraire comme les sauvegardes du gouvernement, qu'ils avertissent et dirigent même quelquefois dans un moment de danger. Appuyés sur des groupes d'intérêts distincts, sur des traditions anciennes et sur les vœux des générations nouvelles, ils ne s'éteindraient au-delà du détroit qu'avec le dernier souffle de la liberté. On n'en est point là, Dieu merci, et les amis de

(1) Jusqu'ici, pour beaucoup de petites maisons et de cottages à bon marché, c'est le propriétaire qui se charge d'acquitter lui-même tous les impôts. D'après les dispositions du nouveau *reform act*, nul locataire ne pourra pourtant être électeur à moins qu'il ne verse lui-même entre les mains du percepteur la taxe des pauvres. Il est à craindre que le recrouvrement ne soit dans plus d'un cas très laborieux, car les ouvriers logés à la semaine ont contracté l'habitude de se regarder comme exempts de toute autre charge une fois qu'ils ont payé leur loyer.

M. Gladstone attendent avec confiance le flot qui tôt ou tard doit le ramener aux affaires. Ces temps de défaite profitent aux hommes d'état eux-mêmes, qui acquièrent ainsi de l'expérience et sentent mieux le besoin de contracter des liens étroits avec la partie éclairée de la nation qu'ils représentent.

Quelle influence exercera une telle extension du suffrage électoral sur les destinées de l'Angleterre? Telle est la question qui préoccupe tous les esprits sérieux. On raconte que Walter Scott, prenant beaucoup trop à cœur les intérêts de l'aristocratie, mourut en partie du chagrin que lui causa le *reform bill* de 1832. S'il avait pu voir les trente-cinq années de prospérité qui ont suivi cette grande mesure, il aurait sans doute été le premier à sourire de ses terreurs. Je n'ai point entendu dire que le second *reform bill* ait encore fait mourir personne; mais des voix solennelles, parmi lesquelles on distingue celle de Carlyle, le dénoncent déjà comme un nuage chargé de toutes les tempêtes de l'avenir. Il faut ajouter que la majorité des Anglais ne partage nullement cette manière de voir. Le droit d'élection appuyé sur une base plus large ne change en rien les conditions morales d'un pays. On ne recueille jamais du scrutin que ce que l'histoire, l'éducation et les influences personnelles ont semé depuis des siècles au cœur de la nation. Parce qu'il existe aujourd'hui chez nos voisins un suffrage plus étendu, M. Disraeli en serait-il moins éloquent? le marquis de Westminster en sera-t-il moins riche? Tous les avantages de la naissance, de la fortune et du talent continueront très certainement de peser dans la balance des votes. Ce qu'on redoute, il faut le dire tout de suite, c'est la classe ouvrière, qui jusqu'ici était tenue à l'écart et qui a maintenant conquis sa part d'intervention dans les affaires de l'état. En quoi pourtant son accession serait-elle un danger? La Grande-Bretagne est un des pays où depuis un demi-siècle on s'est le plus occupé des intérêts du travail. Tous les partis ont l'un après l'autre concouru à l'accroissement du bien-être et à la diffusion des lumières dans les rangs inférieurs de la société. Lord Stanley, par exemple, n'est-il point un des plus zélés promoteurs des *mechanics' institutes?* Secondés tour à tour par les whigs et les tories, les ouvriers anglais se montrent aussi divisés entre eux sur le terrain des opinions que les hommes des autres classes. Il serait donc puéril de croire que leur influence se porte tout entière dans les élections du côté des mêmes candidats. Ceux qui auraient besoin de se rassurer n'ont d'ailleurs qu'à bien considérer l'esprit de la nouvelle loi. Dans les idées de nos voisins, la chambre des communes doit être une copie en miniature de la nation. Le pays est un mot vague : dans le pays, il y a des conditions sociales qui dif-

férent entre elles, des intérêts distincts, des opinions qui appartiennent à certains groupes. Le meilleur système électoral aux yeux des Anglais est celui qui exprime le mieux toutes ces nuances. Or jusqu'ici le capital, l'industrie, le talent, se trouvaient très bien représentés au sein du parlement; mais en était-il de même du travail manuel? C'est pour combler cette dernière lacune que les législateurs ont cru à propos d'admettre les ouvriers à la faveur du vote dans des conditions qui ne peuvent d'ailleurs ni déborder ni absorber les intérêts des autres classes. Une telle mesure ainsi comprise ne se montre nullement destinée à détruire, elle doit plutôt fortifier la constitution anglaise, dont elle élargit la base.

Ce dont on cherche le plus à effrayer la Grande-Bretagne est le fantôme des *trades' unions*. Ces confréries ouvrières disposent à coup sûr d'une organisation très forte, et tout annonce chez elles le dessein de s'en servir dans les élections. En agissant ainsi, ne suivront-elles point d'ailleurs l'exemple des autres classes, qui ont également des associations puissantes pour leur tenir tête? Et puis, sous l'impression de faits dont la connaissance était bien de nature à jeter l'alarme dans les esprits, n'exagère-t-on point de beaucoup l'influence et les menées secrètes des *unionists* sur un tout autre terrain que celui du travail? Les *Broadhead* ne sont point des hommes politiques, et ce n'est nullement de leur bouche que les ouvriers recevraient le mot d'ordre pour des entreprises qui exigent le grand jour et le concours d'un nombre considérable de membres appartenant à diverses industries. Les travailleurs anglais se sont trouvés trop bien de la liberté pour renoncer aujourd'hui à un régime sous lequel depuis moins d'un demi-siècle ils ont conquis tant d'avantages et une véritable importance dans l'état. Quelle tyrannie, fût-elle instituée à leur profit, aurait pu leur donner la force morale que nul ne leur conteste aujourd'hui? Ayant grandi dans la lutte, et sous l'empire d'une constitution dont le principal mérite est de respecter tous les droits, ils ne connaissent guère cette soif de l'égalité qui, faute de mieux, court s'abreuver aux égouts du despotisme. Certes ils peuvent très bien se tromper sur certaines questions d'économie politique; mais, tout en défendant le terrain de leurs expériences, ils ne se paient ni de mots ni de chimères. Ce qui les distingue est au contraire la foi dans des institutions politiques laissant chacun maître de son sort et responsable de ses œuvres. Ces institutions, que gagneraient-ils d'ailleurs à les changer? Dans d'autres pays, les classes éclairées trouvent encore le moyen de résister dans une certaine mesure aux influences énervantes du gouvernement personnel, contre lequel l'intelligence fournit du moins quelques armes pour se défendre; mais combien un pareil système altère tout au-

trement le caractère de l'ouvrier ! Perdant alors la confiance en ses propres énergies, il n'espère plus rien que d'un homme. Les travailleurs d'outre-mer, n'ayant jamais passé sous un tel régime, n'attendent de l'état que ce que lui demandent les autres classes de la société, — quelques lois générales de protection et surtout la liberté d'agir par eux-mêmes.

Le seul danger qui accompagne l'extension du suffrage est l'ignorance. L'Angleterre, étant entrée dans la voie de la démocratie, devra sans doute suivre l'exemple de l'Amérique, où l'on compte sur la diffusion des lumières bien plus que sur l'autorité pour faire respecter les lois et la volonté de tous. « Occupons-nous d'apprendre à lire à nos futurs maîtres, » disait avec quelque amertume, mais après tout avec beaucoup de sagesse M. Lowe. La Grande-Bretagne avait déjà compris ce devoir peu d'années après le succès du premier *reform bill*. L'état, qui en 1832 ne donnait pas un denier à l'instruction publique, dépense aujourd'hui près de 700,000 livres sterling (17,500,000 francs) par an pour l'éducation des enfans de la classe ouvrière. Peut-être sera-t-il urgent de multiplier les sacrifices, d'élever le niveau de l'enseignement primaire et même de rompre le lien qui l'attache à l'église. Toutes les réformes s'enchaînent, et c'est seulement à cette condition qu'elles modifient le caractère des institutions anciennes sans les troubler ni les détruire. On peut d'ailleurs juger des progrès qu'ont faits l'éducation et le goût de la lecture dans tous les rangs de la société anglaise par l'accroissement du nombre des journaux. Il n'existait en 1832 dans la Grande-Bretagne que très peu de feuilles quotidiennes, et le prix de l'abonnement les mettait tout à fait hors de la portée des classes ouvrières. Aujourd'hui l'artisan se rendant le matin à l'atelier peut acheter pour un denier le *Daily Telegraph*, le *Standard* ou le *Morning Star*, huit grandes pages d'impression donnant toutes les nouvelles du globe. Un rapport de la chambre des communes nous apprend qu'il se publiait en 1866, pour l'Angleterre et le pays de Galles, 1,393 journaux. Derrière les feuilles quotidiennes, dont quelques-unes se tirent à un nombre formidable d'exemplaires, s'envolent tous les samedis les journaux de la semaine, qui se vendent également à très bon marché et dont le nom est légion. Ce qui a donné lieu à cet essor de la presse est en grande partie l'exemption du timbre, de l'impôt sur le papier et d'autres droits que le fisc prélevait autrefois sur l'expression de la pensée en Angleterre. Bien loin de regarder le silence comme une sorte de correctif du suffrage plus ou moins universel, nos voisins cherchent au contraire dans la liberté de la presse et de la parole le remède aux blessures dont pourrait souffrir la constitution de la part des classes nouvel-

lement affranchies. Le moyen de conjurer les maux réels ou imaginaires qui menacent, dit-on, les sociétés modernes n'est pas de faire la nuit sur une nation, c'est au contraire d'y appeler la lumière.

Pour l'instant, la *reform league* et les autres associations politiques se proposent surtout la conquête de quelques mesures destinées à compléter et à fortifier l'extension du suffrage. Un de leurs rêves est le *ballot* ou scrutin secret, que le plus grand nombre des démocrates anglais considèrent à tort ou à raison comme devant protéger la liberté des votes. La ligue de la réforme a d'ailleurs devant elle une rude tâche; ne s'agit-il point déjà de préparer les élections? C'est s'y prendre d'un peu loin, car à moins d'une dissolution imprévue le parlement doit encore vivre cinq années. Dans ce pays de lutte, où l'on attache avec raison tant d'importance à l'organisation des partis, la prévoyance est d'ailleurs une des vertus politiques. Surveiller la liste des électeurs, avertir et conseiller les ouvriers qui ne sont point encore familiers avec l'usage de leurs droits, les aider même, s'il le faut, à satisfaire aux conditions du nouveau système, tel est un des devoirs que s'impose la *reform league*. Cette association se distingue à coup sûr par une grande activité. Ses bureaux, qui se trouvent à Londres dans Adelphi-Terrace, une sorte de quai élevé sur la Tamise du côté des récens travaux devant donner au fleuve des rivages de pierre, consistent surtout en un rez-de-chaussée, dont les murs tapissés à l'intérieur d'affiches politiques et de placards indiquent assez clairement l'intention des chefs. De cet humble local partent de temps en temps des ordres du jour, des convocations de *meetings* et des appels à l'opinion publique. Il est évident que la ligue se ménage aussi le droit de choisir ou d'appuyer, quand il en sera temps, certaines candidatures. Ses membres les plus connus appartenant à la classe moyenne ou à la classe ouvrière s'exercent d'avance pour la lutte des *hustings*. Le vœu des travailleurs est sans contredit d'envoyer quelques-uns de leurs représentans à la prochaine assemblée, et tout porte à croire qu'ils réussiront dans un petit nombre de villes. En quoi après tout leur présence sur les bancs de la chambre des communes effraierait-elle le gouvernement? L'Angleterre est le pays du monde où les classes supérieures entr'ouvrent le plus volontiers leurs rangs pour admettre les hommes recommandés par le talent ou désignés par le choix de leurs concitoyens. N'y a-t-il point plus d'un exemple d'ouvriers parvenus dans la Grande-Bretagne à une situation éminente? Les députés du travail manuel, il est aisé de le prédire, seront accueillis avec honneur par les représentans de la fortune, qui conserveront du reste vis-à-vis d'eux tous les

avantages de la naissance et de l'éducation. Ce n'est pas tout encore que d'être élu, il faut vivre et comme membre du parlement supporter durant la session des frais assez considérables. A moins que les *trades' unions* ne se cotisent pour faire à chacun de leurs candidats une somme de 5 à 600 livres sterling par an, ou que la chambre des communes n'alloue plus tard à ses membres une indemnité, le nombre des ouvriers anglais siégeant au parlement sera beaucoup trop restreint pour exercer une grande influence sur la direction des affaires. A part quelques questions de travail sur lesquelles ils pourraient fournir des lumières spéciales, les députés artisans ne feraient d'ailleurs que suivre et appuyer en politique le système des hommes de la classe moyenne dans lesquels ils ont placé leur confiance, MM. Gladstone, Bright et Stuart Mill.

Une occasion toute naturelle se présentait pour les ouvriers anglais d'expliquer leurs intentions et de signaler les fruits qu'ils entendent recueillir de leur victoire. Une fête et un banquet ont eu lieu le 30 septembre au Palais de Cristal pour célébrer le *reform act* de 1867. Par malheur, cette démonstration n'a point tout à fait répondu à ce qu'on pouvait en attendre. Les démocrates sont encore bien loin d'avoir dérobé à leurs adversaires cet admirable esprit de discipline qui distingue le parti tory. La première idée d'un grand banquet libéral réunissant autour de la même table certains membres de la chambre des communes, les chefs du mouvement populaire, plusieurs milliers de personnes, avait été conçue par la *reform league*, qui comptait sur l'alliance et le concours des deux autres associations politiques. Il n'en fut rien, et M. George Potter, prenant en quelque sorte l'avance sur M. Beales, voulut frapper de son cachet le succès de la journée. Le résultat était dès lors facile à prévoir : une seule branche de l'organisation réformiste, celle de la *working men's association*, prit une part active dans les arrangemens de la fête et fit presque tous les frais du rassemblement. Il est dans les mœurs de nos voisins de mêler les plaisirs et les divertissemens à la politique. Aussi les exercices athlétiques et divers genres d'amusemens occupèrent-ils durant l'après-midi la naïve curiosité des spectateurs, qu'à leurs manières on reconnaissait aisément pour des ouvriers de Londres. Les mêmes instrumens de cuivre qui avaient sonné la marche dans les processions réformistes exécutaient des airs de danse et de polka. Les mêmes bannières qui avaient guidé les confréries ouvrières dans les rues de la capitale se déployaient au vent avec un air d'orgueil, mais sans avoir été trouées ni déchirées par aucune bataille. Les écharpes, les rosettes, les uniformes, qu'on avait vus défiler à certains jours sur un autre terrain annonçaient assez la force d'une organisation po-

litique survivant au triomphe d'une idée. Vers le soir, le palais de verre qu'un incendie n'a guère ménagé il y a un an s'illumina, des cordons de lumière accentuèrent les lignes de cette architecture fantasque. Un feu d'artifice tiré dans le jardin présenta le bouquet de la fête. Au milieu des fusées et des chandelles romaines, des fontaines et des jets d'eau revêtant tour à tour la couleur changeante des flammes, se détachaient en traits de lumière ces mots significatifs : *reform act of* 1867.

A peine les derniers feux de Bengale s'étaient éteints que l'on se réunit dans la salle du banquet, décorée de drapeaux et de devises. Le fond était occupé par un orchestre devant lequel s'étendait la grande table du comité où siégeaient le président, M. George Potter, quelques membres du parlement et d'autres *gentlemen*. Parmi eux se distinguait sir John Bowring, un des vétérans de la cause libérale et un ancien disciple de Jeremy Bentham. Après une courte prière dite selon l'usage avant le repas par un ecclésiastique n'ayant pas craint de se joindre à la manifestation, les convives, pour la plupart ouvriers, s'assirent devant les autres tables bien garnies, et la musique joua pendant tout le dîner. C'était maintenant le tour des toasts; celui de la reine et de la famille royale ne fut point oublié, puis le président déclara que la classe ouvrière acceptait le *reform act* de 1867 comme un à-compte (*instalment*). Les discours prononcés à ce banquet n'étaient d'ailleurs guère de nature à nous éclairer sur les véritables sentimens des travailleurs anglais. Il y avait beaucoup plus à apprendre sous ce rapport du *meeting* qui avait été tenu en plein air durant la journée dans un coin du jardin. Là des orateurs plébéiens, avec la rude éloquence inculte qui distingue quelques-uns d'entre eux, avaient énergiquement exposé leurs griefs et réclamé justice pour l'Irlande. Il ne faudrait point en conclure que les ouvriers anglais sympathisent avec les *fenians;* mais ils accusent le parti orangiste d'avoir refoulé par des mesures arbitraires une population ignorante et malheureuse vers l'abîme des sombres utopies et des actes de désespoir. Les *unionists* avaient été des premiers à réclamer le pardon de Burke et d'autres chefs condamnés à mort, dont le ministère de lord Derby a généreusement commué la sentence. Un des orateurs les plus remarquables du mouvement réformiste, M. Conolly, est lui-même un maçon irlandais. Sa parole vive, imagée, pittoresque, a plus d'une fois étonné John Bright, qui se connaît en éloquence. Il est à regretter qu'il ait gardé le silence dans cette occasion; mais par l'ensemble des discours et par le caractère de la fête on pouvait clairement juger de l'esprit de la classe ouvrière dans la Grande-Bretagne. Résolue à se servir plus que jamais du droit

de discussion, elle ne demande qu'à la force morale les moyens de pousser la porte entr'ouverte qui lui ménage désormais une entrée dans l'état.

Le nouveau *reform act* n'est ni l'œuvre d'un homme ni celle d'un parti; c'est la conquête de la nation, et comme tel il ne saurait inspirer aucune inquiétude. Tout porte au contraire à croire que cette juste et utile mesure ralliera de plus en plus les ouvriers anglais à un régime de liberté. Il n'y a guère de pays où ils eussent autant d'obstacles à surmonter et autant de préjugés à vaincre que dans la Grande-Bretagne. Concentrés eux-mêmes dans un égoïsme de caste dont les statuts des *trades' unions* portent trop souvent la trace évidente, ils ont plus d'une fois élevé des barrières contre leur propre affranchissement. Qui les a en partie ramenés vers la vie politique? L'énergie d'une constitution sous laquelle chacun peut choisir ses armes et le terrain de la lutte. L'avantage des Anglais est que, n'attendant point leur sort des mains qui tiennent le pouvoir, ils ne demandent nullement à ceux qui les gouvernent la permission d'être libres, — c'est un droit qu'ils prennent. Tenus en équilibre les uns par les autres, les élémens de la société ne sauraient d'ailleurs jamais dépasser certaines limites. Il n'est aucun parti qui voudrait pour lui-même d'un succès destiné à effacer dans l'état l'antagonisme des opinions. Il se peut que la classe ouvrière, moins familiarisée avec les règles du gouvernement constitutionnel, se montre dans les commencemens plus envahissante; mais elle sera bientôt ramenée par la force des choses ainsi que l'exemple des autres classes vers des prétentions justes et modérées. Le consentement de tous ou presque tous est ici nécessaire à certaines réformes, et si cette condition exige l'aide du temps, elle écarte du moins le danger des réactions politiques. Contre les terreurs qu'inspirent à quelques-uns les progrès de la démocratie, les Anglais ne vont point chercher leur protection à l'ombre d'un maître, ils se tiennent fermes sous l'égide d'institutions qui assurent à la société elle-même le libre exercice de tous les droits et de toutes les résistances.

ALPHONSE ESQUIROS.

HOMMES D'ÉTAT

DE LA HONGRIE

LE COMTE STÉPHAN SZÉCHENYI.

SECONDE PARTIE (1).

« Oh! que je ne devienne pas fou! que je ne sois pas fou! ciel miséricordieux, conserve-moi de la modération. Je ne voudrais pas devenir fou. » On connaît ce cri poussé par le roi Lear quand il sent sa raison chanceler devant l'ingratitude et les outrages de ses filles. Au moment où la révolution prend la place de la réforme dans les affaires de Hongrie, au moment où la rupture est inévitable entre le peuple magyar et les Habsbourg, le comte Széchenyi, promoteur de la Hongrie nouvelle, se sent frappé comme le héros de Shakspeare, et comme lui c'est en vain qu'il s'écrie : « Ciel miséricordieux, conserve-moi de la modération, je ne voudrais pas devenir fou. » Cette modération, en d'autres termes cette possession de soi-même, comment pourrait-il la conserver? Il s'est associé si étroitement depuis un quart de siècle à la renaissance de la Hongrie, il est si bien le cœur et l'âme de ce peuple nouveau que les épreuves publiques l'atteignent directement, au fond même de son être. Il ne s'agit pas ici de la déconvenue d'un homme d'état, il ne s'agit pas d'un système politique renversé par des révolutions,

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

c'est tout un peuple, il le croit du moins, qui est arrêté par un coup de mort dans le généreux éveil de ses forces, et ce coup épouvantable, le comte Széchenyi le reçoit le premier en pleine poitrine. A ce sentiment de la ruine commune, si douloureux qu'il puisse être, s'ajoute donc une angoisse plus douloureuse encore, le tourment de la conscience. Széchenyi s'accuse lui-même des calamités qui vont anéantir sa patrie; c'est le remords qui le rend fou, c'est contre un remords injuste que se débat cette âme si délicatement héroïque. S'il est difficile, à l'heure où sa raison se voile, de ne pas se rappeler le cri shakspearien, il faut pourtant marquer cette différence essentielle entre le grand Magyar et le tragique personnage du poète anglais. Ce ne sera ni la piété d'une Cordélia ni le dévouement d'un comte de Kent qui guériront sa blessure : entouré des affections les plus tendres et des plus fidèles amitiés, il demeurera en proie à son mal tant que durera cette guerre civile dont il se reproche d'être la cause; mais aussi, — affinité mystérieuse attestée par des médecins psychologues, — dès qu'au lendemain de la lutte, et sous le joug même de la réaction victorieuse, un signe, un mot, une lueur, lui feront comprendre vaguement que tout espoir n'est pas perdu, l'âme défaillante se relèvera peu à peu et triomphera de l'ennemi intérieur. Les angoisses patriotiques avaient ébranlé cette noble intelligence, la patience du peuple magyar lui rendra la foi et la vie. Cette patience virile n'est-elle pas en partie son œuvre, et puisqu'il a ressenti les malheurs publics au point de s'en accuser comme d'un crime, n'est-il pas juste qu'il éprouve aussi l'influence salutaire des vertus qu'il a éveillées chez ses concitoyens? En ce drame lugubre, tel que ma pensée le conçoit, c'est à la Hongrie tout entière qu'appartiennent ces paroles attribuées par le poète à la fille du roi Lear : « Dieu bienfaisant! réparez cette grande plaie que lui ont faite les injures qu'il a subies; rétablissez les idées dérangées et discordantes de ce père métamorphosé par ses enfans! »

La grande plaie a-t-elle donc été *réparée?* Non pas complétement, hélas! Le coup avait porté trop avant, aux sources mêmes de la vie. L'intelligence put rallumer sa flamme; la volonté resta paralysée. De là ce spectacle navrant à l'heure où son esprit jette encore des éclairs, de là cette honte de soi-même, cette crainte du grand jour, cet attachement à la maison de fous qui est devenue son asile, cette impuissance d'en sortir jamais, ce désespoir secret mêlé aux plus vives ardeurs de la pensée, de là enfin la défaillance suprême le jour où, victime d'une tracasserie odieuse, il se croit provoqué par la persécution à une lutte qu'il ne pourra soutenir. Avant de se donner à lui-même le coup mortel, il a eu du moins la consolation

de prévoir pour son pays des destinées meilleures. La folie, la guérison, le suicide du comte Széchenyi, telles sont les trois phases de cet épisode où se reproduit avec une fidélité dramatique une des plus douloureuses périodes du XIXe siècle.

I.

Le comte Stéphan Széchenyi était entré le 23 mars 1848 dans le ministère que présidait le comte Louis Batthiany. La formation de ce ministère avait été un des premiers résultats des événemens de février; le ministère Batthiany était responsable de ses actes, le régime parlementaire commençait pour la Hongrie. Il y avait dans ce seul programme toute une révolution. On a vu par la première partie de notre étude quel avait été jusque-là le rôle de Széchenyi dans la transformation politique et sociale de son pays. Persuadé que l'histoire de l'humanité a ses lois et qu'on ne les enfreint pas impunément, il répétait sans cesse que les réformes logiquement accomplies étaient les seules durables. Par quel privilége, disait-il, la Hongrie pourrait-elle passer sans transition du régime féodal au régime parlementaire? Avant de réclamer des libertés qui tourneraient contre le salut commun, il fallait détruire les abus de l'ancien monde. La revendication des libertés politiques entraînerait infailliblement une lutte avec l'Autriche, et quelle serait l'issue de cette lutte? Une issue désastreuse, quel que fût le sort des armes. Vaincus, les Magyars retomberaient sous le joug déjà plus qu'à demi brisé, et cette vie nouvelle qui s'éveillait en eux serait pour longtemps arrêtée; vainqueurs, ils subiraient les entraînemens du triomphe, ils rompraient tout lien avec l'Autriche, et attireraient sur eux les représailles de l'avenir, car l'Autriche, — c'était la foi du comte Széchenyi, — est aussi nécessaire à la Hongrie que la Hongrie est nécessaire à la dynastie des Habsbourg. Aucun de ces dangers n'était à craindre, si la renaissance hongroise suivait son développement régulier. Remplacer le vieux magyarisme par l'esprit moderne, détruire les priviléges, fonder l'égalité, provoquer le travail, donner l'essor à toutes les forces de la nation, telle était la tâche que le comte Széchenyi jugeait la seule légitime, la seule féconde, dans l'état où se trouvait son pays. Ce système, avec tous les développemens qu'il embrasse, avait été la pensée constante de sa vie; il y avait bientôt un quart de siècle qu'il travaillait à cette régénération du peuple magyar, et déjà la plupart de ses idées avaient pris racine dans le sol malgré la résistance des magnats et les impatiences des tribuns. Débordé sur plusieurs points par les passions révolutionnaires, il ne désespérait pas de les vaincre, quand

le contre-coup du 24 février, renversant le gouvernement autrichien (13 mars 1848), donna subitement la victoire aux agitateurs de Pesth et de Presbourg. C'est au milieu de ces orages que le comte Széchenyi accepta une place dans le ministère Batthiany. Il allait y rencontrer quelques-uns des hommes qu'il avait le plus énergiquement combattus, Széchenyi allait siéger à côté de Kossuth. Était-ce une raison pour s'abstenir? Non, certes. Si on ne pouvait se dispenser de lui offrir cette mission, lui non plus il n'était pas libre de la refuser. Le premier ministère responsable eût paru incomplet, si Batthiany n'eût tendu la main à celui que l'opinion publique nommait toujours « le grand Magyar; » il eût manqué aussi quelque chose à la carrière de Széchenyi, s'il n'eût pas répondu à cet appel. Entrer dans un ministère où l'influence appartenait à ses rivaux, n'avoir que la direction des travaux publics lorsque l'intérieur était donné à Szemere, la guerre à Meszaros, les finances à Kossuth, assurément c'était faire preuve d'une rare abnégation. Qu'importe? n'avait-il pas sa voix dans le conseil? Jusqu'au dernier jour, il pouvait rendre service à son pays. S'il hésita, l'hésitation ne fut pas longue; cette pensée suffisait pour le décider. Personne assurément ne devait voir là une marque d'ambition ou un signe de faiblesse, c'était un acte de dévouement patriotique et de courageuse humilité.

Dévouement, humilité, ce n'était pas assez dans une situation si violente; pour que le comte Széchenyi pût traverser impunément les émotions de ces jours terribles, il eût fallu que sa clairvoyance lui fît défaut. Or la clairvoyance, dans la plus large acception du mot, était précisément un des caractères qui révélaient en lui l'homme d'état : il voyait net et loin. Cet administrateur si exact était aussi un spéculatif au regard perçant. Il avait prévu en temps de calme le danger de la Hongrie; la lutte engagée, il voyait déjà le lendemain. La révolution avec ses emportemens, la réaction avec ses cruautés, telle était pour lui l'alternative inévitable. Si la prévision trop nette de l'avenir paralyse les cœurs faibles dans les heures de crise, elle n'empêche pas les âmes viriles d'accomplir virilement leur devoir. La défaillance du comte Széchenyi vient d'une tout autre cause. Un jour, — c'était au moment ou le ban Jellachich marchait sur Pesth avec ses Croates, — Széchenyi assistait au conseil des ministres dans la demeure de Kossuth. Taciturne, immobile, la tête dans ses mains, il semblait étranger à la discussion. Soudain il se lève et sort. Dix minutes après, il revient, se dirige précipitamment vers son portefeuille, qu'il avait oublié, et le saisissant d'une main brusque : « N'est-ce pas, dit-il à Kossuth, n'est-ce pas que vous ne me ferez pas pendre? — Eh! pourquoi

vous ferais-je pendre? répond Kossuth en riant; il croyait à une plaisanterie de son collègue, le noble comte étant connu pour ses vives saillies et ses paroles sarcastiques. — Promettez-moi toujours que vous ne me ferez pas pendre, reprend Széchenyi avec une insistance singulière. — Eh bien! puisque vous le voulez, dit Kossuth, je vous le promets. — Merci, merci! » Et le comte pressa la main de Kossuth, serra son portefeuille sous son bras et sortit. Ce fait, raconté par Kossuth lui-même à l'écrivain qui le rapporte (1), est complété par une scène du même genre dont nous devons la communication à l'un des amis de Széchenyi. Vers le même temps, le même jour peut-être, le comte était entouré de ses confidens les plus chers, et on parlait naturellement de ce qui occupait tous les esprits; Croates et Autrichiens foulaient déjà le sol magyar, il fallait résister, résister à mort. Le comte, hors de lui, dans une sorte d'exaltation prophétique et le visage inondé de larmes, s'écria: « Je vois du sang dans les étoiles, du sang, partout du sang. Le frère va massacrer le frère. Une race va exterminer l'autre race. Oh! quelles fureurs! Ils sont implacables, ils sont fous. On marque avec des croix rouges les maisons à incendier. Pesth est perdue à jamais. Des hordes irrésistibles réduiront en cendres tout ce que nous avons édifié. Ma vie, ma vie est détruite! Sur la voûte du ciel, je lis en traits de flamme le nom de Kossuth : *flagellum Dei!* » Certes la raison de Széchenyi était déjà troublée par le désespoir quand il proférait de telles paroles; mais nous ne saisissons pas encore le sentiment secret qui a bouleversé une âme si forte. L'homme qui demandait à Kossuth de ne pas le faire pendre n'est pas le vrai Széchenyi; le prophète qui pleure d'avance sur les ruines de sa patrie n'est pas davantage la généreuse victime dont j'ai à raconter les souffrances. Ces craintes puériles et ces lamentations fiévreuses sont le premier effet de la folie, elles n'en sont pas la cause. Il y a autre chose que cela dans l'héroïque passion du Magyar. Attendez que le mal terrible ait pris possession de tout son être; aux paroles incohérentes succédera la pensée fixe qui vous révélera son tragique secret.

Du mois de mars au mois de septembre 1848, le comte Széchenyi avait pris une part active aux travaux du ministère. Consterné, mais résolu, il était de ceux qui savent mourir à leur poste. On pense bien qu'il dissimulait ses appréhensions; il se serait fait un cas de conscience de décourager les serviteurs du pays. Avec ses adversaires de la veille, devenus maintenant ses collègues, il se conduisait en toute occasion comme un loyal frère d'armes. Plusieurs actes

(1) M. Daniel Iranyi, dans son *Histoire de la Révolution de Hongrie.*

de Kossuth pendant cette période lui avaient révélé chez le fougueux agitateur un chef capable de résister aux entraînemens de la foule et de sacrifier, en partie du moins, sa popularité. Il n'avait de griefs contre aucun des hommes de son temps; la situation seule, la terrible logique des choses l'épouvantait. Quand éclata l'événement trop prévu, la rupture de la Hongrie et de l'Autriche, quand la guerre fut inévitable et que la révolution devint une arme aux mains du pays menacé, il crut fermement que tout était perdu. C'est alors qu'il put se dire pour la première fois : Ma vie est détruite, la Hongrie va mourir. Il se demanda en même temps qui était coupable de cette catastrophe; était-ce Kossuth? Non, répondait-il loyalement. Kossuth, à son entrée sur la scène, avait trouvé une arène ouverte à toutes les espérances, et il n'avait fait que suivre son imagination patriotique; d'ailleurs, en cette crise suprême, Kossuth allait tenir le drapeau de la race magyare et tomber avec elle. Le coupable, ce n'était ni Kossuth, ni Vesselényi, ni le comte Batthiany, ce n'était aucun des hommes jetés avec leurs rêves enthousiastes au milieu des périls d'une situation qu'ils n'avaient pas faite. Le coupable, c'était lui-même. Qui donc, si ce n'est lui, avait enfanté ce péril? Devait-il éveiller de telles ardeurs, n'étant pas sûr de les dominer? Avait-il eu le droit de détruire l'ancienne Hongrie, n'étant pas de force à constituer la Hongrie nouvelle? Et ces pensées amères, ces reproches immérités, le malheureux les tournait contre lui comme une arme vengeresse. Un poète de nos jours a dit :

Est-ce que l'innocent connaît seul le remords?

C'est là en effet un sentiment d'une espèce particulière, douloureux privilége des cœurs d'élite. Le remords de l'innocent, remords cruel, obstiné, implacable, est tout autre chose que le remords du coupable. L'orgueil peut étouffer l'un, la délicatesse de la conscience rend l'autre plus acéré. Il y a des hommes qui ne se sont jamais trompés; ce sont les événemens qui ont tort, c'est l'humanité qui doit être châtiée, ce sont leurs adversaires qui ont tout compromis. Heureux hommes! ils ne perdront jamais leur sérénité altière, et, s'ils avaient à repasser par les mêmes chemins, leur pied n'hésiterait pas. Il en est d'autres qui s'interrogent sans cesse, qui se sentent responsables envers leur cause, qui ont toujours besoin de rendre leurs comptes, qui se dévoueraient volontiers, victimes expiatoires, pour le salut commun. Et si ce dévouement leur est interdit, que faire? Il ne leur reste plus qu'à se condamner en redisant à toute heure la sentence inflexible : c'est toi qui es le coupable. N'essayez pas de rassurer leur conscience, ils se sont appli-

qué un cilice aux pointes aiguës, que chaque mouvement fait pénétrer dans la chair. Ne sont-ils pas tous plus ou moins atteints de folie ces « tourmenteurs d'eux-mêmes? » Elle est rare, je le sais bien, cette sublime folie, elle est rare surtout dans l'ordre de la politique et de l'action; c'est pourtant l'honneur de notre race qu'elle puisse se rencontrer même chez les esprits les plus pratiques et à côté de la raison la plus ferme. Tel fut le mal du comte Stéphan Széchenyi. La lésion profonde qui a bouleversé cette nature énergique, s'il faut l'indiquer par une formule, on peut l'appeler le remords de l'innocent.

Ce fut dans les premiers jours du mois de septembre que son exaltation devint pour ses amis un sujet d'inquiétude. Sa famille, qui ne pouvait prévoir une telle catastrophe, avait quitté Pesth depuis quelques semaines. Il était seul aux prises avec sa conscience exaspérée. Un medecin habile, M. Paul Balogh, averti bientôt par les serviteurs du comte, ne le perdit pas de vue. Il était manifeste que cette haute raison avait été blessée profondément. La brusquerie des gestes, l'incohérence des paroles, tous ces signes d'une agitation que justifiaient les préoccupations publiques ne tardèrent pas à se compliquer de symptômes plus graves : obsédé par des fantômes, il jetait subitement de grands cris et se précipitait contre un ennemi invisible. M. Balogh le décida, non sans peine, à s'éloigner du théâtre de la lutte. « Quitter Pesth! s'écriait-il, mais je suis ministre du royaume de Hongrie, je ne puis abandonner mon poste. Il s'agit bien de repos quand l'ennemi est là! » Le médecin profita cependant d'une heure de défaillance, et réussit à l'emmener. Le but du voyage était une maison de santé située à quelque distance de Vienne, le célèbre hospice de Döbling; un air pur, des soins attentifs, une installation comfortable, surtout le calme le plus profond, voilà ce que le comte devait trouver dans cet asile. On avait pensé que l'atmosphère de la Hongrie ne lui convenait plus; le moindre souvenir des Magyars ne devait-il pas réveiller ses angoisses? On partit donc; quel voyage! quel martyre! La raison, avant de succomber, se débattait contre le mal aggravé d'heure en heure, et on devine alors avec quel désespoir l'illustre patient s'attachait à ce sol de la patrie où il voulait mourir. A Vörösvár, il descendit de voiture, et, trompant la surveillance de son guide, il prit sa course à travers champs avec une telle rapidité que ses serviteurs eurent beaucoup de peine à l'atteindre. Il y avait des instans où il songeait à se tuer. On fut obligé de lui arracher un pistolet qu'il avait découvert dans un des caissons de la voiture et qu'il dirigeait déjà contre son front. A Gran, se promenant avec le docteur Balogh dans une allée peu éloignée du Danube, il s'é-

lança brusquement, franchit la distance qui le séparait de la rive et se précipita dans le fleuve la tête la première. Un gros navire descendait le courant; aux cris du docteur, un bateau de sauvetage se détache, et le malheureux est ramené sur le bord. Sans ce secours inattendu, le comte Széchenyi, le créateur de la navigation du Danube, s'ensevelissait dans le fleuve auquel son nom est attaché par de si glorieux souvenirs. A Wieselburg, sa tête était en feu; il échappa encore à ses gardiens et se mit à courir par les rues de la ville en criant : Je brûle! je brûle! Le délire commençait, un délire si furieux qu'il fallut le lier avec force pour le ramener dans la voiture. Des compresses froides sur le front le calmèrent un peu, et il put achever assez paisiblement son voyage; mais, à peine installé à Döbling, la fièvre éclata plus violente que jamais.

Les premières journées furent horribles. On ne pouvait le protéger contre lui-même qu'en l'enchaînant à son lit. Dès qu'il se sentait libre, il s'élançait sur la muraille pour s'y briser la tête. L'idée qu'il était seul responsable des malheurs de sa patrie, cette idée avec laquelle il s'était si cruellement persécuté pendant des semaines d'insomnie et qui avait été la vraie cause de son mal, était le lien unique par où il fût rattaché encore aux choses de ce monde. Toute son énergie morale s'était concentrée dans son remords; il vivait de cette douleur qui le détruisait et le soutenait tout ensemble. Parfois aussi une autre pensée traversait l'esprit du malade; il se disait sans doute que sa faute ne le dispensait pas de combattre jusqu'à la fin, qu'il avait encore des devoirs à remplir, qu'il ne fallait point laisser le champ libre aux ennemis provoqués par son imprudence, et alors, s'adossant à la muraille et raidissant ses bras, il attendait de pied ferme je ne sais quel adversaire invisible. Était-ce la révolution? était-ce l'armée autrichienne? A coup sûr il n'en savait rien; il avait seulement cette idée que la Hongrie était menacée de mort, et que tous ses enfans la devaient défendre.

A cette fièvre de l'âme déchirée, ajoutez l'excitation des bruits extérieurs. C'est en vain qu'on lui avait cherché un asile loin du champ de bataille de la Hongrie; la guerre était à Vienne comme à Pesth, et la voix du canon se mêlait au délire du malheureux Széchenyi. C'était le moment où le prince Windischgraetz assiégeait dans la capitale de l'empire l'insurrection victorieuse; il occupait avec une douzaine de mille hommes les hauteurs voisines de Vienne, et attendait que Jellachich vînt se rallier à lui. Il y eut là une heure décisive qui aurait pu forcer le gouvernement autrichien à capituler. Jellachich, désavoué par son souverain dans ce qu'on appelait le différend hongro-croate, c'est-à-dire dans ses entreprises

particulières contre les Magyars, était venu se heurter en vain contre l'armée hongroise, rassemblée à Pákord. Seize mille Hongrois, commandés par le général Moga, avaient tenu tête le 29 septembre aux trente mille hommes du ban de Croatie, et bien que les deux armées, après une journée sanglante, eussent conclu un armistice de trois jours en maintenant leurs positions, Jellachich leva son camp dès le lendemain, se dirigeant du côté de Vienne. Poursuivi par Moga, il laissa prendre son arrière-garde par les vainqueurs, licencia lui-même une partie de ses traînards, qui l'embarrassaient, et, ne gardant qu'une quinzaine de mille hommes, ses meilleures troupes, il chercha un refuge sur le sol autrichien, au moment même où éclatait à Vienne la révolution du 6 octobre. Que fût-il arrivé, si le général Moga, profitant de la déroute de Jellachich, l'eût poursuivi l'épée dans les reins au-delà de la frontière de Hongrie, tandis que les révoltés de Vienne eussent tenu en échec les troupes de Windischgraetz? Le chef magyar hésita. Il avait agi résolûment tant qu'il avait eu à repousser l'invasion austro-croate; avait-il le droit de franchir la frontière avant que la guerre fût officiellement déclarée? Ces scrupules du général étaient bien autrement vifs chez un bon nombre de ses officiers. Il y avait beaucoup d'Allemands dans les cadres de l'armée hongroise. Ceux qui s'étaient battus volontiers contre les Croates désavoués par l'empereur pouvaient-ils se battre contre les défenseurs de l'empire? Déjà bien des soldats désertaient, bien des officiers donnaient leur démission; il fallait reconstituer cette armée victorieuse hier, aujourd'hui démembrée. D'autre part, les insurgés de Vienne, aimant mieux sans doute arracher des concessions au gouvernement impérial que de lier leur cause à celle des Hongrois, montraient peu d'empressement à écouter leur appel. De là, pour des motifs divers, les lenteurs qui paralysèrent la victoire du 29 septembre. Quand l'armée hongroise épurée par Kossuth vint attaquer Windischgraetz et essaya de tendre la main à l'insurrection viennoise, ce n'était plus l'armée qui, un mois auparavant, avait mis Jellachich en déroute. La discipline et l'expérience ne venant plus en aide au courage, les Hongrois furent vaincus. Cette défaite, triste fin d'une première campagne commencée d'une manière si brillante, eut lieu le 30 octobre 1848 dans les plaines de Swéchat, à quelque distance de cette maison de Döbling, où le comte Széchenyi luttait misérablement contre ses fantômes. Tout ce tumulte, toutes ces clameurs arrivaient jusqu'à lui; qui sait si des visions plus effrayantes n'obsédaient pas le cerveau du patient, tandis que les soldats de la Hongrie se dispersaient sous le canon de l'Autriche?

« Széchenyi, dit un écrivain hongrois, était véritablement l'in-

carnation de la Hongrie nouvelle. Vit-on jamais plus étroite union d'un homme avec un peuple? Il vivait de sa vie, il souffrait de sa souffrance. Tout ce qui intéressait la cause magyare avait un écho dans son âme. Il n'y avait pas une fibre de ce grand cœur qui ne fût en rapport avec ces millions de fibres dont se compose le cœur d'une nation. » Les amis du comte, frappés de la même pensée, ont signalé un phénomène extraordinaire à propos de son séjour à Döbling : n'est-il pas étrange que les phases diverses de sa maladie aient coïncidé d'une façon aussi exacte avec les phases de la lutte où la Hongrie jouait sa destinée? Qu'on l'explique comme on voudra, sympathie ou hasard, la coïncidence est dramatique. Aussi ongtemps que dura la guerre civile, et pour le comte Széchenyi la lutte de l'Autriche et de la Hongrie était la plus funeste des guerres civiles, la fièvre ne le quitta point. En proie à un continuel délire, il semblait recevoir tous les coups que se portaient les combattans. Heures cruelles! incertitudes poignantes! Après des alternatives de victoire et de revers, après que Bude et Pesth, les deux capitales des Magyars, eurent été tour à tour prises et reprises, la Hongrie, débarrassée enfin de l'invasion austro-croate, promulguait par la voix de la diète sa déclaration d'indépendance au moment même où l'Autriche, désespérant de sa cause, ne craignait pas de faire appel à l'intervention moscovite. C'est le 19 avril 1849 que la diète hongroise rompait ses liens séculaires avec la dynastie des Habsbourg; c'est le 15 avril, on l'a su plus tard, que le jeune empereur François-Joseph avait appelé le tsar à son aide. Quatre mois après, les Magyars, accablés par le nombre, étaient réduits à déposer les armes; la Hongrie, résolue à ne pas capituler devant l'Autriche, rendait son épée à la Russie (11 août 1849). Quand l'âme est à demi séparée des organes par la folie, y aurait-il pour l'insensé, au moins pour l'insensé d'une certaine espèce, des communications mystérieuses avec le monde réel? Est-ce qu'il ne suffirait pas d'un mot, d'un indice, pour éveiller des idées endormies dans la conscience du fou? Je vois, dans les documens relatifs à ces guerres de Hongrie, que le docteur Balogh, celui-là même qui avait amené Széchenyi à Döbling, a été, ainsi que sa femme, un des héros de la charité patriotique. Mme Paul Balogh était la providence des blessés; parmi tant de nobles femmes qui se portaient de tous côtés au secours des victimes, elle mérita si bien une place à part que le gouvernement hongrois créa pour elle un titre d'honneur, et la nomma *garde-malade en chef des hôpitaux de Pesth.* On devait parler souvent à Döbling de ces tragiques et touchantes aventures. Le docteur lui-même, au milieu de ses courses, n'a-t-il pu visiter le malheureux comte dans l'asile où il l'avait placé? Son attitude,

ses préoccupations, son langage, quelque soin qu'il mît à respecter la faiblesse du malade, n'ont-ils pu lui révéler vaguement ce qui se passait? Admettez l'explication que vous voudrez, il y a un fait certain, c'est que du mois de septembre 1848 au mois d'août 1849 la folie du patient offrit un caractère particulier d'exaspération, et que, la Hongrie abattue, il s'affaissa subitement dans un calme de mort.

Le cause hongroise a succombé; lui aussi, désormais ce n'est plus qu'une ruine. Voyez-le, morne, silencieux, l'œil éteint, la paupière inerte. Mieux valaient ses emportemens de la veille; comment avoir prise sur ce néant? On dirait en vérité le commencement de la mort. C'est l'état de son pays qui se reflète en sa personne. Il est toujours plein de vigueur cependant, et si les forces morales n'étaient pas altérées, rien chez lui n'annoncerait un malade. La robuste armure des organes résisterait encore à plus d'une atteinte, pour peu qu'il voulût défendre sa vie. A quoi bon? Pourquoi ces soins dont on l'entoure? Que lui veulent ces serviteurs empressés? que signifient ces témoignages de sollicitude et d'affection? Sa dignité, lui dit-on, exige qu'il s'habille décemment, qu'il ne renonce pas au soin de sa personne, qu'il ne donne pas à ses amis un spectacle repoussant. Sa dignité! ses amis! l'image qu'il doit laisser de lui-même! Ces paroles le surprennent; il a su cette langue autrefois, et il en a perdu le sens. L'homme qui a ranimé tout un peuple au souffle de son inspiration puissante a besoin d'être conduit comme un enfant.

S'il se réveille peu à peu de cet engourdissement léthargique, c'est pour retomber sous le coup du remords immérité qui a bouleversé sa raison. L'idée fixe d'où est venue sa folie est la seule chaîne qui le rattache au monde des vivans. Seulement aux accusations violentes a succédé une tranquillité plus effrayante que ses fureurs. Une étrange loquacité s'empare de lui. Il faut qu'il parle de ses fautes, qu'il en parle sans cesse, sans fin, à tout venant. Ce sont les litanies du repentir. Il les psalmodie pour ainsi dire perpétuellement. Quiconque s'offre à lui, fût-ce le dernier des serviteurs, doit écouter sa confession. Il peut rencontrer un interlocuteur capable de le comprendre; combien s'en trouve-t-il aussi pour qui ces lamentations monotones sont absolument lettre close! N'importe, il continue toujours. Bizarre et douloureux spectacle! le promoteur de la renaissance hongroise du XIXe siècle s'accusant, s'injuriant, s'humiliant à plaisir devant des idiots! C'était le moment où le plus brutal des vainqueurs, Haynau, prétendait courber une race héroïque sous le régime du sabre et du fouet.

Cela dura ainsi deux années. Vers la fin de 1850, un symptôme nouveau apparut, faible lueur dans cette nuit épaisse. Il s'ennuyait.

Pour remplir le vide des longues heures, il avait recours à des jeux d'enfans auxquels se prêtaient ses gardiens. Peu à peu, l'activité de l'esprit se réveillant, il sentit le besoin d'une distraction plus forte. Il avait été grand joueur d'échecs autrefois; il revint à ce passe-temps, et y porta bientôt une telle passion qu'on ne pouvait l'en arracher. Quand il avait mis la main sur un partenaire, il ne le lâchait plus. Le jour, la nuit, assis devant la table, combinant ses coups, plongé dans ses calculs, heureux de faire échec à l'ennemi, il semblait jouir instinctivement du réveil de son intelligence. Le jeu venant à cesser, les diables noirs reparaissaient. Ce n'était pas chose facile de trouver des gens toujours prêts à lui tenir tête; son ardeur fiévreuse fatiguait les plus intrépides. On lui procura pourtant un adversaire contre lequel il put s'escrimer à son aise. C'était un pauvre étudiant hongrois nommé Asbóth, que l'on payait tant par heure pour faire la partie de l'illustre malade. Asbóth gagnait péniblement de quoi suffire à ses études; dans l'intervalle des cours de l'université de Vienne, il donnait des leçons de langue. Il consentit à venir passer toutes les soirées à Döbling auprès du comte Széchenyi; la partie commençait aussitôt, on jouait d'abord de six heures à dix, on ne tarda pas à prolonger la séance jusqu'à minuit, et bientôt jusqu'aux approches du jour. Un lit avait été dressé dans une chambre voisine, et quand l'étudiant demandait grâce, il allait s'y reposer quelques heures avant de retourner à Vienne. De pareilles nuits, et pour diversion de longues journées d'étude, au bout de quelques mois, cela fait une rude campagne. La corvée était trop forte pour le jeune étudiant. Un soir, Asbóth ne vint pas à Döbling; était-il malade? Ces nuits sans sommeil avaient-elles provoqué une fièvre nerveuse? Y avait-il chez lui quelque prédisposition funeste? On apprit bientôt qu'il était devenu fou. Le remède qui devait guérir le comte Széchenyi, dit un de ses biographes, avait tué le pauvre Asbóth. Il mourut peu de temps après, et Széchenyi le pleura comme son enfant.

Il semble, — car tous les épisodes de cette histoire offrent un caractère de singularité tragique, — il semble que l'étudiant hongrois avait emporté dans sa tombe une part du fardeau sous lequel le noble comte avait fléchi si longtemps. Humble compagnon des mauvais jours, ou plutôt des nuits sinistres! douce et bienfaisante victime! Asbóth, en quittant Döbling, y laissait Széchenyi plus calme et plus dispos. L'émotion même que cette mort causa au grand malade était un signe de renaissance intérieure. Décidément ces jeux, cet exercice, cet effort continu de l'esprit, avaient rétabli un certain équilibre dans ses facultés ébranlées. Puis il s'était accoutumé à un commerce assidu avec un homme de son pays et de

sa race; il ne redoutait plus la présence des Hongrois. Jusque-là, durant la crise affreuse, il tenait à distance les personnes, même les plus chères, dont la vue lui rappelait sa carrière passée. Malgré le besoin qu'il éprouvait de s'accuser impitoyablement, il ressentait une sorte de honte en présence de ses compatriotes. Sa femme, ses enfans, qu'il aimait de l'affection la plus tendre, avaient grand'-peine à pénétrer jusqu'à lui. Après 1852, ce sentiment disparut : il prit plaisir à recevoir tous ceux qui venaient le visiter à Döbling. Il les appelait même, il provoquait les conversations, il s'informait des nouvelles, il demanda bientôt des journaux et des livres. Avec cette curiosité qui s'éveillait de jour en jour, allait-il retrouver aussi le goût de la vie et de l'action? Quelle impression allait produire sur l'âme si longtemps séparée du monde le spectacle des choses européennes, particulièrement le tableau de la Hongrie?

II.

Au moment où les yeux du comte Széchenyi se rouvrirent à la lumière des idées, l'état des affaires hongroises devait exercer sur lui deux influences contraires : d'une part le réveil toujours plus vif de l'intelligence, de l'autre une sorte de paralysie de la volonté. Il devait être excité sans cesse à penser et découragé d'agir. C'était l'époque où le système de centralisation despotique si impérieusement établi par le prince de Schwarzenberg, si inflexiblement mis en pratique par le baron de Bach, étouffait ces forces nationales auxquelles l'Autriche est obligée aujourd'hui de demander le salut de la monarchie. Le niveau avait passé partout. La vieille constitution magyare n'était pas plus respectée que la nouvelle. L'occasion avait paru bonne au prince de Schwarzenberg pour détruire les choses mêmes dont s'accommodait naguère la sagesse rusée de M. de Metternich. Plus de diètes, plus d'administration séparée, plus de comitats autonomes! Où sont les priviléges des villes libres? Que sont devenues les franchises de la commune? Nouveaux droits, coutumes anciennes, tout a disparu. L'occasion est bonne aussi pour détacher telle et telle province, Transylvanie, Croatie, Slavonie, de l'antique royaume de saint Étienne; la Hongrie est démembrée. La Hongrie! convient-il de prononcer encore ce nom? Ce n'est plus qu'une expression géographique. L'héritage de dix siècles, on l'a dit avec raison, venait d'être dévoré en un jour. Certes la violence d'une telle politique était bien faite pour frapper d'étonnement la raison à demi réveillée du comte Széchenyi, et pour exciter, — toute douleur patriotique à part, — la curiosité d'un génie naguère si clairvoyant. Est-ce bien possible? disait-il,

et quelles seront les conséquences de ces entreprises meurtrières? Ce problème s'empara si bien de son esprit, que l'idée fixe d'où son mal était né disparut bientôt devant celle-là. L'œuvre insensée de la réaction, devenue pour lui un sujet d'étude, acheva de l'affranchir de sa propre folie. Il ne songeait plus seulement à la Hongrie, il songeait à l'Autriche; n'ayant pas cessé de les croire indispensables l'une à l'autre, il voyait dans cette destruction du royaume magyar par le gouvernement impérial le premier acte d'un long suicide. C'est ce spectacle qui provoquait la curiosité de l'homme d'état, et en même temps, soit que ce travail d'observation suffît à occuper ses forces incomplètes, soit que la violence de la réaction autrichienne lui enlevât tout espoir de modifier la marche des événemens, il semblait avoir perdu à jamais le goût de la vie active. Qu'y avait-il à faire pour lui dans l'Autriche du prince de Schwarzenberg? Regarder et prévoir, méditer sur le développement d'un système funeste et deviner l'issue inévitable, c'était désormais le seul emploi de ses forces. Assurément il ne pouvait prédire Sadowa; Sadowa du moins ne l'aurait pas étonné. Ainsi un spectateur pénétrant, mais découragé, un témoin inexorable, mais réduit à l'inaction, tel devait être le comte Széchenyi, aussitôt que, délivré de ses fantômes, il appliqua de nouveau son intelligence à l'étude des choses de son temps.

C'est là sans doute une des raisons pour lesquelles il ne voulut jamais quitter l'hospice de Döbling. Vainement sa femme, ses enfans, ses amis, le suppliaient-ils de revenir au milieu d'eux, de rentrer dans ses domaines, de reprendre sa vie d'étude sous le toit héréditaire, puisqu'il était redevenu maître de lui-même. Maître de lui-même, il sentait bien qu'il ne l'était pas complétement. Cette paralysie de la volonté qui persistait malgré le réveil de la pensée lui causait une vague inquiétude. Il craignait peut-être que ses concitoyens, le voyant de retour parmi eux, ne fussent disposés à mettre en lui certaines espérances qu'il n'aurait su réaliser, à lui attribuer certains devoirs qu'il était impuissant à remplir. Peut-être aussi craignait-il la surveillance d'une police soupçonneuse; l'asile de ses mauvais jours était encore un des lieux où il pouvait être le plus libre. A quoi bon d'ailleurs se créer une nouvelle existence pour l'emploi qu'il devait en faire? Caché dans l'hospice de Döbling, ne pouvait-il assister au spectacle qui captivait si tristement son esprit? Des livres, des journaux, des visites, des correspondances, tout cela suffisait pour le travail désolant auquel l'avaient condamné les révolutions de son pays et les défaillances de sa raison. Le cadre d'une maison de fous convenait à son étude.

Les visites en effet ne lui manquaient pas. La première qu'il reçut, et celle-là il l'avait sollicitée lui-même, ce fut la visite de l'arche-

vêque Lonovics. L'éminent prélat, aussi grand par l'intelligence que vénérable par la sainteté de sa vie, était le confident naturel du comte Széchenyi. Que de choses les unissaient l'un à l'autre! même dévouement à la patrie, même douleur en face du grand désastre. La haute dignité de l'archevêque ne l'avait pas mis à l'abri des coups de la réaction; Mgr Lonovics était interné à Vienne. Aussitôt que Széchenyi rentra en communication avec ses semblables, il exprima le désir de voir ce frère d'infortune, et, suivant des témoignages qu'il n'y a pas lieu de récuser, le sentiment religieux eut part à ce désir autant que le sentiment patriotique. Aussi libre de préjugés vis-à-vis de l'église que de respect humain en face de la foule, Széchenyi était un de ces catholiques de vieille race qui tendent chaque jour à disparaître des contrées latines. On ne connaît pas de parti théocratique dans un pays où la cause nationale domine tout; on ne connaît pas les disputes d'église dans un monde où l'union des cœurs est une nécessité de salut public. On est protestant ou catholique suivant la naissance et l'éducation; avant tout, on est homme sur le sol commun de la culture chrétienne. Les subtilités maladives propres aux temps de décadence n'ont pas encore envahi ces âmes simples; il n'y a là par conséquent ni impiété systématique ni fanatisme de coterie. C'est le plus simplement et le plus naïvement du monde que Széchenyi, avant de recommencer sa vie intellectuelle, voulut pour ainsi dire en consacrer le début par un entretien avec l'archevêque Lonovics. La Hongrie était le principal sujet de leurs préoccupations; l'âme du malade, l'âme tourmentée de Széchenyi ne fut pas oubliée, croyez-le bien, en cette consultation touchante. S'il restait encore quelque scrupule injuste, quelque remords fébrile dans la conscience trop délicate du solitaire, la parole du prélat hongrois effaça ce dernier vestige de sa folie.

Et maintenant viennent les visiteurs de toute sorte! Que chacun lui raconte ce qu'il a vu, que les journaux, les brochures, les livres, lui apportent chaque jour les faits du monde politique et les mouvemens de l'opinion! Une vie nouvelle, entremêlée sans doute de cruelles défaillances, mais enfin une vie nouvelle a commencé pour le prisonnier volontaire de Döbling. Si vif est son désir de savoir, si pénétrante est la sagacité de son esprit, que deux ou trois ans plus tard un hôte admis pour la première fois dans la retraite du comte Széchenyi est vraiment émerveillé de le voir informé de tous les détails, instruit de tous les secrets, nageant enfin, on peut le dire, en plein courant de la vie publique.

« Ce fut un soir, au mois d'octobre 1857, que j'allai pour la première fois à Döbling, dans l'établissement de fous du docteur Görgen, visiter le comte Széchenyi. Long et mélancolique était le chemin au milieu des

brumes de cette soirée d'automne. Pendant l'été, Döbling est un lieu agréable qui attire chaque jour par milliers les Viennois avides de plaisirs et amoureux de leurs vertes montagnes; en hiver, c'est un triste nid, un nid désert et boueux. J'avais le temps de me plonger dans les souvenirs de toute sorte que la pensée du comte Széchenyi évoquait en moi comme des fantômes. Comment le trouverai-je? quel va être son aspect? de quels sujets va-t-il me parler, et sur quel ton? La dernière fois que je le vis, j'étais bien jeune encore. Depuis cette heure, à coup sûr, il a dû terriblement changer. Oh! non, ce ne sera plus cet homme au teint brun, aux souples allures, à la lèvre altière et sarcastique, pour qui tous alors, étudians et juristes, nous professions un culte voisin de l'idolâtrie, jusqu'au jour où il publia son livre intitulé *le Peuple de l'Est,* et ne fut plus désormais à nos yeux qu'un renégat et un traître... Avec quelle libéralité nous lui prodiguions ces titres dans le vacarme des cafés, comme le fait, hélas! aujourd'hui encore une jeunesse irréfléchie!... N'importe, chaque fois que nous l'apercevions dans la rue avec sa cravate de soie rouge nouée négligemment, avec ses vêtemens d'une élégance exotique, nous ne pouvions nous défendre de le saluer; nous ne pouvions nous défendre non plus d'une curiosité respectueuse en regardant ces yeux noirs, ces traits singuliers, cette physionomie expressive, où l'observateur superficiel ne lisait peut-être que le dédain, mais qui pour le psychologue étaient les signes inquiétans d'une pensée profonde et d'une âme perpétuellement agitée...

« Que d'années écoulées depuis ces jours-là! que d'années et quelles années! La révolution, l'ivresse de la liberté, la guerre, une courte victoire suivie d'une déroute complète, enfin cette horrible image « du sang! du sang! partout du sang! » cette image qui avait frappé d'avance l'âme prophétique de Széchenyi et qui l'avait brisée. Avait-il donc, l'infortuné, commis des fautes assez graves pour que la mort n'ait pas voulu de lui dans les flots du Danube? Était-il réservé à de plus cruelles souffrances, jusqu'à ce que le désespoir, à l'idée de sa patrie ruinée pour toujours, le précipitât dans la folie du suicide? Ces questions, hélas! j'eus maintes fois occasion de me les adresser plus tard, lorsque pendant bien des années, devenu le témoin de son existence quotidienne, je voyais végéter misérablement ce martyr du patriotisme.

« Je ne saurais dire que les fibres patriotiques ou même simplement humaines de mon cœur fussent agréablement affectées pendant ce pèlerinage à Döbling. Pressentais-je l'issue tragique de cet épisode? ou bien était-ce ma propre situation morale qui me troublait ainsi? Ah! certes il s'était passé bien des choses depuis la chute de Széchenyi et de la Hongrie. J'avais eu le temps de devenir un homme. La révolution, dont les héros sans cervelle, avec leurs gamineries, ne m'avaient jamais inspiré que du dédain, la révolution, dont les résultats même les plus sérieux m'avaient toujours causé moins de joie que de crainte, parce que

j'en prévoyais la déplorable fin, la révolution, dis-je, avait atteint le terme de sa carrière, et devant ce terme effroyable mon âme, déjà dégrisée prématurément, s'était comme pétrifiée dans le sentiment le plus complet du positivisme pratique. Comme la plupart de mes compatriotes, l'éducation latine que j'avais reçue me rendait peut-être propre au service des comitats; quant à gagner ma vie d'une manière indépendante, j'en étais absolument incapable. Si je ne voulais pas, comme cela se voit si souvent chez nous, vivre dans la fainéantise aux dépens du prochain ou jouer le rôle de parasite, il ne me restait d'autre asile qu'un emploi à Vienne. Je devins censeur, et du fond de mon cabinet je pus suivre d'un œil attentif le charlatanisme de la bureaucratie germanisante en Hongrie; je pus la voir, sous le masque de sa mission civilisatrice, travailler comme un élément corrosif à la dissolution de toutes les ressources politiques, morales et financières du pays. En l'année 1857, le système de M. de Bach avait atteint son apogée. Encore une dizaine d'années, disait-on, et la génération des aînés, la génération qui s'attache encore obstinément aux souvenirs constitutionnels d'avant 1848, aura disparu de la scène. La génération plus jeune, celle qui avait pris part à la guerre de 1848-1849, paraissait moins dangereuse pour le nouveau système.

« Quelques-uns se consolaient en pensant que de la triple devise de la révolution une idée au moins avait échappé au naufrage, l'idée de l'égalité, assez visiblement réalisée dans le nouvel état de choses, et volontiers ils eussent considéré l'Autriche du baron de Bach comme une sorte de démocratie. D'autres, sous le coup des nécessités de la vie, étaient devenus les associés ou les serviteurs du pouvoir. Celui-ci acceptait un emploi; celui-là prenait rang dans l'armée, et quelquefois par mégarde il pouvait lui arriver de se rappeler ou même de rappeler à ses interlocuteurs qu'il avait porté jadis le fier titre de *honved;* il n'aimait pas cependant que d'autres l'en fissent souvenir. La petite noblesse, cœur de la nation, était ruinée plus qu'à demi; dépouillée des priviléges d'autrefois, mal préparée aux dédommagemens que lui offraient les nouvelles institutions, elle roulait vers l'abîme inévitable. Plus heureuse au point de vue des finances, la noblessse territoriale n'en était que plus misérable dans l'ordre des idées. La jeune aristocratie, exclue du théâtre de la politique, condamnée à l'inaction, se jetait à la poursuite des jouissances, et on voyait avec douleur renaître chez elle cet esprit de caste, cet esprit exclusif et hautain qui caractérise toutes les aristocraties du monde partout où la vie constitutionnelle ne les rapproche pas de la nation. Si quelques vieillards de cette noblesse, les meilleurs de leur race assurément, ne se lassaient pas d'adresser en haut lieu des protestations au nom des antiques franchises du pays, c'étaient là des choses qui se passaient dans la coulisse et qu'une police vigilante éloignait de tous les regards; à peine le grand public en recueillait-il quelque chose par des

chuchotemens. La presse, obligée de se taire, prolongeait une existence sans honneur; mettez à part deux ou trois feuilles, toutes les autres n'étaient que des instrumens aux mains de spéculateurs et de charlatans. En un mot, la Hongrie semblait étouffée, la nation semblait perdue à jamais.

« Moi du moins, dans l'épaisse nuit de mon âme, je ne voyais pas luire le moindre rayon, promesse d'un meilleur avenir. Je tâchai d'oublier que j'étais Hongrois. Je quittai cette patrie, qui n'était plus une patrie, qui était une vaste maison d'arrêt. Jusque-là mon occupation principale avait été l'étude des littératures étrangères. Une excellente occasion me fut donnée de poursuivre mes travaux. « Chargé, — oh! quel noble titre! — chargé au nom du gouvernement impérial et royal de présider la commission centrale de révision des livres, » mon cabinet était le rendez-vous de toutes les productions de la littérature universelle, avant qu'elles entrassent dans le commerce. J'étais censeur, j'étais le dégustateur officiel de tous les mets de la pensée, de ces mets que la bureaucratie est appelée à juger consciencieusement dans l'intérêt de la santé publique, car c'est elle, — et moi aussi par conséquent, moi, l'un des atomes de ce grand corps, — c'est elle qui décide quelle quantité de nourriture intellectuelle peut être livrée sans inconvénient aux 36 millions d'âmes dont se composent les peuples de l'Autriche. Glorieuse mission! confiance touchante!... Bref, j'étais complétement séparé de mon pays et de son passé; malgré les généreux efforts, malgré les sacrifices patriotiques de quelques hommes, en dépit de ces paroles du poète : « Non, cela ne se peut! tant de génie, de force, de volonté sainte, ne saurait périr sous les malédictions infernales, sous les excommunications du destin! » Malgré tout cela, disais-je, je considérais la patrie comme perdue.

« Qu'on veuille bien me pardonner cette digression au sujet de mon humble personne: elle était nécessaire pour faire comprendre au lecteur dans quelle disposition d'esprit je me trouvai, lorsque mon ami T..... me pressa de rendre visite au comte Széchenyi. Le comte, disait-il, n'ignorait pas mon nom; le comte avait lu autrefois quelques-uns de mes articles dans le *Pesti Naplo,* il savait de quel emploi j'étais maintenant chargé, et il désirait me connaître personnellement. — On peut se figurer, d'après ce qui précède, combien cette ouverture était loin de m'être agréable. Le grand passé du comte Széchenyi était inséparable à mes yeux de la chute profonde de mon pays. Je craignais que sa vue seule ne rouvrît mes blessures patriotiques, mal cicatrisées par ma philosophie, et que sa douleur ne vînt déranger cet épicurisme cosmopolite où je m'étais établi si commodément. »

Quel est le personnage à qui nous devons ces singulières confi-

dences? On le nomme Aurèle de Kecskeméthy. Je n'ai pas à dessiner cette figure au moment où je l'introduis dans mon tableau; le pèlerin de Döbling s'est peint lui-même en quelques lignes. Seulement la franchise de ses aveux communique à sa narration un intérêt dont il ne semble pas se douter. Si humble que fût la personne de M. de Kecskeméthy, il représente ici toute une part, une grande part de la société hongroise en 1857. L'ancien étudiant patriote et révolutionnaire devenu un des douaniers de la pensée humaine, au service du gouvernement qui écrase son pays, ce censeur comfortablement installé dans sa besogne, cet épicurien cosmopolite savourant l'amertume de sa honte, et tout prêt, quoi qu'il en dise, à rouvrir avec joie ses blessures mal fermées, quel type que celui-là! Quelle image de l'étouffement de la Hongrie, de ce levain indestructible s'agitant toujours, malgré tout, au cœur même de ceux que l'on croit morts! C'est là, je n'en doute point, ce qui frappa Széchenyi; c'est pour cela qu'il voulut voir à Döbling ce Hongrois d'avant le déluge transformé en censeur autrichien. Journaliste enthousiaste à vingt ans, tour à tour passionné pour le grand Magyar ou irrité de sa modération, maintenant dégrisé, désarmé, déchu, M. de Kecskeméthy entre donc avec une émotion facile à concevoir dans la retraite du glorieux malade. Széchenyi va-t-il lui adresser une de ces paroles sarcastiques dont il avait le secret? Même dans ses complimens, n'y aura-t-il pas quelque allusion vengeresse? Non, Széchenyi connaît ses compatriotes, il a deviné dans celui-ci le cœur sous la livrée. Il l'interroge, il le fait parler, il le réconcilie avec lui-même, le censeur viennois va devenir un des intimes confidens du solitaire de Döbling, et bientôt ce sera le malade qui aura guéri l'épicurien. N'est-ce pas là, je le demande, une sorte de symbole historique? N'est-ce pas la Hongrie des quinze dernières années, cette Hongrie résignée en apparence à la mort, et qui va être éveillée, stimulée, avertie des choses de l'avenir par le comte Széchenyi?

Dès ce premier entretien du comte avec le censeur autrichien, comme il juge avec une sagacité inexorable le système de M. de Bach! Sa parole est aussi mordante que sa raison est ferme; il grave d'avance au burin les arrêts que rendront les événemens. « Cette force de pensée ne me surprenait pas, dit M. de Kecskeméthy, dont je résume ici les impressions; je savais bien que la netteté extraordinaire de son intelligence n'avait jamais été détruite par ses souffrances mentales, qu'elle était plutôt la cause de sa maladie, l'aliment dont cette maladie se nourrissait; il avait trop prévu, trop deviné, trop longtemps supporté par avance le fardeau des souffrances de tous; c'est sous ce poids énorme qu'il avait succombé. Une chose qui m'étonnait bien autrement était de le voir

initié à une telle multitude de détails : il voyait tout de haut et savait tout par le menu ; grands faits, petits incidens, anecdotes de la cour, propos de salons, intrigues de bureaux, il n'y avait rien à lui apprendre. Il connaissait même les principales productions de la littérature européenne; quant à l'Autriche, à la Hongrie, il avait lu et annoté tout ce qui s'y imprimait. Il suivait d'un œil attentif la presse politique étrangère; telle brochure interdite au public autrichien s'était trouvée entre ses mains avant d'être parvenue devant mon tribunal. Tout l'intéressait; il voulait tout savoir, et véritablement il savait tout. Sans parler des journaux et des livres qu'il dévorait sans cesse, il mettait à profit ses nombreuses relations dans tous les rangs de la société autrichienne et hongroise; chaque visiteur devait lui payer tribut. »

Parmi ces visiteurs, il y en a un dont le souvenir fut particulièrement doux au solitaire. Un jour, son valet de chambre, le vieux Brach, lui annonce qu'un soldat demande à lui parler. « Un soldat? A-t-il dit son nom? — Il s'appelle Joseph ; c'est ce nom qu'il m'a dit d'annoncer. — Joseph! Le comte interroge sa mémoire, et croit enfin qu'il s'agit de quelque ancien serviteur dont la visite n'est peut-être pas tout à fait désintéressée. — Eh bien ! fais-le entrer. » La porte s'ouvre, et Széchenyi reconnaît son altesse impériale l'archiduc Joseph, fils de l'ancien palatin de Hongrie, du noble chef qui avait été jadis pour le grand Magyar, à travers les dissentimens inévitables, un loyal frère d'armes et de patriotisme. Le solitaire est ému, il s'incline, il remercie son altesse... « Laissez là les titres, mon cher comte, et dites-moi *tu* comme autrefois, quand vous me faisiez sauter sur vos genoux. » La glace est rompue, le vieillard et le jeune prince remontent ensemble le cours des années heureuses; quelle joie de réveiller ces souvenirs du pays! car le palatin aimait la terre magyare comme sa véritable patrie, et la langue hongroise remise en honneur par Széchenyi avait été la langue maternelle de ses enfans. Quelle joie de parler encore l'idiome natal! Que de confidences discrètes! Quels témoignages de sympathie réciproque! Quel soin d'éviter de part et d'autre ce qui aurait pu troubler les images délicatement évoquées! Ce fut une vision lumineuse dans la retraite désolée du songeur.

Le soir même ou le lendemain, Széchenyi racontait la scène à M. de Kecskeméthy. Si tous les pèlerins de Döbling, des plus grands aux plus humbles, publiaient leurs souvenirs particuliers, nous aurions sans doute bien des détails intéressans sur les dernières années du comte; je ne crois pas cependant que ces récits pussent rien ajouter d'essentiel aux notes du pauvre censeur autrichien. C'est M. de Kecskeméthy qui a été, de 1857 à 1860, le témoin le plus assidu de sa vie. Revenez bientôt, lui disait le comte, chaque

fois que se terminait la visite, et il revenait si souvent qu'il finit par être un des familiers de la maison. Széchenyi avait tant de choses à dire, soit qu'il rappelât les choses du passé, soit qu'il appréciât les événemens du jour et pressentît ceux du lendemain! Tantôt c'étaient des anecdotes sur le prince de Metternich; il racontait ses rapports personnels avec ce haut personnage, qui passait dans le monde pour un des *leaders* de la politique européenne et qui ne faisait que subir la direction de la Russie; il disait gaîment avec quelle habileté diplomatique il avait su gagner sa confiance, écoutant jusqu'au bout ses longues histoires, toujours, toujours les mêmes, tandis que d'autres, moins patiens ou moins adroits, l'avertissaient de ses redites. Tantôt c'étaient les souvenirs de sa carrière active, l'exposé des services qu'il avait rendus à la cause magyare, exposé simple et cependant, ajoute M. de Kecskeméthy, empreint d'un singulier caractère aristocratique. Un chef de famille se vante-t-il de ce qu'il a fait pour les siens? Széchenyi ne se vantait pas; mais on sentait à son langage qu'il se croyait le patriarche d'une grande tribu. La Hongrie, c'était lui-même, et cette opinion qu'il avait de son rôle, bien loin de sembler arrogante, imposait le respect, comme toute conviction naïve et forte. M. de Kecskeméthy, dix années plus tôt, avait passé d'une extrémité à l'autre dans ses sentimens pour Széchenyi; c'est le sort des chefs de parti, quand ils ne veulent pas être les esclaves de la foule, d'exciter la défiance et la haine après avoir soulevé des transports d'enthousiasme. Maintenant il le voyait dans toute sa grandeur, et lui-même, ramené à cette vie morale d'où il était tombé si bas, il retrouvait sans effort ses inspirations des meilleurs jours.

Était-ce seulement dans l'ombre de Döbling et avec un personnage inconnu que le comte Széchenyi exerçait son action salutaire? Si décidé qu'il fût à être simplement le spectateur des choses publiques, le témoin et le juge d'une période mauvaise, il y eut pourtant telles circonstances où il ne crut pas que sa maladie même le dispensât d'agir. On a vu dans la première partie de cette étude quel prix le comte Széchenyi attachait aux grands travaux qui devaient rapprocher la Hongrie de l'Orient et ouvrir à son activité commerciale un débouché vers le Bosphore; n'est-ce pas lui qui avait donné l'essor à la navigation du Danube? Une entreprise toute hongroise s'était organisée en ce temps-là pour compléter le système auquel Széchenyi avait attaché son nom; il s'agissait de créer un *chemin de fer d'Orient*, comme on disait. Or, vers la fin d'octobre 1858, on apprit tout à coup que l'administration du chemin de fer d'Orient, sous l'influence de M. le baron de Bruck, ministre des finances, et par la connivence de quelques magnats hongrois, principaux associés de l'entreprise, venait d'opérer sa fusion avec

le chemin de fer du sud; en d'autres termes, la construction de la ligne d'Orient, si importante pour la Hongrie, était définitivement ajournée, tandis que la ligne du sud, spécialement utile à l'Autriche en vue de ses relations italiennes, allait confisquer des ressources hongroises au profit d'une œuvre germanique. Le bruit se répandait déjà que les directeurs hongrois du chemin de fer d'Orient venaient d'abandonner leurs postes; il y avait parmi eux quelques-uns des premiers personnages du pays, les comtes Apponyi, Waldstein, Festetics et un ancien ami de Széchenyi, l'illustre patriote Edmond Zichy. C'est à ce dernier que le solitaire de Döbling adressa une sorte de réprimande publique. La lettre est curieuse et mérite d'être citée tout entière.

« Döbling, 14 octobre.

« Cher ami, tu sais que je me procure toutes les publications hongroises aussitôt qu'elles paraissent. Bien que je ne puisse pas tout lire, à demi mort comme je suis, ce m'est pourtant un moyen de faire quelque chose pour mon pays dans les circonstances présentes; il y a là un devoir à remplir, et je m'y applique de mon mieux. Tu peux donc être persuadé que tu as fait grand bien à mon pauvre cœur si durement comprimé, quand tu m'as envoyé, selon ta promesse, l'*almanach de Bolond Miska* pour l'année prochaine, que je ne possédais pas encore. Tu es mon noble bienfaiteur, toi qui m'as visité si souvent depuis que je suis blessé à mort, toi qui as tout essayé pour rendre un peu d'espérance à mon âme en deuil, et naguère encore tu as montré par tes bontés pour moi combien il est vrai de dire que la véritable amitié éclate surtout dans les jours sombres.

« Ce qui a une fois existé reparaît souvent dans le monde sous une autre forme, il est vrai, et en des conditions différentes. Certes une bouteille brisée ne saurait se raccommoder, et le plus pauvre d'esprit ne l'essaierait même pas; cependant ces misérables morceaux de verre ne sont pas perdus pour cela, ils peuvent encore être remis dans la fournaise et devenir un flacon de cristal où brillera le roi des vins, le tokai éblouissant comme l'or, tandis que l'autre bouteille, la bouteille cassée, ne renfermait peut-être qu'une triste liqueur prête à se changer en vinaigre. Dis-moi, n'est-ce pas vrai?

« Autrefois des fous de cour appointés grassement disaient aux princes certaines vérités que nul homme prudent n'eût jamais osé exprimer, d'où il arriva qu'en mainte rencontre les seigneurs de la terre reçurent les meilleurs conseils, non des sages, mais des fous, car le meilleur conseil n'est-il pas toujours de mettre en lumière la vérité qui se cache? Ces fonctions spéciales, avec leurs bons appointemens, ont été supprimées dans le cours des âges; mais les voici qui reparaissent sous une forme nouvelle. « Miska, » sans parler des autres, exprime aujourd'hui des vé-

rités, qui certainement, recueillies par un homme avisé, — à supposer que cet homme ait un cœur dans sa poitrine, que ce cœur renferme une petite dose de vertu, et qu'il ne se prenne pas lui-même pour un dieu, — lui seraient d'une singulière utilité. Veuille le Tout-Puissant qu'il en soit ainsi!

« Mais le but de cette lettre, cher ami, n'est pas seulement de t'exprimer ma gratitude pour ta bienveillance. Non, il y a une autre chose qui me pousse, qui me tourmente, et cette chose te concerne. Puis-je te parler à cœur ouvert, sans nulle réticence? Si oui, lis ces lignes jusqu'à la fin; si non, déchire-les.

« Tu as toujours été fort sensible sur le point d'honneur, que dis-je sensible? chatouilleux. Personne n'en doute. Moi-même j'ai eu le bonheur d'en faire l'expérience. Te rappelles-tu qu'un jour, à Pesth, nous sortions ensemble d'une séance du casino, et que, tout en me reconduisant chez moi, blessé d'une remarque que je laissai tomber innocemment, tu me provoquas en duel? En vérité, si je n'avais de longue date fait mes preuves au sabre et au pistolet, il ne m'aurait guère été possible de me décider aux premières avances. Par bonheur, comme tout le monde sait que je n'ai pas peur de mon ombre, non-seulement je te fis des excuses, mais, après que ma main eut serré la tienne, je conçus immédiatement pour toi, en raison même de ce sentiment de l'honneur si ombrageux et si vif, une affection extraordinaire. Il y avait pourtant un point qui me froissait au-delà de toute mesure, c'était de te voir, — le dirai-je? — patriote si médiocre et homme de plaisir si ardent. Réponds, n'était-ce pas vrai? Il y a longtemps de cela, une trentaine d'années. Aujourd'hui je ne suis plus qu'une ruine; toi au contraire, tu as grandi de jour en jour dans le domaine de l'action virile et créatrice.

« J'ai appris avec une joie inexprimable, si le mot de joie convient encore à mon état, que tu avais le talent et la volonté d'être heureux, non pas seulement du bonheur extérieur, mais du bonheur de la conscience. Quelle autre félicité en effet peut-il y avoir sur la terre que de servir son pays, de se dévouer à ses compatriotes, et de concourir par là aux destinées suprêmes du genre humain? Oui, j'ai appris avec joie que, malgré le joug écrasant des circonstances, tu étais plus joyeux, plus heureux qu'aux heures de ta folle jeunesse. Pourquoi? le sais-tu? Parce qu'alors tu ne songeais qu'à jouir, et que maintenant ton but est de vivre, d'agir, de créer.

« Le bourdon fait pitié, on porte envie à l'abeille industrieuse. Pour qui n'a point d'occupation ici-bas, la vie est un supplice, et le proverbe hongrois dit excellemment : il n'y a d'heureux sur la terre que l'homme dont les travaux viennent à bien. Le *dolce far niente* n'a jamais séduit un vrai Magyar, car, si l'oisiveté énerve l'individu, elle tue aussi les nations. Un de tes plus nobles titres, cher ami, c'est que tu as su te créer une occupation dont l'importance pour ton pays est incalculable. Et

maintenant j'entends dire, — ô douleur qui me navre! — j'entends dire que tu veux abandonner ce domaine de ton activité...

« Quand le Hongrois aujourd'hui occupe des fonctions qui ne sont contraires ni à son honneur, ni à sa conscience, ni au bien de son pays, il ne doit pas les quitter volontairement, de quelques humiliations qu'on l'abreuve. Celui qui sait souffrir et pâtir pour son pays, celui-là seul mérite la couronne du patriote, couronne tressée d'épines, mais d'autant plus glorieuse... Qui maintient sa place reste toujours en mesure de mettre à profit les circonstances; qui se retire au contraire se frappe de mort politique, et une fois que vous êtes frappés de cette mort-là, Dieu lui-même, Dieu, qui a rappelé à la vie le corps déjà décomposé de Lazare, ne saurait vous sauver. Qu'on ne vous nomme pas, qu'on vous expulse, oh! cela, c'est autre chose; l'homme qui a perdu sa fortune peut la recouvrer un jour, celui qui volontairement abandonne son trésor ne le retrouvera plus jamais, jamais.

« Le plus grand éloge qu'on puisse donner à un Hongrois, c'est de dire qu'il a maintenu sa place. Tu connais, ami, notre énergique locution populaire : *rester debout, même dans la boue*. Appliquons-la aux devoirs du Hongrois dans les temps où nous sommes. Bravons les reproches mêmes de nos frères pour servir la cause commune. Rester droit à son poste au milieu de cette boue que des patriotes superficiels et fanatiques ne craignent pas de jeter à des frères, à des amis, à des compagnons d'armes, rester droit à son poste, s'y cramponner obstinément quand on se sent chanceler sous l'outrage, se relever, s'affermir, être toujours debout après des années de lutte, voilà le mot d'ordre de la situation présente; il n'y en a pas d'autre que celui-là pour mériter la reconnaissance et les applaudissemens de ses concitoyens. D'un homme tel que toi, noble ami, la Hongrie ne saurait exiger moins.

« Que Dieu te conserve! continue-moi ta bienveillance; n'oublie pas que, dans le misérable état auquel je me trouve réduit, tu as toujours été, comme les membres de ma famille, au premier rang des médecins de mon âme. Ton ami fidèle,

« comte STÉPHAN SZÉCHENYI. »

Cette ardeur, cette force de pensée, au milieu d'images un peu incohérentes, c'est la peinture exacte de cette noble intelligence au sein de la crise où elle se débat. On voit ici dans quelle mesure s'accomplissait la guérison du malade. Trop faible, il le sentait bien, pour se mêler à l'action, il encourageait de la voix ceux qui pouvaient combattre. Remarquez surtout chez lui la persistance de l'esprit pratique, et comme il répond au fanatisme qui, demandant tout ou rien, jette le manche après la cognée. L'émigration sous aucune forme n'est du goût de Széchenyi. Le Hongrois n'eût-il dans la main qu'un tronçon de ses armes, il ne doit pas s'en dessaisir.

Qu'importent les accusations des fanatiques? Insultés par nos frères, servons-les malgré eux. Restons debout, même dans la boue! Cri étrange, et qui peint bien la ténacité du sentiment magyar, si l'on songe que les lèvres d'où il s'échappe avaient tant de fois proféré des paroles de désespoir.

Le journal où parut ce manifeste fut immédiatement confisqué par la police, le comte Zichy ne crut pas devoir faire les protestations que lui demandait son ami; est-ce à dire que le résultat fût absolument nul? Non certes. De manière ou d'autre, ces bulletins-là finirent toujours par se répandre; Széchenyi avait jeté un nouveau ferment au cœur de la nation hongroise. Pour le moment, il n'en demandait pas davantage. Le même succès lui suffisait aussi quand il envoyait des articles à l'un des principaux organes de la presse européenne. Il dessinait pour le *Times* de vifs tableaux de l'Autriche sous M. le baron de Bach, et chaque fois que son œuvre lui revenait imprimée dans le journal de Londres, c'était fête à Döbling. Le plus souvent, il faut le dire, soit que les critiques fussent trop amères, soit que les théories du comte offrissent un caractère trop spécialement hongrois, l'article n'était pas admis; n'importe, il avait éclairé les publicistes anglais, et dans leurs appréciations de la politique générale il retrouvait avec joie la trace de ses idées. Heureux simulacre de l'action pour l'ancien promoteur de la vie publique en Hongrie! A le voir se réveiller de la sorte, à le voir jouir si vivement des choses de l'esprit, on pouvait croire que le mal intérieur avait complétement cédé.

C'est dans ces momens-là que la comtesse Széchenyi disait à M. de Kecskeméthy : « N'est-ce pas que le comte pourra bientôt quitter Döbling et reprendre auprès des siens son existence d'autrefois? » Quitter Döbling! M. de Kecskeméthy ne croyait pas que le malade pût s'y résoudre avant bien des années; il savait que l'intelligence seule s'était réveillée chez lui, mais que la volonté demeurait inerte. Quitter Döbling quand on pouvait à peine, et seulement par surprise, lui faire affronter la lumière du soleil! Le malheureux semblait enchaîné à sa chambre; on eût dit qu'il s'était condamné à cette prison pour se punir de ses fautes imaginaires envers la Hongrie. S'il lui arrivait d'en franchir le seuil, c'était à l'heure où sa famille venait le visiter. Sa femme, ses enfans, aimés cependant avec transport, il ne voulait les voir qu'à de certains jours, comme s'il eût fait vœu d'expier ses torts publics par le sacrifice de ce qu'il avait de plus cher. C'était une des traces persistantes de sa folie; mais aussi, quand l'heure de la visite approchait, quelle joie! quelle agitation! Il ne tenait plus en place, comme on dit. Les voici! la voiture a traversé le parc, elle vient de s'arrêter devant le portail; aussitôt le prisonnier s'élançait, descendait l'escalier, recevait dans

ses bras sa femme et ses deux fils, les conduisait dans son asile avec une joie d'enfant. Alors, au milieu des questions, des épanchemens sans fin, s'il venait à leur montrer un article de lui inséré dans le *Times* ou sa lettre au comte Zichy, comment n'eussent-ils pas songé à le faire enfin sortir de sa prison? Il fallait d'abord l'accoutumer à la clarté du jour, et quelles précautions, quelle diplomatie, pour l'attirer seulement dans les allées du parc! Széchenyi avait toujours aimé la gymnastique; un jour un de ses amis parie avec les deux jeunes comtes qu'il franchira d'un saut un espace de dix-huit pieds. Un tour de force et un pari, voilà de quoi faire dresser l'oreille au vieux Magyar. Tout est prêt, le point de départ et le but sont marqués; c'est devant la maison, sur la pelouse, que l'épreuve aura lieu. La curiosité aidant, le comte se laisse entraîner par ses fils, et pour la première fois depuis bien des années le voilà qui se hasarde en plein air. Attentif, les bras croisés, il admire en souriant la souplesse et la vigueur des jeunes athlètes;... mais tout à coup un nuage obscurcit son front, il jette des regards défians autour de lui, s'étonne de se trouver là, et d'un pas rapide regagne l'entrée de l'hospice. « Je l'examinais avec une douloureuse émotion, dit le témoin qui rapporte la scène. Était-ce simplement une impression physique, l'action de l'air extérieur sur ce corps miné par la souffrance? Était-ce le souvenir de quelque vœu secret, de quelque engagement mystérieux auquel il se reprochait d'avoir manqué? Je restai persuadé que c'étaient les deux choses à la fois. »

Ce repentir et cette peur de la vie active, qui se traduisaient sous une forme si bizarre, ne l'empêchaient point, on l'a déjà vu, de prendre hardiment la parole dans les circonstances décisives. Tout à l'heure il défendait le chemin de fer d'Orient, menacé par les combinaisons de l'administration autrichienne; voyez-le maintenant défendre l'académie nationale de Hongrie, mise en péril par M. de Bach. La lettre au comte Edmond Zichy et la lettre à l'académie hongroise ont été écrites à quelques semaines d'intervalle; elles appartiennent toutes les deux à la fin de l'année 1858. Dans l'une, Széchenyi voulait sauver un grand intérêt matériel, dans l'autre un grand intérêt moral. La double inspiration de sa vie était en cause. Le ministre de l'intérieur, M. de Bach, exigeait une révision des statuts de l'académie et prétendait surtout faire disparaître cet article fondamental : « l'œuvre en vue de laquelle est fondée cette société est avant toute chose la culture de la langue magyare. » L'académie hésite; va-t-elle donc se soumettre? C'est alors que Széchenyi prend la plume. Il a été en 1825 le fondateur de cette œuvre nationale; son devoir est de protester contre l'attentat qui se prépare, et n'y eût-il aucun moyen de résister, nul ne pourrait dire mieux que lui à quelles conditions l'académie courbe la

tête. Si ce manifeste ne traitait que le sujet spécial dont je viens de parler, il suffirait de le résumer en quelques lignes, mais ce n'est pas seulement la langue magyare, c'est l'existence de la Hongrie, l'existence même de l'Autriche et ses conditions de salut dans l'avenir qui préoccupent l'âme prophétique de l'auteur. Qui donc avait révélé à Széchenyi les désastres futurs de l'Autriche, ces désastres qu'il ne devait pas voir et auxquels nous avons assisté l'an dernier? Qui lui avait révélé cette grande chute dont les plus habiles ont été surpris? Comment savait-il que l'Autriche serait menacée avant peu d'une décomposition générale, et que la Hongrie serait alors une des premières ressources de l'empire? D'où lui venait cette clairvoyance extraordinaire? De son culte de la Hongrie et de son attachement aux Habsbourg, éclairés par une étude précise des choses de l'Europe. Il faut traduire ces pages que réclame l'histoire.

« Les plus pompeuses paroles ne trouvent aucune créance quand les faits leur opposent un témoignage contraire. Que le système actuel de notre gouvernement soit en contradiction avec les intérêts et les vœux de la nationalité hongroise, c'est là ce qui ne saurait échapper à l'esprit le plus aveugle, et cependant notre nationalité, à nous Hongrois, nous est plus chère que tous les trésors du monde, plus chère même que la vie. Or, s'il reste une seule chose au milieu de nos ruines, — sans parler de la vitalité vraiment admirable de notre race, — s'il reste sur les ruines de la Hongrie une seule chose qui atteste que notre nation n'est pas éteinte, assurément c'est l'académie hongroise. Et maintenant il faut que cette institution véritablement nationale soit sapée à sa base, oui, sapée à sa base! car le changement introduit depuis peu dans ses statuts fondamentaux, tel du moins que mon esprit le conçoit, n'est pas autre chose que le coup de mort.

« Torturé par des souffrances mentales indescriptibles, le cœur saignant, enterré tout vif pour ainsi dire, je me demande en cette situation désespérée : Que dois-je faire pour l'académie hongroise? quelle résolution dois-je prendre, moi qui en 1825, fidèle à l'inspiration de nos pères, ai tâché de rendre la vie à notre langue nationale en fondant cet institut, et qui ai eu le bonheur de réussir dans mon entreprise? J'ai réussi, dis-je, et réussi plus complétement que ne pouvaient le faire nos prédécesseurs, car, si cette haute pensée leur appartient, j'avais à ma disposition une plus grande somme de ces ressources financières sans lesquelles la conception la plus sublime ne peut se frayer sa voie. Faut-il me taire quand je vois écraser cette noble semence? Puis-je oublier les services que ce facteur énergique était appelé à rendre? puis-je oublier que la race magyare, dont la robuste adolescence est attestée par tant de symptômes, même après les mortelles atteintes qu'elle a subies et à travers les dangers de sa condition présente, puis-je oublier, dis-je,

que la race magyare, grâce à cette fondation, développant toutes ses facultés natives, était destinée par nous à devenir le plus ferme appui de la monarchie autrichienne, le soutien inébranlable du trône, et par cela même à enrichir la société humaine tout entière? Je le demande, moi, dont le mal n'est pas une vague confusion d'idées, mais au contraire le don fatal de voir trop clair, trop net, et de ne me faire aucune illusion, puis-je me défendre de pousser un cri d'alarme quand je vois notre glorieuse dynastie, ensorcelée de je ne sais quels maléfices, s'acharner contre le plus vivace de ses peuples, contre celui à qui l'avenir réservait les destinées les plus grandioses, et non-seulement le mépriser, mais l'étouffer, lui enlever son caractère propre, l'accabler de mauvais traitemens, frappant ainsi à la racine l'arbre séculaire de l'empire?

« Abandonner à l'honorable académie le règlement de la question présente, non, je ne le désire pas, je ne le veux pas, je n'y saurais consentir. Fondateur de cet institut, c'est à moi de parler aujourd'hui, quel que soit d'ailleurs mon respect pour la compagnie en général et pour la plupart de ses membres en particulier. Tant que ma tête sera droite sur mes épaules, tant que mon cerveau ne sera pas entièrement ravagé, tant que la lumière de mes yeux ne sera pas voilée par la nuit de la mort, je maintiendrai mon droit, et partout où j'aurai le droit de prendre une décision, acceptant d'ailleurs tout conseil sincère avec reconnaissance, je ne me déciderai en définitive que par ma raison propre.

« Ces prémisses posées, j'exprime sans ambages ma conviction inébranlable : notre glorieux empereur François-Joseph, il m'est impossible d'en douter, finira tôt ou tard par reconnaître que le but poursuivi en ce moment par ses ministres, l'assimilation, la germanisation de toutes les races dont se compose l'empire, n'est autre chose qu'un solennel contre-bon-sens, une amère mystification de l'Autriche par elle-même. Il finira par reconnaître qu'un grand nombre, que le plus grand nombre des peuples de l'Autriche gravite vers des centres étrangers, et que ce mouvement si périlleux pour la monarchie devra nécessairement s'accroître quand viendront les mauvais jours. Or ces jours-là, selon toute vraisemblance, ne tarderont pas à venir. Quelle est au contraire, dans cette dissolution générale, la situation du Hongrois? Sans aucune affinité de race avec des nations étrangères, il n'a d'autre patrie que le *paradis constitutionnel situé entre les quatre fleuves et les trois montagnes* (1); c'est pourquoi il ne peut espérer, il ne peut chercher et trouver l'accomplissement suprême de ses destinées que sous l'égide de sa royale dynastie. Viennent donc les jours néfastes, et encore une fois j'affirme qu'ils viendront, l'empereur, éclairé et excédé tout ensemble par les expérimentations désastreuses qui ont jeté l'empire dans une voie si funeste, sera le premier défenseur des Magyars. Il ne permettra plus qu'elle soit affaiblie,

(1) Locution magyare pour désigner la Hongrie.

meurtrie, décomposée, cette nation avec laquelle un souverain chevaleresque peut tenter l'impossible, cette race féconde qui, pour un prince ami, protecteur loyal de son honneur et de sa prospérité, a toujours été prête, est prête encore aujourd'hui et sera prête demain à verser la dernière goutte de son sang.

« Je crois, et cette foi me ravit, je crois que notre jeune souverain, s'il voulait seulement voir de ses yeux et entendre de ses oreilles, s'il se décidait à ne suivre que les conseils de son esprit et les inspirations de son cœur, — ah! vienne ce jour que j'appelle! — je crois, dis-je, que notre jeune souverain ferait bientôt pâlir devant la Hongrie du XIX[e] siècle la glorieuse Hongrie de Mathias Corvin.

« Voilà ce que je lis dans l'avenir; j'ajoute que je me confie de toutes les forces de mon âme aux décisions de la Providence, qui peut bien frapper durement les souverains et les peuples en punition de leurs fautes, mais qui ne souffre pas en fin de compte qu'une nation généreuse périsse, ni qu'un prince au cœur honnête demeure toujours aveugle. Soutenu par cette prévision de l'avenir et par cette foi en Dieu, voici à quel parti je m'arrête comme fondateur de cette académie : s'il n'y a aucun moyen de résister, s'il faut absolument subir les changemens de règle qu'on nous impose, j'accepte les statuts nouveaux, bien qu'en réalité je n'en approuve pas un seul; je les accepte tous sans la moindre objection, avec la résignation du vaincu dont on peut déchirer le cœur, mais dont on n'enchaînera jamais la pensée. En même temps, fidèle à la grande devise : *justum ac tenacem propositi virum*, je déclare ici de la manière la plus solennelle que je cesserai de payer les intérêts de la somme consacrée par moi à cette fondation le jour où j'apprendrai que ce sacrifice de ma fortune est employé à un autre usage que celui primitivement fixé par les fondateurs, reconnu par une loi, sanctionné par un contrat entre la nation et le souverain. Après moi, je n'en doute pas, mes héritiers prendront le même engagement et y conformeront leur conduite. Si donc un jour, malgré notre confiante soumission et en dépit des promesses qui nous sont faites, l'événement que je redoute se réalise, aussitôt mes héritiers ou moi nous retirerons notre offrande à cette académie, désormais empoisonnée, pour la consacrer à une autre œuvre patriotique, à une œuvre que nous établirons nous-mêmes, dont nous écarterons toute ingérence étrangère, et que nous n'abandonnerons que contraints par la force. »

Ainsi résignation provisoire, concession limitée, au-delà de cette limite résistance inflexible, par-dessus tout confiance absolue dans l'avenir qui doit accabler l'Autriche et relever la Hongrie, voilà le résumé de ce manifeste écrit en 1858 au fond d'une maison de fous. Quel était à cette date l'esprit le plus vigoureux et le plus sage de toute la monarchie autrichienne?

L'année 1859 justifia quelques-unes des prévisions de Széchenyi. Le système du baron de Bach commençait à chanceler, la guerre d'Italie vint en précipiter la chute. Ce n'était pas seulement la Hongrie qui avait souffert de cette réaction de dix ans; Tchèques et Croates, adversaires des Magyars en 1848, étaient obligés de se dire : « On nous a donné pour récompense ce qu'on a infligé aux Magyars comme châtiment. » Tous les peuples de l'empire étouffaient sous le même joug. Si les résultats de cette compression meurtrière n'avaient pas encore suffisamment éclairé le jeune monarque, Magenta et Solferino allaient enfin lui dessiller les yeux. C'est un grave symptôme pour un empire quand le drapeau est déployé sur le champ de bataille, et que ses peuples sont obligés de faire des vœux pour l'ennemi. L'Autriche donna ce spectacle en 1859. Avant même que la guerre éclatât, dès la fin de 1858, c'est-à-dire au moment où les rapports devenaient chaque jour plus hostiles entre Turin et Vienne, Széchenyi prévoyait des catastrophes et ne pouvait s'empêcher de les considérer comme une crise nécessaire à la rénovation de l'Autriche. « Il y a, disait-il, des châtimens qui peuvent amener la guérison, à moins que le malade ne soit incurable. » Avec quelle joie il lisait une brochure de M. Charles Vogt qui fit alors grand bruit en Allemagne, et qui, sous une forme très acerbe, aboutissait aux mêmes conclusions que les siennes! Pendant que l'armée française affranchissait l'Italie, la Hongrie frémissante n'attendait qu'un signal pour se soulever. Rien n'atteste que Széchenyi ait désiré ce soulèvement où le parti révolutionnaire aurait sans doute dépassé le but et, comme en 1848, compromis la cause nationale; mais il est certain qu'il salua dans les victoires de la France la chute désormais inévitable du système de M. de Bach, du *système de fer*, comme disaient les Hongrois.

A ce moment-là même, un livre paraissait à Londres sous ce titre singulier : *Réponse à un écrit anonyme publié à Vienne au mois d'octobre* 1857 *et tiré seulement à un petit nombre d'exemplaires pour un cercle intime de lecteurs, par un Hongrois; Londres,* 1859 (1). L'écrit anonyme auquel répondait l'ouvrage imprimé à Londres était un exposé des avantages que la Hongrie, suivant l'auteur, devait à la centralisation autrichienne appliquée par le baron de Bach. *Regards en arrière sur le récent développement de la Hongrie,* tel était le titre de ce livre composé, on le sait aujour-

(1) Le titre est bien plus singulier dans le texte, il est même si singulier, que la langue française se refuse à en donner une traduction exacte; je n'ai pu que l'interpréter en le simplifiant. Voici la transcription littérale : *Regard sur le regard en arrière anonyme publié à Vienne,* etc... *Ein Blick auf den anonymen Rückblick, welcher für einen vertrauten Kreis, in verhältniszmässig wenigen Exemplaren im Monate October 1857 in Wien erschien. Von einem Ungar.* London 1859.

d'hui, par un des hauts employés du ministère, et que M. de Bach lui-même avait revu et corrigé. Affirmer que la Hongrie avait gagné à ce régime oppressif, c'était provoquer des contradictions accablantes. L'auteur ne cherchait pas le scandale; il voulait surtout rassurer la conscience du souverain, car François-Joseph commençait à se demander si la politique suivie par ses ministres n'était pas le chemin de la ruine, et le mémoire de l'anonyme n'était en réalité que la justification de M. de Bach. Voilà pourquoi ces assertions hasardeuses, prudemment soustraites à la publicité, ne devaient être lues que dans un cercle choisi; mais on a vu déjà que rien n'échappait au prisonnier de Döbling. Pouvait-il laisser sans réplique une telle apologie, lui qui appelait de ses vœux impatiens l'heure où le jeune et loyal souverain serait enfin détrompé? Pour confondre le mensonge, il n'avait qu'à rassembler ses notes. Chaque jour, à chaque preuve nouvelle de l'imprévoyance des gouvernans, à chaque nouvelle conséquence du système qui étouffait les forces de l'empire, Széchenyi notait le symptôme et le commentait en quelques lignes. La réfutation se faisait ainsi d'elle-même. C'était l'histoire au jour le jour; ici des traits de feu, là des sarcasmes, souvent même, trop souvent, des caricatures, des bouffonneries à faire rire et pleurer. N'écrivant d'abord que pour se soulager, l'auteur ne se gênait guère, et les pensées les plus nobles éclataient en gros mots. Le livre imprimé à Londres en 1859 n'est autre chose que le recueil de ces notes. On devine ce que peut être un pareil ouvrage. Les uns l'ont jugé peu digne du grand Magyar, les autres ont vu dans cet incroyable mélange de cris de douleur et de facéties, de noblesse et de grossièreté, non-seulement une des œuvres les plus originales du vieux patriote, mais une image effroyablement ressemblante (*entsetzlich Zutreffend*) de l'Autriche sous la réaction. L'éditeur, personnage fictif, dit très bien dans la préface : « Quand je vis l'auteur pour la dernière fois, il pleurait sur le sort de son pays. — Prenez, me dit-il, ces aphorismes incohérens tels que je les ai jetés sur le papier au milieu des tortures de mon âme et aussi quelquefois sous le vague sourire d'un rayon d'espérance. — Maintenant, quand je juge ce livre en son ensemble, je trouve dans les pages mêmes qui d'abord m'avaient semblé triviales l'expression de la plus profonde douleur, car la douleur voisine du désespoir s'exprime aussi bien par de folles bouffonneries que par des plaintes acerbes. » C'est le jugement de Széchenyi sur son œuvre.

L'inspiration fondamentale de ces pages, le sentiment qui en rachète les trivialités, c'est une colère sainte contre les hommes qui ont condamné la Hongrie à mort. Pour les renverser, si cela est possible, toutes les armes lui sont bonnes. « Que de fois, dit

M. de Kecskeméthy, seul à seul avec lui, je l'ai vu prendre plaisir à m'en faire la lecture! Il choisissait de préférence les passages sérieux. Sa voix était monotone et mélancolique; il accentuait pourtant les traits décisifs, il ressentait une émotion nouvelle à chaque indignité qu'avait retracée sa plume, l'indignation enflammait son visage;.. puis, la tête appuyée sur ses mains, absorbé en lui-même, il demeurait longtemps pensif et silencieux. Parfois c'étaient les bouffonneries de l'ouvrage qui l'amusaient. Singulier livre, disait-il, grossier, commun, sans noblesse, tout rempli d'inconvenances! N'importe, je voudrais savoir qui l'a écrit. On y trouve çà et là des choses... salées. — Et il riait de ce bon rire cordial qui rend la gaîté communicative. Un autre jour il considérait son œuvre d'un point de vue tout différent. — En vérité, me dit-il, ce livre est misérable; mais savez-vous comment s'est formée l'île Marguerite? D'après une vieille légende, le Danube coulait autrefois à la place qu'elle occupe; une charogne, je ne sais comment, vint y échouer sur un banc de sable et demeura là comme attachée; peu à peu l'écume, les herbes, les feuilles, bref tout ce que le fleuve charriait s'amassa autour de ce débris, si bien que de l'alluvion continuellement accrue naquit un jour l'île magnifique. L'ouvrage dont il s'agit est pareil à cette charogne. Qui sait ce qui peut un jour en sortir? »

J'ignore ce qu'une telle polémique aurait pu produire à la longue; on ne peut pas dire en tout cas que le livre du comte Széchenyi ait seul contribué à la chute de M. de Bach. A la date où il parut, les jours du ministère étaient comptés. C'est surtout la guerre d'Italie, la paix de Villafranca, la nécessité pour l'Autriche d'une politique nouvelle, qui mirent fin, au moins pour quelque temps, à l'expérimentation désastreuse des dix dernières années. Le 21 août 1859, M. le baron de Bach quittait enfin le ministère où il avait exercé une action si funeste, et un politique plus intelligent, un esprit ouvert aux idées de réforme, M. le baron de Hübner, prenait la direction de l'intérieur. A cet appel des circonstances, Széchenyi répondit aussitôt par une sorte d'activité joyeuse. Il encourageait M. de Hübner, il lui envoyait des plans de réforme, il rédigeait ou inspirait à ses amis des mémoires sur la rénovation de l'Autriche, et l'on pense bien que, cherchant à concilier tous les droits, à féconder toutes les ressources, il n'oubliait ni les ressources ni les droits de la Hongrie. Plusieurs des hommes qui, soit dans le ministère, soit dans les rangs de l'opinion libérale, avaient désapprouvé naguère le despotisme bureaucratique de M. de Bach, s'étaient mis en rapport avec l'illustre Hongrois. M. de Rechberg, M. de Schmerling, esprits libéraux à coup sûr, si on les compare aux Bach et aux Schwarzenberg, n'avaient pas craint de venir s'asseoir à la table du solitaire de Döbling. De tels hommes dans une telle maison, certes la scène est

curieuse. C'étaient de vraies conférences politiques sous la présidence du comte Széchenyi. Quelle devait être la constitution de la future Autriche? On avait l'épreuve de la centralisation oppressive; sous quelle forme retrouverait-on la vie, la libre vie des races diverses, sans nuire à l'unité de l'empire? Fédération des peuples autonomes ou bien dualisme de l'Autriche allemande et de l'Autriche hongroise, toutes ces questions qui ne sont pas encore résolues étaient traitées par Széchenyi avec autant de loyauté que de modération. On eût dit le signal d'une période nouvelle, et il semblait que la renaissance espérée de la Hongrie achevait déjà la guérison du comte.

III.

Confiance naïve! espoir trop vite déçu! après deux mois d'efforts inspirés par le meilleur esprit, M. de Hübner fut obligé de se retirer. Ses idées sur la transformation constitutionnelle de l'empire, si timides qu'elles fussent, avaient déplu comme des témérités. Un des personnages appelés au ministère en ce remaniement du mois d'octobre 1859, M. le baron Thierry, chargé de la direction de la police, arrivait au pouvoir avec toutes les rancunes de l'administration antérieure. Figurez-vous M. de Bach prenant sa revanche par l'entremise de l'un de ses disciples. Même obstination à repousser tous les vœux de réforme, même poursuite de l'unité qui tue; nulle différence avec la réaction dont on s'était cru délivré, si ce n'est que des mains plus brutales maniaient le joug et le bâillon. Décidément il fallait encore d'autres épreuves que la guerre d'Italie pour dissiper l'aveuglement de la cour de Vienne.

Ces secousses avaient nécessairement leur contre-coup dans l'âme du comte Széchenyi. Un des plus graves symptômes et l'une des causes perpétuelles de son mal, c'était l'extrême sensibilité avec laquelle il accueillait tout motif d'espérance ou de crainte. Au moment où le système de M. de Bach se détraquait, M. de Kecskeméthy apportant des nouvelles à Döbling assista un soir à une scène singulière : le comte, après avoir écouté son hôte, prit aussitôt sa *csákány*, une sorte de flûte hongroise dont il jouait volontiers, et se mit à exécuter un air joyeux, tout en faisant maintes pirouettes avec une gaîté fébrile. Il portait ce jour-là un costume bizarre, moitié hongrois, moitié turc, car il avait la manie des habillemens fantasques. Est-ce bien là le grand Magyar! se disait M. de Kecskeméthy, et involontairement il pensait au roi Lear « chantant de toute sa force, couronné de fumeterre rampante, de bardane, de coquelicots et d'ivraie. » Est-ce bien le grand Magyar, cet homme vêtu comme un pacha et se trémoussant comme un baladin? Ce qui

n'empêchait pas qu'une demi-heure après, la fièvre apaisée, le vrai Széchenyi reparaissait avec ses hautes pensées et sa causerie étincelante. Rarement pouvait-il supporter sans un accès quelque nouvelle grave sur les choses qui lui tenaient au cœur. On peut se représenter ce qu'il éprouva en voyant le *système de fer* s'appesantir de nouveau sur les peuples de l'Autriche. Ce fut d'abord un abattement profond. Pour le malade comme pour la Hongrie, ces dix années de souffrances semblaient avoir passé en vain; l'expiation était à recommencer. Bientôt cependant il se reprit aux idées de lutte; cette nouvelle réaction pouvait-elle durer aussi longtemps que la première? était-il possible que le souverain ne fût pas désabusé avant peu? Autour du prince, dans le ministère même, il y avait des esprits qui désapprouvaient la dictature administrative du baron Thierry. C'est à eux qu'il s'adressait les mains jointes. Votre devoir, leur disait-il, est d'avertir l'empereur; tâchez du moins que la voix du pays se fasse entendre, et ce que vous n'osez dire, la nation l'exprimera. Il n'y a plus qu'une chance de salut pour cette monarchie, la bonne volonté du souverain; d'une manière ou d'une autre, il faut en appeler *a rege male informato ad regem melius informandum*. Il avait conçu dans ce sens le projet d'une *assemblée des notables*, et il pria un jour M. le comte de Rechberg de venir en conférer avec lui. Une constitution pour l'Autriche, une constitution pour la Hongrie, les affaires distinctes traitées séparément, les affaires générales discutées en commun, telles étaient les grandes lignes de ce programme. M. de Rechberg, un des hommes pourtant à qui appartient l'honneur d'avoir détourné l'Autriche des voies de l'absolutisme, ne vit là que de pures chimères, le rêve d'un cerveau malade. « On voit bien, disait-il en revenant à Vienne, on voit bien que le comte Széchenyi est l'hôte d'une maison de fous. » Cela se passait au commencement de l'année 1860; qu'en pense aujourd'hui M. le comte de Rechberg? Comme il arrive souvent dans les affaires humaines, la folie de la veille est la sagesse du lendemain. Pour nous, sans sortir du cadre de 1860, comment ne pas être frappés de voir chez le penseur solitaire cette vigueur d'esprit toujours croissante au milieu des accès renouvelés du mal qui l'obsédait? Comment ne pas le croire assez fort pour supporter désormais toutes les iniquités du sort?

Le 3 mars 1860, à six heures et demie du matin, un employé supérieur du ministère de la police, M. Felsenthal, accompagné de deux commissaires, entrait à Döbling chez le comte Széchenyi et procédait à une perquisition minutieuse. Le comte, si prompt d'ordinaire à s'émouvoir, ne vit là qu'une pauvre scène de comédie, et, comme s'il voulait la relever en y jouant son rôle, il se mit à faire

les honneurs de son logis avec l'aisance d'un parfait gentilhomme. Il dirigeait les recherches, entretenait la conversation, faisait accepter des cigares à ses hôtes, puis les criblait, eux et leurs chefs, d'épigrammes irréprochablement acérées. Il était maître en ce genre d'escrime; M. Felsenthal et ses deux acolytes, le rapport officiel en fait foi, n'y virent que du feu. Cette bonne humeur du comte ne pouvait être de longue durée. Il apprit bientôt que, pendant cette visite saugrenue, une forte escouade d'agens de police et de gendarmes cernait l'enceinte de l'hospice; il sut aussi qu'une expédition pareille avait eu lieu chez ses amis de Vienne; ses deux fils d'abord, le comte Béla et le comte Odon, ses familiers les plus assidus, le comte Geiza Zichy, M. Maximilien Falk, M. Ernest Hollan, M. Aurèle de Kecskeméthy, avaient reçu la même visite à la même heure, avec le même appareil. Ces voitures, ces commissaires, ces soldats à cheval, tout ce luxe de précautions, tout ce déploiement de forces, avaient causé dans Vienne un certain émoi, et le gouvernement faisait dire pour expliquer sa conduite que la police était sur la trace d'une vaste conspiration dont l'âme était le comte Széchenyi.

Dès ce moment, l'équilibre fut dérangé de nouveau dans l'âme du malade. Son imagination se représentait des périls odieux. Il se croyait provoqué à une grande lutte, il voyait tous les regards tournés vers l'arène, et il ne se sentait pas de force à soutenir son nom et sa cause. Ce n'était pas la crainte de succomber qui l'effrayait, c'était la crainte de ne pas succomber dignement. On voulait déshonorer en lui toute la nation magyare. Sans doute, et il le savait bien, ni à Döbling ni à Vienne on n'avait rien trouvé qui pût le compromettre, — pensée peu rassurante avec de tels adversaires. Est-ce que la conduite du baron Thierry n'indiquait pas un parti-pris violent et comme la résolution d'en finir? On avait saisi chez le comte une cassette renfermant des lettres intimes, des papiers de famille; le comte la redemande au ministre, il le supplie même de lui faire l'honneur d'une visite à Döbling, il voudrait lui ouvrir son cœur, dissiper ses préventions, lui montrer que le dévouement du Magyar à la Hongrie peut se concilier avec le dévouement à l'Autriche; n'a-t-il pas autrefois causé familièrement de toutes ces choses avec le prince de Metternich malgré les dissidences qui les séparaient? Le ministre repousse cette invitation dans les termes les plus durs, et il ajoute que le comte doit se préparer à quitter Döbling, que l'hospice de Döbling ne peut être plus longtemps son asile. Ce mot d'asile employé de la sorte indiquait bien que la maison des fous était une protection pour le comte, et que, ramené aux conditions de la vie commune, il serait surveillé de plus près.

Quitter son refuge, quitter l'ombre bienfaisante où a reverdi son âme, être exposé devant tous sur les ruines de son pays! Cette pensée réveille en lui les souvenirs des jours sinistres. Il se croit revenu en 1848. Il se rappelle ses premiers mois à Döbling, il s'attache à ces murailles où il s'est enfermé pour la vie. De tragiques incidens viennent encore effaroucher son imagination. Plusieurs de ses amis sont victimes des colères de Vienne; le baron Nicolas Vay est poursuivi, Zsedényi et Richter sont emprisonnés, le général Eynatten s'est pendu aux grilles de son cachot. Ne seraient-ce pas les derniers jours de la Hongrie? Qu'irait-il faire au milieu de ses concitoyens? Assister aux supplices, suivre d'un œil effaré les scènes de la tragédie! étaler publiquement son impuissance, lui, le comte Stéphan Széchenyi, l'homme qui se glorifiait d'avoir créé la Hongrie de l'avenir! Vainement il repousse les tentations mauvaises; vainement, pour se distraire et se vaincre, il passe des jours, des nuits, à jouer aux échecs avec son secrétaire, M. Kiss, comme autrefois avec le pauvre Asbóth; la maladie triomphe, la folie est revenue. Le principe de cette folie suprême, on n'en saurait douter, ce fut le sentiment de l'impuissance, la conscience d'une paralysie morale, la noble honte de ne pouvoir plus payer sa dette à son pays. Quand la main du malheureux pressa la détente de son arme, il y avait longtemps que le ressort de la volonté s'était rompu.

Le 8 avril 1860, à sept heures du matin, les deux domestiques du comte, étant venus frapper à la porte de sa chambre, selon la règle de leur service, furent surpris de ne recevoir aucune réponse. Il frappèrent encore et à plusieurs reprises; pas un mot, pas un souffle, on eût dit que la chambre était vide. Pressentant quelque malheur, ils vont prévenir un des médecins de l'hospice. On entre, quel spectacle! Le comte Széchenyi était dans son fauteuil, la tête fracassée, le bras gauche pendant, la main droite tenant encore le revolver. Appuyée sur l'orbite de l'œil gauche et tirée à bout portant, l'arme n'avait rendu qu'un bruit sourd. L'explosion n'avait troublé personne. Un malade couché au rez-de-chaussée au-dessous de la chambre du comte raconta seulement qu'il avait cru entendre un bruit vague vers le milieu de la nuit.

Le surlendemain, 10 avril, à dix heures du matin, une centaine de personnes, parens, amis, compatriotes, ceux-là du moins qui se trouvaient alors à Vienne, étaient rangés autour d'un simple catafalque dans la chapelle de l'hospice de Döbling. Pendant que le prêtre donnait la bénédiction, on entendait des sanglots et des gémissemens. Une demi-heure après, le cortége funèbre se rendait à la station du chemin de fer, et le cercueil était transporté à Zinken-

dorf, la demeure héréditaire des Széchenyi, pour y être enseveli dans les caveaux de la famille. Il arriva dans la soirée. Tous les habitans du lieu, tous ceux des villes voisines étaient venus avec des torches allumées au-devant de l'illustre mort. Quand le corps fut déposé dans la chapelle du château, plus de six mille personnes se pressaient à l'entour. L'enterrement eut lieu le lendemain. Huit jeunes comtes de la famille des Széchenyi se chargèrent du cercueil et le placèrent sur le char, attelé de quatre chevaux. Les petits enfans du pays, les jeunes gens des écoles, tous les habitans de Zinkendorf ouvraient la marche; puis venait le curé de la paroisse avec seize ecclésiastiques, un peu après tous les domestiques du comte, enfin le char funéraire portant le catafalque sur lequel on apercevait le costume hongrois du défunt, son *kalpalk* et son *attila* de couleur violette, qu'il aimait à porter dans les occasions solennelles. A droite et à gauche marchaient quatre cents porteurs de torches, l'élite des habitans du district. Derrière le char, accablés par la douleur, s'avançaient les deux fils du grand Magyar, le comte Béla et le comte Odon, puis les parens, les amis intimes, les compagnons d'armes, Franz Deák, Sigismond Kemeny, Karolyi, Urményi, Podmaniczky, Babarczy, Pallavacini, et l'historien de la littérature hongroise, Franz Toldy. Une foule immense, accourue de toutes les contrées environnantes, fermait le cortége. On se dirigeait vers le cimetière de Zinkendorf, où sont les caveaux des Széchenyi. Zinkendorf est situé sur la limite de la Hongrie et de l'Autriche. Quelques mois auparavant, le comte Stéphan, dans une lettre éloquente à ses compatriotes, les invitait à souscrire pour la reconstruction de la vieille église. « Nous autres, disait-il, habitans de Zinkendorf, nous sommes placés à l'extrême frontière de notre chère patrie, autrefois si heureuse. Zinkendorf est le premier lieu du côté de l'ouest où le roi des rois est adoré dans notre idiome maternel, dans cet idiome attaché à nos cœurs et à nos âmes par des racines indestructibles, — et l'église de Zinkendorf est menacée de ruine. Sans doute Dieu entend de toutes parts les gémissemens des cœurs désolés; en quelque endroit qu'il se trouve, dans la forêt comme dans la plaine, l'homme peut se faire un autel d'où le sacrifice monte jusqu'aux cieux; toutefois les œuvres durables qu'il construit à la gloire de Dieu avec des mains pures et dans une pensée pieuse le rapprochent du but suprême de notre race, lequel n'est autre chose qu'un perfectionnement indéfini et une transfiguration perpétuelle. Relevons donc, avant qu'il soit trop tard, relevons ici le temple de Dieu et dédions-le à notre premier roi, à ce saint Étienne qui a fondé notre royaume il y a près de mille ans, et qui certainement ne le laissera pas périr. » C'est à l'ombre de

l'antique église, sauvée de la ruine par ses soins, que le vaillant fils de saint Étienne allait descendre au champ du repos. Les huit jeunes comtes qui avaient porté le cercueil sur le char funéraire le déposèrent dans la fosse. Quand le prêtre eut dit les dernières prières, tous les assistans, jusque-là silencieux, entonnèrent d'une seule voix l'hymne national des Magyars, le *Szozat* du noble poète Michel Vörösmarty.

Quelques semaines après, le 30 avril, une cérémonie plus grandiose encore, car la Hongrie entière y avait ses représentans, fut célébrée à Pesth. L'académie nationale faisait chanter un *Requiem* pour son glorieux fondateur. De tous les comitats, des milliers d'hommes étaient accourus. Deux cents cierges brûlaient autour du catafalque; tous les membres de l'académie, tous les présidens des sociétés hongroises, des représentans de toutes les écoles, se tenaient debout, une torche à la main, à droite et à gauche du funèbre trophée où brillaient les armes des Széchenyi. Une foule immense emplissait la vaste nef, les bas côtés et les chapelles. Aux environs de l'église, les places, les rues, les quais du Danube, étaient occupés par une multitude à la fois ardente et recueillie. A l'hôtel de ville, à l'académie, au casino, au faîte de tous les palais, on voyait flotter des bannières de deuil. Le cardinal-archevêque, primat de Hongrie, Jean Sczitovzky de Groszker, quoique malade depuis longtemps, était venu officier en personne. Après la cérémonie, le comte Émile Dessewfy, président de l'académie, remercia le cardinal au nom de ses confrères, ajoutant d'une voix forte que le clergé hongrois était uni à la nation dans la foi à la justice, dans l'amour de la patrie et dans l'espérance d'un avenir réparateur. Le primat répondit dans le même sens, confirmant par son adhésion ce *credo* patriotique, puis il tendit la main aux deux fils du comte Stéphan et les embrassa sur le front. Il reçut ensuite une députation de la jeunesse qui venait lui demander sa bénédiction, et, comme la multitude rassemblée autour du palais exprimait le même désir, il parut au balcon, leva ses mains vers le ciel, envoya les paroles bienfaisantes à la foule, à toute la ville, à la Hongrie entière, — *urbi et patriæ*. Il avait été impossible au cabinet de Vienne d'empêcher cette manifestation de tout un peuple; les scènes que nous venons de décrire s'étaient passées en présence du gouverneur autrichien, le général Bénédek, un des agens les plus redoutés alors de ce *système de fer*, de cette compression aveugle renversée pour toujours à Sadowa.

Voilà certes un grand spectacle; il y en a un autre plus grand encore. Vous avez vu la mort et les funérailles du comte Széchenyi; songez maintenant à sa résurrection. Sept ans après, le plan qu'il

a conçu dans la douleur, les idées pour lesquelles il a si longuement souffert, souffert mort et passion, comme disait le vieux langage populaire, fournissent à l'Autriche en péril sa meilleure chance de salut. Ce n'étaient que les visions d'une âme folle, c'est aujourd'hui le seul refuge des sages. Qu'on se représente à la fois le *Requiem* célébré à Pesth le 30 avril 1860, et le couronnement de François-Joseph comme roi de Hongrie en 1867; la mémoire du vieux champion de l'autonomie hongroise pouvait-elle être plus complétement vengée?

Tout n'est pas fini cependant. Rien n'est jamais fini dans les choses humaines. Une situation nouvelle amène de nouveaux devoirs; à chaque jour sa peine et son labeur. Instruit par le malheur et conseillé plus sagement, l'empereur François-Joseph est rentré dans les voies de la justice et de la vérité; que la Hongrie lui soit en aide! Qu'elle reste fidèle à elle-même sans jamais se séparer des intérêts communs de la monarchie! Qu'elle se garde surtout d'un certain orgueil de race qui lui fait dédaigner les autres peuples de l'empire! Qu'elle ne contribue pas à pousser les Croates et les Tchèques entre les bras de la Russie! Si l'expérience du système actuel démontre qu'une fédération vaudrait mieux que le dualisme institué par M. de Beust, qu'elle sache se contenter de sa part, sans vouloir opprimer d'anciens ennemis sacrifiés en ce moment comme elle le fut naguère. Hongrie, Bohême, Pologne, états indépendans et unis sous le sceptre des Habsbourg, tel est le programme de l'avenir. Contre les périls de l'Europe orientale, il n'est pas de sauvegarde mieux assurée. Une fois les Slaves autrichiens rétablis dans leurs droits, l'œuvre souterraine du panslavisme serait anéantie. Jamais sans doute le comte Széchenyi n'a formulé ces idées d'une manière aussi nette; comment douter pourtant que cette inspiration ne fût la sienne? Ne se rappelle-t-on pas avec quelle vivacité il reprochait à ses concitoyens de ne point respecter chez les Slaves ce sentiment du droit national qui faisait toute la force des Magyars? En face des intrigues moscovites, le danger est bien autrement grand aujourd'hui qu'à l'heure où il tenait ce langage. Le danger de l'Autriche, le danger de toute l'Europe orientale, qui peut le nier? c'est la propagande panslaviste. Or le solitaire de Döbling a répété mille fois qu'il fallait sauver la Hongrie pour sauver l'Autriche et l'Orient. Cela seul dit tout; il n'y a plus qu'à tirer les conséquences du principe. Ce n'est pas la Hongrie régénérée qui déchirera le testament du comte Stéphan Széchenyi.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

FAUSSES ROUTES

TROISIÈME PARTIE (1).

XI.

Il est rare que les bateaux frétés pour le continent quittent la jetée de Douvres ou celle de Folkestone sans emporter au nombre de leurs passagers, si divers d'allures et de costumes, quelques pauvres voyageurs que n'attirent au dehors ni l'espoir du gain, ni les perspectives du plaisir, ni le soin de leur santé, ni la pensée du relief que leur donnera plus tard la réputation d'avoir vu les pays étrangers. Ces malheureux portent au dehors un cerveau fatigué, un cœur froissé; ils cherchent un répit à d'incessans travaux ou à d'intolérables anxiétés. Paris, avec ses folles distractions, son tumulte, ses joies affairées, ne les attire guère. Ils lui préfèrent le repos endormi des vieilles cités belges, et le bateau d'Ostende les dépose en quelques heures sur les bords du Rhin. Çà et là dans ces régions paisibles, dans les villes d'eaux comme Hombourg, Bade ou Spa, ils retrouvent, fugitifs désappointés, un écho du bruit qu'ils ont voulu ne plus entendre; mais, s'ils y tiennent réellement, la solitude, l'oubli, la paix, ne leur seront pas refusés.

Par une soudaine inspiration, au dernier moment, Chudleigh Wilmot avait prescrit qu'on lui gardât jusqu'à nouvel ordre toutes ses correspondances, qu'on devait lui expédier en bloc dès qu'il aurait décidé le choix d'une résidence. Cette judicieuse mesure lui procura presque immédiatement un des biens qu'il allait chercher sur la terre étrangère. Il tomba directement, et sans que rien y fît obstacle, sous la pacifiante influence de la nature, d'autant plus

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre et du 1er octobre.

forte qu'elle lui était plus nouvelle. Quinze jours de cette existence à la fois mobile et végétative qu'il menait d'une ville à l'autre, dans ces vastes plaines où se répondent les carillons de tant de cathédrales gothiques, — où chaque clocher abrite un musée, où le grave *burger* étale sous un chapeau à larges bords sa face rubiconde et plate, où les plantureuses villageoises ont de si beaux cheveux et de si grands pieds, — quinze jours, disons-nous, lui suffirent pour apprécier les choses à un point de vue tout différent de celui où il les avait vues jusqu'alors. Le néant de ses anciennes ambitions lui fut révélé. Il s'étonna d'avoir, au prix de tant d'efforts, poursuivi une si petite et si passagère renommée. Sa vie passée lui paraissait un rêve, un rêve presque effrayant. Son amour seul, qui n'avait pas d'histoire, cet amour idéal dont il était resté si longtemps le confident unique, son amour ne changeait pas de nature. Mainte et mainte blonde madone lui souriant du fond de quelque triptyque lui rappelait Madeleine. Certains paysages devant lesquels il demeurait en contemplation pendant des heures entières la lui rappelaient aussi. La placidité chaste, l'immobilité féconde, la physionomie empreinte de je ne sais quelle sérénité résignée qui caractérise les campagnes flamandes, lui procuraient une sensation analogue à quelques-unes de celles qu'il avait éprouvées durant son séjour à Kilsyth. A la suite de ces longues rêveries, il lui arriva souvent de passer en revue tous les incidens de cette passion si soigneusement cachée à tous, et cet examen, poursuivi avec une entière bonne foi, ne lui donna jamais pour résultat que la conviction d'avoir toujours rempli loyalement son devoir de *gentleman*. En se dérobant à une tentation presque irrésistible, il espérait avoir allégé le seul tort qui pesât encore sur sa conscience. Expier la mort de Mabel était devenu la règle de sa conduite, et il comptait réaliser cette expiation par un renoncement complet à tout lien de cœur comme à toute ambition de renommée.

Cette vie errante, ce vagabondage sans but, mais non sans charme, avaient absorbé semaine par semaine plus de trois grands mois, lorsque Wilmot, rassasié de paresse, prit un beau jour son parti, et résolut de rentrer dans la communion des vivans. Durant ces trois mois, il n'avait guère conversé qu'avec des spectres, et dans ce perpétuel commerce avec des êtres de raison il lui semblait que le sentiment de la vie réelle allait lui échapper. En même temps qu'il se décidait à se rendre à Berlin, il éprouva le besoin de savoir ce qui s'était passé en Angleterre depuis son départ, et ce même homme, qui durant les premières semaines s'interdisait jusqu'à la lecture du journal, attendait maintenant avec une impatience étrange l'envoi de ses correspondances accumulées, qu'il venait de demander par voie télégraphique. Pour tromper cette impatience, il errait de

çà et de là, tantôt dans la belle promenade *Unter den Linden*, tantôt à Charlottenbourg ou dans quelques-uns de ces jolis villages qui émaillent les deux rives de la Sprée. De plus, et afin de donner quelque air de vraisemblance aux prétendus motifs de son exil volontaire, il s'était mis en rapport, parmi les médecins allemands, avec quelques-uns de ses plus illustres confrères; tous le connaissaient de nom, et leur accueil l'aurait singulièrement flatté quelques mois plus tôt. En somme, le séjour de Berlin commençait à lui plaire, et il avait secrètement formé le projet d'y passer quelques mois, lorsqu'un énorme paquet de lettres lui fut remis par le garçon d'hôtel spécialement attaché à son service. Wilmot déchira l'enveloppe d'une main tremblante, et passa rapidement en revue les adresses d'une vingtaine de lettres sans reconnaître sur aucune d'elles l'écriture qu'il cherchait. Rien de sir Saville Rowe, qui lui aurait donné des nouvelles de Madeleine. Rien non plus de M. Foljambe. En revanche un gros pli sur la nature duquel on ne pouvait guère se méprendre, un de ces plis d'affaires qui vous laissent d'avance à pressentir quelque procès, quelque sommation désagréable, et qu'on n'ouvre jamais sans une secrète appréhension. Ce fut par ce pli que commença notre voyageur. Au moment où il rompit le cachet, un papier glissa sur le parquet sans que le lecteur y prît garde. La première ligne venait de saisir toute son attention : « conformément aux instructions que nous avons reçues de *feu* M. Foljambe... »

Feu M. Foljambe!... Ainsi donc son affectionné parrain, son meilleur ami, n'était plus!... Suivaient plusieurs phrases qui lui parurent incompréhensibles, une entre autres où les deux signataires de la lettre, MM. Lambert et Lee, *attorneys*, après l'avoir invité aux funérailles qu'en son absence ils étaient chargés de régler, exprimaient la confiance qu'il hâterait son retour afin de pourvoir aux pressantes affaires laissées en suspens par son absence. Chudleigh Wilmot se creusait la tête pour savoir quellés étaient ces affaires si pressantes qui nécessitaient, lui disait-on, une détermination soudaine, lorsque fort heureusement il aperçut à ses pieds le papier dont nous parlions; il était mentionné dans la lettre des deux *attorneys*, mais il n'y avait pas pris garde au premier abord. Il le releva et le lut à loisir, non sans être parfois dérangé par les larmes qui de temps à autre venaient obscurcir sa vue. Rien de moins mélancolique cependant que l'épître testamentaire du vieux garçon.

« Mon cher Chudleigh, lui disait-il entre autres choses, j'accomplis aujourd'hui une résolution prise par moi dès le jour où je promis à votre excellent père, qui fut mon meilleur ami, de veiller sur votre destinée. Il y a dix minutes qu'un charmant petit clerc est venu me faire signer le testament qui vous assure toute ma for-

tune, à l'exception de quelques legs domestiques. Jouissez-en le plus longtemps possible, car vous en ferez bon emploi, je le sais de reste. Aussi n'ai-je point songé à vous imposer la moindre condition. Je me borne à quelques suggestions qui ne doivent vous lier en rien, si elles vous gênent ou vous contrarient. Je voudrais qu'il vous convînt d'occuper ma maison de Portland-Place. Je l'ai habitée assez longtemps pour lui porter quelque intérêt, et il me semble que si, de là-bas ou de là-haut, j'ai conscience de ce qui se passe dans ce monde, j'aimerai à vous retrouver en possession de ces vieux appartemens où j'ai passé tant et tant d'années. Une autre demande (celle-ci me coûte, j'en conviens), c'est que vous renonciez à la pratique active et quotidienne de votre profession : non que je veuille vous condamner à une oisiveté qui vous pèserait et priver tel ou tel malade en grand danger du bénéfice de vos lumières; mais il me répugne de savoir un talent comme le vôtre asservi aux exigences, aux caprices d'une clientèle quelconque. J'entends que, libre de tout souci pécuniaire, vous ne soyez plus dans la dépendance de qui que ce soit, — qu'une belle dame ne se croie pas autorisée à vous mander pour un panaris, un parvenu de la finance pour s'être oublié devant une table trop bien servie... On me taxera peut-être d'égoïsme en me voyant priver les autres des secours que j'ai tant de fois invoqués moi-même. Vous ne vous y tromperez pas, vous, Chudleigh. Mon unique pensée est de vous arracher à un travail excessif, qui absorbe une trop grande portion de vos facultés et vous prive de tout ce que la vie a de meilleur. Vous n'iriez pas loin sur le chemin où vous êtes, et, croyez-en un vieillard qui a su employer chaque heure de son existence, il y a dans la vie autre chose à gagner que le renom acquis à restaurer quelques santés délabrées. Ce qu'est cette « autre chose, » vous le découvrirez peut-être un jour de vous-même; j'aurai fait mon possible pour vous en donner les moyens. »

Wilmot regarda la date; elle le reportait à plus d'une année. Deux allusions lui avaient été particulièrement sensibles : l'une concernait mistress Wilmot, « dont l'excellent goût remettrait en bon ordre l'habitation de Portland-Place. » M. Foljambe disait ailleurs : « Selon toute probabilité, vous serez auprès de moi quand l'heure finale sera venue... » Eh bien! non. Ce pressentiment ne s'était pas réalisé. Aux derniers momens de son bienfaiteur comme aux derniers momens de Mabel, la présence de Wilmot avait manqué. Une sorte de fatalité semblait le condamner à ne jamais se trouver auprès des siens quand son devoir et les circonstances l'y appelaient de la manière la plus impérieuse. Cette réflexion avait bien son amertume; toutefois, comme en dépit de lui-même, notre docteur se sentait irrésistiblement appelé à des pensées d'un autre ordre.

Cette richesse, qu'il avait d'abord accueillie avec une méprisante indifférence, n'allait-elle pas le placer dans de nouveaux rapports avec une société où le talent ne donne jamais qu'une situation relativement subalterne, mais pour qui l'opulence est une idole et l'oisiveté un signe d'élection? Naturellement il songeait avant tout à Madeleine. Pourquoi la lui refusait-on naguère? quelle était l'objection de Ronald Kilsyth? C'est qu'on s'exposait à des conjectures plus ou moins malveillantes sur le mariage du jeune médecin avec une personne à laquelle il avait donné ses soins, et qu'il avait pu aimer à une époque où cet amour était coupable? Mais les propos auxquels donnerait lieu le mariage de Madeleine avec Chudleigh Wilmot avant ou après le legs qui venait de les mettre au même rang social, ces propos différeraient essentiellement. Le monde, volontiers sévère pour ce qu'il regarde comme une mésalliance, trouve très simple, très naturel qu'une jeune personne du meilleur monde, dotée de vingt mille livres sterling, épouse n'importe qui possédant une fortune double ou triple de la sienne. En pareil cas, il n'y a plus de malentendus à craindre ni de commentaires désobligeans à essuyer. Toutes les convenances se trouvant observées, les méchantes langues n'ont plus qu'à se taire. A mesure que cette idée germait et prenait consistance dans la tête de Wilmot, de nouvelles perspectives plus souriantes les unes que les autres se dessinaient devant lui. Cette vie d'exil qu'il envisageait naguère comme le châtiment de ses erreurs n'allait-elle pas se métamorphoser en un long enchantement? Sans doute il vivrait loin de l'Angleterre, mais non plus dans cet isolement dénué de toute espérance, non plus dans une triste cité d'Allemagne, en compagnie de quelques vieux savans. Les étés, il les passerait dans son pays; mais chaque hiver, attentif à protéger la fleur délicate qu'on allait remettre en ses mains, il emmènerait Madeleine sous des cieux plus clémens. Ils habiteraient ensemble les bords de la Méditerranée, peut-être à Cannes, peut-être à Naples, qui sait? peut-être sur la côte algérienne.

Ah! certes il fallait partir, partir sans un instant de retard... Les *attorneys* le rappelaient. L'opinion devait s'étonner déjà qu'il ne fût pas revenu au premier signal. Jamais il ne pourrait dissiper assez tôt par ses explications et sa présence les doutes fâcheux qu'un si long retard avait dû faire naître. Ainsi préoccupé ou du moins se donnant à lui-même ces excellentes raisons, Wilmot emplissait à la hâte ses malles de voyage, quand la nécessité lui apparut de faire viser son passeport. Il n'était que temps, les bureaux fermant une heure plus tard. On le vit sortir littéralement transformé de cet hôtel où il avait déjà une réputation de misanthrope apathique et maussade. Le *haus-knecht* ou garçon d'hôtel voulut

offrir ses bons offices, requis d'ordinaire en pareille circonstance. — Non, lui répondit Wilmot, tempérant son refus par un agréable sourire... Le *visa* doit être donné ce soir même... Je connais un des attachés... Il arrangera cela pour moi.

L'attaché se montra le plus obligeant du monde. — Ceci ne me regarde pas directement, dit-il à Wilmot, mais je vais vous faire expédier sans le moindre retard. Veuillez m'attendre ici dix minutes... Voici, pour vous aider à passer le temps, les journaux qui viennent d'arriver.

Wilmot prit machinalement les feuilles qu'on lui tendait, et ouvrit, une fois seul, un numéro du *Morning-Post*. Son regard distrait effleura un paragraphe intitulé : *Mariage dans le grand monde;* puis, ne trouvant rien de très intéressant parmi les articles qui suivaient, il revint à celui-ci qui disait en trois lignes :

« A l'église Saint-George, le 13 du présent mois, devant le lord-évêque de Boscastle, Madeleine, fille aînée de Kilsyth de Kilsyth, à Ramsay Caird, *esq.*, de Dunnsloggan. »

M. Walsingham, le complaisant attaché, quand il revint muni du passeport mis en règle, trouva son hôte sans connaissance, ce qui, par parenthèse, le contraria au dernier point. — Concevez-vous rien de plus gauche? disait-il le soir même en racontant son aventure, un médecin qui s'évanouit!... Pour le faire revenir, j'aurais eu besoin de ses conseils...

XII.

Le docteur Whittaker, que Wilmot avait chargé de le remplacer pendant son absence, était devenu l'objet des prévenances de mistress Henrietta Prendergast, qui, sous un prétexte ou sous un autre, trouvait fréquemment moyen de l'attirer chez elle. C'est ainsi qu'elle se trouvait au courant de tout ce qui pouvait intéresser la destinée de Wilmot. Avant qui que ce soit, elle connut la maladie du banquier Foljambe et la gravité de son état; lorsqu'il eut cessé de vivre, elle en fut prévenue avant le public par l'honnête Whittaker, qui, ne soupçonnant aucun motif secret aux attentions de l'aimable veuve, la tenait pour la plus sympathique de ses clientes et venait épancher dans son âme compatissante le trop-plein de ses anxiétés professionnelles. De même elle connut les dispositions testamentaires du parrain de Chudleigh Wilmot, de même elle apprit le mariage de Madeleine. Aucune nouvelle ne pouvait lui être plus agréable que cette dernière. Tout en repoussant obstinément l'idée que « la petite Écossaise » pût compter le moins du monde parmi les obstacles à écarter de sa route, elle n'était pas parvenue à se faire là-dessus une conviction inébranlable. Lorsqu'elle avait pu

craindre que, rentrant à Londres avec tout le prestige attaché à l'accroissement de sa fortune, Wilmot y retrouvât disponible la main de miss Kilsyth, elle s'était sentie en proie à certaines inquiétudes dont il lui fut particulièrement doux d'être délivrée. Elle ne se dissimulait pas que la nouvelle situation du filleul de Foljambe allait, selon toute probabilité, rendre plus ardue la conquête dont elle continuait à caresser l'espérance; mais la disproportion de leur fortune, les séductions plus ou moins désintéressées auxquelles Wilmot serait en butte, son entrée de plain-pied dans un monde où elle ne pourrait chercher à le suivre, n'effrayaient que dans une certaine mesure cette âme audacieuse. Le penchant du jeune docteur pour son intéressante malade lui avait au fond semblé bien autrement redoutable. — Avant qu'il n'ait changé de sphère, se disait-elle, avant que les nouvelles amitiés qui vont s'empresser autour de lui aient pris possession de son temps et de ses habitudes, c'est à moi de créer entre nous une intimité solide qui résiste aux enivremens du monde, et dont le charme l'attire encore, même quand de plus vifs plaisirs lui seront offerts ailleurs. La tâche est difficile sans doute, mais je ne veux pas la croire au-dessus de mes forces. S'il est vrai qu'il ait aimé miss Kilsyth et que la jalousie de Mabel n'ait pas été ce que je la croyais, c'est-à-dire une pure chimère, eh bien!... maintenant que miss Kilsyth est devenue mistress Ramsay Caird, peut-être vaut-il mieux qu'il en ait été ainsi. Le monde a moins de prises sur un cœur froissé; le vrai baume pour certaines tristesses est une amitié discrète qui sait à propos leur ménager le silence et les consolations.

Rendons cette justice à mistress Prendergast que ses profonds calculs étaient purs de toute vue mercenaire, et que la nouvelle opulence de l'homme qu'elle avait aimé pauvre lui semblait un embarras bien plus qu'un avantage. Si elle eût ordonné à son gré la marche des choses, l'héritage Foljambe ne fût échu à Wilmot qu'après la victoire dont Henrietta se flattait, et, plutôt que de renoncer à cette victoire, elle eût très volontiers vu casser le testament de l'excentrique parrain. Toute autre façon de penser l'eût peut-être rendue plus timide et plus réservée; mais, sûre d'elle-même et de ses intentions, elle n'hésita point, aussitôt que lui fut signalé le retour de Wilmot, à lui écrire et à lui demander une entrevue Ainsi qu'elle l'avait prévu, il se montra d'autant plus empressé qu'il avait à se reprocher d'être parti de Londres sans prendre congé d'elle. Aux félicitations qu'elle lui adressait, il répondit en homme fort peu touché des bienfaits du sort. — Cette fortune qui m'arrive, disait-il, je la paie de la seule amitié sincère que j'aie encore rencontrée sur mon chemin; mais je ne suis pas venu pour vous fatiguer de mes amères pensées... Vous avez, me dites-vous,

à me faire connaître une des volontés de Mabel... Parlez, et soyez sûre que je ferai tout au monde pour réaliser ce vœu...

Chose étrange à dire, en prononçant ces mots, il balbutiait; sous le ferme regard d'Henrietta, ses yeux se baissaient malgré lui. Il avait honte de prononcer le nom de Mabel en songeant que le souvenir de Mabel était si bien effacé de son cœur, et qu'à la place de ce visage imposant, revêtu de la majesté de la mort, sur lequel il avait attaché de longs regards, un autre, celui d'une enfant innocente, aux cheveux d'or, au teint rosé, aux yeux éloquens, aux lèvres émues, reparaissait sans cesse devant lui.

Henrietta, sans paraître prendre garde à ce trouble, lui expliqua posément qu'il s'agissait d'une institution charitable dont Mabel s'était occupée avec ardeur dans les derniers temps de sa vie, et qu'elle avait eu l'intention de soutenir par un don renouvelé chaque année. Il va sans dire que Wilmot accepta aussitôt le rôle qui lui était assigné comme exécuteur de cette espèce de legs verbal; mais, l'affaire une fois réglée, il prolongea sa visite au-delà de ce qu'avait espéré mistress Prendergast, et ne la quitta qu'après avoir sollicité la permission de revenir. Henrietta ne se trompait pas sur la véritable cause de ces empressemens, et tandis qu'elle les accueillait avec une exquise bonnne grâce : — A ton tour, pensait-elle, de connaître le supplice de l'amour méconnu. Il n'est pas à croire que tu en souffres longtemps; mais aujourd'hui du moins, si elle lit au fond de ton âme, la pauvre Mabel est vengée...

Parmi les nombreuses cartes de visite que Wilmot avait trouvées chez lui à son retour, — jamais dans un si court espace de temps il n'en avait tant reçu, — aucune ne portait le nom de Kilsyth. Pour un esprit déjà ulcéré qui, sans avoir précisément aucun reproche à formuler, pressentait vaguement une intrigue, un complot de famille ourdi pour le séparer de Madeleine et la donner à un autre, cet oubli prenait d'étranges proportions. Il y avait là d'après lui affectation d'indifférence, profession ouverte d'un dédain que rien au monde ne justifiait. Les circonstances en faisaient un miracle d'ingratitude. Profondément blessé du mariage de Madeleine, humilié même en songeant au très mince mérite de l'homme qu'elle semblait lui avoir préféré, il se retranchait dans les tortures de son orgueil comme dans un fort où il trouvait abri contre celles de ses regrets. Il armait son amour-propre contre sa douleur. — On ne le verrait pas, dût-il mourir à la peine, trahir le secret de ses angoisses; il montrerait à cette famille si fière et si étrangement inspirée qu'il savait opposer l'oubli à l'oubli, le dédain au dédain; il aurait l'air d'ignorer leur existence comme ils semblaient ignorer la sienne; il ne leur témoignerait pas plus d'intérêt qu'ils ne lui en témoignaient eux-mêmes. Au fond de tout cela, une subtile analyse

lui aurait fait découvrir une appréhension poignante, celle de se retrouver en face de Madeleine à présent qu'il la savait irrévocablement perdue pour lui.

On pourrait croire qu'en ne le voyant pas reparaître chez elle, lady Muriel prit quelque souci de cette nouvelle attitude. Ce serait mal connaître cette femme avisée et patiente, à qui donnait toute confiance la réussite longtemps attendue de ses profondes combinaisons. Le mariage de Madeleine était un point gagné, dont elle appréciait toute l'importance. Le changement de position qui, libérant Wilmot de l'esclavage professionnel, devait tôt ou tard l'attirer dans le monde où elle régnait était encore un incontestable profit, un encouragement donné à certaines espérances, indéfinies, flottantes, inavouées, au sein desquelles sa pensée se berçait en essayant de ne s'y arrêter jamais, rêves à demi volontaires d'où elle sortait avec des tressaillemens de peur et de remords, depuis quelque temps devenus les grandes émotions de sa vie intime. Un jour notamment que le hasard d'une visite lui avait fait rencontrer chez une amie commune mistress Prendergast, et que ces deux dames, présentées l'une à l'autre pour la première fois, avaient longuement causé de Wilmot, de son veuvage, de la femme qu'il avait eu le malheur de perdre, lady Muriel sortit de là singulièrement impressionnée. Au parc, où sa calèche la menait, et tandis qu'elle répondait exactement par un gracieux geste de tête aux nombreux saluts qui lui arrivaient de tous côtés, voici à peu près le monologue intérieur qui absorbait ses pensées. — C'est un caractère, cette mistress Prendergast... Quant à l'autre, à cette pauvre morte, elle devait être bizarre, en somme peu intéressante, j'en suis sûre... Jamais, que je sache, il ne m'a parlé d'elle. En général, comme il parle peu de lui, quelle discrétion sur ce qui l'entoure!... Oh! oui, ce devait être une ennuyeuse et vulgaire créature, une triste compagne pour un homme de ce mérite... Incroyable, tout ce qu'on voit en fait de mariages mal assortis!... Mais il est bien autrement inoui (et les beaux sourcils noirs de lady Muriel se froncèrent ici sur ses yeux bruns) qu'un homme pareil ait fait son idole d'une gentille petite poupée comme Madeleine... Ah! grands dieux, quand je pense à ce qui aurait pu arriver, si ce vieux Foljambe était mort quelques semaines plus tôt!... Eh bien! après?... Il n'aurait pas osé la demander encore... Non; mais il aurait pu pressentir Kilsyth et solliciter une année de délai... Quel danger, et que je suis aise de n'avoir pas eu à m'en préoccuper!... Ronald, il est vrai, m'eût servi de barrière; mais dans une question où le bonheur de Madeleine était en jeu, qui sait si Ronald se fût fait écouter de Kilsyth?... A présent je n'ai plus peur de rien; il n'est pas homme à s'occuper d'une femme capable d'épouser Ramsay Caird, et, si par hasard elle lui avait laissé

entrevoir ce qu'elle sentait pour lui, elle lui a donné l'exacte mesure de ce passager et frivole entraînement.

Ces belles spéculations, notez-le bien, alimentaient la promenade d'une belle personne réputée la plus sévère du monde, une de celles qu'on citait le plus volontiers comme un modèle de réserve, de délicatesse et de tact. — Chez mistress Caird! cria-t-elle à son valet de pied, qui se présentait à la portière pour prendre ses ordres au sortir du parc. Elle trouva Madeleine devant sa glace et s'apprêtant évidemment à sortir. — Où allez-vous, chère Maddy?... sans doute chercher Ramsay à son club?

— Peut-être bien, répondit la nouvelle mariée, faute de savoir elle-même quel but elle allait donner à sa promenade. M'apportez-vous des nouvelles de Kilsyth?

— Oui, j'ai reçu ce matin une lettre de votre père... Il a été ravi d'apprendre la bonne aventure du docteur Wilmot... Vous savez, n'est-ce pas, ce qui lui arrive?

— Non, dit Madeleine en se tournant vers la glace comme pour étudier un nœud qu'elle venait d'arranger.

— M. Foljambe lui laisse tout ce qu'il possédait au monde.

Une minute à peu près s'était écoulée quand Madeleine reprit la parole. — Ah! vraiment?... dit-elle; cela me fait le plus grand plaisir... M. Foljambe était-il très riche?

— On le dit. Dans tous les cas, voilà un bon médecin de moins.

— Pensez-vous donc que M. Wilmot renonce à sa profession?

— Mais... cela va sans dire... Quand on a son indépendance, on ne reste pas au service du public.

— Je croyais... J'avais entendu dire que, pour M. Wilmot, la médecine passait avant tout.

— Cela se dit toujours,... et les amis sont là pour faire écho... Rien ne pose mieux un homme, et on en est quitte pour se démentir, l'occasion venue... Eh bien! Maddy, sortons-nous?

— Vraiment non... Tout compte fait, je me sens trop fatiguée.

Elle l'était sans doute, car après le départ de sa belle-mère, loin d'aller au club chercher son mari, elle demeura seule toute la soirée, un livre sur ses genoux, un livre dont elle ne tourna pas le moindre feuillet. Aussi bien, puisque nous nous sommes arrogé le droit de lire dans la pensée de nos personnages, voici à peu près les réflexions qui occupaient la jeune femme. Chudleigh Wilmot reviendrait-il en Angleterre? Cette richesse le rendrait-elle plus heureux? En supposant qu'il se fût trouvé riche, au lieu d'être le laborieux artisan d'une fortune à venir, aurait-il, perdant sa femme, pensé à épouser Madeleine? Fallait-il le croire capable de cette hypocrisie que lui imputait lady Muriel? Y avait-il vraiment du charlatanisme dans l'espèce de culte qu'il professait pour son métier?.. Non, bien

sûr, il ne s'était jamais occupé d'elle. *Jamais*,... c'était peut-être dire trop... mais *si peu*... Nul doute qu'il ne fût informé de son mariage. Qu'en avait-il dû penser? Ronald, que dirait-il en apprenant les dernières volontés de M. Foljambe?... Serait-il content?... peiné?... ou bien tout à fait indifférent?... En supposant ce legs arrivé quelques mois plus tôt, les choses auraient-elles pris un autre tour? Ronald serait-il intervenu?... mais non, non, voilà de ces pensées qu'il faut chasser quand elles se présentent... Non, elle n'avait jamais été pour le docteur qu'une malade intéressante... à cause de son mal... Pourtant, voyons, si les choses avaient tourné autrement (traduisez : si elle avait épousé Chudleigh Wilmot), qui donc à cette heure s'en trouverait plus malheureux?... Ramsay?... Toute la simplicité de cœur qui distinguait Madeleine, toute sa naïveté enfantine, ne pouvaient lui laisser l'absurde opinion que Ramsay eût pris à cœur très sérieusement le malheur de n'être pas son époux; mais alors pourquoi?... Et Madeleine, marchant d'étonnement en étonnement, de questions en questions, — tantôt évoquant le pâle spectre de cette première femme que Wilmot avait perdue et songeant à cette destinée dont elle n'avait pas le mot, tantôt se préoccupant des propos qu'on allait tenir devant elle au sujet du testament Foljambe et de l'attitude qu'il faudrait garder des interprétations que pourrait recevoir l'expression vraie de sa sympathie pour l'homme à qui elle devait tant, — Madeleine, disons-nous, s'absorbait dans des méditations infinies.

XIII.

Peut-être est-il temps de savoir comment s'était fait le mariage de cette enfant et quels résultats il avait eus. L'histoire est simple et n'a rien qui la distingue de beaucoup d'autres. Pour la bien comprendre toutefois, il faut se rendre compte de qui s'était passé dans l'âme de Madeleine le jour où Ronald était venu se placer avec une sorte de violence emportée entre elle et Chudleigh Wilmot. Autant que le lui permettaient les instincts de sa douce nature, elle se sentit révoltée par cet abus du pouvoir fraternel. Une espèce de froideur qui ressemblait à de la répulsion remplaça la tendre confiance qu'elle avait eue jusque-là dans l'amitié de Ronald. Tandis qu'elle s'étonnait de se sentir à ce point métamorphosée, les jours passaient, et, l'homme qu'elle avait vu subir devant elle une espèce d'outrage ne reparaissant plus dans la maison, elle attribua cette abstention à un sentiment de rancune qui lui semblait très légitime. Encore ne s'expliquait-elle pas qu'il n'eût pas à cœur de s'en disculper vis-à-vis de la malade qu'il abandonnait

ainsi. Sur ces entrefaites arriva la nouvelle inattendue que Wilmot avait quitté Londres, quitté Londres sans un mot d'adieux, et, s'il fallait en croire la rumeur publique, afin de se soustraire aux poignans regrets que lui laissait la mort de sa femme. Il ne fallait rien moins que toutes ces circonstances réunies pour démentir l'expression du long regard que Madeleine avait senti attaché sur elle et qui l'avait si profondément troublée; mais enfin comment s'y tromper? La conduite du jeune médecin ne pouvait s'interpréter que par une indifférence profonde, sur laquelle il ne voulait même pas que l'on pût se méprendre. Madeleine avait beau se révolter contre cette écrasante idée : les faits étaient là, qui donnaient raison à Ronald. Aussi se reprochait-elle amèrement d'avoir méconnu le bon jugement, la fermeté saine, la droiture inflexible de son frère. Elle se sentait coupable envers lui, et, sans qu'il s'en doutât, lui avait rendu sur elle-même plus d'empire que jamais il n'avait osé s'en attribuer.

Personne n'a su ce qui se passa entre eux lorsque, stimulé par lady Muriel, il vint présenter la demande et plaider la cause de Ramsay Caird. Il la trouvait incertaine, découragée, humiliée; elle se montra, nous l'avons dit, d'une docilité, d'un abandon qui le surprirent lui-même et qui étonnèrent davantage encore l'honnête Kilsyth. Sans se fier absolument à ce que lui disaient sa femme et son fils, il voulut à leur insu avoir un entretien avec Madeleine, l'avertir qu'elle était absolument libre de revenir sur un parti pris à la légère, la mettre en garde contre une déférence excessive aux conseils qu'on aurait pu lui donner, lui promettre toute aide et toute assistance, si elle voulait dégager sa parole. Ses questions affectueuses, ses rassurantes exhortations, et même quelques insinuations indirectes qui le montraient peu enthousiaste de son futur gendre n'obtinrent de Madeleine qu'une réponse presque invariable. Tout en remerciant son père de la tendresse qu'il lui témoignait ainsi : — Rassurez-vous, lui disait-elle, rassurez-vous, je vous le demande en grâce, tout ira très bien!... Ce n'était pas précisément là le langage que Kilsyth aurait voulu entendre. Il lui semblait surprenant que ses scrupules ne fussent pas réfutés avec plus de feu, plus d'entraînement et de conviction; mais Madeleine, toujours calme, toujours souriante, se renfermait dans cette vague formule comme dans un impénétrable abri. Nous avons peut-être laissé entrevoir que Kilsyth, éminent par les qualités du cœur, ne l'était point par les qualités de l'esprit. Jamais il ne lui était entré dans la tête qu'on pût se marier autrement que par amour ou par intérêt. Or Ramsay Caird n'ayant ni une position sociale ni une fortune capables de tenter Madeleine, il fallait bien, puisqu'elle le préférait à vingt autres partis plus avantageux,

qu'elle se sentît entraînée vers lui par une affection jusque-là dissimulée avec soin. Seulement Kilsyth ne comprenait rien à l'extrême réserve avec laquelle s'exprimait cette affection maintenant très hautement avouable. — Tout ira bien, tout ira bien, grommelait-il parfois entre ses dents... Nous avions de notre temps la langue un peu moins discrète;... mais chaque époque a ses usages, et ce qui m'étonne est tout simplement une mode nouvelle.

Au fond, Madeleine savait fort bien que la moindre objection venant d'elle arrêterait court les projets de mariage; mais à quoi bon résister? Elle se ferait une ennemie de lady Muriel, avec laquelle sa destinée l'appelait à vivre; elle froisserait Ronald, c'est-à-dire l'homme qui, après son père, lui avait toujours donné les gages de la sollicitude la plus tendre, du dévouement le plus absolu, et encore une fois à quoi bon, puisque cette démarche hardie, cette flagrante inconséquence, ne lui feraient pas faire un pas vers l'unique but de ses espérances, maintenant détruites. Ses amis voulaient qu'elle épousât Ramsay Caird; eh bien! lui ou un autre, qu'importait-il donc tant après tout? Elle donnerait satisfaction à ses amis.

Le mariage eut lieu dans ces conditions, grâce à la prudence méticuleuse du prétendu, qui, toujours présent, toujours prévenant, gracieux, accort, bon compagnon, — fidèle aux instructions de son habile protectrice, — ne hasarda pas le moindre empressement trop vif, la moindre effusion à contre-temps. La cautèle écossaise le gardait de toute erreur de ce genre. Il ne manquait à rien d'essentiel, mais sans se prodiguer, sans se compromettre, sans témoigner trop d'enivrement, en homme qui sait tout ce qu'on fait pour lui, mais qui sait aussi ce qu'il vaut; bref, une tactique parfaite, où se retrouvait la perspicacité judicieuse, l'expérience consommée de lady Muriel. Celle-ci de son côté ne s'épargnait pas et donnait au monde le spectacle édifiant de ses soins maternels. Ce fut elle qui découvrit, dans Squab-Street, — une petite rue du West-End, — la maison où devait s'installer le jeune ménage : — maison modeste, comme il convient à des « commençans, » mais, dans ses proportions réduites, un bijou d'élégance intérieure. Ce fut encore elle qui, parmi les meubles du riche célibataire que la mort venait de forcer à quitter cette demeure étroite, mais décorée avec tant de soin, choisit et acheta, dans d'excellentes conditions de prix, tout ce qui pouvait décemment figurer dans un honnête ménage. — Quelles peines elle se donne pour le trousseau! Quel goût, quelle entente elle déploie pour la corbeille! — Dans certains salons, on ne parlait plus d'autre chose, et les demoiselles à marier enviaient le sort de cette belle-fille si favorisée qu'une femme d'un si haut mérite initiait à toutes les nouveautés de la vie conjugale. Madeleine elle-même, étourdie par le chœur de louanges qui s'éle-

vait ainsi de tous côtés en l'honneur de lady Muriel, se reprochait de n'être pas plus reconnaissante, et, s'efforçant de la mieux aimer, se figurait parfois y avoir réussi.

Au fond cependant, une incurable indifférence. Ni les soins qu'il fallait prendre, ni le tohu-bohu des visites à faire, ni les assiduités intéressées de la couturière, ni le choix des bijoux, ni les cadeaux qui pleuvaient de tous côtés, ni les empressemens ingénieux de son fiancé, ni l'agitation des dîners priés, des concerts, des bals qui se donnaient sans relâche et dont elle était l'héroïne, n'en purent triompher seulement une heure. Docile à tous les conseils, soumise à toutes les volontés, elle laissait sa belle-mère et son futur, — puis son mari, — régler, arranger, dépenser, économiser à leur guise. Tout lui semblait bien, et rien ne l'intéressait; si on voulait avoir son avis et si on la tourmentait pour qu'elle se prononçât sur tel ou tel point spécialement important : — Il me semble, disait-elle, que cela ira bien. — Cette formule décidément lui était chère.

Lady Muriel, suppléant à l'inertie de la jeune mariée, lui avait dressé un programme de réceptions, d'invitations, de soirées intimes, ponctuellement suivi, mais sans la moindre joie ni le moindre enthousiasme. Les nombreux amis de la famille s'étaient donné rendez-vous dans l'élégante petite maison où les deux jeunes époux allaient faire leur nid. Ils accoururent au premier signal, et la salle à manger de Ramsay Caird, — de dimensions tout à fait *socratiques,* — les reçut à tour de rôle, par groupes nécessairement fort restreints; mais ce premier essor ne dura guère. Dans le gracieux accueil que Madeleine gardait invariablement à ses hôtes, ils ne pouvaient s'empêcher de discerner quelque lassitude et quelque secret ennui. Quand lady Muriel n'était point là, — il est vrai qu'elle venait, de règle certaine, au moins une fois le jour, — la conversation chômait, l'entrain s'éteignait peu à peu. On en vint à chercher tout bas des explications à ce phénomène, et la conduite de Ramsay Caird se trouva ainsi mise sur le tapis. Il fut décidé que, pour un jeune mari, pour le mari d'une aussi charmante femme, il ne restait pas assez chez lui. Les célibataires de sa connaissance n'auraient certainement pas songé à s'en plaindre, s'ils eussent trouvé auprès de Madeleine l'accueil que l'on espère d'une pauvre petite femme trop souvent laissée à elle-même; mais comme cette « miss Kilsyth » dont beaucoup d'entre eux conservaient le radieux souvenir ne laissait percer ni le moindre dépit ni la plus légère velléité de vengeance, comme elle semblait ne s'occuper aucunement d'interpréter les symptômes d'affectueuse compassion que ses danseurs d'autrefois lui prodiguaient à l'envi, ils ne furent pas longtemps à porter ailleurs les consolations et les

dédommagemens dont ils disposaient. Ils ne comprenaient rien à cet ennui tranquille, à cette tristesse inerte qui ne leur demandait rien et s'absorbait en elle-même. Notez bien en passant que dans cette mélancolie passive il n'y avait aucun parti-pris. Madeleine n'aurait pas demandé mieux que de s'amuser à ces réunions où presque chaque soir elle allait sans y être absolument forcée. Seulement elle ne s'y amusait pas, elle trouvait la vie fade, et s'étonnait en toute bonne foi de ce détachement prématuré. Il est permis de douter qu'elle en pénétrât la vraie cause.

Cette disposition particulière étonnait-elle Ramsay Caird? Lui seul l'aurait pu dire. Ce qui paraît clair, c'est qu'elle ne lui causait ni grande anxiété, ni méfiance, et ne lui suggérait pas l'idée d'amender une façon de vivre qui n'était pas absolument calculée de manière à lui gagner l'affection de cette jeune femme, qu'il avait épousée par calcul et qui s'était donnée à lui par pure déférence pour le vœu de ses proches. En épousant miss Kilsyth, il avait eu principalement en vue un changement avantageux dans sa position pécuniaire et l'occasion de vivre selon ses goûts avec une indépendance nouvelle pour lui. Sa nonchalance affectée, son laisser-aller apparent, cachaient une bonne dose de prudence habile, dont il fit usage pour arriver au but désigné par sa protectrice; mais, une fois marié, il eut vite établi le décompte de sa félicité conjugale, qu'il ne trouva sans doute pas au pair de ses mérites. La beauté de Madeleine, cette beauté blonde et sereine, délicate et pâle, n'avait pas grande prise sur lui. Dans ses heures d'épanchement, il ne lui trouvait pas assez d'*âme* (un de ses mots favoris). Ce qu'il entendait par là, nous ne chercherons pas à l'expliquer; mais enfin l'âme qu'il refusait à la pauvre Maddy devait sans doute se rencontrer dans les grands yeux brillans, le galbe sculptural et les « tons chauds » de certaine cantatrice qu'on venait d'engager à l'opéra italien. Du moins prétendait-on (un bavard de profession, Tommy Toshington, à qui la crainte de ses indiscrétions valut maint et maint dîner franc), qu'il avait été vu, dans Alpha-Road, sonnant à la porte de cette princesse, qui, rebaptisée d'après un de ses rôles, s'appelait désormais *Favorita*.

Lorsque ces bruits fâcheux commencèrent à circuler en sourdine, Ramsay Caird avait déjà, par excès de *sans-gêne*, mécontenté Kilsyth, Ronald et même lady Muriel, bien que celle-ci se gardât bien d'en rien laisser voir. Deux ou trois fois il s'était dispensé de paraître aux dîners qu'il devait présider. Au point de vue de la morale, ces négligences comptent à peine pour peccadilles; mais dans un certain monde, où les convenances enfreintes se pardonnent moins que les torts les plus sérieux, elles ne pouvaient manquer d'inquiéter les amis de Madeleine. Quant à la nouvelle épousée,

tout au plus semblait-elle y prendre garde; les moindres excuses, présentées ou appuyées par sa belle-mère, lui suffisaient, et de reste, pour vouer à l'oubli le plus complet ces fautes vénielles. Lady Muriel, qui à sa place n'aurait pas été si tolérante et qui s'attendait chaque jour à quelque explosion, ne comprenait rien à cette abnégation si entière et si vraie. Pour la faire durer, il n'était soins qu'elle ne prît; en aucun temps, elle n'avait été si prévenante, si caressante pour sa belle-fille. Elle la voyait chaque jour et plutôt deux fois qu'une; jamais elle n'allait au parc sans venir la prendre pour l'emmener dans son brillant équipage.

Un jour la calèche, en franchissant rapidement Albert-Gate, effaroucha la monture un peu vive d'un cavalier qui arrivait en sens opposé. Celui-ci se rangea, mais ne put ni se détourner ni s'éloigner à temps pour se soustraire à une *reconnaissance* qu'il était loin de désirer. Machinalement il porta la main à son chapeau. Lady Muriel paya cette civilité d'un salut glacial. Madeleine, pâlissant tout à coup, se rejeta brusquement en arrière, et aurait peut-être perdu connaissance, si un regard de lady Muriel, la rappelant à elle-même, ne lui eût enjoint de s'incliner à son tour. — Il n'est pas besoin de dire qu'elles venaient de rencontrer par grand hasard Chudleigh Wilmot.

Par grand hasard, disons-nous, car il les fuyait. Sa déception de Berlin lui avait laissé un profond ressentiment contre les Kilsyth. En même temps qu'ils avaient déchiré son cœur, ils avaient blessé au vif son orgueil. Madeleine seule était exceptée. Avec une sorte de divination moins rare qu'on ne pense, il avait pressenti que, pour se donner à ce Ramsay Caird, dont l'insignifiante figure était à peine restée dans la mémoire de son malheureux rival, il avait fallu qu'elle fût entourée, circonvenue, trompée par quelque machination infernale. A l'aide de quels moyens, de quels artifices, entre qui s'était noué le complot, quels intérêts servait-il? voilà ce que Wilmot n'aurait pu dire, car enfin ses conjectures étaient à ce sujet purement gratuites; mais sa conviction n'en était pas moins absolue, et d'après sa conviction il réglait sa conduite, bien résolu de tenir tête à ceux qui lui témoignaient, avec un injuste mépris, une ingratitude signalée. — Ils ne me verront plus, s'était-il promis; mais ils sauront que j'existe encore, et que je ne me laisse pas écraser par qui ne me vaut point...

On l'avait donc vu, depuis son retour, chercher dans le mouvement de la vie mondaine un allégement à ses chagrins, une distraction à son ennui. Ses anciennes relations lui permettaient, maintenant qu'il était riche, de choisir ses convives parmi les hommes les plus distingués. On parla bientôt des « dîners de Wilmot. » Il se montrait fréquemment aux clubs, et il recherchait la familiarité

des plus grandes maisons comme pour bien établir aux yeux des Kilsyth que sa situation sociale n'avait rien d'inférieur à la leur. Il demeurait rarement chez lui, montait beaucoup à cheval, hantait les théâtres, et portait dans toutes ces *exhibitions* publiques qui servent de rendez-vous aux oisifs du grand monde sa figure attristée et pâlie. Installé dans Portland-Place, en conformité des vœux de son bienfaiteur, il cherchait encore un but à sa vie, et mainte charitable lady, tout en vantant l'immense douleur à laquelle on attribuait généralement sa nouvelle attitude, n'aurait pas mieux demandé que de procurer à ce veuf inconsolable, dans les plus brefs délais, un nouvel établissement; mais quand elles parlaient de ceci à leurs maris, — car Wilmot évitait tout rapport trop direct avec la plus belle moitié du genre humain, — ces derniers répondaient en général, secouant la tête d'un air incrédule : — Oh! non, ce serait peine perdue... Chudleigh Wilmot ne se remariera certainement pas.

Il est sans doute inutile d'ajouter que, nonobstant sa ferme volonté de ne plus revoir celle qu'il eût fallu appeler « mistress Ramsay Caird, » le jeune docteur se préoccupait encore très vivement des craintes qu'il avait eues pour elle. Dès son arrivée, s'informant de sir Saville Rowe, il avait appris avec un véritable chagrin que cet éminent médecin, venu à Londres trois ou quatre mois auparavant sur les instances de son jeune collègue, s'était vu forcé de quitter quelques semaines après une résidence qui ne convenait plus à son âge, et d'aller rétablir d'abord aux eaux, puis dans sa retraite chérie, ses forces promptement épuisées. Whittaker soignait maintenant Madeleine, et la soignait d'après les indications générales de sir Saville Rowe; mais un traitement, pas plus qu'un plan de campagne, ne saurait être arrêté d'avance et circonscrit dans des termes immuables. Le mal a ses surprises, ses temps d'arrêt, ses retours insidieux, ses marches dérobées, qu'il faut suivre et déjouer pas à pas, en réglant la défensive sur des symptômes chaque jour nouveaux, sur des accidens très souvent imprévus. Cette tactique n'a pas de règles absolues : elle est livrée les trois quarts du temps à l'arbitraire ou, pour mieux dire, à l'inspiration du médecin, à son génie propre, à son esprit de divination. Wilmot le savait mieux que personne, et, — ne pouvant se dissimuler que Whittaker, bien que fort instruit et fort consciencieux, manquait de cette haute initiative, de ce coup d'œil intuitif qui constitue le grand médecin, — il se surprenait à trembler pour Madeleine.

XIV.

Ronald Kilsyth, lui, ne tremblait pas. Il fut le dernier à vouloir se convaincre que sa sœur pouvait être en danger. Quand son père, plus aisément alarmé, lui parlait de la toux qui depuis quelque temps fatiguait Madeleine : — Bah! disait-il avec impatience, Maddy tousse depuis qu'elle est née. — Ce qui était vrai, mais ne prouvait rien, tant s'en faut, contre les inquiétudes paternelles. Un beau jour enfin, après une courte absence, il résolut d'en avoir le cœur net, et contre sa coutume se présenta un matin chez Ramsay Caird. Il trouva sa sœur tout autre qu'il ne l'avait vue jusque-là, quand il venait assister à son départ pour quelque fête et lorsqu'elle s'offrait à lui avec l'éclat factice de la toilette, l'excitation passagère du plaisir. Ce jour-là, étendue sur un divan, une de ses mains passée sous sa tête, elle laissait pendre l'autre négligemment le long des coussins. Ronald s'empara de celle-ci, qu'il sentit glacée. Une minute après, réchauffée entre les siennes, elle devint presque brûlante. — Eh bien! Maddy, que me dit-on? Vous souffrez?... vous ne voulez plus sortir? — En même temps il se penchait pour la baiser amicalement sur le front. Ses lèvres se posèrent sur une peau moite que la jeune malade étanchait par momens en y posant son mouchoir. Le sourire tendre et mélancolique qui saluait sa venue lui alla droit au cœur. Ronald, dans ses rares attendrissemens, était beaucoup plus susceptible d'émotion que ne le laissait supposer sa brusquerie habituelle.

— Vraiment, je ne vais pas si mal que cela, répondit Madeleine en se redressant et s'appuyant sur un coude, les doigts noyés dans sa chevelure aux flots d'or... Je me suis seulement aperçue, il y a quelques jours, que je ne pouvais plus me forcer pour sortir sans cesse, courir les soirées, veiller et tout ce qui s'ensuit... Notre cher père d'ailleurs commençait à s'alarmer... Voilà tout... Je suis confuse de ma faiblesse devant un Spartiate comme vous;... mais vraiment je ne me sentais plus en état de continuer cette existence vagabonde, et j'ai dû prier lady Muriel de me laisser quelque répit.

— N'ayez pas peur que je vous gronde, reprit Ronald donnant à sa voix l'accent de la plaisanterie,... le temps des férules est passé... Vous savez d'ailleurs que je n'ai jamais trop compris l'absurdité de vos passe-temps, à vous autres femmes;... mais, par parenthèse, comment Ramsay, s'il vous savait souffrante, n'a-t-il pas interposé plutôt son autorité souveraine?

Madeleine ici rougit quelque peu. — Ramsay, répliqua-t-elle, est toujours la bonté même; seulement vous savez combien nos doléances féminines sont ennuyeuses pour *vous autres hommes* (elle souligna

ces derniers mots pour leur donner la valeur d'une repartie ironique). Si j'étais malade pour tout de bon, ce serait autre chose;... mais, comme je ne l'amuse guère, il me laisse là bien souvent,... ce qui m'arrange d'ailleurs dans l'état de faiblesse où me voici.

— Je... vois, je comprends, dit Ronald, dont l'accent ne rassura que fort imparfaitement Madeleine.

— Non, reprit-elle, vous ne voyez pas, vous ne comprenez pas; je vous défends, — entendez-vous, je vous défends — d'en vouloir à Ramsay... Vous-même, vous qui parlez, vous étiez-vous aperçu combien cette maudite toux me fatiguait?... Et pourtant, plusieurs jours avant votre départ, j'avais déjà eu des étourdissemens en descendant l'escalier, tant ma faiblesse était grande... Au surplus, cette toux ne me prend guère que le matin,... quelquefois la nuit, mais pas toujours. L'après-midi, la journée, sont ordinairement bonnes. Le soir, je suis vaillante, surtout quand j'ai pris les gouttes que m'a prescrites sir Saville Rowe.

— Mais sir Saville Rowe n'est plus à Londres.

— Non... c'est le docteur Whittaker qui dirige mon traitement... Il vient me voir de temps à autre, et c'est bien assez de médecins comme cela, continua-t-elle comme pour aller au-devant de quelque remontrance, de quelque conseil anticipé... La seule idée d'avoir affaire à un inconnu, à un visage nouveau, m'agite et me trouble au-delà de ce que je pourrais dire.

Ronald, en écoutant cette adjuration émue, en étudiant le jeu de cette physionomie fiévreuse, comprit bien qu'il fallait se taire : insister eût été trahir des craintes qu'il était important de dissimuler à la jeune malade. Aussi glissa-t-il fort légèrement sur ce sujet scabreux et voulut-il, sous prétexte que la causerie fatiguait sa sœur, couper court à leur entretien matinal; mais Madeleine insista pour le retenir. — Non, disait-elle, vous êtes trop rare pour qu'on se prive ainsi de vos visites... Restez, je me sens de force à vous tenir tête. — Il resta donc, ils causèrent comme autrefois, de Kilsyth, de leur enfance, de leurs anciens compagnons de jeux. Tous deux sentirent alors que leur affection mutuelle, troublée un moment, était redevenue aussi intime que jamais. Cette pensée n'était pas précisément faite pour calmer les remords que Ronald avait senti s'éveiller en lui. Une colère sourde bouillonnait dans sa poitrine, colère contre lui-même, colère contre lady Muriel. Avait-il été assez aveugle! s'était-il assez laissé mener! Comment n'avait-il pas mieux apprécié la puissance du mutuel attrait qui, sans toute une série d'obstacles élevés à plaisir, aurait fini par unir Wilmot et Madeleine? Certes lady Muriel avait eu toute raison de lui signaler comme un péril l'affection que Madeleine portait déjà, sans en avoir conscience, à un homme engagé dans les liens du mariage; mais

depuis, après la mort de mistress Wilmot, pourquoi s'étaient-ils obstinés? pourquoi l'avait-elle poussé, abusant de l'influence qu'elle avait su prendre sur lui, à précipiter un mariage qui rendait toute autre solution impossible? Qu'avait donc de si flatteur cette union avec Ramsay Caird? Ici, lady Muriel était presque la seule coupable, Ronald n'ayant agi que d'après les conseils habilement obséquieux de sa belle-mère, mue elle-même par le désir de faire passer la fortune de Madeleine dans sa propre famille, en vertu de cet « esprit de clan » qui caractérise la race écossaise. Que de fautes, que de menées à contre-sens! et pour aboutir à quoi? Tandis que, livrée à l'impulsion de son cœur, allant d'elle-même vers un bonheur presque assuré, cette chaste enfant, au lieu d'appartenir à un homme indigne d'elle, serait peut-être à l'heure présente, sans toutes ces manœuvres, la femme d'un des élus de la renommée,... et de plus, ajoutait *in petto* Ronald avec un rire amer, l'opulence lui aurait été donnée par surcroît. Alors il admirait la bizarrerie des combinaisons providentielles en même temps que l'inanité des prévisions humaines, des siennes principalement, démenties sur tous les points.

Il avait à se reprocher, nous l'avons déjà dit, d'avoir trop légèrement accueilli les inquiètes doléances de son père au sujet de la santé de Madeleine. Aussi chercha-t-il l'occasion de se trouver seul avec Kilsyth pour s'en accuser et s'en excuser hautement. Sans trop prendre garde à l'exquise délicatesse du procédé filial, le père de Madeleine saisit l'occasion d'exprimer, — cette fois il ne fut pas contredit, — une pensée à laquelle se rattachaient ses meilleures espérances. — On ne m'ôtera pas de la tête, disait-il, que, si Wilmot avait continué ses soins à Maddy, cette enfant serait aujourd'hui hors d'affaire;... mais vous avez toujours eu des préventions contre lui, sans que j'aie pu en pénétrer les motifs, et...

— Ne revenons pas là-dessus, mon père, interrompit Ronald... Je n'ai jamais contesté, soyez-en certain, le mérite de votre médecin favori. Seulement, puisqu'il a cessé d'exercer, il faut recourir à d'autres conseils que les siens... Je m'étonne que M. Caird n'y ait pas songé plus tôt...

— Il prétendait hier, hasarda Kilsyth, que Maddy ne voulait entendre parler d'aucune consultation nouvelle.

— La belle histoire vraiment!... Est-ce donc à Maddy que revient le soin de sa santé?... Je reconnais bien là notre personnage, son invincible indifférence, son paresseux égoïsme, son...

Là-dessus il s'arrêta court, étonné lui-même d'en avoir tant dit, et s'apercevant, aux regards effarés de Kilsyth, qu'il venait d'en dire trop; pour ne pas le laisser sur cette impression, il prit le bras de son père et l'entraîna chez Madeleine. Elle avait été avertie la

veille par son mari que Kilsyth désirait avoir recours à d'autres conseils que ceux du docteur Whittaker, et la douce enfant s'était résignée à ce nouveau sacrifice. Ce n'est point que, comme tant d'autres personnes atteintes du même mal, elle se berçât de beaucoup d'illusions. Tout au contraire, elle se sentait mourante, et aucun désir de vivre ne lui restait. Un des motifs qui l'avaient décidée à écarter aussi longtemps que possible une consultation nouvelle était précisément la crainte qu'un médecin plus clairvoyant ou plus sincère que les autres ne révélât à son père le véritable état des choses et le péril imminent qu'elle sentait planer sur elle.

Kilsyth, enchanté de la trouver docile, l'avait enveloppée de ses bras caressans. — Ah! disait-il, revenant à sa pensée de chaque jour, si seulement nous avions Wilmot... Personne n'a compris comme lui ce qu'il vous fallait.

Ni Madeleine ni Ronald ne répondirent; mais, quand ce dernier prit congé de sa sœur, il n'osa lever les yeux sur elle. Plaignons cet honnête homme, si accessible à toute espèce de susceptibilités. Depuis quelque temps, il ne pouvait méconnaître dans le cercle de ses relations une sorte de gêne qu'il s'expliquait, hélas! trop facilement. Londres, qui s'enorgueillit, entre autres supériorités, de proscrire les commérages dont l'influence pèse si désastreusement sur la liberté des provinciaux, n'en est pas à beaucoup près si affranchie qu'elle veut bien le prétendre. Les menus propos y circulent, dans le monde du West-End non moins que dans celui des faubourgs. Les changemens survenus chez Madeleine, et qui s'étaient surtout manifestés à l'époque de son mariage, avaient donné lieu à bien des commentaires. Le plus accrédité, parce qu'il était le plus malveillant, attribuait la mélancolie de la jeune femme à un attachement malheureux qui n'avait pas été payé de retour. Le nom seul du héros manquait à cette chronique sentimentale, et on épluchait un à un tous les habitués de Kilsyth sans pouvoir découvrir celui d'entre eux à qui on pouvait assigner avec quelque ombre de vraisemblance le rôle du « beau dédaigneux. » On parlait beaucoup moins de Ramsay Caird; mais son nom n'était guère prononcé sans que quelque belle dame, — levant les yeux au ciel et avec un mouvement d'épaules, un jeu d'éventail très significatif, — ne laissât percer sa secrète pensée. Si on en venait à des explications plus catégoriques, les opinions semblaient partagées. D'un côté, certaines allusions à la *Favorita,* suivies de remarques passablement désobligeantes sur les gens de rien que l'hymen a tirés de leur néant, grands étonnemens de la patience que témoignait Madeleine et pronostics menaçans à propos du compte que Ronald Kilsyth demanderait sans doute, et avant peu,

à son ingrat beau-frère. De l'autre, on trouvait quelque commisération pour les fautes de ce mari volage, mais excusable. Était-il agréable pour lui de voir sa femme, à peine mariée, s'abandonner aux tristesses, aux regrets d'une affection déçue? Que devait-on attendre d'un homme à qui tout bonheur domestique, toute tendresse conjugale étaient refusés, et qui, mordant aux fruits d'hymen, les avait trouvés remplis d'amertume? — Et encore, ajoutait-on avec un de ces retours familiers à la caste aristocratique, *un de nous* s'en serait tiré avec de bonnes formes, des ménagemens, des égards, de la discrétion; mais où donc ce petit légiste écossais aurait-il appris les usages de la bonne compagnie? où aurait-il puisé le tact subtil, le délicat sentiment des convenances qui aident à se démêler d'une situation si difficile?

De tous ces propos, aucun, cela va sans le dire, n'arrivait aux oreilles de la principale intéressée. En revanche ils n'étaient point perdus pour lady Muriel, à qui, en sa qualité de beauté régnante, on n'épargnait aucune des mortifications polies par lesquelles se paient les succès du monde. Trop heureuses de l'atteindre dans la personne de son protégé, ses rivales ne s'épargnaient pas à inventer ce qui pouvait s'imaginer de plus venimeux, de plus blessant, et ce qu'elles n'osaient insinuer devant elle à mots couverts, ce qui ne se prêtait pas à quelque sous-entendu perfide, à quelque sarcasme déguisé, fournissait matière à lettre anonyme.

Sans en parler jamais à sa belle-mère, Ronald était tout aussi instruit qu'elle pouvait l'être. Il avait beau s'isoler, boucher ses oreilles, écarter de lui par son attitude hautaine tout épanchement indiscret; encore savait-il parfaitement se rendre compte de tous les mauvais bruits qui circulaient sur le compte de Ramsay Caird. Les jours où il ne dînait pas à la *mess* en compagnie de ses camarades d'état-major, il emportait la douloureuse conviction que les affaires du jeune ménage seraient discutées en pleine table. Il n'entrait guère au *club* sans une appréhension morbide des paroles qu'il allait peut-être entendre à quelques pas de lui, tenues par des gens qui ne le connaîtraient point ou qui ne l'auraient pas aperçu. Et personne ne lui en dît-il un mot, n'avait-il pas là sa conscience pour lui signaler sa conduite comme une des plus énormes bévues qu'il eût pu commettre? Penser qu'un mot, un seul mot, dit en son temps, aurait arrêté court ce fatal mariage! Il est vrai que Ramsay Caird ne s'était pas révélé à lui avec son vrai caractère; mais était-ce là une excuse? Quand un homme du monde est assez convaincu de sa supériorité pour s'arroger, par préférence à son père, l'autorité d'un chef de famille, lui est-il permis de se laisser abuser à ce point? Sa confiance dans lady Muriel ne le justifiait pas davantage à ses propres yeux; ne devait-il pas se méfier de l'étroite

alliance qui les unissait, elle et son jeune cousin? Non, non, pas de vains prétextes : le monde juge les actes sans tenir compte des intentions. Aux yeux du monde il était donc bien évidemment ou un frère peu soigneux du bonheur de sa sœur, ou un écervelé dupe des plus grossiers stratagèmes. Cette dernière alternative était cruelle pour un homme qui s'était piqué jusque-là non-seulement d'austère vertu, mais d'une clairvoyance inexorable et qui se vantait à part lui de joindre la finesse athénienne à l'inflexibilité spartiate.

Sous le coup de ces cuisantes réflexions, la maison paternelle lui était peu à peu devenue odieuse. Il évitait aussi soigneusement celle de son beau-frère. Dans l'une, il était sûr de trouver lady Muriel, qu'il accusait de l'avoir trompé en toute connaissance de cause, c'est-à-dire d'avoir parfaitement su de quel mari elle gratifiait sa belle-fille; dans l'autre, il avait chance de rencontrer Ramsay Caird, auquel cas il n'était pas très certain de contenir son irritation dans les bornes voulues. Déjà bien des fois, la nuit, arpentant son étroite cellule de caserne, il s'était surpris combinant les moyens de chercher querelle à ce « drôle » sans en laisser voir le véritable motif et sans compromettre personne; mais il lui avait suffi d'y réfléchir un peu mûrement pour s'assurer que ce procédé, praticable entre sous-officiers, bon pour un mélodrame à la française, n'était point de mise entre *gentlemen* anglais. Une fois cette hypothèse écartée, il fallait donc éviter les occasions, les rapprochemens qui pourraient l'exposer à méconnaître les conseils de la froide raison, à oublier les résolutions qu'elle lui aurait suggérées.

Il fut ainsi plusieurs semaines sans voir ses parens. Lady Muriel ne se trompait guère sur les motifs qui le retenaient loin d'elle : aussi, désirant peu les éclaircissemens, se chargeait-elle d'expliquer à son mari et de faire valoir à ses yeux les divers prétextes de cette conduite bizarre. Elle n'attendait pas sans quelque trépidation intérieure le grand jour où se laverait ce qu'un conquérant célèbre appelait avec un laisser-aller pittoresque « le linge sale » de la famille, et n'aurait pas demandé mieux que de l'ajourner indéfiniment; mais il arriva un beau matin que, se rendant aux casernes de Knightsbridge, Ronald faillit coudoyer son père, arrêté au coin de Sloane-Street par un embarras de voitures. Le premier regard qu'ils échangèrent les fit tressaillir l'un et l'autre, et leur fut comme une révélation de ce qu'ils avaient souffert tous deux, tous deux par les mêmes motifs. Kilsyth semblait avoir pris dix ans; ses yeux, d'un éclat si vif, s'étaient en quelque sorte amortis, et semblaient peser à leurs paupières flétries. On ne retrouvait plus sur ses joues ces teintes d'un rose hâlé qui révélaient l'intrépide chasseur, l'infatigable piéton, le montagnard bronzé par la pluie et le soleil. Légèrement courbé, il s'appuyait presque sur sa canne. A la vue

de son fils, il se ranima pourtant, et ce fut avec une espèce de sourire vague qu'il lui offrit comme autrefois sa cordiale poignée de main. — On ne vous voit donc plus décidément? lui disait-il... Je comprends cela, moi... Maintenant que la jeunesse est partie, notre maison n'a rien de très gai;... mais vous n'étiez pas d'ordinaire si longtemps sans me faire dîner avec vos camarades... Vous savez que j'aime leur entrain; il me fait illusion, et j'oublie avec cette jeunesse que mes tempes grisonnent depuis longtemps...

Ronald, sans en rien laisser paraître, était profondément ému de cette gaîté factice et du contraste qu'elle offrait avec la physionomie éteinte, l'attitude accablée de ce vigoureux vieillard. Balbutiant à la hâte quelques justifications embarrassées, il ne songeait en réalité qu'à l'issue probable de cette rencontre fortuite. — Çà, mon brave, interrompit Kilsyth, vous avez bien une demi-heure à me donner?... Eh bien! si vous voulez, nous ferons un tour de parc,... là-bas, derrière ces gazons où personne ne nous dérangera, je vous le promets.

L'heure était venue où ces deux hommes allaient enfin toucher à la question qui depuis quelque temps les torturait l'un et l'autre. Ce ne fut pas du premier mot qu'elle fut abordée; mais enfin après force détours, force circonlocutions, parlant toujours de la pauvre Maddy, Kilsyth en vint à laisser voir sa pensée. — Elle est aimante, disait-il; son naturel, son éducation, tout a conspiré pour la rendre telle. Comme la lumière aux fleurs, comme l'air pur à nos cerfs d'Écosse, il lui faut, à elle, une atmosphère d'affection. Eh bien! Ronald,... ceci est un aveu que j'ai sur le cœur depuis plus d'un mois,... je doute,... oui, je doute que cette enfant soit partagée à cet égard comme elle devrait l'être.

Ronald, moins effrayé de l'interpellation en elle-même que de l'accent avec lequel ces paroles étaient prononcées, voulut essayer de biaiser encore. — Il n'avait rien vu qui autorisât de telles craintes... Madeleine ne lui avait pas paru si changée...

— Oh! n'essayez pas de me rassurer! s'écria Kilsyth... L'enfant ne se ressemble plus,... et malheureusement je sais pourquoi.

Ici Ronald se sentit frissonner de la tête aux pieds. — Je sais pourquoi, reprit son père... C'est que le bonheur intérieur lui manque... C'est que le mariage auquel on a voulu... l'amener, — j'atténue mes expressions, vous le voyez, — ce mariage n'a pas tourné comme il fallait. C'est que son mari, tranchons le mot, n'est qu'un misérable...

— Voilà une expression peu atténuée, remarqua Ronald, devenu plus froid à mesure que son interlocuteur s'exaltait... Cependant, si vous êtes certain de ce que vous dites, il y a des mesures à prendre... On peut montrer à M. Caird...

— Mais, Ronald, qui nous l'a fait accepter?... Comment et par qui s'était-il trouvé autorisé à venir librement chez nous? Qui l'a jeté sans cesse sur le chemin de Madeleine? qui a laissé se répandre le bruit qu'elle lui était destinée? Ce n'est pas moi, ce me semble.

— Et m'accusez-vous de tout ceci?... M'en accusez-vous *seul?* demanda Ronald, non sans une certaine amertume.

— Moi, vous accuser?... je n'accuse personne... ou plutôt si; mais j'accuse à tort, sans réflexion, sans me rendre compte du motif qui me pousse... Vous ne savez pas combien le chagrin rend injuste... Ne parlons plus de ceci!... Laissons M. Caird pour ce qu'il vaut!... Parlons de Maddy,... ne nous occupons que d'elle. Vous ai-je dit jamais, et avez-vous oublié les sinistres présages dont Wilmot m'entretenait à Kilsyth?... Ces présages se réalisent aujourd'hui... Le mal dont il parlait, ce mal héréditaire qui le faisait s'inquiéter de nos ancêtres, s'informer minutieusement de chacun d'eux, ce mal depuis quelques mois fait chez Madeleine des progrès sensibles... Elle ne se plaint pas, je n'ose la questionner; mais je suis sûr de ce que je vous dis là... Depuis quelques jours, la situation est encore aggravée. L'autre soir, au spectacle, elle a pris froid, et maintenant elle tousse d'une manière effrayante.

— Qu'en disent les médecins?...

— Elle n'en voit qu'un, le docteur Whittaker,... et c'est justement là ce dont je voulais vous entretenir... Je ne sais par qui, je ne sais comment Chudleigh Wilmot a eu lieu de se croire malvenu chez nous... Le fait est que nous ne l'avons pas vu depuis son retour. Or personne ne m'inspire autant de confiance, personne n'a compris comme lui la constitution de notre chère Madeleine... Je veux donc vous consulter sur ce que nous pourrions faire, dût-il en coûter à notre orgueil, pour obtenir qu'il vienne encore lui donner ses soins.

— Vous savez sans doute, monsieur, répondit Ronald, dont la parole hésitante trahissait l'immense embarras, vous savez que M. Wilmot, en possession d'une fortune indépendante, n'exerce plus sa profession?

— Je le sais, mais je suis certain que si je vais le trouver, si j'implore son aide, si je lui offre mes excuses pour l'offense involontaire dont il a pu se formaliser, l'homme que j'ai connu à Kilsyth ne me refusera certainement pas.

— Les rôles se trouveraient peut-être plus intervertis que de raison, s'écria Ronald, dont la fierté se cabrait encore... D'ailleurs il est d'autres motifs qui ne me permettraient pas d'accéder à une démarche pareille.

— Et lesquels?... Au nom de Dieu, Ronald, faites-les-moi connaître! Vous ne semblez pas comprendre à quel point la situation devient grave.

Dieu sait avec quelle répugnance notre jeune officier, ainsi adjuré, entra dans le détail des raisons pour lesquelles il avait appuyé auprès de sa sœur les prétentions de Ramsay Caird. Il s'agissait de mettre obstacle à un mariage que les circonstances rendaient alors très peu souhaitable, et que Madeleine n'aurait peut-être pas eu le courage de refuser...

— Avec qui? s'écria Kilsyth au comble de la surprise.

— Avec un homme dont vous faites grand cas,... celui-là même à qui vous voulez aller demander la guérison de Madeleine...

— Eh bien!... pourquoi pas?... Pourquoi ne l'aurait-elle pas accepté?... Pensez-vous qu'un pareil gendre m'eût fait honte?

— Sans revenir sur le passé, vous devez voir, monsieur, combien il nous est difficile de recourir maintenant à la science du docteur Wilmot.

— Difficile, cela se peut;... mais ces difficultés-là doivent se lever. Le meilleur moyen à mon avis, c'est que vous fassiez vous-même la démarche dont je comptais me charger...

— Comment, monsieur, sans même consulter M. Caird?

— Sans le consulter le moins du monde, s'écria Kilsyth... J'ai résigné en ses mains des priviléges auxquels je tenais et qu'il m'eût été doux de conserver jusqu'au dernier de mes derniers jours; mais je n'ai pas renoncé au droit de veiller à la santé de mon enfant, droit d'autant plus sacré que je vois cette santé honteusement négligée.

— Cependant, monsieur, après ce que je viens de vous apprendre...

— Écoutez, Ronald, jouons cartes sur table!... Ce que vous venez de m'apprendre ne me laisse qu'un regret, c'est de n'avoir pas été mis six ou sept mois plus tôt au courant de ce qui se passait... Nous n'aurions pas eu à nous débattre contre les embarras de la situation actuelle... Étant admis que vous ne vous soyez pas trompé sur ses intentions, Wilmot serait devenu l'époux de Madeleine; nous aurions pris, lui et moi, tout le soin nécessaire de son bien-être et de son bonheur, aujourd'hui confiés à des mains indignes... Et maintenant décidez-vous!... Le docteur recevra dès ce soir votre visite ou la mienne...

Lady Muriel n'apprit pas sans une vive émotion, au retour de son mari, que Ronald était allé solliciter l'intervention de Chudleigh Wilmot; mais nonobstant la joie cachée qui animait ses joues brunes et rayonnait dans ses yeux noirs, elle ne pouvait se faire à l'idée qu'un danger dont elle avait eu conscience et qu'elle avait su conjurer, allait renaître pour elle. Wilmot et Madeleine de nouveau réunis offusquaient son regard, et troublaient, dans ce qu'elles avaient de plus intime, ses secrètes espérances.

XV.

L'amour qui tue n'est plus de notre temps. L'homme moderne a trop à faire vraiment pour s'abîmer dans un morne désespoir et s'abandonner, proie inutile, à une douleur qui le mine. Wilmot savait aussi bien que pas un enfant du siècle comment on se défend des préoccupations écrasantes, et à quel point, en certaines crises, l'oisiveté peut devenir fatale. Aussi n'avait-il pas cédé aux tentations de sa nouvelle richesse, et tout en se conformant aux vues de son bienfaiteur, — c'est-à-dire en s'affranchissant du servage quotidien qui constitue l'exercice régulier de sa profession, — s'était-il immédiatement rejeté sur d'autres travaux qui semblaient appelés à augmenter sa réputation, déjà considérable. Les recueils périodiques lui offraient mainte occasion de traiter, au moment même où elles sollicitaient l'attention publique, des questions que ses études lui rendaient familières et sur lesquelles il se sentait appelé à jeter quelques lumières nouvelles. Il s'en empara, et par l'originalité de ses aperçus souleva presque aussitôt d'ardentes polémiques. On parla plus que jamais de Chudleigh Wilmot, et, comme consécration des suffrages ainsi enlevés de haute lutte, le gouvernement, — après l'avoir officieusement attaché à une commission chargée d'examiner certaines théories d'hygiène publique, — lui fit savoir qu'on était disposé à lui confier, dans l'ordre administratif, telles fonctions où il se croirait appelé à rendre service. En de pareilles circonstances, bien qu'il songeât encore avec une profonde amertume aux tristes déceptions du seul amour qu'il eût jamais ressenti, bien que les blessures faites à son orgueil saignassent encore, Wilmot n'était pas homme à repousser les consolations qui de toute part s'offraient à lui. Partout bien accueilli, objet des distinctions les plus flatteuses, distrait de lui-même par les labeurs qui s'imposaient à lui chaque jour, il retrouvait peu à peu le calme, la sérénité, la confiance, qui étaient en quelque sorte ses attributs naturels. Encore qu'il ne se refusât plus avec la même obstination à la société des femmes, et malgré les délicates avances que devait y trouver un homme aussi riche, aussi bien placé dans le monde, rien ne se substituait dans son cœur fidèle à l'image de cette gracieuse enfant qu'un injuste arrêt du destin lui avait enlevée à jamais, comme pour le punir de l'avoir victorieusement disputée au trépas.

La visite de Ronald vint troubler, comme un soudain éclat de foudre, ce calme nouveau, cet apaisement graduel où, malgré quelques retours d'amertume, Chudleigh Wilmot puisait l'espérance d'un meilleur avenir. Quand il entendit annoncer le frère de Made-

leine, il se leva brusquement; le journal qu'il lisait lui tomba des mains, et son regard comme son attitude ne pouvaient laisser aucun doute sur la surprise indignée que lui causait, après tout ce qui s'était passé, une démarche aussi imprévue. Mieux que personne, Ronald pouvait deviner ce qui s'agitait en lui; aussi n'essaya-t-il aucune apologie, aucune explication préliminaire. Avec un sentiment précis de leur situation réciproque, le jeune officier marcha droit à Wilmot, et, lui tendant une main que l'émotion faisait trembler : — Madeleine est en danger, lui dit-il, voulez-vous la venir voir?

Ronald n'avait pas trop présumé de cette puissante adjuration.

— En danger, dites-vous? s'écria Wilmot, dont l'irritation passagère fit place à un indicible effroi. Dieu veuille que vous vous trompiez!... Allons, partons vite. Où faut-il se rendre?...

Tout au plus voulut-il attendre qu'on eût prévenu la jeune malade, sur qui son arrivée soudaine pouvait produire une trop vive impression. En arrivant deux heures après dans Squab-Street, il y trouva Kilsyth, qui le guettait au passage et dont la pâleur frémissante le troubla profondément. — J'étais sûr que vous viendriez, lui dit le vieillard, puisque Madeleine avait besoin de vous, et, répondant aux questions pressées du docteur, il le mit au courant des progrès du mal et lui dépeignit cette toux profonde dont les accès, chaque jour plus fréquens, laissaient la jeune malade dans un état de prostration absolue. — Vous me l'aviez dit, ajouta-t-il, les poumons s'engagent, la consomption gagne du terrain... Vous seul pouvez nous venir en aide... Pour ma part, je n'ai plus d'espoir qu'en vous.

— M'attend-elle? demanda Wilmot, et sur la réponse affirmative de Kilsyth : — Il faut alors monter sans retard... Évitons autant que possible de la tenir en suspens.

Ils montèrent ensemble. Le père entr'ouvrit la porte, fit entrer Wilmot et se retira. La malade était sur un divan près de la croisée, étayée par de nombreux coussins. Le bruit de la porte avait attiré ses regards de ce côté. Dès qu'elle eut pu reconnaître celui qui entrait, ses joues et son front s'empourprèrent à la fois; mais, nonobstant cette animation passagère, quels changemens se révélèrent au premier regard que le docteur jeta sur cette pauvre créature si tendrement aimée! et qu'il eut de peine à lui sourire au moment où, saisissant la main qu'elle lui tendait, — une main brûlante et sèche, amaigrie et nerveuse, — il étudia d'un rapide coup d'œil ces joues caves, ces beaux yeux bleus, brillans encore d'un éclat fébrile, mais autour desquels étaient inscrits deux cercles de bistre. Ainsi l'avait-il déjà vue à Kilsyth, — et par parenthèse dans ce même peignoir blanc, garni de rubans bleus, — mais combien cette fois l'espoir était amoindri!

Pourtant il souriait, il plaisantait encore sur l'espèce d'obsession que sa malade avait à lui reprocher. — Convenez, ajouta-t-il, que vous êtes étonnée de me revoir?

— Pas le moins du monde, répondit Madeleine, dont l'organe grave et fatigué ne ressemblait plus à cette voix fraîche et sonore qu'il se rappelait si bien... J'étais au contraire convaincue que nous nous reverrions au moins *une fois*.

Ces derniers mots, soulignés par l'accent qu'elle leur donnait, avaient un sens trop précis pour que Wilmot ne se hâtât point de couper court aux sinistres pronostics dont ils étaient le prélude. — Vous savez, lui dit-il, que je vous ai toujours interdit de broyer du noir... Vous m'obéissiez à Kilsyth. J'espère ne pas vous trouver moins docile... Parlons seulement de ce que vous éprouvez...

Une demi-heure après, comme il sortait, Kilsyth l'arrêta au passage et l'emmena dans le salon. La physionomie du docteur n'avait rien de rassurant, et, sous le coup d'une forte émotion, il n'avait plus la liberté d'esprit qui permet de laisser deviner, tout en les atténuant, certaines vérités cruelles. Kilsyth, qui le pressait de questions, n'obtenait de lui que des réponses désespérantes. — Enfin, lui dit-il, si le danger existe, que pensez-vous d'un voyage à l'étranger... Madère? l'Égypte?... plus loin, s'il le faut. — Vous oubliez, repartit le docteur, qu'elle n'est plus en état de supporter le voyage... Si elle avait passé l'hiver dernier à Cannes pour se rendre en Égypte le printemps venu;... mais, continua-t-il se parlant à lui-même plutôt qu'à son malheureux interlocuteur, maintenant il est trop tard.

— Trop tard! répéta Kilsyth, la tête dans ses deux mains.

Lady Muriel voulut entretenir ce jour-là même Wilmot. Elle le reçut avec une gravité affectueuse, que Ronald ne put s'empêcher d'admirer; mais lorsqu'ils l'eurent quittée, lorsqu'elle revint sur tout ce qu'elle venait de voir et d'entendre, il lui fut impossible de se tromper plus longtemps, de résister à l'évidence qui de toute part éclatait. — Allons, se disait-elle non sans amertume, il l'aimait *vraiment*, il l'aime encore... Ce n'est pas la crainte de la perdre, c'est la douleur de l'avoir perdue qui l'a si profondément changé... C'est ce mariage,... mon chef-d'œuvre, mon coup de partie,... qui a détruit chez cet homme le goût de vivre et l'a désenchanté pour jamais...

Sur cette réflexion, elle demeura quelques instans silencieuse, abritant de la main ses yeux sombres. — Eh bien! reprit-elle, en supposant qu'il ait dit vrai, que son mal soit en effet sans remède, ce n'est pas moi qui la plaindrai, car elle aura été bien aimée.

Dans ces derniers mots se révélait tout un passé de solitude intellectuelle et de vaines aspirations. Pouvait-elle se plaindre, cette fière

lady, de n'avoir pas été bien aimée? Non certes; mais le dévouement, la tendresse d'un être inférieur à elle ne répondaient pas à toutes ses ambitions. Elle avait rêvé une autre affection, celle d'un homme qu'elle pût avouer pour maître et seigneur, par qui elle se fût sentie dominée, dont elle eût porté le joug avec orgueil, de par sa volonté domptée, de par son intelligence asservie. Cet homme s'était montré, la chimère caressée avait pris corps,... et ce n'était point elle, c'était une simple enfant aux yeux bleus, aux cheveux d'or, qui avait obtenu, sans y avoir aspiré, sans le moindre calcul ni le moindre effort, de régner sur cette âme énergique, et d'y régner à jamais, car lady Muriel ne s'y trompait pas : morte ou vivante, Madeleine resterait la préférée. Jamais Wilmot ne devait aimer une autre femme. Celle-ci était pour lui, qu'il la sauvât ou non, la *forlorn hope*, « l'espérance perdue » qu'aucun autre espoir ne remplace. Une fois vaincu dans ce grand duel qui allait le mettre aux prises avec la mort, il jetterait son épée, et, les bras croisés, attendrait que son tour fût venu.

Pénétrée de cette vérité, qu'elle s'étonnait d'avoir pu méconnaître, lady Muriel Kilsyth sortit de son rêve comme on sort d'un palais qui s'écroule. A cette heure où s'évanouissait définitivement pour elle la vision d'un amour épuré qui lui promettait d'imprimer à sa vie un nouvel essor, de lui donner comme un regain de jeunesse et de forces, la douce Madeleine (en la supposant instruite des complots dont elle avait été victime) aurait trouvé que le ciel la vengeait trop bien.

Coïncidence bizarre! tandis que lady Muriel se repentait à loisir de ses vaines trames, de ses implacables combinaisons si promptement, si complétement déjouées, Chudleigh Wilmot, après cette première entrevue avec la mourante, s'abandonnait, lui aussi, aux inspirations d'un remords presque superstitieux. Dans le naufrage final de cet amour dont il n'avait jamais si bien apprécié la puissance, il croyait, presque malgré lui, deviner une vengeance,... une vengeance de Mabel. Non contente de lui léguer un doute affreux, cette femme qu'il avait laissée mourir, dont il avait méconnu les droits, négligé les souffrances, cette femme à laquelle il se devait et qu'il avait sacrifiée à une autre femme, se plaçait maintenant, par un juste retour, entre Madeleine et lui. Vainement repoussait-il ce souvenir importun. Tantôt sous les traits de Mabel étendue sur un lit funèbre, tantôt sous ceux de Henrietta Prendergast et avec sa physionomie méfiante, sa parole hostile, l'obstacle se dressait sur sa route obscure, et deux voix alternées répétaient l'arrêt fatal: — Cela ne sera pas, cela ne peut être!

Justement ce soir-là une lettre de mistress Prendergast fut remise à Wilmot. Sous le prétexte qui lui avait déjà servi une

fois, elle le priait de passer chez elle. Le docteur lui répondit en quelques lignes que désormais et jusqu'à nouvel ordre il ne disposait plus de ses heures. Henrietta ne chercha pas longtemps le mot de l'énigme, et lorsqu'elle sut que le mari de sa défunte amie ne quittait plus le chevet de mistress Ramsay Caird, irrévocablement condamnée, elle aussi trouva que Mabel Wilmot était peut-être vengée au-delà de toute justice.

Chudleigh Wilmot eut bien des fois à se demander par la suite comment s'étaient passés pour lui ces jours, ces semaines de douleur et d'angoisses, comment il avait pu rester auprès de celle qu'il aimait et qu'il voyait s'éteindre en pleine fleur de jeunesse, de beauté, en pleine possession de tout ce qui fait le bonheur; mais surtout comment il avait pu se plier à la dure nécessité de partager avec d'autres le trésor de ces dernières heures, laisser envahir l'intimité sacrée de ces rendez-vous suprêmes, se résigner à ne point garder pour lui seul ce reste, ce pauvre reste d'existence chaque jour amoindri, et sur lequel il était tenté de revendiquer un droit exclusif. Ce qu'il n'a jamais pu s'expliquer, nous nous l'expliquerons, nous, par le sentiment d'une responsabilité immense à ses yeux, qui parfois l'écrasait, parfois aussi lui rendait un ressort nouveau, une énergie inespérée. Puis il y avait des heures, — des heures? non, des momens, — où il se flattait de s'être abusé en regardant comme impossible cette guérison qu'il aurait payée de son sang. Sans tout cela, il eût succombé à la peine.

Tous les matins, de très bonne heure, la malade s'éveillait et se faisait transporter de son lit sur le sofa où elle attendait, secrètement impatiente, la venue de Wilmot. Alors pour la première fois elle souriait, non pas, il est vrai, comme autrefois, avec cette expression radieuse qui ranime l'espérance, mais avec une sérénité aussi confiante que jamais. De bonne heure aussi arrivait le pauvre père, avide de renseignemens et dissimulant par des efforts inouis l'anxiété qui le dévorait. En toute chose, il tâchait de se modeler sur Wilmot, sans qu'il lui arrivât jamais d'établir entre eux un parallèle et de se dire que le calme du médecin était tout simple, tandis que... Non, dès qu'il s'agissait de Wilmot, il cessait de raisonner; il s'abandonnait à un instinct de confiance absolue, il comprenait, sans se le dire, que Madeleine avait une place égale dans leurs deux cœurs.

Et Madeleine elle-même?... Madeleine était aux prises avec ce mal terrible, si étrangement poétisé, qu'on appelle consomption. Pour qui ne l'a jamais vu à l'œuvre, c'est une gracieuse et lente décadence, une extinction graduelle de la mystérieuse flamme qui est en nous, une langueur croissante, un affaiblissement dont on se doute à peine;... mais pour ceux qui savent au juste comment on

meurt de consomption, ces mots ont un autre sens. Laissons aux premiers le bénéfice de leur ignorance privilégiée. Donc Madeleine se mourait, et ne l'ignorait point. Sa conviction à cet égard n'était ni très positive ni toujours pressante et poignante. Elle ne se l'appliquait pour ainsi dire point, et ne lui donnait en général qu'une portée en quelque sorte objective, la laissant peser vaguement sur un avenir nuageux dont elle ne sondait pas volontiers les ténèbres; mais de temps en temps, comme par éclairs, la terrible vérité se dressait devant elle, et, pour se faire mieux comprendre, groupait toutes les forces intellectuelles et physiques de la jeune malade. Celle-ci alors acquérait pour un moment l'idée nette de sa situation, sans velléité de résistance, sans murmure, sans appel à Dieu, avec un acquiescement paisible, une résignation presque satisfaite, surtout un calme profond. Comme les jeunes personnes de son âge, elle n'avait que des notions bien confuses du souverain Être et de l'éternité future; mais on l'avait dressée de bonne heure aux strictes observances de l'église épiscopale écossaise, qui avaient développé en elle un penchant à la dévotion naturel aux jeunes filles douées à la fois d'une âme pure et de goûts raffinés. Peut-être n'avait-elle pas sérieusement réfléchi une seule fois aux grands problèmes de la vie et de la mort; en revanche et grâce à ses lectures, les côtés poétiques par lesquels ils s'imposent au sentiment lui étaient devenus familiers. D'ailleurs une voix secrète murmurait au fond de son cœur virginal, et, durant les longues heures de souffrance troublée, lui avait fait entendre — bien bas — de très solennelles, de très imposantes vérités. En l'écoutant, elle se calmait. Les chaînes terrestres qui pour quelque temps encore tenaient dans un dernier repli ce corps gracieux s'étaient détachées de la belle âme choisie pour l'habiter. Madeleine avait cherché, avait cru trouver dans sa vie le dessein du Créateur qui la lui avait donnée. Tranquille désormais, elle attendait le moment où il la rappellerait à lui.

Un jour qu'elle s'était endormie sous les yeux de Wilmot après un terrible accès d'étouffement, le malheureux vit passer devant lui tous les souvenirs de Kilsyth. Immobile, silencieux, les mains serrées l'une dans l'autre, il sentait se déchaîner au dedans de lui un terrible orage. Chaque vision nouvelle, — des scènes insignifiantes, une parole, un geste, un regard, — le jetait dans des transports qu'il ne pouvait s'expliquer. Comme pour y échapper, il se réfugia dans un doute absolu. Rien de tout cela n'était réel. Il n'avait pas en ce moment sous les yeux cette même Madeleine qui occupait sa pensée... Non, ce visage atténué, cette chevelure plaquée sur un front moite, ces pommettes marbrées de taches rouges, ces lèvres arides, ces tempes creuses, ces paupières assombries, non, ce n'était pas la charmante fille de l'heureux Kilsyth... Comme pour

s'assurer s'il ne rêvait pas, il porta ses mains à son visage, et alors un sanglot bruyant, dont il s'effraya lui-même, le tira de cette espèce d'hallucination. Il regarda Madeleine, dont les yeux s'entr'ouvraient lentement. Elle voulut parler, mais l'horrible toux vint l'arrêter aussitôt. Agenouillé près d'elle, il soutenait sa tête appesantie, et le paroxysme cessa bientôt. Alors avec un regard d'une douceur inexprimable : — Sommes-nous seuls? lui demanda-t-elle;... puis sur un signe de tête affirmatif : Vous rappelez-vous une question que je vous fis à Kilsyth?... Votre réponse me tira d'une grande inquiétude... Oh! soyez tranquille, je ne vous demande rien aujourd'hui... Seulement vous allez vous asseoir là, près de moi, et bien écouter ce que j'ai à vous dire... Mon pauvre père, vous le consolerez, n'est-ce pas?... mais c'est Ronald,... c'est Ronald que je vous recommande... Un moment, et sans que je sache au juste pourquoi, notre amitié s'était comme voilée et refroidie... Maintenant tout cela est oublié; il est redevenu le meilleur des frères... Et pourtant je sais quelqu'un de meilleur encore... Devinez-vous à qui je pense? continua-t-elle en levant sur Wilmot ses yeux bleus, dont le regard innocent et assuré attestait la candeur parfaite de ses pensées... C'est à *vous*, mon ami, reprit-elle, souriant à demi de l'étonnement qu'elle lui causait... Nul ne m'a témoigné plus de dévouement et de tendresse... Aussi je veux léguer votre amitié à Ronald. On lui reproche un peu de raideur, une certaine inflexibilité de caractère... Dans une seule occasion, j'ai pu croire qu'on disait vrai... C'est pour cela que je souhaiterais vous voir souvent réunis... Vous ne serez jamais ensemble sans vous souvenir de moi, et quand je serai présente à sa pensée, Ronald ne sera dur pour personne...

C'est ainsi que la sœur de Ronald interprétait le repentir dont il lui avait récemment donné tant et de si touchantes marques. Elle en voulait faire jaillir une source de bénédictions pour deux êtres qu'elle aimait et dans la mémoire de qui elle était certaine de vivre. — Laissez-moi maintenant vous parler d'un remords qui me pèse, continua-t-elle avec une légère nuance d'hésitation... Un grand malheur vous a frappé, dont, sans le vouloir, je fus cause...

— Non, interrompit Wilmot... Vous avez tort de parler ainsi... On vous a trompée,... ce qui est arrivé était inévitable...

— Je voudrais le croire, mais je sens que non... Voyez-vous-même combien votre présence allége pour moi les souffrances et les terreurs de ces dernières luttes... Et lorsqu'*elle* se mourait, elle qui avait droit de vous avoir à ses côtés, vous n'étiez pas là... Je vous retenais loin d'elle... Là où tout est pardon, puisse-t-elle m'avoir pardonné!...

Un grand silence suivit ces paroles solennelles. Wilmot pouvait à peine contenir les élans de sa poignante émotion. Madeleine était

au contraire parfaitement calme; mais ses joues, naguère plaquées de pourpre, avaient pris une pâleur cadavérique. Il la regardait d'un œil fixe, comme une vision sortie du néant et que le néant va reprendre. La toux revint, plus aiguë et plus déchirante; puis Madeleine tomba dans une de ces courtes somnolences qui dénonçaient à son fidèle gardien les progrès du fatal épuisement. Quand elle se réveilla au bout de quelques minutes, les plaques rouges avaient reparu.

— On m'a dit, recommença-t-elle, on m'a dit que vous étiez riche. Vous ne ferez plus de médecine?

— Certes non, répondit-il à voix basse et avec une amertume mal contenue... Que m'ont servi ces vaines études?... J'y renonce à jamais.

— Pourquoi dites-vous cela?

— Vous me le demandez, vous, Madeleine? s'écria-t-il en se laissant glisser à genoux près d'elle. Ma prétendue science a-t-elle pu vous sauver? et je ne lui demandais que cela!...

Oubliant alors que toute agitation pouvait être fatale et se laissant enfin dominer par les angoisses de cette suprême agonie, le malheureux cacha sa tête dans la couverture jetée sur les pieds de la jeune malade. Madeleine, qui l'entendait sangloter, se souleva péniblement, et, prenant dans ses mains affaiblies cette tête inerte, parvint enfin à la dégager. — Vous m'aimiez donc? lui dit-elle ensuite, le regardant avec une surprise sincère qui faisait rayonner ses grands yeux bleus... Était-ce pour m'avoir sauvée?... Ils mentaient alors en disant que vous preniez intérêt au mal, point au malade?... Je l'ai cru longtemps!... mais depuis que je vous ai revu, je ne pouvais plus le croire... Voyons, reprenez courage, un homme ne pleure pas ainsi...

Elle l'avait forcé à se rasseoir, elle lui avait de nouveau abandonné sa main, et maintenant elle lui souriait avec tendresse. — Convenez, reprit-elle, que cela vaut mieux ainsi... Notre rêve réalisé, nos souhaits exaucés, il n'en aurait pas moins fallu mourir,... et mourir alors n'eût pas été si facile...

Une nouvelle crise survint. Wilmot dut sonner la garde-malade en même temps que cette femme, Kilsyth et lady Muriel entrèrent dans la chambre d'agonie.

Quelques heures plus tard, la malade, toujours étendue sur le même siége, se retrouvait en possession d'un calme, d'un bien-être qui l'étonnaient elle-même... Une sorte de sérénité joyeuse lui était revenue. Son père et Ronald lui donnaient tant bien que mal la réplique. Lady Muriel, assise à quelque distance du sofa, semblait triste et décontenancée. Lorsqu'il fut question de remettre Madeleine dans son lit, Ronald et Wilmot prirent congé d'elle, le

premier pour le reste de la nuit, le second pour revenir au bout d'une heure. Tandis qu'il était debout auprès de Madeleine : — Que signifie, lui demanda-t-elle, la devise inscrite sur cette bague? En même temps elle lui désignait l'anneau à cachet que Mabel lui avait laissé. Il le portait habituellement au petit doigt de sa main gauche.

— Ce sont, répondit-il, deux mots français très simples en eux-mêmes, mais dont notre langue ne possède pas l'équivalent. *Quand même!* cela exprime la résolution, le parti-pris coûte que coûte. Il y a dans cette locution elliptique comme un geste, un mouvement d'épaules qui secoue l'obstacle et le brave. *Notwithstanding*, *even so*, ne la rendent que d'une manière tout à fait insuffisante...

Pendant cette explication, Wilmot souffrait singulièrement. Il lui semblait spécialement pénible, même au milieu de tant d'autres tristesses, que Madeleine eût remarqué cette bague et le forçât à se souvenir de celle qui l'avait portée avant lui.

— *Quand même!* répéta-t-elle avec des accens d'une douceur infinie, et comme, penché vers elle, il la dérobait aux regards, comme personne n'était à portée de les entendre, comme leurs regards venaient de se rencontrer et de se confondre : — Eh bien! lui dit-elle, je me sens heureuse, très heureuse... *quand même!*

. . . .

Wilmot, de retour chez lui, s'assit pour réfléchir à ce qu'il venait de dire et d'entendre. La fatigue, les émotions de la journée, l'avaient abattu. Mille confuses images passaient devant ses yeux éblouis. La pièce où il était semblait se remplir de fantômes. Allait-il donc fléchir, allait-il tomber malade? Oh! non, cela ne se pouvait... Plus tard à la bonne heure! la maladie, la mort, seraient les bienvenues; mais à présent, non, il fallait rester à son poste. Il sonna, se fit servir quelques alimens, et, quand il les eut pris, il sentit se rétablir en lui un certain équilibre. Sa voiture était commandée; il entendit du bruit dans le vestibule et pensa qu'il s'était oublié à réfléchir. Courant en sursaut à la porte de son cabinet : — Le brougham est là? demanda-t-il à son valet de chambre.

— Non, monsieur, répondit le domestique d'un air embarrassé.

— Quoi donc alors?

— Un message de Brook-Street, envoyé par le capitaine Kilsyth...

Wilmot fit un pas dans le vestibule et reconnut le valet de Ronald. Cet homme était pâle et semblait consterné. — Qu'y a-t-il donc, Martin? Parlez vite!

— Le capitaine m'envoie, monsieur, pour vous apprendre que mistress Caird est morte... Quelques minutes après votre départ,

monsieur... Elle a passé comme un pauvre agneau... Personne ne s'en est douté jusqu'au moment où la garde a voulu la soulever pour la porter au lit...

Parmi les personnes dont le cœur saignait à la pensée de cette fin précoce, triste dénoûment d'une existence qui aurait pu être si belle, nous ne compterons point M. Ramsay Caird. Il avait assisté presque impassible à la longue et pénible agonie de sa jeune femme. Interrogé par lui dès le début, Wilmot n'avait pas cru devoir lui cacher le danger qui menaçait Madeleine; mais M. Caird avait voulu, contre vent et marée, maintenir l'optimisme de ses vues, et, sur la foi des espérances qu'il s'obstinait à garder, ne changer que fort peu de chose à ses façons de vivre. — Je ne sers à rien, répétait-il volontiers avec une modestie méritoire; je suis plutôt un embarras autour de ce lit de malade. On n'y voit d'ailleurs que des mines refrognées; ni mon beau-père ni mon beau-frère, installés chez moi comme à demeure, ne se gênent pour dissimuler l'ennui que ma présence leur cause. Je n'en fais pas moins ma corvée quand il le faut absolument, mais, à parler franc, ceci ne m'amuse pas toujours. — Le fait est qu'on ne le voyait guère chez lui à partir de l'heure matinale où il venait, très régulièrement, très poliment, demander comment Madeleine avait passé la nuit. Dans le monde où son mariage l'avait introduit, il n'avait conservé que fort peu de relations. Tout au plus continuait-il à rencontrer les égards que la politesse commande chez ceux-là mêmes qui avaient paru disposés à se lier avec lui, et qui se pressaient aux premières réceptions du jeune ménage. Leur bienveillance, qui n'arrivait jusqu'à lui que par ricochet, n'avait pas survécu aux révélations indiscrètes de Tommy Toshington, et ils avaient trouvé fort impertinente la préférence si tôt accordée à la *Favorita* sur une des plus charmantes perles de l'écrin aristocratique. Donc Ramsay Caird, — être éminemment sociable, — avait dû chercher ailleurs ses relations habituelles, et il en était venu, faute de discernement et de délicats scrupules, à en choisir de nouvelles dans le cercle où se rencontrent les bannis de la bonne compagnie. Un certain nombre de ces déclassés l'avaient accepté dans leur groupe, et pour l'exploiter plus à leur aise étaient parvenus à lui donner le goût des délassemens équivoques et des hasardeuses spéculations du *turf*. Cette espèce d'affiliation avait été cachée dans le principe à tous ceux qu'elle pouvait alarmer et choquer; mais Ramsay Caird n'était point d'humeur à se contraindre longtemps, et tout le monde eut bientôt le secret de ses absences continuelles, de ses voyages à chaque instant renouvelés. La muette indignation de Kilsyth et de Ronald, les remontrances savamment ménagées de lady Muriel, ne purent le retenir sur cette pente glis-

sante, et il fut bientôt connu comme un des joueurs habituels du *betting-ring*.

Lady Muriel comprit alors pour la première fois de sa vie le néant de certaines fiertés. Par degrés insensibles, de complaisance en complaisance, de dissimulation en dissimulation, elle descendait, elle, la grande dame par excellence, au rôle le moins fait pour une femme comme il faut; confidente unique d'un viveur et de ses obscures escapades, elle avait à pallier les désordres d'une vie honteuse, à trouver, pour les torts qu'elle ne pouvait tout à fait cacher, des excuses mensongères. Le sentiment de la responsabilité qu'elle avait assumée en mariant Madeleine à Ramsay Caird, la crainte des reproches qu'elle avait encourus et qu'elle lisait dans les yeux de son mari, de son beau-fils, de tous les amis de la famille, l'avaient réduite à cette pénible et dégradante extrémité.

Un jour cependant la patience lui manqua. Ce fut lorsque son protégé vint lui déclarer que des courses importantes où il avait engagé des capitaux considérables le mettaient dans l'absolue nécessité de partir immédiatement pour Paris. Or l'état alarmant de Madeleine, bien connu de tous, donnait à ce voyage, qu'il n'était pas facile de motiver, un caractère d'odieuse et révoltante inopportunité. Lady Muriel, forcée dans les derniers retranchemens de sa patience et profitant de l'occasion pour décharger son âme ulcérée, fit cette fois entendre à son jeune cousin une philippique à laquelle rien n'avait préparé les oreilles de ce malheureux. Aussi le révolta-t-elle de prime abord, et lui fit-elle proclamer son indépendance en termes assez peu mesurés. Réflexion faite cependant, il se calma, reconnut une partie de ses torts, demanda pardon à sa noble cousine, et finit, promettant d'ailleurs que cette absence serait la dernière, par donner suite à son projet de départ.

L'avant-veille du jour où Madeleine devait quitter ce monde, son mari passait le détroit en fort joyeuse compagnie. Le jour même des funérailles, on aurait pu le voir aux courses de Chantilly,... et le soir, victime d'un vulgaire accident, on le rapportait presque mort à l'hôtel Meurice, où il succomba quelques heures plus tard. Dans sa gerbe mêlée, le trépas, ce terrible moissonneur, venait ainsi de recueillir en même temps un bel épi blond du blé le plus pur et une misérable tige de folle avoine.

La nouvelle de cette triste aventure, transmise à Londres par un des compagnons de voyage de Ramsay Caird, arriva le surlendemain des funérailles de Madeleine. La lettre, adressée à Kilsyth, ne fut ouverte qu'au bout de quelques jours par ce pauvre vieillard, devenu indifférent à tous les intérêts de la vie. A peine se renditil compte de ce qu'elle renfermait. Il fit appeler Ronald, qui le lui expliqua sans manifester ni la moindre surprise ni la moindre pitié.

— Pauvre Ramsay! s'écria machinalement le bon Kilsyth; mais l'instant d'après il en revint à sa lamentation habituelle : — *My poor Maddy!... my bonnie lass! my own childie!* — Chacune de ces plaintes allait au cœur de lady Muriel, et y ranimait l'impression cuisante d'un remords qu'elle n'avouera jamais.

Ils retournèrent peu après dans leur belle résidence des montagnes. Pour la première fois de sa vie, lady Muriel sentait fléchir son courage à l'idée de reparaître dans le monde. Ronald l'intimidait particulièrement, et d'ailleurs elle ressentait plus qu'elle ne s'y était attendue la perte de cette douce enfant, immolée par elle au souvenir de la promesse funèbre jadis obtenue par Stewart Caird.

Aujourd'hui tous ces personnages vivent encore. Kilsyth a repris en partie ses forces physiques, ramenées par l'air natal. Il a conservé ses habitudes viriles et chasse comme autrefois; mais ses *gillies* étonnés ne retrouvent plus en lui la verve entreprenante, le joyeux élan de ce *chieftain* qu'ils suivaient avec tant de plaisir et d'ardeur.

Selon le vœu de Madeleine mourante et malgré la différence de leurs caractères, Chudleigh Wilmot et Ronald Kilsyth se sont étroitement liés. Le premier a vu s'éteindre l'étoile qui le guidait. Il marche dans une espèce d'obscurité avec deux sentimens très distincts : une angoisse inexplicable qui semble le menacer de quelque désastre inconnu, puis la notion d'un vide que rien ne saurait combler. Quant au second, il est resté inflexible et austère dans le chemin du devoir. Son avancement a été rapide et doit le porter jeune encore aux premiers rangs de l'armée. Il s'occupe beaucoup, aidé en ceci par Wilmot, d'améliorer les conditions hygiéniques de la vie des camps. A cette noble préoccupation se rattache sans doute le voyage que ces deux amis firent en Algérie dans le courant de l'année dernière. Une femme jeune encore les accompagnait, et cette circonstance tout à fait exceptionnelle fournissait de temps en temps quelque glose indiscrète aux officiers d'état-major; mais en somme personne n'attachait la moindre importance à ces plaisanteries traditionnelles, et l'un de ces jeunes gens résumait exactement la pensée de tous quand il disait un jour en allumant sa cigarette : — Mistress Prendergast, à mon avis, c'est miss Nightingale, mais miss Nightingale réduite à ne soigner qu'*un* blessé. Le blessé, venant à guérir, l'épousera peut-être... Je serais pourtant bien étonné si le docteur Wilmot se mariait jamais.

E.-D. FORGUES.

L'AUTRICHE EN 1867

Depuis huit ans, la monarchie autrichienne a traversé deux crises redoutables. Au dire de ses adversaires, elle ne saurait survivre à la perte successive de ses positions en Italie et en Allemagne, comme au travail de décomposition intérieure qui se fait dans son sein. Il est vrai que la vieille Autriche, celle qui n'était « qu'une dynastie et une armée, » ne s'est pas remise des dernières secousses; mais nous sommes en face d'une Autriche rajeunie par des formes politiques mieux en harmonie avec l'esprit moderne. Cette Autriche ne peut plus être sérieusement menacée ni par l'Italie, à laquelle elle ferait au besoin le sacrifice de quelques districts voisins du lac de Garde, ni par l'Allemagne, tout entière aux luttes de sa constitution intérieure. Elle n'a d'autre ennemie qu'elle-même, que certaines passions qui s'acharnent à sa ruine pour le plus grand triomphe de la théorie des nationalités. Ce mot a donné lieu à tant de méprises lorsqu'il s'est agi de l'Autriche et de l'Orient, qu'il n'est pas inutile d'en préciser historiquement et philosophiquement le sens et la portée. A le prendre dans son acception véritable, il signifie le sentiment de solidarité qui porte certains groupes d'hommes à vouloir établir entre eux le lien étroit d'une existence politique commune. De tous les faits qui révèlent cette communauté d'intérêts vitaux, l'unité de langage est le plus apparent. On se figure sans peine le sentiment de révolte qui naît au cœur de l'homme, si, au nom d'une autorité quelconque, on veut le forcer à comprendre et à accepter une langue qui n'est pas la sienne. En usant de pareilles violences, un gouvernement sape sa propre base; il n'est plus accepté librement, et les insurrections éclatent par la force des choses. C'est là l'histoire des luttes de l'Italie contre la domination autrichienne;

mais ce lien intellectuel de la langue, qui a fait l'unité française, l'unité italienne, ne se rencontre pas partout. Il est l'indice le plus fréquent et non l'essence du principe de la nationalité. Un état peut, sans danger imminent pour sa tranquillité intérieure, renfermer des groupes de langues diverses. Si le gouvernement qui le dirige respecte depuis des siècles les aspirations des populations, si par la participation de tous il s'engage dans les voies du progrès social, cela suffit. Les liens nationaux sont étroitement formés, les velléités sécessionistes ne sont plus à redouter.

Dans toute l'Europe occidentale, le progrès des mœurs et des lois a effacé ce qui pouvait subsister des conflits de race proprement dits. Si l'on excepte un petit nombre de points contestés, tels que le Slesvig, le Luxembourg et le Tyrol italien, il semble que nous soyons arrivés à entrevoir les limites et les extensions possibles des états de l'Occident. C'est que le classement des races est fait pour l'Allemagne, pour la Scandinavie, pour la France, pour l'Italie et pour l'Espagne. Il n'en est plus de même des états de l'Europe orientale. Ce ne sont plus des questions de point d'honneur national qui s'y agitent. En Autriche comme dans l'empire ottoman, les instincts de race dominent trop souvent les combinaisons politiques, et on les confond avec la nationalité. C'est uniquement sur le principe de la communauté de race qu'est fondé le panslavisme et que s'appuient les Russes pour chercher à fonder leur domination sur les autres peuples slaves et à se créer une clientèle aux dépens de l'Autriche et de la Turquie. Faut-il y voir l'essor naturel d'un peuple civilisé étendant sa sphère d'action en vertu d'une communauté de mœurs, de langage et d'intérêts volontairement acceptée par ses voisins? En aucune façon. La première application du panslavisme a été faite à la Pologne pour la rayer du nombre des nations. Ce sanglant exemple nous en dit assez, et aucun esprit éclairé ne peut accepter l'abus menteur que fait la Russie du mot de nationalité.

L'Autriche, qui compte dix-sept millions de sujets slaves, doit être la première à combattre cette propagande de race qui constitue un danger pour l'équilibre européen. Elle n'y peut réussir qu'en s'occupant de l'éducation des peuples slaves, en les éclairant sur leurs véritables intérêts, en les amenant à comprendre qu'ils doivent s'unir aux Allemands et aux Magyars, même au prix de quelques froissemens d'amour-propre, plutôt que de subir la domination ou tout au moins la prépondérance de la Russie. Déjà cette alliance entre des élémens divers de race et de langage commence à se faire pour le royaume de Hongrie. De la Save aux Karpathes, on compte sept langues différentes; mais, en dépit des pas-

sions et des haines imprudemment excitées il y a vingt ans, toute cette contrée ne forme qu'une seule nation créée et soutenue par le puissant esprit politique de la race magyare, ayant derrière elle de glorieuses traditions historiques, le berceau et le centre de la seule civilisation florissante au sud-est de l'Europe. A chaque crise de son histoire, après la réaction joséphiste comme après celle de 1850, la Hongrie se relève plus fière et plus unie. Il est visible que cette nation se constitue en dehors de toute idée d'identité de race, exemple frappant qui nous montre que, même peuplés de races différentes, certains pays peuvent former une unité nationale. Jamais il ne suffira de prendre une carte ethnographique pour fixer le sort des peuples à la satisfaction universelle, et ce qu'on nomme une nationalité n'existera point par le seul fait d'affinités physiologiques et d'identités grammaticales. Elle ne s'arrêtera non plus ni à la rive d'un fleuve ni au versant d'une montagne. Aucun de ces élémens n'est à lui seul le signe de la nationalité. Il les faut combiner avec l'étude du caractère propre de chaque civilisation. Ce mot si vague au premier abord se saisit mieux lorsqu'on étudie le passé des peuples et les tendances naturelles de leur politique; on arrive ainsi à lui trouver un sens profond. C'est comme un cri qui s'élance de la conscience des citoyens, c'est la personne même d'un groupe quelconque de populations, être moral et collectif doué d'une âme particulière; c'est l'idée de patrie dans l'acception la plus large et la plus noble, une patrie qui se forme par l'affection commune de ses enfans, par le besoin de s'unir ou de rester unis, une patrie indépendante désormais des accidens politiques, qui embrassera dans notre France une Alsace allemande par les mœurs et l'origine, mais rattachée à nous par deux siècles de bon gouvernement, une patrie telle que la comprenaient les Italiens quand ils revendiquaient la Vénétie, une patrie telle que se la sont faite les Suisses, ne distinguant pas ceux d'entre eux qui parlent l'allemand, le français ou l'italien, une patrie telle que l'a voulue l'Allemagne en se groupant autour de la Prusse pour montrer sa force dans son unité.

Cette idée de nationalité, qui a transformé l'Europe occidentale, a acquis toute sa puissance d'expansion au fur et à mesure de la diffusion des doctrines du XVIIIe siècle et de la révolution française sur l'égalité de droits pour tous les hommes et sur la souveraineté populaire. Ce sera la gloire de la France de l'avoir appliquée sur son sol et répandue dans le monde. Peu importe que l'unité de l'Italie ou l'unité de l'Allemagne en soit la conséquence, aucun peuple n'avait le droit de l'empêcher. Nous nous refusons à croire qu'une idée si saine, si conforme aux tendances de l'esprit humain,

soit le principe destiné à bouleverser l'Europe. Telle que nous la comprenons, telle que la comprennent les Allemands et les Magyars, c'est-à-dire soigneusement distinguée de l'idée de race, elle ne nous paraît pas une menace pour l'Autriche. Le travail qui se fait chez elle en effet n'est pas celui de nationalités demandant à prendre un rang à part dans la famille des états européens, c'est celui de races ayant vécu dans un isolement prolongé sans se mêler les unes aux autres, cherchant aujourd'hui à se grouper pour arriver à une organisation collective, — l'état autrichien, — et jetées seulement dans d'autres voies par une série de fautes et de malheurs, mine inépuisable de griefs contre l'ancienne monarchie des Habsbourg. Chacun des pays qui la composent revendique séparément une mesure plus ou moins large d'autonomie; mais tous, Hongrie ou Croatie, Illyrie ou Bohême, aperçoivent la nécessité d'un lien commun, d'une fédération comme celle qu'un hasard providentiel a préparée entre eux. Relier ces peuples échus à la domination autrichienne dans des situations très diverses, combattre des menées étrangères incessantes, détourner cette triste passion dont s'est éprise une portion des Slaves pour l'idée de race au point d'oublier l'idée de patrie, obtenir de ces populations, aigries par des années de mauvais gouvernement, surchargées d'impôts, découragées par de continuels revers, l'effort nécessaire pour maintenir entre elles cette communauté politique où elles entrevoient, mais vaguement encore, leur salut, c'est là sans doute une tâche difficile au milieu du mouvement et des impatiences de l'esprit moderne. Du moins, pour se guider dans la marche à suivre, les amis de l'Autriche ont les expériences d'un passé récent, et ces expériences sont comprises par les hommes que l'empereur François-Joseph a récemment appelés dans ses conseils.

I.

Un écrivain qui avait vu de près les faits qu'il racontait a dit dans la *Revue* les causes de la crise de 1848. L'état autrichien semblait alors se soutenir par un prodige d'équilibre. Il ne supprimait pas les haines de race, il les encourageait soit par calcul, soit par inhabileté, et au fond on n'avait guère d'autre système que celui de perpétuer la division dans l'empire; on n'y voulait qu'une unité, celle de la dynastie et de l'armée.

Tandis que les conseillers de l'empereur Ferdinand, surpris par le contre-coup de la révolution de Paris en 1848, entretenaient l'irritation chez les Slaves du sud, encourageaient le patriotisme ardent de Jellachich et de Stratimirovic, les chefs populaires des

Croates et des Serbes, tandis qu'ils affectaient le dédain le plus absolu pour les prétentions des Magyars à l'égard des autres races, le faible empereur, pris de panique, donnait sa sanction solennelle aux lois de la diète de Presbourg en mars 1848. Ces lois, votées coup sur coup sur les instances du parti radical conduit par Kossuth, marquaient encore davantage l'isolement entre la Hongrie et les autres pays de l'empire, dépourvus à cette époque d'institutions représentatives. Elles introduisaient dans la monarchie un germe de désagrégation profonde en donnant au palatin ou vice-roi, lorsque le souverain était empêché de résider dans le royaume, tous les pouvoirs jusqu'à celui de sanctionner les lois votées par la diète et de disposer des troupes laissées en Hongrie. En outre, par suite de la précipitation qu'on avait apportée aux réformes, on avait laissé aux comitats, ou assemblées électives de canton, le droit de se refuser à l'exécution des actes du pouvoir central, si bien qu'une fraction de la nation pouvait arrêter et annuler de fait les décisions prises par un ministère responsable vis-à-vis de la nation tout entière. Enfin on statuait que la grande principauté de Transylvanie serait incorporée purement et simplement au territoire hongrois sans égard pour son autonomie et son droit spécial; on tenait la Croatie pour assimilée politiquement au royaume proprement dit, et on humiliait la diète d'Agram en restreignant ses attributions au point que les Croates pouvaient se persuader aisément qu'on voulait les traiter comme un peuple conquis. Par une réaction naturelle, les autres races, les Allemands et les Slaves, mettaient en avant des prétentions tout aussi violentes, et formulaient des programmes très peu conciliables avec les exigences des Magyars. Les conseillers de l'empereur Ferdinand, surpris par ce mouvement des races, où ils n'avaient vu d'abord qu'un jeu peu dangereux, passaient tour à tour de concessions excessives à l'égard de la Hongrie à des complaisances pour le parti unitaire allemand. Après avoir laissé faire les élections pour le parlement de Francfort, ils se ravisaient et se prenaient d'enthousiasme pour les doctrines des conservateurs slaves. Il devint bientôt évident qu'on ne sortirait de ce désarroi que par la force, et presque coup sur coup l'armée autrichienne réprima les Slaves trop ardens de Prague, combattit les révolutionnaires allemands à Francfort et à Vienne, et entama la lutte contre les Magyars révoltés, sans parler des campagnes de Radetzky.

Le prince Félix Schwarzenberg et M. de Bach réussirent à ramener la soumission apparente de tous ces peuples, et l'empereur François-Joseph, appelé si jeune au périlleux honneur de régner sur l'Autriche, put pendant les premières années se faire illusion

sur le système militaire et absolutiste auquel il devait ses premiers succès de gouvernement. Victorieux à l'intérieur, il se crut assez fort pour étendre ses triomphes, et il appliqua tous les soins de sa politique à reprendre la domination en Italie et la prépondérance en Allemagne, sans s'inquiéter de savoir si telles eussent été les aspirations de ses peuples, éclairés et librement consultés. Comme on ne tentait aucun effort pour rapprocher les Allemands, les Slaves et les Magyars, tous les hommes capables de prendre part aux affaires publiques s'habituèrent à considérer l'idée même de l'unité monarchique autrichienne comme personnifiée par une bureaucratie détestée, appliquant arbitrairement des taxes énormes et usant des produits d'impôts considérables pour servir une politique d'équilibre européen inaccessible à l'intelligence des masses. Ce n'est pas à dire que le ministère Bach-Schwarzenberg ait été entièrement stérile. En traçant l'histoire de l'Autriche de 1850 à 1859, on trouverait beaucoup de lois d'économie sociale qui lui font honneur; mais ces lois n'entraient pas dans les habitudes du pays. On ne prenait pas la peine de dissiper les préventions qu'elles soulevaient, et, quand elles étaient bonnes, elles étaient encore très généralement condamnées à cause du refus que l'on faisait d'en expliquer les mérites. C'est que les meilleures lois ont besoin de se faire au grand jour. Il faut qu'elles soient discutées et comprises par ceux qui les appliquent et ceux auxquels elles sont appliquées.

Aussi au bout de ce sommeil de dix années, lorsque la parole fut rendue à toutes ces races naguère encore armées les unes contre les autres, elles demandèrent compte des illusions qu'on avait si imprudemment exaltées en faisant appel à leur concours pour réprimer les Magyars et les Italiens, et elles se redressèrent avec le souvenir de tous les griefs et de toutes les passions de l'année 1848, grossi des mécontentemens accumulés pendant la période de régime absolu qu'on venait de traverser. Allemands, Roumains, Polonais, Ruthènes et Serbes de la monarchie autrichienne ont tous des co-religionnaires, si je puis employer cette expression, hors des limites de l'empire. On pouvait craindre en 1859 que la majorité de ces groupes ne voulût se détacher, et nombre de publicistes lançaient déjà les prédictions les plus sinistres. Une force les retint. On se demanda qui pourrait succéder à l'état autrichien, et tout homme sincère répondit que, pour lui comme pour le voisin, aucune combinaison ne valait encore celle-là.

Nous n'essaierons pas de retracer ici avec détails l'histoire de l'Autriche depuis le diplôme d'octobre 1860 et la patente de février 1861 jusqu'au couronnement de François-Joseph comme roi de Hongrie. Ce sont six années de tâtonnemens pendant lesquelles on a eu le

tort de laisser des pays entiers de la monarchie dans un doute irritant sur la sincérité des intentions libérales du souverain. On a passé tout ce temps sans arrêter la conduite qu'on tiendrait à l'égard de la Hongrie. On songea d'abord à négocier avec elle, et M. Deák expliqua la situation de ce royaume au point de vue du droit public dans les deux adresses de 1861. Le cabinet autrichien les fit rejeter, trouvant qu'on compromettrait l'unité de l'empire en reconnaissant la validité de toutes les lois sanctionnées en 1848 par l'empereur Ferdinand, et il s'efforça de persuader aux autres peuples de la monarchie que l'Autriche devait chercher son appui dans la confédération germanique et établir à Vienne le centre unique de son action politique. Obligé de renoncer à faire accepter sa constitution centraliste aux Magyars, M. de Schmerling pensa trouver un appui dans le *reichsrath* restreint, assemblée qu'il destinait d'abord à former l'unité administrative de l'empire, moins la Hongrie. Il aurait voulu représenter au monde la Hongrie comme rebelle à la majorité des peuples autrichiens, sacrifiant le véritable intérêt de la monarchie à des traditions constitutionnelles surannées. Au fond, M. de Schmerling estimait que ce pays ne pourrait se passer à la longue du régime parlementaire tel qu'il le lui proposait, et qu'il l'accepterait pour se débarrasser de l'occupation militaire, n'importe à quelles conditions. L'auteur de la première constitution autrichienne, caractère timide et guindé, peu aimé de l'entourage de l'empereur, n'était propre à inspirer confiance à personne, pas même à ceux qui partageaient ses vues. Il n'avait pas le tempérament qui convient pour le grand air des discussions publiques. Lorsque l'empereur se fut convaincu que ce n'était point l'homme à lui gagner le cœur des Magyars, il le congédia, et personne ne sembla regretter sa chute. Il eut pour successeur le comte Belcredi, un ancien gouverneur de Bohême qui avait su assez habilement se maintenir au milieu des animosités nationales des deux races de ce pays. Ce ministre et ses collègues signèrent la patente du 20 septembre 1865 et suspendirent l'action du *reichsrath* sous prétexte que les tendances ultra-allemandes de cette assemblée rendaient toute réconciliation impossible entre les peuples de la monarchie. On a dit que le programme de ce cabinet était celui des chefs slaves de Prague et d'Agram, et qu'il voulait une Autriche fédérative dont tous les pays et royaumes eussent été dotés de la même autonomie. En réalité, le ministère Belcredi n'a rien voulu, partant rien accompli. Dans sa courte durée, il n'a vécu que d'expédiens, un jour encourageant les Tchèques de Prague dans leurs manifestations slavistes et leur parlant de faire couronner François-Joseph de cette vieille couronne de saint Wenceslas où ils veulent voir le palladium de leurs libertés, un autre

jour entamant des pourparlers avec les *leaders* de la majorité à Pesth sans savoir quelle suite il donnerait à ses premières démarches et s'il conseillerait l'acceptation de la constitution hongroise de 1848. Après avoir assoupi l'esprit public, il accepta la guerre avec la Prusse et la lutte sur le terrain allemand comme une dérivation à ses soucis de politique intérieure, persuadé qu'une victoire sur les Prussiens rendrait au gouvernement la force et le prestige qu'il avait presque totalement perdus depuis l'échec de Solferino. Incertain de ce qu'il ferait à l'égard de la Vénétie, il a mieux aimé risquer les chances de battre les Italiens que de se donner vis-à-vis de l'Europe, qui le conviait à prendre part à un congrès, le bénéfice moral d'une situation nette et d'un respect sérieux pour la volonté de populations impossibles à conserver à la domination autrichienne. Au travers des incidens graves qui ont précédé la guerre, les trois comtes, ainsi nommait-on MM. de Mensdorff, Esterhazy et Belcredi, n'ont pas prononcé une parole qui pût enflammer l'Allemagne, si peu façonnée encore aux allures despotiques de M. de Bismark. Ils ont pensé qu'ils sauveraient l'empire en négociant habilement certains arrangemens secrets dont l'histoire n'a pas encore le dernier mot. A ce jeu, l'Autriche a dépensé 600 millions de francs, et elle a cessé de faire partie de la confédération germanique, accablée de lassitude au bout d'un mois de campagne, hors d'état de se relever militairement de sa défaite par un effort vigoureux contre les envahisseurs. Quelle autre situation n'eût-elle pas eue, si la Hongrie, sincèrement rattachée, avait envoyé sur le théâtre des hostilités ses bandes héroïques de volontaires, si l'Allemagne avait pu entendre une voix venant du Danube lui formuler avec l'esprit libéral de notre époque un programme de reconstitution ! Tout cela a manqué, et à l'arrivée de M. de Beust aux affaires bien des gens croyaient l'Autriche à la veille d'une catastrophe décisive.

L'empereur François-Joseph, élevé à l'école de l'adversité, ne s'est pas mépris sur l'étendue du péril. Il s'est dit que le temps était fait des doctrines d'absolutisme et de centralisation qui lui avaient été prêchées par tout son entourage, et il se choisit un ministre en dehors de la coterie du palais. M. de Beust, nature énergique et laborieuse, avait trop longtemps étouffé dans un cadre trop étroit pour son activité; il montra alors la mesure de sa valeur comme homme d'état. Appelé au portefeuille des affaires étrangères après la paix de Prague, il se donna trois mois pour étudier la situation, et au bout de ce temps il avait fait partager ses vues à son souverain, qui n'a cessé depuis lors de le soutenir contre toutes les influences hostiles. M. de Beust n'eut pas d'autre politique que de courir au plus pressé. « Nous n'avons pas le choix

des moyens, dit-il au *reichsrath.* Il s'agit de franchir des montagnes avec une voiture incommode et lourdement chargée. Un seul sentier est praticable; il faut nous y engager avec le char de l'état et le pousser hors des ornières que nous pourrons y trouver. Demandons le concours de tous ceux qui sont intéressés à le faire avancer. Lorsque le plus grand nombre aura poussé à la roue d'une façon intelligente, on marchera et on arrivera. »

Le programme du chancelier de l'empire d'Autriche peut se formuler ainsi : respecter la constitution élaborée par M. de Schmerling, mais seulement dans les pays qui avant 1860 n'avaient pas eu de droit public propre, rétablir au-delà de la Leitha la constitution hongroise et amener entre ces deux grands groupes, désormais distincts, une conciliation sur tous les objets d'intérêt commun. M. de Beust le déclara hautement la première fois qu'il prit la parole dans le *reichsrath.* « Je n'ai pas tardé à reconnaître, dit-il, que l'empire d'Autriche ne pouvait reprendre sa place dans le monde que si l'on obtenait le bon accord entre les pays qui le composent. Il nous faut la Hongrie satisfaite et le reste de l'empire satisfait par le rétablissement d'un régime constitutionnel et libéral assis sur des bases solides. » Et ailleurs, s'emparant de la trop célèbre formule qu'employait M. de Schmerling pour répondre aux revendications constitutionnelles de la Hongrie, « n'allons plus dire que nous pouvons attendre, s'écrie-t-il : la vie des nations de l'Europe, leurs transformations, ne s'arrêtent jamais. A nous de veiller à ce que cette grande question des nationalités qui met l'Europe en émoi se résolve sans entraîner pour nous de nouveaux périls. Que tous ceux qui veulent la force de l'Autriche s'unissent pour vouloir la conciliation, et l'Europe saura gré à l'Autriche d'avoir détourné les périls que contient le mot de nationalité. »

M. de Beust n'était pas homme à s'attarder à la recherche d'une constitution de pure théorie. Il disait familièrement que c'eût été agir en homme qui construirait un vaste et bel édifice sans vouloir se préoccuper des besoins de ceux qu'il aurait à y loger. Ici le premier besoin était un rapprochement avec la Hongrie, dont l'attitude presque hostile avait paralysé tous les efforts des prédécesseurs de M. de Beust. Il fallait que l'empereur François-Joseph fût franchement et irrévocablement reconnu par tous comme légitime souverain de ses 10 millions de sujets hongrois. La conquête de 1849 était un titre sans valeur. Nation indépendante et fière, la Hongrie était en 1866 ce qu'elle avait été en 1723, lorsque sa diète élaborait la pragmatique sanction. Elle consentait à s'allier aux destinées de la monarchie autrichienne, mais à la condition de conserver ses institutions libérales, les plus vieilles institutions libérales du con-

tinent européen. Hospitaliers et bienveillans, réservés et simples avec une gravité orientale qui trahit l'orgueil de leur origine, passionnés pour la chose publique, disposés à appliquer toutes les conquêtes de l'esprit moderne à la seule condition que la supériorité de leur race ne sera point méconnue, les Magyars se présentent cette fois encore tels que M. Desprez les dépeignait dans la *Revue* en 1848, armés d'une inflexible ténacité. « La nation a eu des fortunes diverses, disait Deák, mais elle n'a jamais abandonné son droit. Le jour où nous abandonnerions nos institutions historiques solennellement consacrées pour accepter les bénéfices d'une charte octroyée, nous nous mettrions à la merci du souverain. » C'est ainsi que malgré leur petit nombre, en dépit de l'insuffisance de leurs ressources matérielles, privés de frontières naturelles et ne pouvant faire fonds sur l'appui sérieux d'aucun voisin, les Magyars ont su maintenir intact le principe tutélaire de leurs libertés. Ils ont subi le pouvoir absolu lorsqu'ils n'étaient pas assez forts pour le renverser; jamais de leur sein il ne s'est élevé une voix pour le reconnaître. Cette ténacité inflexible est pour eux un principe qu'ils nomment la « continuité de droit, » et ils le font remonter à la pragmatique sanction de 1713, pacte unique en vérité dans l'histoire des nations avant 1789, lentement élaboré par eux avant d'être scellé avec la maison de Habsbourg. L'homme des Magyars, c'est Deák. Dès 1847, encore bien jeune, il comptait au premier rang parmi les citoyens les plus éminens de la Hongrie; calme et impartial dans ses idées, plein de chaleur et d'entraînement dans l'expression de ses convictions, il était déjà, il y a vingt ans, le seul homme capable d'amener à une conclusion pratique les débats parlementaires les plus vifs. A la fin d'une séance orageuse, d'instinct tous les regards de ses amis et de ses adversaires se tournent vers lui. Il se lève alors, il parle, et le plus souvent, lorsqu'il conclut, chacun croit retrouver l'expression de sa propre opinion dans ce qu'il propose. Cet esprit de conduite, ce don suprême de la dialectique parlementaire, font de toute sa personne morale une sorte d'abstraction où se résume la nation tout entière.

M. de Beust fut frappé de sa première entrevue avec Deák. Il comprit qu'il n'y avait rien à espérer de la Hongrie, si l'on n'acceptait pas les termes de l'arrangement que Deák proposait. Ses entretiens avec Andrassy, Eotvös, Gorove Horvath, ayant fortifié en lui cette impression, son opinion fut formée irrévocablement. Il promit au nom de l'empereur le rétablissement de la constitution hongroise et la nomination de ministres spéciaux du royaume de saint Étienne, sous la seule condition que la diète voterait avant le couronnement une loi sur les affaires communes à la Hongrie et aux

autres pays de la monarchie. Convaincus que tout l'avenir de leur patrie était dans une alliance intime avec l'Autriche, les députés *deákistes* s'engagèrent à faire partager cette conviction à la diète. Cette grave discussion, de l'issue de laquelle dépendait le rapprochement entre la race magyare et la race allemande, fournit à M. Deák l'occasion de prononcer un discours magistral, vaste coup d'œil jeté sur les vingt dernières années de l'histoire du pays, commentaire éloquent et précis de l'accord intervenu avec l'Autriche. M. Deák commence en rappelant que la Hongrie est restée une des dernières contrées imprégnées de l'esprit féodal. Elle a eu à accomplir presque en même temps une réforme sociale et politique.

« Aurions-nous mérité de compter parmi les nations de l'Europe, dit-il, si en 1848 nous n'avions pas développé notre constitution? Notre existence internationale indépendante aurait disparu, et l'Europe, entraînée par le grand courant démocratique des idées modernes, se serait à peine aperçue de la catastrophe. En 1848, nous avons eu une tâche immense devant nous. Des questions de l'ordre le plus grave se sont élevées, qui toutes réclamaient une prompte solution; mais à une époque aussi tourmentée on ne pouvait que jeter les fondemens de la réforme sociale, et dans la séance du 18 mars la diète de Presbourg dut déclarer que l'état troublé des affaires ne permettrait pas d'élaborer avec détail et complétement les lois qui devaient donner aux populations la somme de prospérité morale et matérielle qui leur était promise. On fit donc des lois provisoires en même temps qu'on prenait les mesures nécessaires pour sauvegarder l'indépendance du royaume, gravement menacée. Je ne reviendrai pas sur l'issue de nos luttes malheureuses, je constate seulement que l'épreuve de douze ans de gouvernement absolu a fait voir la vitalité de la constitution hongroise et de l'esprit public en Hongrie. Un jour est venu où notre souverain a reconnu de lui-même qu'il fallait gouverner notre pays selon la constitution. Par malheur, on a débuté par une faute. Dans nos deux premières adresses de 1861, nous nous sommes plaints de ce que le diplôme d'octobre et la patente de février méconnaissaient les droits que nous avons en vertu de la pragmatique sanction, et nous avons rétabli la situation que cet acte avait faite à notre pays au point de vue du droit public. A Vienne, on a refusé de nous écouter, on a soutenu (c'était la doctrine de presque tous les Allemands de la monarchie) que le fait de l'insurrection de 1848 emportait la déchéance de nos droits, et à la fin de 1861 le pouvoir absolu était rétabli de fait depuis la Leitha jusqu'aux Karpathes. Nous avions trois conduites à tenir : nous insurger, attendre dans le silence des événemens que nous n'aurions pu diriger, enfin affirmer à chaque occasion notre bon droit pour essayer de convaincre notre souverain, et ramener à nous l'opinion publique

dans le reste de la monarchie. Une révolution est un acte de désespoir qui entraîne des maux violens; nous n'en avons pas voulu. Attendre dans le silence notre salut d'événemens impossibles à prévoir, c'eût été compromettre pour une période de temps indéterminée les intérêts auxquels la nation magyare est chargée de veiller. Nous avons préféré nous arrêter au dernier parti. Chaque fois que l'occasion s'en est présentée, nous avons prouvé clairement à notre souverain la justice de notre cause. Aujourd'hui il s'agit de lui montrer que le rétablissement de la constitution hongroise ne saurait être un péril pour l'existence de la monarchie autrichienne. C'est à cet effet que notre diète a nommé une commission de soixante-sept membres qui vous propose un projet de loi sur les affaires communes entre ce pays et le reste de l'empire. Ce projet, nous ne vous le donnons pas pour une œuvre parfaite, nous vous le donnons pour une œuvre que nous croyons appropriée aux circonstances où nous nous trouvons. Je comprends et j'apprécie le sentiment qui anime quelques-uns de mes collègues lorsqu'ils soutiennent que notre conduite n'est pas conforme à la constitution. Une constitution est pour une nation un dépôt sacré, et nous avons reçu mandat d'en être les gardiens jaloux; mais j'ai à cela une courte réponse. Nous ne vivons pas et nous n'avons jamais vécu ayant des intérêts complétement séparés de ceux de l'Autriche. Quand le pays a reconnu à la branche féminine des Habsbourg le droit de monter sur le trône des fils d'Arpad, la pragmatique sanction a dit que les deux groupes seraient indissolublement unis, et n'a-t-il pas fallu que les deux pays contractassent mutuellement l'engagement de s'armer pour leur commune défense? A toute époque, les états de Hongrie ont respecté cet engagement. En 1809, quand Napoléon Ier proclame qu'il vient faire la guerre non pas aux Magyars, mais à l'Autriche, toute la nation se lève pour défendre la Hongrie et l'Autriche : même en 1848 on voit Kossuth déclarer à la diète de Pesth, après Batthyanyi et Eotvös, qu'il faut se conformer à l'esprit de la pragmatique sanction et mettre à la disposition de sa majesté toutes les forces nécessaires pour résister aux ennemis extérieurs, et les régimens magyars demeurèrent fidèles en Lombardie au drapeau de l'empire malgré les sympathies que nous éprouvions pour la cause italienne. Au temps actuel, où quelques heures à peine s'écoulent entre la déclaration de guerre et le début des hostilités, où la concentration de deux cent mille combattans est l'affaire d'une semaine, il est nécessaire que les troupes du royaume de Hongrie soient unies à celles des pays de l'ouest pour être prêtes à l'instant voulu à défendre l'empire. Voilà le motif qui nous a fait insérer au projet l'article XII, portant que notre roi, comme chef du pouvoir exécutif, aura le commandement et la libre disposition de l'armée. »

Les orateurs de la gauche reprochaient au projet sur les affaires communes d'exiger le sacrifice des droits de la Hongrie comme état indépendant. Ils voulaient bien reconnaître des affaires communes, mais par défiance de l'Autriche ils voulaient laisser les deux groupes sans point de contact. C'était aliéner l'indépendance du pays et les droits de la diète, avait dit M. Tisza, que de confier aux délégations le soin de se prononcer sur la direction générale des relations extérieures et sur le budget de la guerre. A cela, M. Deák répond qu'une bonne politique étrangère est au pied de la lettre la meilleure défense d'un grand empire comme celui où règne François-Joseph. Il ne peut y avoir deux politiques, l'une pour les pays hongrois, l'autre pour les pays non hongrois. « Jadis la nation ne pouvait exprimer son sentiment en ces matières que tous les dix ans au plus, lorsque le roi venait demander des recrues à la diète. La loi que nous proposons a pour conséquence le développement du principe de contrôle contenu dans notre constitution, et désormais chaque année les délégués de la diète hongroise pourront se faire rendre compte de tout ce qui a trait aux affaires politiques de l'empire. » M. Deák saisit là un des signes de notre époque, qui réclame la permanence dans le contrôle des actes du pouvoir et le vote annuel de l'impôt. Cette permanence ne figurait pas dans le texte des lois anciennes, qu'invoquent sans cesse les Magyars. Les diètes étaient consultées comme l'étaient les états-généraux de France au XIV[e] siècle, lorsque le souverain avait à leur demander des levées ou des subsides. De ce privilége presque aussi précaire que l'étaient ceux de la Bohême, de la Haute-Autriche ou de la Styrie, les Magyars, par une persévérance sans exemple, ont fait un droit constitutionnel régulier. C'est bien là le vrai triomphe de la sagacité politique. Les ultra-Magyars de l'école de Kossuth n'ont pas compris que ce triomphe n'était durable que si l'on avait l'art de le faire accepter et si l'on ne s'en faisait pas une arme contre le principe essentiel de l'union avec les peuples voisins, et la gauche se récriait sur ce que les délégations allaient entrer en contact avec les Allemands de l'Autriche, qu'elle persiste à considérer comme des ennemis de l'indépendance hongroise. On aurait pu dire à ceux qui présentaient ces objections qu'ils se trompaient de date, et qu'ils se méprenaient sur les tendances de leurs voisins. D'ailleurs, comme le leur fit observer M. Deák, ces délégations des deux parties de l'empire n'ont rien de commun avec le *reichsrath* de M. de Schmerling, où les Magyars seraient nécessairement restés dans la minorité. Elles n'auront à délibérer que sur des objets où l'intérêt est évidemment le même pour la Hongrie et pour les autres peuples de la monarchie. En outre elles fonctionnent séparément, leurs pouvoirs

ne durent qu'une année. La non-réélection de délégués qui auraient consenti une quote-part d'impôts trop élevée constitue la véritable sanction du droit qu'a la nation d'intervenir dans le vote des impôts. « Au fond, pour un intérêt aussi sérieux que celui de la défense et même de l'indépendance du pays, en quoi importe-t-il, continue M. Deák, que la dépense soit votée par la diète tout entière ou seulement par quinze membres qu'elle aura commis à cette tâche, et d'ailleurs la diète elle-même n'a-t-elle pas le dernier mot, puisqu'elle sanctionne la décision de ses délégués et vote l'impôt applicable au paiement de ces dépenses? » Loin de trouver que le compromis soit un danger pour l'indépendance hongroise, ne faudrait-il pas se demander au contraire si les pouvoirs constitutionnels ne sont point investis là d'une prérogative dangereuse pour l'unité de la monarchie? Un vote hostile peut arrêter le service de toutes les dépenses contractées pour affaires communes, celui de la dette par exemple. Heureusement la confiance que les Magyars témoignent aux peuples de l'occident de la monarchie est assez entière pour permettre d'adopter ce système. M. Deák n'avait pas à justifier devant ses compatriotes les principes dualistes, car personne en Hongrie ne se préoccupait des inconvéniens qu'ils pourraient avoir dans l'application. Il ne revenait constamment à la charge que pour démontrer la nécessité d'envoyer des délégués à Vienne.

« Aujourd'hui, par le nouveau diplôme royal, dit-il, notre droit devient clair et positif. Nous voterons le contingent militaire, l'emploi du revenu public, le système d'impôts, et la sanction de chacun de nos votes sera dans la responsabilité des ministres qui gouverneront le pays. Quand les délégations se réuniront, nous y serons placés sur le pied de la parité absolue vis-à-vis de l'Autriche. Dès lors, comment dire que nous dépendrons pour un seul de nos intérêts de tel ou tel vote de personnes étrangères à la Hongrie? En acceptant la loi sur les affaires communes, vous contractez une alliance d'égal à égal comme celles que concluent souvent deux états, et il ne m'est pas possible de discerner l'inconvénient qu'il pourrait y avoir à développer le principe d'une libre entente entre l'Autriche et nous, lorsque de part et d'autre nous trouverons intérêt à ce rapprochement. Le principe d'une action commune entre la diète hongroise et les représentans des autres pays de la monarchie, limité comme il l'est aujourd'hui par le projet des soixante-sept, est dans ma conviction intime la solution vraie de la question de nos rapports avec l'Autriche. »

Reste la plus grosse objection de la gauche. « Pourquoi, disaient MM. Ghiczy et Tisza, associer davantage le sort de la Hongrie à celui d'une monarchie menacée de dissolution?

« Comment n'êtes-vous pas rassurés, répondait M. Deák, par cette pensée que l'Europe reconnaît l'empire d'Autriche comme une partie essentielle de son système politique? Pour ma part, ma raison se refuse à croire à la chute de cet empire lorsque je vois le monarque qui le dirige chercher le plus ferme appui de son trône dans la liberté constitutionnelle et dans la confiance de ses peuples. D'ailleurs est-ce affaire à la politique de négliger le présent et de s'attacher à des éventualités douteuses? Je crois que la chute de la monarchie autrichienne serait une catastrophe pour la Hongrie; mais, si elle doit venir, je voudrais du moins que notre organisation intérieure comme état fût assez vigoureuse pour que nous puissions être le centre d'une nouvelle formation politique. Tout en ayant le sentiment de la force et de la vitalité de la race magyare, la raison politique nous commande de reconnaître qu'à nous seuls nous ne pourrons jamais former un état indépendant isolé du reste de l'Europe. Que serait une Hongrie sans alliés sûrs, pressée entre le colosse russe et le futur et très puissant empire d'Allemagne? Il faudra toujours que nous prenions place dans une confédération d'états, de sorte que, quoi qu'il arrive, nous serons toujours obligés d'avoir des affaires communes avec d'autres groupes politiques, et personne ne pourra soutenir que nous seuls pourrons traiter de ces affaires communes, et qu'on pourra arriver à s'entendre sans nommer de part et d'autre des délégués. »

Il n'est pas de pays où les orateurs de la gauche ne fassent appel au sentiment public, et dans les grands débats du parlement hongrois ils ne manquèrent pas à cette tactique. M. Deák ne nia point l'irrésistible puissance de l'opinion, mais il ajouta :

« J'ai assez vieilli dans les affaires pour apprendre combien il est difficile de distinguer la véritable opinion publique. Prenons garde de nous tenir trop étroitement à l'opinion de ceux que nous voyons autour de nous. Réfléchissons que le peuple qui nous a envoyés ici pour trancher les questions constitutionnelles a voulu que nous lui indiquions la voie, et non pas que nous allions en chaque circonstance chercher ses avis. Les hautes questions de droit public et de législation que nous avons à trancher ne sont pas à la portée de tous, et nous demeurons fidèles à notre mandat en nous efforçant de les trancher de la façon la plus convenable pour les intérêts du peuple. Ce serait les mal servir que de rejeter le compromis proposé aujourd'hui pour le vague espoir d'obtenir mieux par quelque bouleversement inattendu de la politique européenne. On nous dit : Mais ce n'est pas là la politique du droit strict, c'est celle de l'opportunité. Oui, j'en conviens. Nous consultons l'opportunité; je n'hésite pas à dire que le premier devoir d'un parle-

ment qui fait les lois est d'en examiner l'opportunité et de rapporter telle disposition de la loi ou de la constitution qu'il a faite lorsqu'il est obligé de reconnaître qu'elle ne répond plus aux besoins de la société pour laquelle elle est faite. Avant tout, ce que la Hongrie doit éviter, c'est l'isolement, et le projet de loi de la commission des soixante-sept est à mes yeux le mode le plus opportun d'arriver à un compromis pacifique. J'en demande l'adoption. »

Ce discours donne la mesure du talent oratoire et du grand sens politique de M. Deák. Non-seulement il fit une impression des plus vives sur la diète, mais il réussit à opérer un notable apaisement dans les esprits. La gauche ne s'attacha plus à des récriminations stériles et parut se résigner à sa défaite. « Il est vrai, disait l'un de ses orateurs, qu'il y a dans le parlement deux partis ayant chacun adopté une ligne de conduite différente; mais le cœur de tous les députés n'a jamais cessé de battre pour l'amour du pays. Il est vrai aussi que notre parti est resté en minorité, mais je n'en bénis pas moins la Providence, car un grand but commun, supérieur aux divisions de parti, est aujourd'hui atteint. Notre patrie a été sauvée, un ministère responsable fonctionne, et nous avons un roi couronné. Ainsi les griefs de la nation auront bientôt disparu, et nous devons, dans la situation présente, témoigner toute notre confiance aux hommes placés à la tête du gouvernement. » Le bon sens magyar a très bien saisi la situation. La Hongrie a les moyens de redevenir aussi indépendante et plus prospère qu'elle ne l'a jamais été. Aussi tous les exilés se sont-ils empressés de rentrer dans leur patrie après l'amnistie complète du couronnement. Ceux qui en 1859 combattaient en Italie les armes autrichiennes, les Klapka, les Türr, les Perczel, ont fait acte d'adhésion sincère aux résolutions de la diète, et quelques-uns même se sont rangés ouvertement sous les drapeaux du parti modéré. Un seul homme protesta et proteste encore contre la réconciliation de la Hongrie et de la maison de Habsbourg : ce fut Kossuth. En lisant les attaques de Kossuth contre le parti deákiste, on est obligé de convenir que l'éloignement prolongé a enlevé à l'ancien journaliste-dictateur la vision des faits les plus constans. « Au bout de quelques années d'exil, dit Macaulay, l'homme arrive le plus souvent à voir au travers d'un prisme menteur tout ce qui tient à la société qu'il a quittée... Plus l'exil dure, plus l'hallucination grandit. » Cette loi du cœur humain s'est vérifiée sur M. Kossuth, l'homme qui a joué le plus grand rôle dans l'histoire de la Hongrie moderne. Hors d'une révolution violente ayant pour but de faire des Magyars les chefs immédiats de la confédération des peuples du Danube, M. Kossuth ne voit rien d'heu-

reux pour son pays. Pour en agir ainsi, les Magyars seraient-ils assez forts, pourraient-ils se passer d'alliés? A coup sûr ce ne serait pas le nom de Kossuth qui leur en donnerait, car sa courte dictature a été marquée par de regrettables actes de violence envers les autres races du royaume de Hongrie. Il est juste de tenir compte à l'ancien dictateur du prestige qu'a laissé à son nom la participation à la grande réforme sociale de 1840 à 1848, et ce souvenir lui a valu en effet le choix des trois cents électeurs de Waitzen et l'abstention des deux mille deákistes de cette ville; mais il a ruiné son influence sur la gauche en déclinant le mandat qui lui était offert. La conduite des affaires reste sans conteste aux mains des amis de M. Deák.

Ceux qui savent apprécier le bénéfice pour les nations libres de partis fortement disciplinés ne seront pas sans ressentir une vive admiration pour l'organisation du parti modéré à la diète de Pesth. Aucun projet de loi, aucun amendement n'est porté en assemblée générale avant d'avoir été discuté librement par les membres du club Deák. Dans ces réunions, il n'est pas un seul point des affaires publiques qui ne soit l'objet d'un examen approfondi. C'est là que l'empereur François-Joseph a trouvé facilement son premier ministère hongrois, et les ministres y viennent familièrement exposer leurs vues, recueillir les critiques ou les conseils de leurs amis de la majorité avant d'affronter le débat public. Sur toute affaire d'importance, la conduite est concertée d'avance. Les lignes générales du débat sont tracées lorsqu'on arrive devant la diète, et on évite ainsi ces discussions confuses, ces entraînemens irréfléchis si fréquens dans les assemblées politiques nouvelles à la vie constitutionnelle.

L'acte du couronnement de François-Joseph au bout de dix-huit années de règne restera un des traits les plus brillans de l'histoire de la Hongrie. La cérémonie du couronnement est à tous ses instans le signe visible du pacte qui doit unir la nation et le souverain. Cette fois ce n'était pas une aristocratie privilégiée, c'était bien la nation tout entière qui prenait part à cette fête. C'étaient des députés élus sans distinction de classes qui avaient élaboré le diplôme du couronnement, cette charte des droits du royaume renouvelée à chaque règne et qui met la constitution hongroise à la hauteur de tous les progrès libéraux de notre siècle. Les mêmes hommes qui avaient pendant seize années montré une si énergique persistance à réclamer leur droit écrit avaient rédigé la formule du serment prêté par le roi à son peuple. Le personnage qui remplissait les fonctions attribuées jadis au palatin, celui que les anciennes traditions mettaient immédiatement au second rang,

c'était le chef du cabinet responsable, le comte Andrassy, parti en 1849 pour l'exil, aujourd'hui le serviteur dévoué du roi légal de son pays. Lorsque François-Joseph, monté sur le tertre formé de mottes de terre de tous les comitats du royaume, le visage tourné vers le Danube, le grand fleuve autrichien, jure de se consacrer à la défense de ses sujets, quel pinceau peut rendre cette scène, l'enthousiasme de ces cent mille assistans s'écriant tous : « *Eljen!* la nation te reconnaît pour son chef? » Au lendemain d'une telle journée, comment ne pas comprendre cette fierté avec laquelle les Magyars prononcent le mot de royaume de Hongrie en l'opposant à celui de provinces héréditaires? Eux se sont donnés librement à la maison de Habsbourg-Lorraine, et à l'avénement de chaque monarque ils renouvellent leur pacte, tandis que c'est le vieux droit monarchique, la conquête, l'hérédité, qui ont été l'origine de la domination autrichienne sur les autres pays de l'empire.

Résumons cette constitution hongroise, qui vaut aujourd'hui à un pays presque oublié l'attention de l'Europe. Au sommet de la hiérarchie, un roi qui a prêté le serment solennel de respecter les droits de ses sujets; un ministère, fort de la confiance de la majorité de la diète, chargé d'exercer le pouvoir exécutif; une diète, qui est l'expression de la volonté nationale, votant l'impôt et contrôlant les actes des ministres; immédiatement après, dans l'organisation administrative, les comitats, conseils généraux en permanence, nommant à tous les degrés les juges et les administrateurs, sans attaches d'intérêt avec les membres du gouvernement, assurant une circulation bienfaisante du centre aux extrémités de l'organisme social. Évidemment un pareil système fait grand fonds sur la sagacité de la nation hongroise; il serait dangereux pour l'unité de la monarchie, si la confiance ne se maintenait pas entre l'Autriche et la Hongrie. Il veut à l'application des hommes d'état fermes, sûrs de leur but, sachant exposer leur popularité, s'il le faut, pour réprimer les excès, et il demande surtout de la nation le renoncement à cet esprit de critique passionné des actes du pouvoir qui est le défaut de tous les peuples trop amoureux des questions politiques. Ce trait de caractère si profondément marqué chez les Magyars pouvait s'expliquer lorsque les rapports entre les chambres et le roi se faisaient par une chancellerie aulique sans responsabilité devant la nation. Aujourd'hui il serait coupable, puisque le ministère paraît à chacun des débats de la diète et est responsable vis-à-vis d'elle de la conduite des affaires publiques. Toutefois les Magyars ont encore à accomplir un grand effort sur eux-mêmes pour faire accepter les lois qu'ils votent à la diète de Pesth par tous ces peuples d'une physionomie si tranchée que le hasard a fixés dans

cette contrée du Danube devenue au xe siècle le royaume de saint Étienne. Pour cela, il faut qu'elles ne soient plus empreintes de cet esprit arrogant et exclusif qui a perdu la cause hongroise en 1848. Il faut ôter aux races diverses du royaume tout prétexte à subir les séductions dont les assiége la propagande moscovite en leur présentant le mirage de la nationalité.

A l'intérieur de la Hongrie proprement dite, il n'est presque aucun comitat uniquement peuplé de Magyars. Au nord, ce sont les Slovaques; à l'ouest, des Croates; au sud, des Serbes et des Roumains, sans compter des Ruthènes et des Allemands, ceux-là plus dénationalisés, mais pour la plupart jaloux à l'excès de leurs coutumes propres et de l'usage de leur langue. La loi dite « des nationalités, » élaborée par un comité de la diète, fait heureusement à cet égard toutes les concessions compatibles avec le principe de l'unité politique et administrative du royaume. Il y avait surtout à compter avec les Serbes, très nombreux et très hardis; mais l'ancien antagonisme des Rajacic et des Stratimirovic contre les Magyars est bien affaibli. Les Serbes veulent une université, le maintien de leurs libertés religieuses, toutes choses compatibles avec l'idée que les Magyars se font aujourd'hui de l'unité hongroise. Les haines éteintes ne risqueraient de reparaître que si l'empereur François-Joseph, persévérant dans une politique de conservation mal entendue à l'égard de l'empire ottoman, voulait contrecarrer trop vivement les vues des Serbes de Belgrade pour la régénération des races slaves chrétiennes de la Turquie d'Europe. On a pu très vite constater la popularité de M. de Beust sur ce point de l'empire lorsque l'on a su que, de concert avec la France, il avait heureusement négocié à Constantinople l'évacuation de la citadelle de Belgrade par les troupes ottomanes. Ce succès diplomatique a profité au rapprochement des Magyars et des Serbes. Les autres races, les Roumains et les Slovaques, qui avaient associé leurs efforts à ceux des armées de Jellachich et de Windischgraetz lorsqu'il s'était agi de combattre les Magyars en 1848, n'ont donné aucun signe d'agitation. Elles attendent la loi « des nationalités, » qui doit exiger que dans chaque comitat on se serve pour l'administration et la justice de la langue la plus répandue.

Les obstacles que rencontre cette œuvre de pacification des conflits de race sont plus grands dans deux pays qui dépendent de la couronne de saint Étienne, mais qui ont à beaucoup d'égards une histoire distincte de la Hongrie proprement dite, — la Transylvanie et la Croatie. Ces contrées, essentiellement favorisées par la nature, peuvent compter parmi celles où les populations ont le plus souffert des vicissitudes des systèmes politiques. Il y a dix-neuf ans,

la Transylvanie a été le théâtre d'une guerre civile sanglante entre les Magyars et les Roumains. A deux reprises, son territoire fut occupé par les troupes russes. A la suite de ce bouleversement, elle se vit ravir la meilleure partie de ses franchises municipales; mais du moins ceux qui l'administrèrent lui offrirent en compensation des écoles et de larges routes à travers les districts les plus peuplés de son territoire. On avait compris à Vienne l'immense parti qu'il y avait à tirer de la position magnifique de cette principauté, sorte de forteresse naturelle d'où une armée bien dirigée peut en quelques heures couper les Russes de leur base d'opérations le jour où leurs armées marcheraient sur Constantinople, et on agissait sagement en cherchant à relever la race roumaine de son long abaissement.

La Transylvanie se partage en trois races qui vivent encore presque aussi isolées les unes des autres qu'au moyen âge. Il y a là 1,700,000 Roumains ou Valaques dont l'émancipation sociale ne remonte pas à vingt ans, et dont les suffrages ne sont comptés que depuis six ans : peuple pauvre, sans aristocratie, sans hommes d'état et encore à beaucoup d'égards sous la dépendance des Magyars et des Saxons, qui les emploient et les paient. Grecs du rite uni et non uni, ils ne connaissent la liberté religieuse que depuis peu d'années. Leurs popes, aussi misérables qu'eux, accessibles aux séductions de l'or russe, osaient à peine autrefois se montrer en public, et il fallait un privilége impérial pour obtenir le droit de construire une église grecque. Aujourd'hui au contraire le gouvernement fait beaucoup pour le clergé. Il a souvent appelé à Vienne le métropolitain grec d'Hermannstadt, le remuant évêque Schaguna, et il a facilité autant qu'il dépendait de lui l'affranchissement du lien qui rattachait les Roumains grecs au patriarcat religieux serbe de Carlowitz. Les Roumains du rite grec réunis à Rome n'ont d'église constituée que depuis 1853. Les favoriser, mettre à leur tête un archevêque capable eût été d'une excellente politique pour résister au travail souterrain de la propagande moscovite; mais par malheur les efforts du gouvernement avaient échoué jusqu'ici contre l'incapacité de l'archevêque catholique grec, Mgr Schulutz, mort il y a quelques jours, si bien que le chef politique incontesté de la race roumaine en Transylvanie est Mgr Schaguna. On dirait que la Providence s'est plu à accumuler sur ce coin de terre toutes les bigarrures de race et d'institution. A côté des Roumains, les Saxons de la foi luthérienne, débris d'une puissante émigration du XIIIe siècle, vivent entre eux, jaloux à l'excès des priviléges qu'ils ont su obtenir des princes de la maison d'Autriche, riches, économes, laborieux, et cependant perdant chaque année du terrain par leur persistance

invétérée à appliquer la doctrine de Malthus sur le danger des accroissemens de famille. Viennent enfin les Szeklers, ces fiers montagnards de l'est descendans des Sicules, et leurs congénères les Magyars des environs de Klausenbourg, les uns et les autres ayant leurs aspirations et leurs intérêts tournés du côté de la Hongrie.

La Transylvanie, où derrière les questions d'égalité sociale ou politique on peut craindre de rencontrer des réveils subits de rancunes séculaires, a été comme un champ d'expérimentations politiques pour M. de Schmerling. Sa grande œuvre a consisté à la rattacher aux autres provinces allemandes et slaves de l'empire qui devaient se faire représenter dans le *reichsrath* de Vienne, et pour y réussir il chercha un point d'appui parmi les Saxons. C'était le moment où l'on combattait les demandes de la Hongrie en soutenant que l'insurrection de 1848 avait privé ce royaume du droit de réclamer sa propre constitution, et tout moyen était bon pour tenir en échec l'obstination des Magyars. On ne craignit point de ressusciter les haines des Roumains contre leurs anciens dominateurs, les fils d'Arpad et de Huniady. Les Magyars transylvains de leur côté, en quittant l'assemblée de 1862, où on leur avait demandé de voter l'envoi de députés au *reichsrath*, traitèrent avec un mépris insultant ces grossiers Valaques que l'on enlevait aux travaux de la terre pour leur donner à trancher des questions dignes des plus hautes méditations de l'homme d'état. Les propositions du gouvernement furent votées grâce à l'entente de Schaguna et de M. Schmidt, *comes* ou premier représentant de l'université saxonne de Hermannstadt, et M. de Schmerling gagna pour sa seconde chambre du *reichsrath* quelques hommes pour le moins aussi illettrés que les popes ruthènes de la Galicie ou de la Bukovine. Pendant deux sessions, ces députés jouèrent un singulier rôle : ils figuraient dans le *reichsrath* plénier lorsqu'on votait sur le budget général de l'empire ou sur les questions de droit public général, et ils se retiraient lorsque le *reichsrath* devenait restreint, et qu'il était chargé de voter des lois pour la partie occidentale ou cisleithanienne de la monarchie. Cette politique fut de courte durée. Le 25 décembre 1865, la diète de Clausenbourg reconnaissait valable l'union politique de la Hongrie et de la Transylvanie telle qu'elle avait été votée en 1848. On devait s'attendre à ce que ce brusque revirement ne serait du goût ni des Saxons ni des Roumains. Leurs organes se sont plaints de ce que la diète de Clausenbourg, convoquée une dernière fois pour l'abdication solennelle des droits de la Transylvanie à l'autonomie politique, fût composée en majeure partie de députés non élus, mais simplement désignés par le gouvernement parmi les notabilités du pays. Pourtant l'apaisement est en voie

de se faire. Le ministère hongrois, où l'on voit figurer le comte Miko, un Transylvain, a procédé avec tous les ménagemens possibles pour les usages et les traditions des nations non magyares de la Transylvanie, et une loi est proposée à la diète de Pesth qui est très favorable à l'autonomie administrative du pays. Les Saxons, esprits positifs, ont le sentiment de leur faiblesse numérique; ils sont avant tout conservateurs et partisans du gouvernement qui leur assure la sécurité. Les Roumains sont loin d'être arrivés à ce degré de compacité et d'organisation politique où ils pourraient devenir un instrument commode entre les mains des ennemis de l'empire, et un simulacre de congrès roumain qui s'est tenu dernièrement à Bucharest a bien fait voir que d'eux-mêmes les Roumains sujets de l'empereur François-Joseph ne se sentent nullement portés à envier la condition des sujets du prince Charles de Roumanie.

Les Croates et les Tchèques sont, de tous les peuples de l'Autriche, ceux qui forment les plus étranges demandes au nom de leur nationalité. Les rapports des Croates avec la Hongrie supportent le poids des défiances séculaires et des souvenirs de luttes récentes qui les ont éloignés de la race magyare sans les rapprocher pour cela des Allemands. Là est le plus redoutable écueil pour les hommes d'état hongrois. En s'annexant à la Hongrie, la Croatie ou royaume triple et un conserva son propre droit, sa juridiction, de telle sorte que, restée administrativement autonome, elle ne fut point incorporée au pays magyar. Elle était seulement réunie à la couronne de saint Étienne, et telle resta en droit la condition expresse des transactions successives intervenues entre les deux pays. En fait cependant, la Croatie, obligée de s'aider beaucoup des Magyars pour se défendre des Turcs, demeura toujours attachée à la Hongrie par un lien politique plus ou moins étroit. Les tentatives des Magyars pour s'emparer de la haute administration dans la Croatie datent du XVIII[e] siècle. De *regnum adnexum* on voulut en faire une *pars adnexa;* mais, malgré l'influence des grands magnats magyars, l'assimilation ne se fit pas ou ne se fit qu'à la surface. Elle fut contrariée par les instincts démocratiques du peuple et du clergé. En 1822, les Magyars obtinrent un succès plus positif que tous ceux qu'ils avaient obtenus jusque-là. L'empereur François consentit à placer sous l'autorité directe du palatin, son lieutenant à Pesth, la ville et le port de Fiume. Fiume, en plein territoire croate, à 100 milles de la Hongrie, eut un gouverneur magyar. A cette époque et même après les événemens de Grèce et de Pologne, qui eurent un si grand retentissement dans le monde slave, le sentiment national semblait avoir disparu de la Croatie, et on

ne sait combien de temps se serait prolongée cette léthargie, si les Magyars n'avaient pas renouvelé leurs attaques et voulu substituer leur propre idiome au latin, qui formait encore, il y a trente ans, la langue politique universelle des peuples de la vallée du Danube. A partir de ce moment, le clergé croate, grec et catholique, en dehors du clergé tout ce que le pays renfermait d'hommes intelligens se mit avec passion à la recherche des traditions du passé. A la tête du mouvement, on vit le comte Draschkowitz, magnat influent, et l'ardent Gaj, jaloux d'arriver à la gloire de Kollar, le grand poète des Serbes, un homme de qui l'on peut dire qu'il a communiqué son enthousiasme à toute la Croatie et rendu aux Slaves du sud le sentiment de leur fraternité ethnographique et de leur dignité morale. Malgré tout le succès de leurs publications et de leurs discours, ni Gaj ni Draschkowitz ne pouvaient espérer affranchir pacifiquement leurs nationaux de la domination hongroise. En 1845, un autre poète érudit, M. de Kukuljevic, posa et fit adopter le programme d'après lequel la Croatie et la Slavonie devaient être déclarées administrativement indépendantes de la Hongrie. La ville d'Agram serait érigée en archevêché et dotée de grands établissemens d'instruction de façon à devenir le centre intellectuel des Slaves du sud. La Dalmatie serait enfin unie de nouveau intimement à la Croatie et à la Slavonie pour compléter le royaume triple et un. Ce mélange de demandes politiques et littéraires ne prit pas à l'improviste le prince de Metternich, fort préoccupé dès lors des résistances qu'il rencontrait en Hongrie. Il usa d'atermoiemens, et ne prit parti ni pour les Magyars ni pour les Croates; mais il fit certaines concessions à ces derniers et accepta de la main de Gaj le jeune Jellachich comme ban de Croatie. Il lui parut habile de laisser les Magyars s'engager de plus en plus dans la voie des emportemens et s'ôter par là tout crédit à Agram; c'est à cela qu'ils arrivèrent en effet en voulant obliger les délégués croates à la diète de Pesth à employer la langue magyare. En 1847, ceux-ci quittèrent Pesth : les Croates et les Magyars étaient désunis, et aux premières difficultés du cabinet de Vienne avec la Hongrie les Croates se trouvèrent prêts à entamer une vigoureuse guerre de race. Ils déclarèrent rompu tout lien avec la Hongrie, et se dévouèrent avec un courage irréfléchi pour venir en aide à l'Autriche sans rien demander de positif en échange de leur concours. Cependant, tandis que les chefs militaires agissaient, les chefs politiques discutaient. Éblouis par ce réveil des instincts slaves sur tous les points de l'empire d'Autriche et par l'écho retentissant des discours prononcés par les députés slaves de Bohême aux diètes de Vienne et de Kremsier, le petit groupe des poètes et des érudits

d'Agram voyait déjà leur patrie formant un des chaînons de la grande alliance des Slaves de l'Europe. Les plus prudens ne songeaient qu'à l'autonomie du royaume triple et un, qui fût demeuré uni à l'Autriche par un lien fédératif; mais les exaltés rêvaient bien autre chose. Avant tout, il fallait reformer un état sud slave d'après les limites linguistiques et ethnographiques. On y faisait entrer le banat hongrois, la Slavonie, la Croatie, la Dalmatie, l'Illyrie, tout le sud de la Carinthie et de la Styrie, et ensuite les pays ottomans au sud de la Save, la Serbie, la Bosnie, l'Herzégovine, la Bulgarie et le Montenegro.

Ce premier programme politique se donnait pour l'application logique et nécessaire du principe des nationalités; mais c'était toute une révolution à organiser, et, parmi les hommes d'état autrichiens qui étaient animés de sentimens bienveillans pour les Croates, aucun n'eût conseillé au jeune empereur François-Joseph de jouer le rôle de champion de la race slave. C'était une singulière aberration que de se prévaloir des affinités de langue découvertes par Gaj dans tous ces pays pour se persuader qu'il était aisé d'en obtenir un effort commun en vue de changer la forme du gouvernement établi, en rompant avec tant d'attaches séculaires. A supposer que les Croates eussent été assez forts pour entraîner les pays qu'ils voulaient rallier à eux, il leur eût fallu des hommes prêts à se dévouer à l'éducation politique et sociale des races slaves, et cela demandait l'effort de plusieurs générations. Le sens de ce programme échappait complétement aux masses, préoccupées surtout d'arriver à l'égalité civile et à la propriété individuelle. Après les victoires de Jellachich, le cabinet autrichien récompensa la Croatie en dirigeant assez arbitrairement ce travail de réforme sociale. Tout le reste fut traité de chimères politiques, et le héros des 2 millions de Slaves venus au secours de l'Autriche dans sa détresse, le ban Jellachich, mourut simple lieutenant-gouverneur des provinces croates au nom de l'empereur François-Joseph, souverain absolu. Le ministère Bach-Schwarzenberg traita le pays en province autrichienne et y dépêcha sa légion bureaucratique allemande. Ce fut un démenti complet aux espérances des patriotes croates si imprudemment surexcitées.

En négligeant de satisfaire le sentiment national qui venait de se révéler avec tant d'énergie, les hommes d'état autrichiens de 1850 à 1860 laissaient la Croatie échapper à leur influence. Le culte des gloires du passé ne s'était pas effacé, le clergé; chargé de l'éducation publique, prêchait à la jeunesse la revendication des libertés croates. En même temps disparaissaient les haines aveugles contre les Magyars, desquels on n'avait plus rien à redouter. Si on ne voulait

pas encore s'unir à la Hongrie, déjà on ne voulait plus se rapprocher de l'Autriche. En 1860, lorsque le pays put manifester son sentiment, il se trouva immédiatement un parti pour demander le rétablissement partiel de l'ancienne union politique, rompue par la guerre civile de 1848; mais ce programme ne fut pas accepté par la diète de 1861. La résolution qu'elle vota commençait par déclarer que les événemens de 1848 avaient rompu tous les liens politiques entre la Croatie et la Hongrie. Elle reconnaissait toutefois que la Croatie, pays de la couronne de saint Étienne, devait avoir le même souverain que la Hongrie, et acceptait le principe d'une négociation avec la diète de Pesth sur la base de l'égalité la plus absolue entre les deux pays. Au fond, les Croates ne s'entendaient que sur deux points. Ils admettaient que leur souverain devait être le même que celui de la Hongrie, ils voulaient une entière autonomie administrative; mais sur la question des alliances à contracter et des voies à suivre pour atteindre à l'émancipation politique, les opinions variaient à l'infini. Quelques personnes eussent consenti à envoyer des délégués au *reichsrath* allemand de Vienne avec mission unique de voter les dépenses générales de l'empire. C'était l'infime minorité. Un plus grand nombre recommandaient l'abstention. Il fallait suivre l'exemple des Slaves de Moravie et de Bohême, réclamer la constitution d'une monarchie autrichienne fédérative où le groupe des Croates et des Illyriens du sud eût fait le pendant du groupe tchéco-slave du nord. Enfin il y avait un troisième parti, plus porté à croire à la sincérité des avances venues de Pesth. « C'est à la Croatie d'écrire sur une feuille blanche les conditions sous lesquelles elle consent à se rapprocher de nous, » avait dit M. Deák, et beaucoup songeaient à Agram qu'il fallait accepter cette offre, négocier avec les Magyars et obtenir avec leur aide une somme d'indépendance aussi grande que possible. Cet avis prévalut en partie à la diète de 1865, et Mgr Strossmayer, le chef du parti dit des autonomes, accepta même la présidence de la députation qui fut envoyée à la diète de Pesth. La députation reçut pour mission de rechercher, de concert avec la députation hongroise, le mode qui convenait le mieux pour assurer la juste part d'influence de la Croatie et de la Hongrie dans les affaires communes à tous les pays de l'empire. Lorsqu'on sortit des exposés de droit historique pour aborder la question de conduite à tenir, les Magyars déclarèrent que les délégués à envoyer à Vienne devraient être issus d'une élection faite en commun par les deux diètes. La chose en elle-même était simple et logique; mais il eût fallu que les Croates prissent part aux délibérations de la diète de Pesth. Les Croates avaient reçu d'Agram en partant des instructions qui ne les autorisaient pas à faire une

semblable concession. La négociation échoua, et en se retirant les Croates semblèrent vouloir fermer toutes les portes derrière eux. Nature emportée et mobile, Mgr Strossmayer usa son influence à élargir l'abîme qui séparait ses compatriotes des Magyars. « Fions-nous-en à l'expérience de 1848, dit-il. Je vois bien aujourd'hui pour ma part que toute tentative ultérieure d'entrer en négociation avec la Hongrie ne peut aboutir qu'à un échec. Nous ne saurions accepter les lois votées à Presbourg et à Pesth en 1848. C'est comme nation autonome que nous figurons dans l'histoire et que nous avons pris part à la pragmatique sanction. Aujourd'hui comme alors c'est à notre diète seule de parler et de nous représenter dans les questions de droit public. Votons l'adresse qui posera nettement tous ces principes, et je suis sûr que notre conduite aura les meilleurs résultats pour le pays. » Cette adresse, qui devait sauver le pays, demandait entre autres concessions un ministère spécial pour la Croatie. L'exagération de ces demandes frappait tous les esprits, car on savait bien que pour y répondre l'empereur et ses conseillers n'avaient pas seulement à examiner s'ils contenteraient les Croates, qu'ils avaient encore à se rendre compte de l'effet qu'on produirait dans le reste de l'empire en se montrant trop tolérant à leur égard.

Il n'y avait rien d'ailleurs dans l'attitude du parlement hongrois qui fût de nature à expliquer ce déchaînement des passions anti-magyares. Le projet de loi sur les affaires communes à la Hongrie et au reste de l'empire renfermait un paragraphe spécial à la Croatie où il était dit : « Un arrangement spécial concerté entre notre parlement et la diète d'Agram déterminera la proportion dans laquelle les pays représentés à Agram prendront part à l'élection de délégués chargés de traiter les affaires communes à toute la monarchie et fixera le mode de cette élection. » C'était encore la page blanche que Deák offrait aux Croates pour y inscrire leurs droits, et l'on n'était pas très éloigné d'accorder ce que les Croates étaient venus demander à Pesth. Il s'agissait moins d'une question de fond que d'une question d'étiquette internationale. Les Croates furent intraitables à la diète d'avril comme ils l'avaient été à celle de décembre, et François-Joseph fut couronné roi de Hongrie et de Croatie sans que personne fût venu d'Agram pour prendre part à cette solennité. Aucun diplôme spécial de couronnement ne fut rendu pour consacrer les anciens privilèges spéciaux de la Croatie ou pour réorganiser le pays d'après les principes libéraux mis en avant par M. de Beust. Le provisoire continua et continue encore. Le ministère hongrois a pris la haute main sur les affaires de la Croatie et la diète d'Agram n'est pas convoquée.

En lisant les séances de cette assemblée, on est frappé de l'ab-

sence d'esprit politique chez presque tous les Croates qui veulent jouer un rôle dans les affaires de leur pays. Pendant des jours entiers, par exemple, les orateurs de la majorité discutent le sens d'un rescrit de Léopold Ier ou de Marie-Thérèse. Un jour, le parti national quitte la salle des séances au moment où il craint de se trouver en minorité. Cette tactique peu digne est reprise le lendemain par Berlic, Zivkovic, Stojanovic, qui refusent de prendre part au vote d'une adresse à l'empereur. Sur le fond du débat, plus théorique que pratique, qui s'est engagé entre les Hongrois et eux, on doit arriver à s'entendre, surtout si les ministres magyars, aujourd'hui maîtres des destinées de la Croatie, n'y font pas sentir trop lourdement l'action du gouvernement central. Sans appui à espérer d'aucun côté, les Croates se résigneront au rôle secondaire que l'histoire, que l'état arriéré de leurs mœurs et de leurs institutions les forcent provisoirement d'accepter. Qu'on respecte leur autonomie, l'usage de leur langue dans toutes les affaires qui se traitent chez eux, et la paix sera bien près d'être faite. Les Magyars ont à faire une autre concession essentielle. Le petit port de Fiume, sur l'Adriatique, qu'une excellente route relie depuis un siècle à la vallée de la Save, a longtemps profité de tout le mouvement du commerce de la Hongrie par mer. Avant la brouille des Magyars et des Croates, il avait été déclaré partie intégrante du sol hongrois, et lorsque des troubles y ont éclaté récemment, le comte Andrassy y a envoyé un gouverneur, comme il eût fait pour toute autre ville du royaume proprement dit. Fiume a la prétention d'envoyer directement des députés à la diète de Pesth, et ses représentans ne paraissent à la diète d'Agram que pour y protester... contre leur propre présence. Au fond, cette attitude de la majorité des habitans de Fiume vient de leur désir d'avoir promptement le chemin de fer que les Magyars leur font espérer. Les Croates de leur côté tiennent à ce qu'il soit bien établi que tout lien entre Fiume et la Hongrie a cessé depuis 1848. N'y a-t-il pas entre ces deux prétentions les élémens d'un compromis, et puisqu'à Vienne, à Pesth, à Agram, dans cent autres lieux de l'empire d'Autriche, on a si souvent sur les lèvres le mot d'autonomie, ne peut-on pas faire de Fiume une ville libre, se gouvernant elle-même comme Trieste, sa rivale, et donner satisfaction aux Croates en la portant nominalement à leur territoire?

Deux questions, celles des confins militaires et de la Dalmatie, sont envisagées de la même manière par les Croates et les Magyars, et si elles n'ont pas encore été discutées entre les cabinets de Vienne et de Pesth, c'est que, dans la nécessité où l'on se trouvait d'en régler de plus importantes, on a dû les laisser de côté comme se-

condaires. Les confins militaires croato-serbes, depuis la Dalmatie jusqu'au Danube, font partie de la Croatie, et, quand il s'est agi de régler le droit public de la Croatie, ils ont envoyé des députés à Agram. Leur administration dépend directement du ministre de la guerre à Vienne. Ils sont encore organisés aujourd'hui à peu près comme ils l'étaient lorsque Marie-Thérèse les institua pour servir de barrière contre les Turcs. Il y a beaucoup de très bonnes choses dans ce régime, l'administration est prompte, la justice y prend un caractère paternel et bienveillant, l'instruction y est encouragée; mais toute prospérité est tarie par un vice radical. Le confinaire n'est jamais pendant toute sa vie que propriétaire pour une part indivise du champ qu'il cultive. Si la récolte a manqué, le gouvernement doit pourvoir à sa nourriture, de sorte que sur un sol très riche la production est à peine au niveau des besoins. D'ailleurs défense à tout étranger de s'établir dans la frontière et d'y créer des usines. Ce système, contraire à toutes les notions de l'économie politique, est appliqué à une population de onze cent mille âmes peuplant un territoire de 5,830 milles carrés. Le gouvernement a longtemps compté, il pourrait compter encore sur la fidélité et le courage des confinaires; cependant il y a eu des avertissemens qu'il ne peut pas négliger. Là aussi le fier sentiment de l'indépendance et l'orgueil de race se sont réveillés. Aux dernières élections pour la diète d'Agram, les confinaires n'ont pas toujours élu leurs officiers, comme ils le faisaient par le passé, et on entend souvent dire dans le pays-frontière que les défaites de Magenta et de Solferino ont eu pour cause le peu d'entrain des troupes confinaires dans leurs luttes contre les Italiens. Il y a de ce côté une grande réforme sociale à entreprendre, et l'on y applaudira non-seulement en Croatie et en Hongrie, mais dans toute l'Europe. C'est toute une société qu'il faut rendre au grand air et à la lumière pour qu'elle puisse à son tour contribuer au progrès des chrétiens slaves de la Turquie.

Sur la seconde des deux questions qui exigent le concours des diètes de Pesth et d'Agram, celle de la Dalmatie, il n'y a qu'un mot à dire : rien ne presse. La Dalmatie jouit et a toujours joui d'une autonomie convenable, et les Slaves qui la peuplent pour plus de moitié ne paraissent pas encore désirer très vivement une fusion administrative et politique avec la Croatie.

Au milieu de ces élémens discordans et des mille obstacles qu'opposent à leurs rêves ambitieux les instincts de race des peuples de la couronne de saint Étienne, les Magyars témoignent une confiance dans l'avenir que bien des gens traiteront d'optimisme incorrigible. On aime à parler à Pesth de la Hongrie de l'avenir, centre d'un vaste système d'états confédérés formant au sein de la

monarchie autrichienne un groupe de douze millions d'habitans, libres, sagement gouvernés, répandant sur les peuples voisins de la Turquie l'influence de leurs idées; mais, pour que cette combinaison réussisse, il faut ôter tout prétexte à la propagande russe, et c'est ce but que doit se proposer la diète de Pesth en élaborant la loi dite des nationalités. La centralisation, comme la France et la Prusse l'appliquent, n'est pas possible, et pour prospérer et grandir il faut laisser grandir autour de soi tous ces élémens très viables, Roumains, Serbes, Croates, dont on voudrait en vain tenter la conquête ou l'assimilation. Il faut que le citoyen de Pesth cesse d'être un Magyar, c'est-à-dire un homme de race, pour devenir un Hongrois. Armé de son incontestable supériorité d'intelligence, il ne doit aspirer qu'à soutenir les autres peuples de son territoire dans la voie du progrès social et politique. Si quelque jour il voulait tenter une répression violente, il risque de succomber sous le nombre des adversaires que la Russie cherche à lui susciter. Réconcilié avec l'Autriche, il a une large voie ouverte devant lui. Les hommes éminens, les Deák, les Beust, les Andrassy, les Eötvös, ne manquent pas pour l'y conduire, et en-deçà de la Hongrie et de l'Autriche il peut compter sur la sympathie de tous les vrais libéraux européens. Il n'en est pas un seul qui n'applaudisse lorsqu'il saura la monarchie autrichienne sauvée et la Turquie d'Europe émancipée, garanties par un boulevard solide contre les empiétemens de la Russie.

II.

Dans les pays qu'on est convenu d'appeler cisleithans (1), l'empire d'Autriche compte près de 8 millions d'Allemands, environ 5 millions de Tchèques, plus de 2 millions de Ruthènes, à peu près le même nombre de Polonais et 1,200,000 Slovènes ou Slaves du sud. Entre ces populations si diverses d'origine qui l'emportera du vieil attachement à la maison de Habsbourg, ou de l'esprit de race? Si les Polonais tentaient à eux seuls de refaire l'état polonais d'avant 1772, si les Slaves, Tchèques ou Slovènes, exhumant d'anciennes traditions historiques, ne voulaient plus chercher qu'à se constituer en petites principautés destinées à accepter tôt ou tard la suzeraineté de la Russie, « cette grande mère des Slaves, » si les Allemands enfin recherchaient avant tout leur unité nationale, que deviendrait l'Autriche au milieu de ce chaos de prétentions séparatistes? Fort heureusement, presque aussitôt après le désastre de

(1) La Leitha est une rivière qui sépare la Basse-Autriche de la Hongrie.

Sadowa, la grande majorité de ces populations trouva un système auquel elle put se rattacher et un homme d'état capable de la conduire. Centraliser à Vienne tout juste assez pour maintenir l'unité politique de la monarchie, respecter autant que possible l'autonomie de chaque groupe de l'empire, pratiquer la paix en acceptant franchement la nouvelle situation internationale, tel fut le système. L'homme fut M. de Beust.

Les troupes prussiennes campaient encore sur le sol autrichien lorsqu'un petit groupe de députés allemands se réunit à Aussee pour se concerter sur les douloureuses éventualités en présence desquelles on se trouvait placé tout à coup. On fut d'accord que la continuation de la lutte militaire était impossible. C'était par sa faute que l'Autriche perdait ses positions dans la confédération germanique. Elle n'avait pas su dire à ces princes et à ces populations, déjà irrités des procédés cavaliers de M. de Bismark, comment elle comprenait la réorganisation de l'Allemagne. Elle n'avait rien fait pour intéresser le sentiment national allemand aux succès de l'armée de Benedek, et à l'intérieur elle avait étouffé l'esprit public en suspendant l'action du *reichsrath.* Nul n'était préparé à cette guerre si déplorable et si déplorée même en Allemagne. Le mieux était de la terminer au plus tôt, car on ne pouvait pas penser à provoquer de ces réveils de patriotisme, de ces explosions vigoureuses de haine qui vengent une défaite. Il n'y fallait pas songer, parce qu'on eût risqué de jeter les Slaves dans une voie politique conduisant tout droit à l'abaissement des Allemands de la monarchie autrichienne. Trop faibles désormais pour imposer à l'Autriche la forme d'un état centralisé qu'ils avaient un instant rêvée, les députés allemands du *reichsrath* réunis à Aussee se résignèrent à abandonner leur ancien projet de contraindre les Magyars à figurer dans une assemblée politique à Vienne. Les objections qu'on avait élevées contre l'existence de la Hongrie comme état indépendant de la monarchie autrichienne tombèrent, et on fut d'avis d'accepter le rétablissement de la constitution hongroise, à la condition que la diète de Pesth prendrait équitablement sa part des charges générales de la monarchie. C'était une alliance qu'on demandait au lieu d'exiger une incorporation. On a vu comment l'idée avait été accueillie à Pesth lors de la discussion du projet de loi sur les affaires communes. L'accord vient d'être définitivement scellé par les deux délégations réunies à Vienne pour fixer la quote-part de la Hongrie et des pays cisleithans dans les dépenses générales; mais, pour arriver à ces résultats qu'on entrevoyait à Aussee, il fallait une discussion libre. Les Allemands en avaient le naturel pressentiment, et ils demandaient le développement des promesses libérales con-

tenues dans les diplômes d'octobre 1860 et de février 1861, afin de prévenir par un contrôle sérieux de l'opinion publique les écarts d'une politique trop personnelle, afin d'assurer au *reichsrath*, du moins dans les pays cisleithans, une action constante et régulière sur la marche des affaires intérieures. Les Allemands comprenaient bien qu'au sein de cette assemblée le premier rôle serait pour eux, non pas qu'ils y fussent les plus nombreux, mais à cause de leur incontestable supériorité intellectuelle. C'est en effet une loi nécessaire de toutes les sociétés. Si parmi les groupes dont elles se composent il s'en trouve un qui comprenne un plus grand nombre d'hommes propres aux affaires publiques, c'est à celui-là, quoi qu'on fasse, que reviendra l'action prépondérante dans le gouvernement.

Ainsi, en vertu de leur choix libre et raisonné, les Allemands de l'Autriche renonçaient à être maintenus dans la confédération des peuples allemands, d'où la violence les avait exclus. Ils repoussaient le pangermanisme par la crainte de jeter les Slaves dans les voies du panslavisme, c'est-à-dire de la Russie. Toutefois ils mettent à ce renoncement une condition singulièrement propre à affermir la paix. Ils entendent que les forces militaires de l'Autriche ne puissent jamais être tournées contre le reste de l'Allemagne. D'ailleurs ils sont très tentés de reprendre le rôle que leur assignent leurs philosophes, leurs poètes et leurs romanciers, celui de moniteurs des populations arriérées qui vivent au milieu d'eux. Pour y réussir, les Allemands ont à échapper au même écueil que les Magyars. Il leur faut quitter cet esprit exclusif qui leur a fait plus d'une fois repousser les demandes légitimes des Slaves autrichiens. Ils ont à se débarrasser d'un certain pédantisme administratif peu propre à la bonne expédition des affaires, et qui parfois leur fait porter à la tribune, au sein des commissions, dans le texte des lois, un luxe de formalités tout bureaucratique, tendance regréttable dans un état qui n'a pas un instant à perdre, s'il veut se mettre au niveau politique des autres états de l'Europe. Au demeurant toutefois, les Allemands de l'Autriche sont si bien doués qu'à la première session du *reichsrath* en 1860 il s'est tout de suite trouvé une demi-douzaine d'hommes capables de faire honneur à des nations vieillies dans la pratique des institutions libres. Citons en tête le prince Auersperg, d'une grande famille de Bohême et président probable du conseil dans le ministère cisleithan qui va se former, le savant criminaliste M. Herbst, M. Giskra, le hardi bourgmestre de Brünn pendant l'occupation prussienne, M. de Kaiserfeld, le premier qui ait élevé la voix parmi ses compatriotes allemands du *reichsrath* pour réclamer les droits de la Hongrie

comme nation libre, MM. Hasner, Brinz, Lasser, formés à l'école du barreau ou de l'administration, hommes de mérite auxquels n'a manqué jusqu'ici que l'expérience des grandes assemblées. Ces députés, qui ont formé la réunion d'Aussee pendant l'automne de 1866, n'avaient cessé depuis un an d'attaquer la politique de tâtonnemens du ministère Mensdorff-Belcredi. Vis-à-vis des autres populations de l'empire d'Autriche, leur situation est devenue meilleure qu'elle ne l'était avant Sadowa. Presque tous jouaient alors un rôle dans la crise germanique. Ils parlaient un langage qui faisait dire d'eux : « Vous êtes Allemands avant d'être Autrichiens. » On tirait à Prague, à Laibach et à Lemberg de très fâcheuses conséquences de leur rôle ambigu entre Vienne et Francfort, et on leur reprochait de vouloir faire disparaître la personnalité de l'Autriche derrière la personnalité de l'Allemagne. S'il y a eu en effet des velléités de ce genre, elles ont été à jamais condamnées par le programme d'Aussee, elles ont disparu depuis que M. de Beust est à la tête des affaires. On en acquit la preuve à la première session du *reichsrath*. Au mois de mars, M. de Bismark, après avoir fait voter les principaux articles de la constitution unitaire et militaire de l'Allemagne du nord, publia les traités d'alliance offensive et défensive qu'il avait signés avec les états du midi. Aucune voix ne s'éleva en Autriche pour demander que le cabinet de Berlin fût rappelé à la scrupuleuse observation de la paix de Prague; personne ne réclama en faveur du principe de la séparation des deux Allemagnes.

Malheureusement tout le monde en Autriche n'a pas compris de même ce besoin d'union après un grand désastre. C'était assez que la conduite de M. de Beust rencontrât l'approbation des députés allemands de la Bohême, pour qu'aussitôt les Tchèques marquassent leur opposition. La seule annonce de la remise en vigueur de la constitution de février 1861, peu favorable, il est vrai, à l'action des diètes provinciales, avait aussitôt réveillé toute l'ardeur des polémiques tchèques en faveur des droits de la couronne de Bohême, et l'histoire à la main MM. Rieger, Palaçky, Brauner, se tenaient sur la brèche, réclamant l'observation des priviléges et franchises du royaume de saint Wenceslas. Cette ardeur des Tchèques à ressusciter de vieilles chartes ne peut s'expliquer que chez un peuple sorti en plein XIXe siècle seulement d'une longue oppression sociale et politique, un peuple encore armé de tous ses ressentimens des siècles passés.

Les Tchèques sont de tous les Slaves de l'Autriche les plus nombreux, les plus cultivés, ceux qui peuvent fournir le passé le plus glorieux. Ils occupent sur le territoire autrichien une bande de ter-

rain d'environ 560 kilomètres de longueur sur une largeur moyenne de 140 kilomètres. Au nord et à l'est, ils vont presque jusqu'au pied des montagnes qui séparent la Bohême de la Saxe et de la Silésie. En Moravie, ils confinent à leurs congénères les Slovaques dans la direction de Presbourg et de la vallée de la Waag. Ils forment un groupe de 5 millions en contact presque dans chaque district avec l'élément allemand, qui en Bohême et en Moravie compte 2,300,000 habitans. Grâce à l'heureuse union qui avait subsisté entre ces deux élémens, la Bohême a été de bonne heure un des plus riches pays d'Europe. Indépendante de 963 à 1276 sous les rois qui se succédèrent de Svatopluk à Ottokar II, elle eut des princes indigènes dont les exploits sur la Drave et la Vistule ont laissé de grands souvenirs parmi ses populations, et lorsqu'elle échut à Rodolphe de Habsbourg, elle fut libre et policée au point d'être un objet d'envie pour les contrées voisines. L'empereur Charles IV avait fondé à Prague une université slave où les élèves affluèrent de tous les points de l'Europe. Des architectes bohêmes s'étaient formés, qui édifièrent sur la Moldau une des villes les plus remarquables du continent. Les premiers germes de division entre les Allemands et les Slaves datent de Jean Huss. En 1409, au moment où celui-ci fut nommé recteur de l'université de Prague, 20,000 étudians allemands retournèrent dans leur patrie avec leurs professeurs, et y fondèrent les universités de Leipzig, de Rostock, d'Ingolstadt. Les Tchèques, très engagés dans le mouvement hussite, prirent les armes après la mort violente du réformateur, et commencèrent contre les Allemands la lutte sanglante que termina la bataille de la Montagne-Blanche, ce suprême effort de l'indépendance bohême. Le royaume de saint Wenceslas disparut après cette journée; devenu simple fief de l'empire d'Allemagne, il fut fort éprouvé par la guerre de trente ans, et en sortit épuisé. A la paix de Westphalie, les savans, les lettrés et un quart de la population avaient disparu. De pareilles épreuves marquèrent la décadence simultanée des Slaves et des Allemands de Bohême. Les classes gouvernantes étaient presque inaccessibles au progrès du reste de l'Allemagne et entièrement indifférentes au sort des masses, où se perpétuait le culte de la langue et des traditions nationales. L'apathie des chefs, le manque d'industrie et de commerce chez les sujets, l'absence de toute immigration qui en était la conséquence, firent échapper la Bohême à la germanisation. L'élément slave était en train de disparaître en Silésie et en Prusse, tandis qu'en Bohême il possédait les mêmes territoires que cent soixante années auparavant, ceux qu'il occupe encore aujourd'hui. Au moment où l'empereur Joseph II décrétait que nul ne serait admis dans un collége, s'il n'avait

la connaissance de l'allemand, il était déjà trop tard pour essayer de germaniser la Bohême.

Un grand mouvement littéraire était alors à son aurore en Allemagne, et par contre-coup l'émulation renaissait chez les Tchèques, qui, eux aussi, commençaient à fouiller les monumens du passé. Les guerres de la révolution et de l'empire vinrent retarder, il est vrai, ce développement du mouvement national ; mais en 1820 la Bohême était revenue au culte de ses gloires hussites. On y avait fondé un musée, une académie des sciences, une société pour la diffusion des bons livres en langue tchèque. Ce mouvement ne tarda point à se personnifier dans trois hommes : l'érudit slovaque Saffarik, auteur d'un livre sur *les antiquités slaves* qui résume tout ce que l'on sait des origines des Slaves, le Morave Kollar, auteur du poème *Slavy Decra*, peintre expressif des joies et des douleurs de ses compatriotes, enfin M. Palaçky, l'historien de la Bohême, l'interprète des manuscrits nationaux, décoré du surnom de père des Slaves, esprit contemplatif, caractère honorable, mais facile à entraîner, qui est en train de démentir par le trop grand empressement qu'il témoigne à la Russie son mot célèbre de 1848 : « si l'Autriche n'existait pas, il faudrait l'inventer. » Au sein d'un peuple à l'imagination vive, ce mouvement littéraire ne pouvait tarder à devenir politique. Les yeux fixés sur leur ancienne splendeur au moyen âge, les Tchèques se persuadèrent aisément qu'ils avaient une mission à remplir parmi les Slaves de l'empire. Leur opposition aux Allemands prit un caractère très sérieux lorsque Vienne tomba aux mains des révolutionnaires, et lorsque l'empereur Ferdinand souscrivit à l'incorporation de la Bohême au territoire du futur empire germanique. La politique hésitante du cabinet autrichien, qui tantôt encourageait, tantôt réprimait sévèrement les aspirations des Tchèques, l'ingratitude dont il paya le dévouement de ces derniers, dévouement presque égal à celui des Croates, finirent par creuser un abîme entre la race allemande et la race slave. Le désaccord devait éclater dès les premiers mots qu'on prononcerait de part ou d'autre. Lorsqu'en 1861 M. de Schmerling eut imaginé son *reichsrath* central, la diète provinciale qui se réunit à Prague se sépara nettement en deux fractions. Tous les députés d'origine tchèque protestèrent contre la loi électorale en vertu de laquelle la diète avait été élue. Ils réclamèrent pour la Bohême le *self-government*, et ne jugèrent à propos de paraître au *reichsrath* que pour y réclamer l'autonomie de la Bohême et les droits de la couronne de saint Wenceslas. Ils furent résolûment appuyés contre M. de Schmerling par les grandeurs déchues de l'époque réactionnaire. Le comte Thun et ses amis voulaient éloi-

gner leurs naïfs compatriotes de Vienne, cette Babylone ouverte désormais aux principes révolutionnaires. Quant au clergé, si puissant encore sur les masses populaires, il crut sincèrement combattre le rationalisme allemand en prêchant une croisade contre l'élément germanique. Il n'y eut pas jusqu'aux érudits ou se disant tels qui, armés de textes plus ou moins authentiques, ne se fissent un devoir d'entretenir l'agitation. Les Allemands de leur côté étaient naturellement partisans du système d'un état central capable de leur assurer protection contre l'ostracisme dont on voulait les frapper. On eût été fort embarrassé de trouver dans cette diète de Prague, comme on les trouvait à Pesth, les élémens d'une administration indépendante et d'un ministère spécial pour le pays qui l'avait élue.

Dans un pareil état des esprits en Bohême, toute concession était une imprudence. Cependant le comte de Belcredi, dont le ministère a été si funeste à l'Autriche, crut habile de flatter les Tchèques pour les opposer aux Allemands, « qui s'égaraient, disait-on, dans un parlementarisme ridicule. » Des paroles propres à exalter les espérances slaves furent insérées dans la patente du 20 septembre 1865, qui suspendait la constitution centraliste du 26 février 1861. On ménagea la presse de Prague, à laquelle M. de Schmerling avait toujours tenu rigueur, et un jour l'empereur, répondant à une adresse, parla de se faire couronner roi de Bohême. En effet, peu de mois après, on alla chercher à Prague la fameuse couronne de saint Wenceslas; mais ce fut pour la soustraire aux Prussiens, et lorsqu'elle y fut rapportée il y a un mois, il n'était plus question de renouveler à Prague ce qui venait de se passer à Pesth. Après la guerre, voyant l'hésitation de l'empereur François-Joseph à remettre en vigueur la constitution centraliste de février, les Tchèques avaient encore espéré que leur diète, unie à celle de Moravie, serait seule appelée à vider la question de leurs rapports avec le cabinet viennois, lorsque M. de Beust fut nommé ministre d'état. A peu de temps de là, les élections avaient lieu pour la diète de Prague ni plus ni moins que pour les autres diètes de l'empire, en vertu de la loi électorale octroyée qui avait servi pour les élections précédentes, et on s'adressait aux députés uniquement pour les inviter à nommer leurs mandataires au *reichsrath*. Le débat fut d'une incroyable violence. Tous les orateurs tchèques y prirent part, et M. Rieger, le plus éloquent d'entre eux, y exposa très complétement les vues de son parti sur la situation faite à l'état autrichien par les traités de Nicholsbourg et de Prague, ainsi que sur cette autre question qui les résume toutes pour l'Autriche, la question des nationalités. « Notre défaite à Sadowa, dit-il, a fait l'unité allemande. Peu im-

porte le jour où la maison de Hohenzollern ceindra la couronne impériale. Dès à présent nous sommes en présence d'une nation belliqueuse de 40 millions d'habitans, d'un état puissant dont la tendance est de s'étendre et de s'étendre à nos dépens. » M. Rieger démontre ensuite ce que personne ne lui conteste, c'est que la race allemande est à elle seule impuissante pour former une barrière contre les envahissemens de la Russie. Il faut se préparer à la résistance en armant toutes les races de l'Autriche (M. Rieger dit les nationalités), en leur donnant à toutes des droits égaux. Reprenant alors la théorie dite des nationalités historiques, l'orateur cherche à démontrer que l'Autriche la méconnaît en Hongrie en laissant aux Magyars le champ libre pour opprimer les autres races. On la méconnaît également à l'égard de la Turquie, où traditionnellement la politique autrichienne soutient la domination des pachas contre les tentatives d'émancipation des races chrétiennes. « Esprits bornés qui ne savent pas comprendre l'attrait dangereux que des pays voisins peuvent exercer sur les peuples de l'Autriche : ici des Roumains, si proches de la nouvelle principauté fondée à Bucharest par les Hohenzollern, là des Russes ou Ruthènes, frères de langue et de croyance des sujets du tsar! » Il est visible que M. Rieger exagère les périls afin de faire valoir davantage l'intérêt que peut avoir l'Autriche à se concilier les Tchèques.

« Notre devoir, dit-il, est de nous tenir prêts à la lutte pour maintenir la monarchie autrichienne et notre nationalité au sein de la monarchie. L'intérêt des Magyars et des Polonais est le même que celui des Slaves. Il faut qu'ils forment une étroite alliance pour que l'Autriche subsiste; mais, pour asseoir cette alliance, il faut renverser le dualisme de la Hongrie et des pays cisleithans. Ce dualisme peut bien se justifier historiquement, mais il perdra l'Autriche, parce qu'il constitue une menace pour les nationalités de l'empire. Comment veut-on que nous, nationalité indépendante, nous acceptions pour loi fondamentale le projet de loi sur les affaires communes préparé par M. Deák à Pesth. On parle de nous l'octroyer. Nous ne voulons rien d'octroyé par les Magyars. Il convient aux gens de Pesth de nous reléguer dans la Cisleithanie. C'est là une situation que nous n'acceptons pas. Nous voyons dans ce dualisme non-seulement une atteinte aux priviléges particuliers des pays de la couronne de saint Wenceslas, mais encore la révélation de tout un programme hostile aux Slaves. On les étouffe entre les Magyars et les Allemands. Eh bien! eux aussi veulent être entendus. Leur voix est puissante, qu'on y prenne garde, car j'ignore au jour du danger ce que répondront des nationalités froissées dans leurs légitimes aspirations. »

Le chef du parti des jeunes Tchèques, M. Sladkowski, était plus

amer encore. « Vous saluez le départ des députés au *reichsrath* avec joie, disait-il en se tournant du côté des Allemands, attendez-vous à une amère déception à leur retour. » Enfin un autre député va jusqu'à dire que le royaume de Bohême est uni par un lien purement personnel aux autres pays de la monarchie des Habsbourg, et que le droit des nationalités entraîne celui d'avoir une administration tout aussi indépendante de l'Autriche que l'est celle de la Hongrie. C'est une singulière aberration que celle de ces savans qui pensent ainsi pouvoir remonter le cours des siècles et renverser par une simple délibération d'une assemblée la situation acquise par une longue prescription. Quelle comparaison établir entre les Tchèques, ne pouvant produire un droit national qu'au moyen de patientes recherches d'érudition, et les Magyars, ayant constamment traité d'égal à égal, de nation à nation avec l'Autriche depuis la bulle d'or jusqu'en 1848?

De pareils discours appelaient une réponse nette du parti allemand. M. Herbst se chargea de la faire. D'accord avec M. Rieger sur les périls qui menacent la monarchie autrichienne, il déclare que ce n'est pas les conjurer que de refuser l'envoi des députés au *reichsrath*. Discuter la valeur des mots dualisme, fédéralisme, centralisme, cela n'avance pas la question. C'est au fond des choses qu'il faut s'attacher. Les problèmes qui intéressent un état tout entier ne se résolvent pas par des formules. Le dualisme est moins un système qu'un fait qu'on doit accepter, et il n'y a pas à songer à obtenir que les Magyars renoncent au droit qu'ils ont de conserver une législation distincte. Il faut se résigner à la situation faite à la Bohême par le compromis qui est intervenu avec la Hongrie. « Ne pas envoyer de députés au *reichsrath*, ajoute M. Herbst, ce serait proclamer à la face de l'Europe que les peuples de l'Autriche se laissent aller au désespoir et qu'ils repoussent le moyen qui s'offre à eux de régler leurs propres affaires. Parce que nous aurons voté dans ce sens, nous n'aurons rien aliéné de l'autonomie pour laquelle la Bohême possède des titres sérieux, car on ne nous demande aucun abandon des droits souverains de la diète sur les affaires du royaume de Bohême. »

Malgré les efforts de M. Herbst, la théorie de M. Rieger trouva faveur auprès de la majorité de la diète, et l'on rejeta les propositions du gouvernement. Celui-ci frappa un grand coup. La diète de Prague fut dissoute. M. de Beust lui-même descendit dans l'arène électorale, et décida le prince Auersperg à user de son influence pour empêcher l'élection des grands propriétaires fonciers qui faisaient cause commune avec les Tchèques. La seconde diète de Prague présenta une majorité favorable à la politique ministérielle, et elle

choisit ses représentans au *reichsrath*. Les Tchèques s'abstinrent de prendre part aux délibérations où furent désignés les députés envoyés à Vienne, et leur orgueil blessé conçut le projet du voyage de Moscou. M. Klaczko a cité ici même quelques-uns des discours dits en langue allemande à ces agapes de la fraternité panslaviste. Je ne veux relever qu'un seul passage d'un de ceux qu'a prononcés M. Rieger. « Tous les peuples manifestent successivement leur grandeur sur la scène du monde. Aujourd'hui c'est le tour des Slaves. C'est à vous de prendre la première place dans ce travail de résurrection, à vous frères de Russie, nation colossale, qui avez amené la catastrophe napoléonienne lorsque toute l'Europe se ruait sur vous. C'est à vous maintenant de prendre l'offensive et de délivrer les Slaves du sud du joug ottoman. Que la Russie accomplisse sa mission. Tous les Slaves s'inclineront devant elle. Vive la Russie! »

Tels sont les hommes qui prétendent tracer les voies de la politique autrichienne et qui se plaignent de n'avoir pas été consultés au lendemain de Sadowa! A coup sûr on pourrait crier à l'injustice, si les Allemands prenaient occasion de pareils discours pour opprimer les Slaves; mais on comprend qu'ils n'aient nulle envie après cela de renoncer à la gestion des intérêts de politique générale communs aux deux grandes races de l'empire. La seule présence des Slaves d'Autriche à Moscou est un indice certain qu'ils relèguent au second plan leur nationalité autrichienne lorsqu'il s'agit de témoigner de leurs rancunes à l'égard des Allemands. Ils réclament l'autonomie bien moins pour le bienfait de former une société libre que pour assurer le triomphe de leur langue, de leurs institutions sur la langue et les institutions des Allemands. Déplorable conflit, où les mots de nationalité et de liberté sont détournés à chaque instant de leur sens naturel! La nationalité slave en est venue pour beaucoup de gens à signifier le succès de la langue russe comme idiome de tous les Slaves depuis la Save jusqu'à la Mer-Blanche, des sources de l'Elbe à la Caspienne. Cette théorie a des avocats parmi les écrivains de la *Gazette de Moscou*, à Prague et à Agram. En 1848, on rêvait une Autriche centre des nationalités slaves; aujourd'hui on parle de l'agrégation de toutes les races slaves à l'empire du tsar, et M. Barschew s'écrie à Moscou, aux applaudissemens de ses hôtes autrichiens : « Unissons-nous pour former un tout compacte, et le nom de ce grand peuple sera *géant*. » Quant au mot de liberté de la couronne de Bohême, on en a expliqué le sens dans la fête donnée le 28 septembre dernier à l'occasion du cinquantième anniversaire de la découverte d'un manuscrit slave. Il signifie que les Tchèques imposeront leur langue aux Allemands et

dirigeront seuls les destinées du royaume de Bohême. « Et ce sont ces hommes, disait récemment M. de Beust, qui ont sans cesse à la bouche les mots de loyauté et de fidélité, qui voudraient voir le souverain se faire couronner sur les lieux mêmes où l'écho retentit encore des sons de l'hymne national russe! »

Après l'opposition des Tchèques, l'opposition des Ruthènes est la plus dangereuse pour la paix intérieure de l'empire. Dans toute la Galicie orientale, la propagande russe a eu beau jeu par les perpétuels viremens de la politique du cabinet de Vienne à l'égard du clergé grec ou grec uni, qui est tout pour ces populations incultes. Ici d'ailleurs la Russie, outre la communauté de race, ne manque pas de se prévaloir du voisinage et de la similitude de la religion et du langage. Les séminaires russes sont ouverts au clergé ruthène. La jeunesse peut se faire instruire gratuitement à Pétersbourg et à Moscou, sans compter qu'on dispose de réserves inépuisables d'images et d'ornemens d'église, de grammaires et de catéchismes moscovites. Chaque acte d'intolérance des Polonais ou du gouvernement central à l'égard des Ruthènes fraie ainsi la voie à des centaines d'émissaires russes, et il faut une excessive prudence aux Polonais de la Galicie pour se tenir en garde contre les attaques du grossier fanatisme de leurs voisins, auxquels ils auront bien de la peine à pardonner leurs sympathies ouvertes pour les Russes pendant la dernière insurrection de Pologne. Il y a moins à redouter des Slovènes ou Illyriens, parmi lesquels le mouvement n'a encore jamais pris de proportions dangereuses pour l'état autrichien. On récite à Laibach la leçon qui se dit à Prague. On se coiffe et on s'habille à la slave, les érudits exhument quelques chartes anciennes, mais, comme les Slovènes au bout de tout cela ont bien voulu envoyer des députés au *reichsrath*, comme ils se bornent à réclamer des encouragemens pour leur langue, il n'y a rien qui présente un péril sérieux. La propagande panslaviste n'a presque pas pénétré dans ces régions du sud de l'empire.

Viennent enfin les Polonais, décidés à rester étrangers à toutes les imaginations des autres Slaves, et dont aucun n'a visité l'exposition ethnographique de Moscou. Leur indignation s'est traduite en termes véhémens lorsque cette singulière idée a été lancée dans le monde slave par la presse tchèque. « Nos voisins de Bohême, disaient-ils, se complaisent dans la recherche des affinités physiologiques, ne cherchons pour notre part que les affinités morales. On nous annonce de Prague que les autres Slaves vont à Moscou pour élever la voix en notre faveur; mais qui leur a conféré le droit d'insulter à notre défaite et de porter la main sur notre dernier bien, notre honneur? Tout nous sépare de ceux qui vont à Moscou en

passant par-dessus le cadavre de la Pologne. » Les Polonais sont franchement ralliés à la politique de M. de Beust, et ils paraissent comprendre qu'il ne serait pas aujourd'hui possible de rétablir le royaume de Sobieski. Un des leurs, M. Ziemalkowski, est vice-président du *reichsrath* de Vienne. Ils se réjouissent du rétablissement de la confiance entre les Magyars et l'Autriche. Ils acceptent nettement la situation de sujets de l'empire, et ne demandent rien qu'on ne puisse aisément leur concéder en fait d'autonomie provinciale.

Au milieu des élémens de dissolution qui menacent la monarchie et des périls extérieurs, qu'il ne faut jamais perdre de vue, les ministres autrichiens ont compris que l'église catholique pouvait leur apporter un précieux concours, car partout où la Russie met la main, elle attaque le germanisme et le catholicisme. Toutes les armes de la foi et du patriotisme sont nécessaires pour arrêter les progrès simultanés de l'église grecque et de la propagande panslaviste en Galicie, en Transylvanie et en Croatie. Aussi faut-il considérer comme un malheur que la question du concordat ait surgi en un pareil moment, et que tant de bruit se fasse autour de cet acte trop fameux de la période réactionnaire. Les catholiques et les hommes qui tentent en ce moment la régénération de l'Autriche déplorent également ce concordat, aussi peu approprié à l'esprit des grandes sociétés modernes qu'aux anciennes traditions de l'Autriche en matière religieuse. La cour de Rome y avait cherché une revanche des lois joséphistes, qui plaçaient le clergé de l'empire sur le pied d'une indépendance presque absolue du saint-siége. Aussi pose-t-il d'abord le principe d'une entière liberté de communication entre Rome et le clergé ou les catholiques. Malheureusement il ne s'arrête pas là et tranche dans le vif toutes les questions qui partout ailleurs ont donné lieu à de longs débats entre l'église et les pouvoirs publics. L'église a le droit de posséder indéfiniment des biens sans être tenue à demander l'autorisation de l'état. L'impôt de la dîme est maintenu partout où il n'a pas été légalement aboli avant le 14 août 1855. Les évêques exercent un contrôle supérieur sur tous les établissemens d'instruction, et peuvent censurer publiquement les actions et les livres. Enfin, le mariage étant considéré comme un fait purement religieux, tous les actes concernant l'état des personnes de la foi catholique sont du ressort des tribunaux ecclésiastiques. On se figure facilement les causes de conflit contenues dans une pareille législation. Aussi le clergé n'a usé jusqu'ici de ces priviléges qu'avec une grande circonspection. Néanmoins quelques incidens fâcheux ont suffi pour provoquer des luttes dans lesquelles l'église catholique a perdu beaucoup de son

prestige. La cour de Rome ne peut pas penser à faire accepter par des pays libres un acte qu'elle avait obtenu d'un souverain absolu. De toutes parts on lui signale l'action regrettable de certaines clauses du concordat au point de vue même des intérêts religieux. Elle se montrerait donc à la fois habile et équitable en abandonnant des positions privilégiées que l'opinion publique en Autriche ne lui permettrait pas de conserver pendant bien longtemps. De leur côté, les députés de la majorité du *reichsrath*, saisis en ce moment des questions confessionnelles, ont intérêt à ne pas pousser le gouvernement dans les voies d'un conflit avec Rome. Il importe avant tout qu'ils acceptent les lois fondamentales qui leur sont soumises et le compromis financier sur le partage de la dette et des charges publiques entre les deux groupes de la monarchie, tel qu'il vient d'être arrêté à Vienne entre leurs délégués et ceux de la Hongrie.

Ce qui sollicite d'une manière tout aussi pressante leur zèle patriotique, c'est la situation économique de l'Autriche. Chacun peut consulter à la première page des statistiques autrichiennes le bilan financier des fautes que le cabinet de Vienne a successivement commises en Italie, en Allemagne et à l'intérieur de la monarchie. Cela s'est traduit par d'énormes emprunts qui ont absorbé une grande portion de l'épargne du pays, par la pauvreté des populations rurales, par de continuelles levées d'hommes. Il reste de ce passé une sorte d'insouciance au sujet des déficits chroniques qui soldent depuis quarante ans tous les budgets de l'empire. C'est beaucoup que M. de Beust ait la confiance de son souverain et cette heureuse dose d'optimisme nécessaire à l'homme qui assume une tâche aussi lourde que la sienne; c'est beaucoup que l'accord soit scellé entre la Hongrie, rendue à ses institutions libres, et toute la portion intelligente de la partie occidentale de l'empire. C'est beaucoup, mais ce n'est pas tout; les ministres des finances le savent bien, eux qui ont encore à trouver 50 millions afin de parfaire en 1868 la différence entre les recettes et les dépenses ordinaires du budget. Pour réussir à fermer la plaie des déficits permanens, il ne suffit pas de succès oratoires et d'enthousiasmes de presse, il faut la confiance et la paix. La confiance paraît renaître, et l'on sait gré à l'empereur François-Joseph, dans toute l'Autriche et presque dans toute l'Europe, de l'application qu'il porte à l'œuvre de la régénération de ce malheureux empire. Quant à la paix, il peut dépendre de l'Autriche de l'assurer, si elle sait accepter comme un rôle longtemps encore nécessaire une attitude de neutralité dans tous les débats qui pourraient surgir en Europe de susceptibilités nationales mal comprises ou de l'amour-propre des cabinets maladroitement engagé.

Ce sont heureusement ces dispositions qu'on rencontre chez les hommes d'état magyars et autrichiens. Sur la question d'Orient, qui est posée à toute heure, que la diplomatie consente ou non à s'en occuper, ils n'ont aucune hésitation. Ils ne souhaitent pas la mort du malade de Constantinople, et ils pensent què ce serait mal servir la cause des chrétiens d'Orient que de les précipiter dans les révolutions et les guerres dont la chute de l'empire ottoman serait nécessairement suivie. Ils ne sont pas indifférens au sort des Serbes, des Bosniaques et des Bulgares; mais, au lieu de les encourager à des révoltes inutiles tant que l'Occident refuse de les y secourir, les conseillers de l'empereur François-Joseph pensent qu'on sert mieux leurs intérêts en obtenant successivement de la Porte de nouvelles garanties d'autonomie ou de bon gouvernement. On a dit à la diète de Pesth à propos de l'évacuation par les Turcs de la forteresse de Belgrade : « C'est un premier succès sur le fanatisme ottoman. Travaillons maintenant à obtenir un gouverneur chrétien pour la Bosnie. Formons une nationalité dans ces provinces en les envahissant pacifiquement. Mettons-les en communication par notre frontière avec l'Europe civilisée. » Comme empereur d'Autriche et comme roi de Hongrie, François-Joseph doit favoriser ce développement pacifique des races chrétiennes de l'Orient. « C'est son intérêt et c'est son devoir, » pour employer les paroles du comte Andrassy. L'éminent homme d'état, réprimant l'ardeur fougueuse de ses compatriotes, comprenait parfaitement qu'il y a là une œuvre sociale qui ne réussit pas par l'effort d'un jour, mais qui veut l'application de plusieurs générations. L'élément turc meurt de lui-même : plutôt que de se préparer à la lutte autour de son cadavre, l'Europe civilisée a pour mission de former ceux qui recueilleront sa succession. Le salut de l'Autriche et le repos de la Turquie d'Europe sont au prix de cette politique d'émancipation progressive proclamée en 1856 au congrès de Paris et déjà heureusement appliquée en Roumanie et en Serbie.

Sur la question allemande telle qu'elle se pose aujourd'hui, il règne la plus heureuse concordance entre les vues du comte Andrassy et celles de M. de Beust. L'empire d'Autriche doit accepter le développement de l'unité allemande, et, sans accepter de fait aucune alliance offensive ou même défensive qui risquerait de le lier aux témérités de M. de Bismark, il doit vivre avec ses anciens confédérés en état perpétuel d'alliance morale. Le rôle de l'Autriche et de former la grande chaîne entre l'Allemagne et l'Orient. Si elle e comprend ainsi, elle constitue en Europe cette grande puissance défensive qui manquait à l'équilibre depuis la dissolution de la confédération germanique. Elle se trouve aujourd'hui n'avoir plus au-

cun intérêt contraire à la Prusse ou du moins à l'Allemagne libérale, et l'Allemagne de son côté n'a aucun intérêt contraire à l'Autriche. Ce n'est pas à la monarchie des Hohenzollern, devenue puissance exclusivement allemande, qu'il peut convenir de tenter l'absorption de la Bohême, où son système, nécessairement centralisateur, aurait à compter avec les résistances des Tchèques, et d'autre part l'Autriche n'a plus d'intérêt à faire mouvoir les ressorts au moyen desquels elle soutenait autrefois son action en Allemagne, car, à suivre encore une politique trop germanique, elle ne manquerait pas d'éveiller les susceptibilités des races diverses qui la peuplent, comme cela est arrivé de 1850 à 1866. La Prusse et l'Autriche ont donc en résumé leur sphère d'action et leur mission historique très nettement définies. La Prusse doit être la grande puissance germanique; l'Autriche doit être une vaste fédération de peuples guidée par le génie magyar et le génie allemand. Les populations slaves, entrées aujourd'hui en possession d'une large autonomie provinciale et d'un contrôle puissant sur la politique générale de l'état, tiennent entre leurs mains les élémens essentiels de leur développement. Il faut qu'elles soient ralliées à leur patrie vraie, l'Autriche, par l'attrait des mœurs publiques et par le prestige des succès qu'obtient toujours un bon gouvernement. Soustraites, par cette vue plus nette de leurs véritables intérêts, aux influences de la Russie, elles permettraient à l'Autriche de s'étendre lentement et par une pente naturelle vers le Danube et la Mer-Noire.

La nouvelle Allemagne comprend d'ailleurs qu'une nouvelle guerre entre l'Autriche et elle ne profiterait qu'à la Russie. La Prusse y gagnerait à peine de dominer encore sur 8 millions d'Allemands dispersés de l'Elbe à l'Adriatique, et la Russie aurait en retour ces vastes territoires slaves où elle cherche à planter pour l'avenir les jalons de sa domination. L'instinct de la race moscovite a vite saisi que l'alliance intime entre l'Allemagne unitaire et l'Autriche régénérée devait marquer un temps d'arrêt à sa marche vers l'Europe, et comme elle n'a pu ou voulu empêcher l'unité allemande, elle travaille aujourd'hui avec un redoublement d'énergie à empêcher l'Autriche de se relever de sa défaite. Ce ne sont pas les nationalités qui sont en cause ici, c'est le fanatisme de la race. Puissent les hommes d'état autrichiens réussir à détourner cette invasion du panslavisme et les dangers dont il menace notre civilisation occidentale!

L. BULOZ.

LES

PAQUEBOTS TRANSOCÉANIENS

La Navigation à vapeur transocéanienne, par M. Eugène Flachat.[1]

Les paquebots sont les chemins de fer de l'océan. Ils rendent les mêmes services pour les transports. Ils emploient la même force, la vapeur tour à tour condensée et dilatée. Ils exigent pareillement le concours de la science et les ressources du capital. S'il y avait à marquer les rangs entre les deux modes de locomotion rapide et à les classer en raison de la difficulté vaincue, le paquebot l'emporterait sur la locomotive. Sans doute, pour livrer passage à celle-ci, il a fallu creuser ou relever le sol, construire des tunnels et des viaducs, jeter des ponts sur les fleuves, exécuter enfin ces travaux hardis qui excitent justement notre surprise et notre admiration; mais une fois que la route est ouverte à force d'intelligence, d'argent et de bras, la locomotive glisse sans peine sur le rail, et, plus vite qu'un cheval emporté, elle reste docile à la main qui la mène. Bien différente est la condition du paquebot qui trace son sillage sur la mobile surface des mers. Pour lui, point de rail qui le soutienne et le dirige; point de gares toujours prochaines où il puisse renouveler sa provision de combustible, se réparer ou s'abriter; à chaque instant, il doit s'attendre à lutter contre la violence des élémens; le vent, qui l'aidait tout à l'heure, lui de-

(1) 2 vol. in-8° et un atlas, 1866. Baudry.

vient contraire; d'énormes masses d'eau se soulèvent et se dressent devant lui comme des remparts qui ne s'écroulent à son choc que pour menacer de l'engloutir sous leurs débris. Aussi quels prodiges de science, d'art et de travail pour donner la force et la vitesse à ce merveilleux instrument de transport qui contient tout en lui, le moteur, le combustible, les passagers, les marchandises, et qui remplit sur l'océan, avec plus d'audace et d'une façon plus complète, le même office que la locomotive roulant sur les voies ferrées!

Une grande et belle industrie est née et s'est développée avec les paquebots. Déjà en 1853, alors qu'il s'agissait de créer en France les premières compagnies de transports à vapeur sur l'Océan, nous l'avons étudiée à ses débuts (1). Que de progrès accomplis depuis cette époque! Un ingénieur éminent, dont le nom est attaché aux œuvres les plus éclatantes et les plus utiles de l'industrie contemporaine, M. Eugène Flachat, vient de publier sur la navigation à vapeur un ouvrage complet, dans lequel sont consignées les notions scientifiques en même temps que les lois économiques qui président à l'organisation des paquebots. Ce remarquable travail nous fournit l'occasion toute naturelle de poursuivre, à l'égard des transports par mer, l'étude à laquelle nous nous sommes précédemment livré sur les transports par les voies ferrées. Ce sont, à vrai dire, les mêmes problèmes économiques, politiques et sociaux que provoque cette vaste question des transports maritimes ou terrestres. Faciliter les relations entre les hommes, multiplier les échanges de produits, en d'autres termes améliorer les conditions de la vie sociale, telle est la mission que remplissent les paquebots aussi bien que les chemins de fer. Nous voudrions donc exposer clairement l'organisation et le mode d'exploitation des paquebots, dire les résultats obtenus et indiquer, à la lumière des expériences faites dans les différens pays, les moyens d'étendre et de perfectionner ce système de communications, qui est destiné à prêter un concours si efficace aux idées de paix et de travail.

I.

Un paquebot pourvu et aménagé pour des voyages rapides ne coûte pas moins de 4 ou 5 millions. Une ligne postale à établir entre l'Europe et les États-Unis par exemple comporte plusieurs navires. Il faut donc premièrement un capital très considérable pour monter un service transatlantique, et ce capital ne peut être demandé qu'à l'association. D'un autre côté, l'expérience prouve

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1853 : *Des Nouvelles voies maritimes pour la France. — Les Paquebots transatlantiques.*

que le capital dont l'emploi est nécessaire n'obtiendrait point, quant à présent, une rémunération suffisante avec les recettes provenant du transport des passagers et des marchandises : le fret ne couvrirait point les dépenses d'exploitation et l'amortissement. Il convient par conséquent d'ajouter au fret un élément extraordinaire de produit; cet élément, c'est la subvention payée par l'état. Association des capitaux par la formation des compagnies, concours de l'état au moyen de subventions, voilà les deux conditions préalables et fondamentales pour la constitution des grands services de navigation à vapeur affectés au transport des correspondances.

Le système des subventions a été de tout temps l'objet de vives critiques. On y a vu tantôt une atteinte au principe de la libre concurrence, tantôt un sacrifice financier consenti indûment au profit d'intérêts privés. Comme ces deux objections se représentent toutes les fois qu'il s'agit de fonder de grandes compagnies de transport ou de réviser les termes de leurs contrats, il n'est pas inutile de les discuter. Aussi bien les argumens que l'on invoque contre les compagnies concessionnaires de services maritimes s'appliquent également aux concessions de chemins de fer et à d'autres concessions analogues qui procèdent de l'état ou des communes. Il y a donc là une question générale, sur laquelle il est très désirable que la lumière soit faite et que toutes les opinions s'accordent. On s'épargnerait ainsi pour le présent et pour l'avenir des débats inutiles, nuisibles même, car de telles discussions peuvent dans certains cas paralyser l'action féconde des capitaux et arrêter l'essor des entreprises les plus profitables pour l'intérêt public.

En proclamant le principe de la concurrence, la science économique a démontré que ce principe fournit la solution la plus équitable et la plus efficace du problème de la production. Précédemment le travail était soumis au régime des corporations, des priviléges et des monopoles, et cette réglementation existait, non pas seulement parce qu'elle répondait à l'organisation même de la société civile et politique, divisée alors en classes très distinctes, mais encore parce qu'elle semblait devoir procurer un meilleur aménagement des forces productives. La révolution introduite dans la constitution et dans les mœurs politiques enleva à ce régime sa première raison d'être et l'ébranla profondément; restait toutefois l'argument tiré de l'intérêt général de la production, intérêt qui paraissait mieux servi par les combinaisons particulières à l'aide desquelles le travail était réglementé. Ajoutons que la plupart des réformateurs qui se donnaient alors pour mission de réorganiser et de régénérer la société acceptaient volontiers et pratiquaient dans la mise en œuvre de leur système le contrôle direct et absolu sur le travail, non point assurément pour asservir l'intelligence et les

bras, mais pour les employer plus utilement, pensaient-ils, au bien-être général. La science économique avait donc à combattre tout à la fois les préjugés traditionnels de l'ancien régime et les illusions séduisantes de l'esprit nouveau; elle avait à lutter contre la routine et contre la réforme; il lui fallait prouver que le travail ne se gouverne pas à l'instar des machines qu'il met en mouvement, que l'autorité, même bienveillante, lui est absolument contraire, qu'il produit d'autant plus et d'autant mieux qu'il est plus libre : d'où la conséquence que les destinées de l'individu comme celles de la société sont intéressées à la liberté du travail. Cette démonstration a prévalu, non sans peine; on peut dire qu'elle est aujourd'hui complète, au point de figurer désormais dans le catalogue des lieux communs.

Mais si la science économique fit triompher le principe de la libre concurrence, ce fut en invoquant l'intérêt général et non pas simplement une théorie. Supposons donc qu'il se présente des services exceptionnels qui ne s'accommodent point du régime de la concurrence et qui exigent pour naître et pour subsister une organisation spéciale; il faudra bien recourir à un mode d'action particulier. Or cette supposition se réalise pour les grandes entreprises de transports rapides, chemins de fer ou paquebots. De gros capitaux sont nécessaires; on ne peut les attirer qu'en leur offrant la perspective d'une rémunération. L'exploitation est très coûteuse; on n'est en mesure d'y pourvoir que par une contribution additionnelle. Quoi que l'on imagine, on n'échappera point à la nécessité d'une assistance directe ou indirecte, sans laquelle les capitaux les plus téméraires ne songeraient pas à s'aventurer. Que cette assistance prenne la forme d'une subvention, d'une garantie d'intérêts, d'une concession privilégiée, peu importe. Le fait est là, dans toute son évidence. Il est facile de prétendre dogmatiquement que les subventions et les priviléges sont contraires aux prescriptions de la science; mais il serait beaucoup moins aisé de montrer que les entreprises se formeraient toutes seules et que la société serait en possession de lignes de chemins de fer et de services transatlantiques, si elle n'en aidait très résolûment la création, et si elle se fiait uniquement aux ressources et aux excitations de la concurrence. On compromet la science économique en lui attribuant une sorte de raideur inflexible qui n'admet ni tempérament ni transaction. Sa mission est de servir l'intérêt public, et elle doit reconnaître tous les modes qui y tendent, sauf à ne les accepter qu'avec discernement, et même, si l'on veut, avec défiance, quand ils paraissent s'écarter des règles générales.

Tout service de correspondances postales doit remplir trois conditions, à savoir : fréquence des voyages, exécution de ces voyages

à date fixe, rapidité et sécurité du transport. Il faut que le navire parte régulièrement, en toute saison, quels que soient l'état des relations commerciales et le mouvement des voyageurs, c'est-à-dire que, pour certains voyages, sa cale et ses cabines peuvent être à peu près vides et ne lui procurer qu'un fret insignifiant. Il est nécessaire que sa construction et son armement présentent les plus grandes garanties de sécurité, puisqu'il est destiné à transporter non-seulement des passagers, mais encore les lettres, le numéraire et les marchandises les plus précieuses : or cette sécurité ne s'obtient que par une augmentation des frais de premier établissement et d'entretien. Enfin, pour atteindre le plus haut degré de rapidité, il est indispensable que le navire, avec ses proportions exceptionnelles, soit muni de puissantes machines et d'énormes approvisionnemens de houille qui occupent sans profit un emplacement considérable. Voilà donc une entreprise qui, par sa nature même et par ses obligations, est placée en dehors de la concurrence. Elle pourrait, il est vrai, réclamer pour le transport des lettres et des valeurs qui lui sont confiées un prix calculé d'après les dépenses, et elle rentrerait ainsi dans les conditions générales qui régissent toute opération de commerce; mais alors ce prix deviendrait tellement élevé que les communications postales par les voies rapides seraient fort réduites, et il en résulterait un grave dommage : il est même certain que dans de telles conditions les paquebots-postes ne se seraient jamais établis. Les gouvernemens n'ont point hésité; s'inspirant de l'intérêt public, ils n'ont considéré que le but à atteindre, et, convaincus que la subvention était indispensable pour l'organisation des services transocéaniques, ils ont accordé ces subventions; c'est ce qui a eu lieu en France, en Angleterre et aux États-Unis. Ces exemples valent toutes les démonstrations.

On objecte que, grâce à la subvention qui s'ajoute aux recettes de l'exploitation commerciale, les entreprises de paquebots réalisent des bénéfices, et qu'il serait beaucoup plus simple de réserver ces bénéfices pour l'état qui exploiterait directement les transports, plutôt que de laisser répartir les profits entre des capitalistes actionnaires. Dans cet ordre d'idées, on demande pourquoi le gouvernement ne pourvoirait pas au service des transports maritimes comme il pourvoit au service des postes sur les routes de terre, avec la chance de réaliser à son compte les bénéfices que prélèvent les compagnies. — L'objection n'est pas nouvelle : nous l'avons vue se produire à l'occasion des chemins de fer, lorsque s'est agitée la question de savoir si l'exploitation devait être retenue par l'état ou confiée à l'industrie privée. Les motifs qui, après de longues discussions, ont fait prévaloir le régime des compagnies de préférence à l'exploitation directe par l'état, existent, plus impé-

rieux encore, pour l'organisation des paquebots. En outre, pour ces derniers, l'expérience a prononcé. Pendant plusieurs années, le gouvernement français a entrepris le service des transports maritimes dans la Méditerranée : ce service lui a été financièrement très onéreux. Lorsqu'il s'en est dessaisi, non-seulement la subvention qu'il a dû payer à la compagnie concessionnaire a été bien inférieure à la somme des pertes qu'il avait eu à supporter comme exploitant, mais encore les opérations commerciales se sont développées au point de compenser indirectement, pour le trésor, les frais de la subvention. C'est une question que l'on peut tenir pour jugée, et il serait vraiment superflu d'insister sur les argumens de doctrine et de fait qui recommandent le système dont l'adoption est consacrée aujourd'hui par la pratique des grandes nations maritimes.

Ainsi se trouve justifiée, même au point de vue de la science économique, le régime qui est appliqué à la constitution des services transocéaniens, et qui consiste dans la formation de grandes compagnies soutenues par des subventions. C'est l'intérêt public qui a déterminé les gouvernemens à favoriser ces entreprises par des mesures d'exception, et l'économie politique, nous le répétons, a pour objet de discerner et de recommander tout ce qui peut être profitable pour l'ensemble de la communauté. Quant à l'intérêt fiscal, on le représente à tort comme sacrifié par les subsides qui sont alloués aux compagnies, car, tous comptes faits, on observe que les revenus de l'état s'accroissent sensiblement par l'effet des communications plus fréquentes et plus rapides qui sont assurées aux correspondances, aux voyageurs et aux produits.

Quelle est la conséquence de cette démonstration? C'est que l'organisation actuelle des paquebots, telle qu'elle résulte des combinaisons adoptées par les principales puissances commerciales et maritimes, n'est point contraire aux principes de la science sainement appliquée, et que, loin de nuire aux finances publiques, elle est pour l'état comme pour les particuliers une source d'enrichissement; c'est qu'elle doit être conservée tant que l'instrument de transport n'aura point été modifié ou perfectionné de manière à puiser dans le fret un revenu suffisant pour couvrir les frais d'établissement et d'entretien, et tant que le mouvement des échanges dont il est l'intermédiaire ne deviendra point assez actif pour élever le produit du fret au niveau des dépenses; c'est enfin que les compagnies concessionnaires doivent être considérées non point comme les agens d'un monopole, mais comme les agens d'un grand service d'utilité publique. Ces premiers points dégagés, on peut étudier plus librement les faits accomplis à l'aide de ce système, et

apprécier sans arrière-pensée les progrès qui ont été réalisés dans le mécanisme des communications transocéaniennes.

II.

Les premiers services de paquebots régulièrement organisés pour des distances considérables datent de 1837. Pendant que le gouvernement français établissait les lignes du Levant, l'Autriche favorisait la création du Lloyd de Trieste pour les communications postales dans l'Adriatique et dans la Méditerranée, et l'Angleterre subventionnait la Compagnie péninsulaire, qui, chargée d'abord du service entre Falmouth et Gibraltar, prolongea bientôt ses parcours vers Malte et vers Alexandrie. Dès l'origine, le système de l'exploitation directe par l'état et le mode de l'exploitation par des compagnies subventionnées furent en présence. La France persévéra jusqu'en 1851 dans le système qu'elle avait adopté, et il lui en coûta une perte nette de 20 millions environ, somme bien supérieure à ce que lui eût coûté le paiement d'une subvention. En outre les navires qu'elle avait construits spécialement pour le service de la Méditerranée, et qui, dans la pensée du gouvernement, devaient être employés suivant les cas aux transports ou à la guerre, furent reconnus insuffisans pour chacune de ces deux fonctions. L'expérience acquise aux frais du trésor était décisive.

L'établissement des paquebots français, anglais et autrichiens dans la Méditerranée avait été inspiré surtout par l'intérêt politique. La question d'Orient était alors prépondérante. Elle faillit, en 1840, mettre l'Europe en feu. Il importait aux principales puissances de montrer fréquemment leur pavillon dans les mers du Levant et d'y affirmer ainsi leur influence. Lorsque les rivalités politiques eurent été momentanément amorties par l'intervention de la diplomatie, les paquebots demeurèrent les instrumens très actifs d'une concurrence commerciale qui développa dans de grandes proportions le trafic de la Méditerranée. Le Lloyd et la Compagnie péninsulaire étendirent leurs opérations en augmentant le nombre de leurs navires. Le gouvernement français, dont les paquebots exécutaient avec une parfaite régularité le service postal, mais ne se livraient que dans une mesure très restreinte aux transports du commerce, jugea qu'il fallait compter sur ce dernier élément et transformer le mode d'exploitation. Il traita donc avec la compagnie des Messageries impériales, lui céda ses paquebots et lui confia, moyennant une subvention, le service postal, auquel devait se rattacher désormais le trafic des marchandises.

La création des services à vapeur dans la Méditerranée devait

nécessairement conduire à l'organisation de services analogues sur l'Océan. Ce fut la Grande-Bretagne qui entra la première dans cette voie. Dès 1839, le gouvernement subventionna des lignes régulières de paquebots pour les États-Unis ainsi que pour les Antilles et le golfe du Mexique. La compagnie Cunard et la compagnie du *Royal-Mail* datent de cette époque. Quelques années après, la Compagnie péninsulaire, qui desservait la Méditerranée, reçut de fortes subventions pour établir des lignes de paquebots dans l'Océan-Indien et dans les mers de Chine. L'exemple de l'Angleterre, les bénéfices que son commerce retirait de ces nouveaux moyens de transport et le sentiment vif et légitime de l'émulation nationale étaient de nature à engager les autres peuples maritimes dans la carrière que la Grande-Bretagne commençait à parcourir avec tant de succès. La France, après de longues études et quelques essais malheureux, réussit enfin à organiser de 1860 à 1862 les lignes des États-Unis, du Brésil et de la Plata, de l'Inde et de la Chine, en partageant ses subventions entre deux grandes compagnies, la Compagnie transatlantique et les Messageries impériales. De leur côté, les États-Unis ne demeuraient pas inactifs : sur l'Atlantique, leurs paquebots se dirigeaient vers Liverpool, le Havre et Brême; sur l'Océan-Pacifique, ils créaient les lignes de San-Francisco et de Valparaiso. Enfin l'Autriche voulut, elle aussi, prendre part à ce mouvement de communications rapides et elle s'imposa de lourds sacrifices pour entretenir des services de navigation à vapeur. Bref, depuis cinq ans, les principales contrées du globe sont reliées entre elles par les correspondances régulières et fréquentes que procurent les navires à vapeur. Après s'être essayées et formées dans l'étroit bassin de la Méditerranée et sur les grands fleuves de l'Amérique, les entreprises de paquebots ont affronté les hautes mers : elles se répandent et rayonnent dans toutes les directions. De même que les compagnies de chemins de fer, elles exploitent des lignes principales et des embranchemens, c'est-à-dire le premier et le deuxième réseau. La période d'expérience, qui a duré près de vingt-cinq ans, a fait place à la période d'exploitation universelle, et la navigation transocéanienne à la vapeur, qui n'était d'abord qu'une exception et comme un objet de luxe, est devenue le mode ordinaire et normal des transports non-seulement pour les correspondances postales, mais encore pour les passagers et pour un certain nombre de produits.

L'expérience acquise depuis trente ans permet d'examiner utilement et de traiter en connaissance de cause la plupart des questions qui intéressent la concession et l'exploitation des services de paquebots. Quels doivent être le mode de concession et les dispositions essentielles des contrats? Quels sont les rôles respectifs du

fer et du bois, de la roue et de l'hélice, dans les systèmes de construction et de propulsion des navires? Quelles peuvent être les dimensions des bâtimens? Dans quelle mesure la voile doit-elle être utilisée comme auxiliaire de la vapeur? Ces différens points sont exposés et discutés dans l'ouvrage de M. E. Flachat, à l'aide de démonstrations techniques que nous n'avons pas à reproduire, et dont nous nous bornerons à indiquer les résultats.

Pour le mode de concession, il y a, comme on le sait, deux systèmes, le système de l'adjudication publique et celui de la concession directe. Chacun de ces deux systèmes a été appliqué en Angleterre et en France. Le premier a réussi en Angleterre; en France, il a échoué. L'élément nécessaire de succès pour le régime de la concurrence, c'est qu'il y ait, dans le pays où on l'applique, un nombre suffisant de compétiteurs sérieux, et que l'abondance des capitaux, le développement de l'esprit d'association, l'état florissant de l'industrie maritime permettent à plusieurs entreprises d'entretenir un service de paquebots. La lutte s'établit ainsi naturellement, et la concession est dévolue à celui des concurrens qui offre les meilleures conditions pour l'intérêt public. L'Angleterre possède depuis longtemps ces diverses ressources : les capitaux y abondent et sont habitués à l'association, l'industrie maritime est fortement constituée, et elle trouve à sa portée des chantiers de construction et des bassins pour les réparations, ce qui facilite l'organisation prompte et économique d'un service de navigation à vapeur. Cependant la première concession importante qui ait été faite, celle des communications postales entre Liverpool et New-York, a été accordée en 1838 à M. Cunard, puis modifiée et continuée par des contrats successifs, sans adjudication ni concurrence. Depuis plusieurs années, le régime de l'adjudication publique a prévalu, et tout porte à croire qu'il sera adopté pour les concessions futures. Ce n'est point qu'il paraisse exempt d'inconvéniens; mais il est le plus conforme aux mœurs économiques de l'Angleterre, et, comme en définitive on est assuré que les appels à la concurrence seront entendus et que les engagemens seront souscrits par des compagnies solvables et sérieuses, le gouvernement préfère un mode de concession qui le décharge de toute responsabilité.

En France, nous l'avons dit, il n'en est pas de même. Le système de l'adjudication, tenté en 1855 et 1856 pour l'établissement des services transatlantiques, fut reconnu impuissant, et l'on dut recourir à la concession directe qui a mis entre les mains de deux grandes compagnies l'exploitation des lignes de l'Amérique et des Indes. Est-il besoin de rappeler que, pour l'organisation d'entreprises aussi considérables, le marché français offre moins de ressources que le marché anglais? Les correspondances et les relations

du commerce extérieur sont beaucoup moins actives; les capitaux se portent moins facilement vers l'industrie maritime. Où sont les chantiers capables d'exécuter avec régularité et promptitude les travaux de construction et de réparation pour ces immenses navires, dont les proportions diffèrent si largement de celles que présentent les instrumens ordinaires de transport, tandis qu'en Angleterre, où la navigation à vapeur est depuis longtemps très étendue et où le trafic des marchandises emploie des bâtimens du plus fort tonnage, plusieurs ports possèdent des usines, des chantiers, des bassins, qui sont en mesure de pourvoir à l'entretien matériel des services de paquebots? Il fallait donc que la France créât de toutes pièces non-seulement l'industrie des transports à vapeur et à grande vitesse, mais encore les industries accessoires et les établissemens indispensables. C'est ce qui a été fait. La Compagnie générale transatlantique a organisé de grands ateliers à Saint-Nazaire, et la compagnie des Messageries impériales, indépendamment des ateliers qui lui sont propres, a donné naissance à la compagnie des forges et chantiers de la Méditerranée. Dans de telles conditions, le régime de l'adjudication ne pouvait convenir pour la fondation des entreprises de paquebots. L'instrument de la concurrence, c'est-à-dire le concours de plusieurs entrepreneurs capables d'assurer le service, n'existait pas. On devait chercher, désigner presque le groupe de capitalistes qui pourrait, à prix débattu, assumer la responsabilité et les charges d'une aussi lourde affaire, et c'est à ce mode que l'on a abouti, en procédant par concessions directes. Si l'on avait compris dès l'origine cette nécessité résultant de la situation particulière de l'industrie française, nous aurions eu dix ans plus tôt nos services maritimes.

Plus on approfondit la question, plus on éprouve de difficulté à se prononcer en faveur de tel ou tel système de concession, et les documens recueillis par les enquêtes anglaises laissent subsister cette incertitude. Au premier examen, l'adjudication publique paraît être le mode le plus rationnel et le plus avantageux pour le budget; mais si l'on entre dans le détail, on rencontre de graves objections. S'agit-il d'un service nouveau à établir, rien ne garantit que l'aveugle sort des enchères attribuera la préférence à celui des concurrens qui est le plus apte à constituer l'entreprise, et pour une économie qui peut être très minime l'état est exposé à être mal servi. S'agit-il d'un service à continuer après l'expiration de la concession existante, il serait imprudent de ne point laisser l'entreprise aux mains du concessionnaire qui a acquis l'expérience et qui a fait ses preuves; il serait inique de transférer à d'autres les bénéfices d'une industrie que le premier concessionnaire a créée, déve-

loppée à grands frais, peut-être même à perte, car dans ce genre d'opérations les commencemens sont toujours plus ou moins livrés à l'inconnu. Avec l'adjudication, il faut préciser avec la plus stricte rigueur dans le cahier des charges le nombre, les dates, les vitesses des voyages, la direction des lignes, et, comme les relations commerciales et postales sont sujettes à se modifier et à se déplacer, il importe que le traité passé entre l'état et l'entreprise soit de courte durée. Or une concession à court terme exige une plus forte dépense d'amortissement annuel, et doit par suite être plus coûteuse.

La concession directe n'offre pas ces inconvéniens. Elle laisse à l'état une plus grande autorité sur le concessionnaire. Quelque précises que soient et doivent être les conditions du traité, elle permet d'obtenir plus facilement des augmentations ou des modifications de parcours et de réaliser sans retard les progrès que réclame l'intérêt public. Les contrats pouvant dès lors s'étendre à une plus longue période, l'entreprise, qui a l'avenir devant elle, s'organise plus largement, ne craint point d'engager une plus forte somme de capital, jouit d'un meilleur crédit, et se trouve dès lors mieux en mesure de développer son exploitation lorsque le gouvernement, tuteur et organe de l'intérêt général, le juge utile. C'est ce que nous avons vu en France, où les conventions primitives conclues avec la compagnie dés Messageries impériales et avec la Compagnie générale transatlantique ont été successivement modifiées par des additions de services que l'on eût obtenues moins aisément et surtout moins promptement de compagnies procédant du régime de l'adjudication. Il y a là pour le public, c'est-à-dire pour l'intérêt prépondérant, un avantage incontestable. La seule objection consiste en ce que les concessions de toute nature, stipulant des subventions en argent ou des priviléges plus ou moins étendus, ne sauraient être laissées à l'arbitraire du gouvernement et des fonctionnaires qui le représentent; mais cette objection devient sans valeur du moment que les contrats et les noms des contractans sont soumis au contrôle du pouvoir législatif et que la concession ne peut être définitive qu'en vertu d'une loi. Au moyen de cette procédure, toutes les demandes, toutes les réclamations des parties intéressées sont soumises à un examen attentif; les chambres, la presse, le public, sont appelés à donner leur avis; l'affaire se traite au grand jour, et il faudrait plaindre les pays où ces garanties ne suffiraient pas pour assurer la convenance en même temps que l'honnêteté de ces grandes transactions. En résumé, nous estimons que, si l'on met en balance les avantages et les inconvéniens des deux systèmes, la concession directe est préférable à l'adjudication publique pour la constitution des services de paquebots.

Les gouvernemens ont eu longtemps la pensée que les navires affectés aux communications postales pourraient être, le cas échéant, employés comme navires de guerre, et lors des premières concessions ils ont inséré dans les cahiers des charges ou dans les contrats des clauses spéciales pour la construction et l'armement. L'expérience a démontré le vice de cette combinaison. Un bon paquebot serait un mauvais navire de guerre et réciproquement. Le premier doit tout sacrifier à la vitesse, le second à la force d'attaque et de résistance. Aujourd'hui, en France comme en Angleterre, on a complétement renoncé aux navires à deux fins. Les paquebots peuvent d'ailleurs rendre les plus grands services en temps de guerre. Ils exécutent les transports de troupes, de munitions, d'approvisionnemens, et demeurent les plus utiles auxiliaires de la flotte. C'est ainsi qu'ils ont rendu de grands services pendant les guerres de Crimée et d'Italie. Là doit se borner leur rôle; aussi les clauses relatives à leur armement militaire ont-elles complétement disparu des contrats.

Cette renonciation à l'emploi des navires mixtes émancipa en quelque sorte l'art du constructeur, et facilita singulièrement les études relatives à la confection des paquebots. Pendant que les ingénieurs militaires s'appliquaient à perfectionner l'instrument de combat, les compagnies s'occupaient exclusivement d'améliorer l'instrument de transport, pour le rendre tout à la fois plus rapide et plus apte à ses fonctions commerciales. Les progrès se sont accomplis parallèlement avec une émulation profitable pour chacune des deux marines. Le premier problème à résoudre était d'obtenir l'agrandissement du navire de telle sorte que celui-ci pût, avec un accroissement de vitesse, transporter un plus grand nombre de passagers, une plus grande quantité de marchandises, et procurer une plus grande somme de fret. Les premiers paquebots jaugeaient à peine 2,000 tonnes avec une puissance motrice de 400 chevaux au maximum. Aujourd'hui la capacité des navires excède 4,000 tonnes, et la puissance motrice, pour les navires qui font les traversées entre l'Europe et les États-Unis, atteint 1,000 chevaux. Il y a vingt ans, l'ingénieur anglais Scoresby déclarait que pour les traversées transatlantiques les navires de grandes dimensions seraient les plus avantageux sous le rapport de la sécurité et de l'économie, et il prédisait que d'*énormes* navires y seraient un jour employés. Cette prédiction se réalise. Le *Great-Eastern* dépasse à cet égard tout ce que les esprits aventureux pouvaient imaginer. Sans doute ce géant des mers, avec ses 24,000 tonneaux de jauge, ses 2,600 chevaux de force motrice, n'est point un navire commercial, en ce sens que, dans l'état présent du commerce et des relations interocéaniennes, il ne trouverait point à jour fixe un chargement rémunérateur; on

doit même ajouter qu'il a été construit en dehors des données de la pratique, parce que son tirant d'eau de 8 mètres lui ferme la majeure partie des ports de commerce. Il porte ainsi la peine de sa puissance, il est supérieur à son temps; mais au point de vue nautique il fournit la démonstration la plus éclatante des dimensions que peut réaliser l'art de l'ingénieur. Il a navigué, il a affronté avec succès toutes les fortunes de mer; s'il n'enrichit point les capitalistes qui se sont associés à l'audace de Brunel, s'il doit, lui aussi, gémir sur sa grandeur qui le retient trop souvent au rivage, il compte dans ses états de service l'une des plus grandes œuvres de la civilisation moderne, la pose du premier câble électrique entre les deux mondes. Il a donc fait noblement ses preuves, et il a résolu avec un plein succès le problème des navires *énormes* que prédisait Scoresby. Quelle est la conséquence de cette démonstration? C'est que les dimensions des grands paquebots peuvent être augmentées bien au-delà des dimensions actuelles, c'est que la jauge de 4,000 tonnes pourrait être sextuplée sans péril et même avec un surcroît de sécurité et de vitesse, c'est que les relations transocéaniennes, à mesure qu'elles se développent, sont assurées de trouver à leur portée un instrument de transport qui se développera pareillement en proportionnant sa puissance aux services qui lui seront demandés.

Quant à la vitesse, c'est-à-dire à la condition essentielle du service des paquebots, l'agrandissement des navires la réalise de la façon la plus certaine, ainsi que l'établissent les expériences faites par la marine militaire comme par la marine commerciale. Les grandes dimensions des navires et leur grande puissance motrice dominent l'agitation de la mer et de l'air, agitation qui crée l'obstacle le plus sérieux à la rapidité de marche. « Ce qu'on ignorait, dit M. Eugène Flachat, et ce qui est une découverte aussi riche d'avenir pour les transports maritimes que le sont les chemins de fer pour les transports sur terre, c'est qu'il y a entre la plus grande agitation de la mer et la plus grande dimension d'un navire une relation qui assure à ce dernier la supériorité en le laissant maître de sa stabilité, de sa puissance motrice et de sa direction. C'est là la grande leçon donnée par cette succession de navires de plus en plus grands, de plus en plus puissans. La vitesse croissante et la régularité des trajets, la nature même des rares accidens qui ont suspendu leur marche et qui sont dus sans exception à quelque pièce de la machine, à un défaut, à un oubli, ont démontré que la voie des grandes dimensions était la seule rationnelle, puisqu'elle aboutissait à la satisfaction de cet intérêt de vitesse qui semble placé au premier rang de tous les besoins qui s'attachent aux moyens de communication. » On comprend ainsi comment en France

et en Angleterre les compagnies concessionnaires des services maritimes emploient des navires d'une dimension supérieure à celle qui est prescrite par leurs contrats, et l'on apprécie mieux la portée de l'expérience à laquelle se sont livrés les constructeurs du *Great-Eastern*. Nous sommes bien loin encore des 24,000 tonnes et des 2,600 chevaux de cet immense navire; mais nous savons dès à présent que l'on pourra, quand cela sera nécessaire, atteindre de pareils chiffres, et les générations futures nous devront quelque gratitude d'avoir, au début même de la création des paquebots, étudié et travaillé pour elles.

Les premiers paquebots étaient construits en bois. Le bois n'a point tardé à céder la place au fer. Au point de vue de la construction, l'établissement des grandes usines où l'on prépare le fer assure aux chantiers une abondance d'approvisionnemens et une économie que l'on n'obtient pas au même degré avec l'emploi du bois. Le bois doit être choisi avec le plus grand soin, il faut souvent le faire venir de longues distances; il demande à être conservé dans de vastes magasins et amené à l'état complet de siccité avant d'être affecté utilement aux constructions navales; les ouvriers qui le travaillent, les charpentiers de navires, forment un corps d'état dont l'effectif, naturellement limité, devient insuffisant lorsque les commandes affluent dans les chantiers, et dont les exigences, d'ailleurs fort légitimes, tendent à élever le prix de la main-d'œuvre. Avec le fer, ces inconvéniens disparaissent. Aujourd'hui tous les peuples avancés en industrie possèdent des usines où le métal est traité avec une grande perfection et qui suffisent promptement à toutes les commandes. Une coque de navire est fabriquée comme un simple outil, démontée et transportée pièce par pièce et rendue sur le chantier ou sur le lieu d'emploi, pour y être assemblée et mise en service. On n'a plus à subir les dépenses d'approvisionnement et de conservation de la matière; on n'a plus à redouter la rareté des ouvriers. Le génie maritime trouve dans l'industrie métallurgique un auxiliaire toujours prêt, qui peut étendre au premier signe ses moyens de production, et qui lui offre d'inépuisables ressources, surtout depuis que le libre échange permet au constructeur de s'adresser aux manufactures étrangères. Pour l'exploitation, les navires en métal présentent de nombreux avantages: une plus longue durée; à dimensions égales, plus de capacité et de légèreté, ce qui augmente le revenu du fret; plus de sécurité, parce qu'il est plus aisé de multiplier et d'isoler les compartimens du navire et de parer ainsi aux dangers des voies d'eau et de l'incendie; enfin de meilleures conditions de salubrité, parce que le maintien de la propreté intérieure et l'expulsion des eaux de cale y sont plus faciles. Aussi les bâtimens en fer prennent-ils une place de plus en plus

grande dans la marine commerciale des différens pays, et un nouveau progrès se prépare avec l'emploi de l'acier. D'après les documens statistiques, on comptait en Angleterre, à la fin de 1864, sur un effectif total de 2,401 navires à vapeur, 848 bâtimens en bois, 1,542 bâtimens en fer et 11 en acier. Si l'on établit la comparaison d'après les tonnages, on trouve, en 1864, pour les bâtimens en bois, un total de 146,000 tonnes, et pour les bâtimens en métal 846,000 tonnes. Depuis 1864, la différence au profit de ces derniers va toujours en croissant; les coques en bois ne sont plus conservées que pour les bâtimens de faible tonnage. Quant aux grands paquebots employés tant en France qu'en Angleterre pour les communications postales, les types récemment construits sont en fer. La victoire du métal sur le bois peut être aujourd'hui considérée comme définitive.

De même que le fer a remplacé le bois, de même l'hélice tend à se substituer, comme organe moteur, au système des roues. Ce sont les expériences faites par la marine militaire qui ont encouragé, pour les transports du commerce, l'adoption du nouveau mode de propulsion. Ces expériences prouvèrent que l'on obtiendrait par l'hélice une vitesse à peu près égale avec des machines moins puissantes et avec une moindre consommation de combustible. Les compagnies étaient trop intéressées à ce résultat, qui se traduisait par une réduction de dépenses, pour ne pas poursuivre les études si heureusement commencées sur l'emploi de l'hélice. Celle-ci fut d'abord appliquée aux navires qui ont à faire de longues traversées, pour lesquelles l'économie de la houille est d'une importance capitale, et aux services qui n'exigent point en première ligne la condition de vitesse, tels que les transports des émigrans et des marchandises. Le succès fut complet, et aujourd'hui, même sur les lignes postales de l'Europe aux États-Unis, où les compagnies concurrentes luttent de vitesse, les navires mus par l'hélice sont déjà plus nombreux que les navires à roues. Ils donnent en effet, à tonnage égal, plus de place pour les marchandises, et, dégagés sur leurs flancs du poids et de la résistance qu'opposent les tambours des roues, ils profitent mieux des brises favorables. Les bâtimens à roues conservent la supériorité pour les courtes traversées, et surtout pour les communications qui exigent un faible tirant d'eau, l'hélice ayant besoin d'être profondément immergée pour exercer toute son action; mais pour l'ensemble des transports le nouveau système de propulsion est destiné à se propager rapidement.

Les premiers *steamers* étaient presque entièrement dépourvus de voiles. Il semblait qu'il y eût antipathie entre la vapeur et le vent, et que l'invisible machine, installée au fond du navire, dédaignât

tout secours étranger. Quels regrets ou plutôt quelle indignation dans le cœur des vieux marins, habitués à manier la toile et la brise! Le passager lui-même, si pressé qu'il fût d'arriver au port, n'éprouvait-il pas aussi quelques regrets quand au lieu de l'élégante voilure, pleine de vie et d'harmonie, il ne voyait plus que l'épaisse fumée, traçant dans le vide du ciel un noir et monotone sillon! La marine militaire fut la première à protester contre cette tyrannie de la vapeur. On avait à sa disposition deux forces, l'une donnée par la nature, l'autre créée par l'industrie. Pourquoi ne pas se servir de toutes les deux? Quoi de plus rationnel que de les faire assister l'une par l'autre en combinant leur action? Ainsi furent essayés des modèles de navires dans lesquels la voile reprenait une place modeste, presque timide, pour se déplier de temps en temps et pour aider à certaines manœuvres. Peu à peu elle a reconquis son empire; vaisseaux, frégates, lui obéissent comme autrefois : elle a forcé la vapeur à s'allier avec elle. Pour les paquebots, la réhabilitation de la voile n'est point encore aussi complète; mais les efforts des ingénieurs sont dirigés vers ce but, qui est plus facile à atteindre sur les navires à hélice que sur les navires à roues. La science doit évidemment trouver le moyen d'utiliser à la fois le moteur naturel et le moteur mécanique, d'employer concurremment le vent et la vapeur et d'appliquer au transport toutes les forces disponibles. La navigation y gagnera en vitesse comme en sécurité.

En résumé, sans qu'il soit nécessaire d'aborder les détails techniques et à ne considérer que les résultats, on peut juger des progrès qui depuis vingt ans ont été réalisés dans la construction des *steamers* affectés aux grands parcours transocéaniens; on est sorti de la période des essais, les problèmes à résoudre sont connus, les plus importans sont résolus ou en voie de l'être. On sait que les dimensions des navires comportent d'énormes accroissemens; on n'a plus aucune incertitude sur l'emploi du fer substitué au bois; on commence à être fixé sur les qualités respectives de la roue et de l'hélice; on s'applique à utiliser la force du vent combinée avec celle de la vapeur. Après de nombreux tâtonnemens, la science est arrivée à perfectionner l'instrument du transport au triple point de vue de la sécurité, de la rapidité et de l'économie. Ces améliorations, qui profitent à toute la marine, sont dues principalement aux savantes études des ingénieurs de l'état ou des grandes compagnies, soit en France, soit en Angleterre. Il n'est pas indifférent d'en faire la remarque. En matière de navigation, les moindres expériences sont très coûteuses. Ceux-là seuls peuvent les entreprendre qui disposent de forts capitaux et qui sont directement très intéressés au progrès. Telle est la condition de l'état ou d'une compagnie

puissante. L'un et l'autre sont en mesure de consacrer aux expériences un capital qui dépasserait les ressources du constructeur le plus ingénieux ou du plus habile armateur. En cas d'échec, la perte est relativement minime, et si l'essai réussit, le bénéfice est en raison de l'importance de la construction et du trafic. Les arsenaux d'un état et les chantiers d'une compagnie sont des laboratoires où les ingénieurs les plus éminens dans toutes les branches de l'industrie navale travaillent incessamment au profit de tous. Ces établissemens remplissent dans l'œuvre générale de la production un rôle essentiel, et c'est une raison de plus pour encourager, au nom de l'intérêt public, les grandes associations de capitaux qui concourent avec l'état à l'avancement de la science maritime.

III.

Les progrès techniques qui viennent d'être énumérés ont amélioré le service des paquebots sous le rapport de la vitesse, du comfort pour les passagers et de l'espace disponible pour les marchandises. Les premiers navires de la compagnie Cunard avaient une vitesse moyenne de 8 à 9 nœuds : aujourd'hui la vitesse des paquebots transatlantiques anglais et français atteint et dépasse même 12 nœuds. Les installations pour les passagers sont beaucoup meilleures qu'à l'origine, les curieux qui visitent les grands *steamers* amarrés dans les bassins peuvent admirer le luxe parfois excessif qui décore les salons et les cabines; mais ce que les voyageurs apprécient davantage, et avec raison, ce sont les combinaisons ingénieuses et presque savantes qui se révèlent dans tous les détails de l'aménagement, et qui tendent à diminuer la fatigue d'un long séjour à la mer. Quant aux marchandises, elles n'occupaient à bord des anciens paquebots qu'une place très restreinte; maintenant elles y trouvent d'amples espaces où s'arriment de précieuses cargaisons. Par une conséquence naturelle, l'amélioration du navire a créé une plus grande affluence de passagers et une plus grande somme de transports. Les compagnies ont été incitées à multiplier et à rapprocher les départs, à organiser de nouvelles lignes, à desservir des escales qui n'étaient point indiquées dans leurs contrats, en un mot à étendre leur exploitation dans la mesure de l'intérêt général, qui s'accorde presque toujours avec leur intérêt propre; elles ont pu réduire les prix du passage et le taux du fret. Le perfectionnement du véhicule a développé la matière transportable, et par réciprocité l'abondance de la matière transportable, en augmentant les recettes des entreprises, permet à celles-ci de subvenir aux dépenses nécessaires pour accroître la puissance utile du paquebot.

Là ne se borne point l'action bienfaisante des services subven-

tionnés par les gouvernemens. La rapidité, poussée au point extrême et comme il convient de l'obtenir pour les correspondances, est une marchandise très coûteuse que tous les voyageurs et que toutes les marchandises ne sont pas en état de payer. Il était donc nécessaire de posséder, à côté des *steamers* les plus rapides, une catégorie de navires qui, sans avoir le même degré de vitesse, fussent cependant capables de procurer le transport accéléré et régulier que la voile refuse trop souvent et que la vapeur seule peut donner. Grâce aux constructions en fer et à l'hélice, c'est-à-dire grâce aux études poursuivies d'abord dans l'intérêt des paquebots-postes, ce type de navire existe, et il sillonne aujourd'hui toutes les mers; il effectue les longues traversées aussi bien que le cabotage, il transporte à bas prix les modestes émigrans et les lourdes marchandises; utilisant à la fois la vapeur et la voile, il se plie aux services les plus variés et il remplace peu à peu l'ancien matériel. C'est en Angleterre, pays de fer et de houille, que cette substitution s'accomplit le plus rapidement. La navigation à vapeur présente un tel avantage de sécurité, si on la compare avec la navigation à voiles, qu'elle a déjà enlevé à sa rivale la presque totalité des transports de voyageurs. La statistique des naufrages, dressée avec beaucoup de soin par l'administration anglaise, est à cet égard très éloquente. Il y a huit fois moins de risques de naufrage à la vapeur qu'à la voile, et, si l'on ne fait porter la comparaison que sur les *steamers* qui sont affectés spécialement aux passagers, la proportion est encore beaucoup moindre. Quant aux marchandises, bien que le fret par la vapeur reste plus coûteux, on obtient d'un autre côté une économie sensible, non-seulement par suite de la rapidité des traversées (ce qui diminue d'autant l'intérêt du capital engagé), mais aussi à raison de la sécurité, qui amène une réduction dans le taux des assurances, soit pour les navires eux-mêmes, soit pour les produits. D'après les calculs de M. Flachat, cette réduction ne représenterait pas moins de 400 ou 500 millions par an pour l'ensemble des transports océaniens, si la vapeur était seule employée. Telle est l'importance de la transformation du matériel naval, transformation dont l'origine et les développemens doivent être attribués pour la plus grande part à la création des paquebots-postes.

On compte actuellement près de 200 paquebots subventionnés par la France, l'Angleterre et les États-Unis. La valeur de ce matériel dépasse 400 millions de francs. Les trois grandes entreprises anglaises, la compagnie *Royal-Mail*, qui dessert le golfe du Mexique, les Antilles, le Brésil et la Plata, la compagnie *Cunard*, qui fait le service entre l'Angleterre et les États-Unis, la Compagnie *péninsulaire et orientale*, qui est chargée des transports dans la Méditerranée et dans les mers des Indes et de la Chine, emploient 87 pa-

quebots, parcourent annuellement, aux termes de leurs contrats, près de 760,000 lieues marines, avec des subventions s'élevant ensemble à 26 millions de francs. En France, la compagnie des Messageries impériales exploite, avec 62 navires, un réseau de 471,000 lieues dans la Méditerranée, dans l'Atlantique, sur le Brésil et dans les mers de l'Indo-Chine; elle reçoit une subvention de 14 millions et demi. La Compagnie générale transatlantique fait parcourir à 21 paquebots une distance annuelle de 170,000 lieues, pour les services des États-Unis, des Antilles et du Mexique, moyennant une subvention de près de 10 millions. Les deux compagnies françaises comptent donc un effectif de 83 navires pour un réseau de 641,000 lieues, et elles reçoivent ensemble de l'état 24 millions et demi. Les États-Unis ne subventionnent pour les communications avec l'Europe que 19 navires qui parcourent environ 110,000 lieues: la subvention n'est point payée en argent. La compagnie *Inman*, qui exécute le service, reçoit le produit de la taxe des lettres, produit qui est évalué à 3 millions.

La France, entrée tardivement, bien après l'Angleterre, dans la carrière des entreprises transocéaniennes, y a pris tout de suite une place très considérable. Déjà, par le nombre des paquebots et par l'étendue des parcours, elle atteint presque les chiffres de la Grande-Bretagne, qui est organisée depuis longtemps pour ce genre d'opérations. Il ne s'agit, bien entendu, que des services subventionnés, car on sait que l'Angleterre possède en outre une nombreuse escadre de *steamers* exploités par des compagnies commerciales. Les deux gouvernemens entretiennent des services à destination des États-Unis, des Antilles, du Brésil et de la Plata, des pays de l'Indo-Chine; cette concurrence, qui rend les voyages plus fréquens et multiplie les relations entre l'Europe et les contrées les plus éloignées, a révélé dès le début les avantages des paquebots français, dont la construction, plus récente, a profité de tous les perfectionnemens techniques, dont les aménagemens sont reconnus plus comfortables, et qui pour la vitesse et la régularité ne le cèdent en rien aux paquebots anglais. Il est vrai que les subventions allouées aux compagnies françaises sont un peu plus élevées; mais on doit tenir compte des difficultés plus grandes que ces compagnies avaient à surmonter pour achever leur organisation et de l'infériorité de leur trafic, comparé avec l'immense mouvement de voyageurs et de marchandises dont l'Angleterre est le centre. Quant aux États-Unis, ils se trouvent dans la situation la plus commode pour être desservis à peu de frais. Ils n'ont qu'à laisser venir à eux les paquebots anglais, français, allemands, qui luttent d'empressement et de vitesse pour leur apporter les correspondances, les voyageurs et les produits de luxe. Il y a quelques années, le sentiment de

l'amour-propre national avait engagé le congrès à doter l'Union d'un grand service de *steamers* postaux largement subventionnés; on éprouvait de l'autre côté de l'Atlantique une sorte de déplaisir à voir le service entre les mains des Anglais. Frère Jonathan était jaloux de John Bull; mais on devient moins fier quand il faut payer. Les Américains jugèrent avec raison qu'il était inutile de dépenser de grosses sommes pour un service qui était fait par d'autres, et ils se sont bornés, comme on l'a vu plus haut, à un sacrifice de 3 millions pour subventionner la compagnie *Inman*, dont les navires, moins rapides et moins luxueux que ceux des compagnies anglaises et françaises, sont aménagés pour transporter de nombreux immigrans. C'est du côté de l'Océan-Pacifique que les États-Unis déploient leurs plus grands efforts pour augmenter les services à vapeur; sur l'Atlantique, pour les communications avec l'Europe, l'Angleterre et la France se chargent d'assurer la fréquence et la régularité des voyages.

Il est permis de s'effrayer au premier abord du total des subventions que les gouvernemens de France et d'Angleterre prélèvent sur leurs budgets afin d'entretenir des lignes de paquebots. Hâtons-nous de dire que les chiffres comportent en réalité de nombreuses et sensibles déductions, car il est juste d'inscrire en regard de la dépense les recettes que les paquebots procurent directement au budget. C'est le trésor public qui perçoit la taxe sur les correspondances, recette qui s'accroît chaque année. Les paquebots-postes transportent gratuitement ou à prix réduit les fonctionnaires civils et militaires. Les compagnies demeurent soumises à toutes les taxes générales ou locales, et sous cette forme elles rendent au trésor des sommes importantes. La création de vastes établissemens, le mouvement d'immenses capitaux, les actes et transactions de toute nature qui régularisent le fonctionnement des grandes entreprises, ce sont là autant d'élémens de recettes pour le fisc. Le budget français recouvre par ces procédés très directs le quart au moins des subventions qu'il paie aux compagnies (1). Enfin il est évident qu'à défaut des entreprises subventionnées, l'état aurait à pourvoir lui-même à l'organisation de ces transports rapides que les progrès de la civilisation, les nécessités politiques et l'intérêt du commerce ont rendus indispensables : il lui faudrait avoir ses paquebots sur les océans comme il avait autrefois les malles-postes sur les routes de terre, et l'exemple des premiers paquebots installés dans la Méditerranée donne la mesure des sacrifices d'argent qui seraient ainsi imposés au budget. Plus des trois quarts des sub-

(1) Cette proportion est souvent plus forte; ainsi elle atteint près de 50 pour 100 de la subvention qui est allouée à la compagnie des Messageries impériales pour les services de la Méditerranée.

ventions actuelles y passeraient. En conséquence, on peut affirmer que ces subventions ne sont autre chose qu'un déplacement de dépenses. Au point de vue purement financier, l'état ne débourse pas un centime de plus en traitant avec les compagnies que s'il exécutait lui-même les services maritimes.

Mais ce n'est là, nous le croyons, que le côté étroit de la question. Dans le calcul des dépenses et des recettes, l'élément qui domine est l'élément commercial. Or, s'il est un résultat incontestable, c'est l'essor extraordinaire qu'ont pris les échanges dans tous les pays où les paquebots ont abordé. A quoi bon recourir aux statistiques? Leurs chiffres fastidieux ont cependant en cette matière une grande éloquence. Ils ont été bien souvent cités, et nous pouvons nous dispenser de les reproduire (1). Qu'il nous suffise de rappeler que partout l'apparition des *steamers* affectés aux communications postales a produit les mêmes effets, à savoir un développement rapide de la production et des échanges. Le mouvement commercial a quintuplé, décuplé, entre les pays qui se sont vus rapprochés et reliés l'un à l'autre par des lignes régulières, et cela s'explique. Le travail de la production ne peut s'accroître qu'à la condition d'obtenir un marché plus étendu pour la vente des produits, et le commerce est d'autant plus apte à remplir son office d'intermédiaire qu'il a plus de facilités pour transporter rapidement ses correspondances ou ses agens qui l'informent de la situation des marchés. L'information exacte et prompte est le principe de l'échange. Supposez que le paquebot ne transporte pas une tonne de marchandise, et que son rôle se borne, comme dans l'origine, à transporter les lettres et un petit nombre de passagers. Chaque lettre est un avis ou une commande, qui excite la production; ces passagers, qui pour la plupart ne se seraient pas mis en route, s'il leur avait fallu subir de longues traversées, sont eux-mêmes les missionnaires les plus actifs, les plus efficaces du commerce, car, parmi les divers instrumens de la production et de l'échange, l'homme qui circule avec son intelligence, avec l'esprit d'entreprise, souvent avec un capital déjà réalisé, l'homme est l'élément le plus fécond. Qu'arrive-t-il alors? Quand le paquebot a accompli son œuvre, quand il a transmis les ordres et répondu aux demandes, quand la partie est liée, pour ainsi dire, entre les marchés correspondans, les produits s'accumulent de part et d'autre, et il faut les transporter. De là l'emploi nécessaire et d'autant plus abondant des navires exclusivement

(1) Ces documens statistiques sont exposés avec détail dans l'ouvrage de M. E. Flachat, dans les rapports annuels des compagnies et dans plusieurs écrits, parmi lesquels nous citerons une *Étude sur les Paquebots à vapeur français*, par M. L. Smith, et un travail sur *les Services transatlantiques à vapeur en Europe et aux États-Unis*, par M. E.-B. Le Beuf.

commerciaux, dont la marche peut être moins rapide, parce que le négociant recherche l'économie du fret. C'est le paquebot-poste qui a créé tout ce mouvement d'affaires; il faut lui attribuer une bonne part des bénéfices de l'échange qu'il a fait naître ou dont il a accéléré le développement. De même autrefois le roulage était le plus actif sur les routes que brûlaient les malles-postes; de même aujourd'hui sur un chemin de fer le passage de chaque train-express est l'avant-coureur de nombreux trains de marchandises. Les paquebots jouent un rôle pareil dans l'organisation du commerce maritime. Si donc l'on portait à leur actif, dans le compte des dépenses et des recettes, les revenus qu'ils procurent indirectement à l'état par l'augmentation de la matière imposable et par les perceptions dont ils ouvrent la source, si ce calcul pouvait être rigoureusement établi, on obtiendrait un excédant considérable de produit, sous lequel disparaîtraient les plus gros chiffres de subvention.

Par suite des perfectionnemens techniques qui ont été introduits dans le mode de construction des navires, les compagnies ont pu tout à la fois augmenter les dimensions des paquebots et l'emplacement disponible pour les marchandises en conservant l'avantage de vitesse qui est la première loi de leur constitution. Les paquebots ne sont plus seulement les instigateurs les plus énergiques du mouvement commercial; ils prennent part eux-mêmes à ce mouvement. Cette transformation ou plutôt cette extension de rôle est profitable pour tous les intérêts. Les compagnies y gagnent, puisqu'elles peuvent ajouter au prix du service postal les bénéfices du fret sur les marchandises. Les gouvernemens y gagneront également, parce que dans les futurs contrats ils obtiendront des conditions plus économiques et paieront de moindres subventions pour le service postal; ces subventions n'étant nécessaires que pour combler la différence qui existe entre les frais d'exploitation et les recettes présumées d'une entreprise assujettie à des obligations tout exceptionnelles, les sommes à payer par les budgets seront d'autant moindres que les revenus des compagnies s'accroîtront. Enfin le commerce est très intéressé à pouvoir charger sur les paquebots une plus grande quantité de marchandises. Il y a des produits qui demandent à être transportés par les procédés les plus rapides; il se rencontre des occasions où le fabricant tient à ce que ses envois soient rendus le plus vite possible à leur destination, soit parce qu'il est à la veille de voir expirer les délais stipulés, soit parce qu'il lui importe de devancer une concurrence. Ainsi à tous les points de vue la fonction commerciale des services postaux est un bénéfice, une économie, un progrès.

Cet état de choses a cependant soulevé plusieurs controverses. D'un

côté on a dit que les compagnies subventionnées par l'état ne doivent pas être admises à faire concurrence au commerce libre, qu'en tolérant cette concurrence on consacre une inégalité et l'on commet une injustice, et que les paquebots ne sauraient légitimement sortir de l'attribution spéciale qui leur a été d'abord assignée. On prétend d'un autre côté que, si les compagnies peuvent être autorisées à effectuer les transports commerciaux, les tarifs qu'elles appliquent doivent être réglés de manière à ne jamais favoriser le commerce étranger au détriment du commerce national, car il serait étrange que la subvention contribuât, même indirectement et par hasard, à faciliter des combinaisons préjudiciables pour le pays qui la paie. Ces critiques se fondent sur une appréciation tout à fait inexacte des rapports et des engagemens qui existent entre les compagnies subventionnées et l'état, représentant de l'intérêt public. Il semblerait que la subvention n'est autre chose qu'une prime allouée à une société de capitalistes. Dans ce cas en effet, si les compagnies faisaient concurrence au commerce libre, cela équivaudrait à une concurrence faite par l'état lui-même, et si les tarifs contenaient des dispositions nuisibles pour le commerce national, ce serait le pays qui se nuirait à lui-même; mais la subvention n'est point seulement une prime, c'est d'abord et avant tout un prix, moyennant lequel la compagnie doit exécuter, dans des directions précises et avec une vitesse déterminée, un nombre fixe de voyages, transporter les dépêches et se conformer à toutes les obligations énumérées dans le contrat. Dès que ces diverses conditions sont remplies, la compagnie est quitte envers l'état comme envers le public, et il lui est loisible d'employer le superflu ou le supplément de ses moyens de transport au service général du commerce. Nous avons montré plus haut que tous les intérêts y gagnent; mais si l'on voulait changer le système et interdire le transport commercial aux entreprises subventionnées, il faudrait insérer cette défense dans le contrat, et alors qu'arriverait-il? L'état paierait beaucoup plus cher le transport postal. L'erreur vient, nous le répétons, de ce que le terme de *subvention,* appliqué aux sommes que reçoivent les compagnies pour prix du service qu'elles rendent, ne traduit que l'idée d'assistance. La définition, ainsi limitée, est incomplète. Les mauvais termes, qui souvent dans le langage de l'économie politique faussent les doctrines, ne sont pas moins funestes dans la langage des affaires. On ne doit point se lasser de les rectifier.

Les critiques qui concernent le tarif ont trouvé place dans une récente discussion législative, et il y a été répondu par la compagnie des Messageries impériales, à laquelle elles s'adressaient. Cette réponse contient un exposé très clair des principes qui ont présidé

aux concessions de services maritimes, des devoirs et des droits de l'entreprise concessionnaire. La liberté des tarifs est la conséquence nécessaire de la faculté d'opérer les transports pour le commerce. Est-il vraisemblable que cette liberté ait à s'exercer contrairement à l'intérêt national, et qu'elle puisse favoriser de préférence le commerce étranger? Non certainement. Les assertions qui avaient donné lieu au débat ont été déclarées inexactes. Qu'il se produise à certains momens dans les manœuvres de la spéculation commerciale des incidens, des nécessités de concurrence qui aient pour résultat de faire baisser le fret à destination d'un port étranger sans que cette baisse profite au marché national et même tourne au détriment de celui-ci, une telle éventualité peut se concevoir; mais elle ne sera jamais qu'à l'état d'exception, et elle n'aura qu'une durée très limitée. Le simple bon sens indique que l'intérêt permanent d'une entreprise de transports quelconque, subventionnée ou non, est de servir premièrement et avec une sollicitude toute particulière le marché national, parce que là se trouve, avec la majeure partie de sa clientèle, sa plus forte base d'opérations. La mer est libre, elle appartient à tous, et la concurrence y règne sans entraves comme sans limites. Si l'on s'avisait de fixer un minimum de tarif pour un navire, le fret irait sans difficulté aucune à un navire concurrent. L'absolue liberté des tarifs pour le transport des marchandises est de l'essence même du commerce maritime : elle est aussi nécessaire pour les paquebots que pour les autres navires.

En 1866, la Compagnie générale transatlantique a transporté 28,000 tonnes de marchandises sur les lignes de New-York et du Mexique. La compagnie des Messageries impériales, qui parcourt dans son réseau de la Méditerranée des distances beaucoup plus courtes et qui exécute des voyages plus fréquens, a transporté 175,000 tonnes. Ces chiffres, comparés avec ceux du commerce général, ne sont assurément pas assez considérables pour porter ombrage à la navigation concurrente. Il ne faut point d'ailleurs perdre de vue que, si les paquebots-postes enlèvent aux autres navires une part de fret, ils leur procurent une compensation très notable par les transports de houille, qui forment chaque année le chargement d'un grand nombre de navires.

Enfin le système doit être jugé d'après les résultats. En examinant les comptes des compagnies, on observe qu'en 1865 la compagnie anglaise *Royal-Mail* aurait perdu par l'exploitation 2,500,000 francs, et la Compagnie péninsulaire 2,300,000 francs, si la subvention n'était venue rétablir la balance et laisser au capital engagé dans ces grandes entreprises un bénéfice net de 2,700,000 francs pour la première et de 6,400,000 francs pour la

seconde. On ne connaît point exactement la situation de la compagnie Cunard, qui exploite indépendammemt du service postal un service de *steamers* organisés pour les transports du commerce; on sait seulement que cette entreprise jouit d'un grand crédit et qu'elle doit son succès à la direction habile et probe de son fondateur. Quant aux compagnies françaises, les bénéfices distribués en 1866, — 2,800,000 francs pour la Compagnie générale transatlantique et 5,500,000 francs pour la compagnie des Messageries impériales, — sont de beaucoup inférieurs au taux de la subvention; en d'autres termes, s'il n'y avait pas eu de subvention, les deux entreprises eussent été en perte. Ces calculs démontrent qu'en France comme en Angleterre le service postal eût été impuissant à couvrir ses frais, qu'il n'aurait pas été créé, ou qu'il aurait succombé, si les gouvernemens n'avaient point contribué dans une juste mesure aux dépenses exceptionnelles qu'entraîne un tel service. Ils prouvent également que le taux des subventions n'a point été exagéré, puisque le dividende réparti entre les actionnaires n'a pas dépassé 6 ou 7 pour 100.

On ne saurait donc prétendre que l'argent du trésor a été gaspillé lorsque les gouvernemens l'ont employé à seconder la création des entreprises qui exploitent les grands services maritimes. En réalité, ces entreprises ont largement profité au public et elles lui ont peu coûté. Chaque année, la dépense diminue en proportion de l'augmentation régulière des recettes postales qui entrent directement dans les caisses de l'état. Elle doit diminuer encore à mesure que le commerce et les relations se développeront sur les parcours où la route est aujourd'hui frayée, car les compagnies, mieux rémunérées par les transports commerciaux, pourront effectuer à un moindre prix le transport des correspondances. Déjà en Angleterre, par l'effet de ces deux causes, l'on prévoit une diminution sensible du taux des subventions. On y arrivera plus lentement en France, parce que les conditions de l'exploitation commerciale sont moins favorables, nos rapports avec les pays lointains étant beaucoup moins actifs. Du reste, dans les deux pays, une subvention sera toujours nécessaire, attendu que l'état doit payer non-seulement le prix d'une vitesse supérieure et de la régularité des voyages, mais encore les études et les expériences à faire pour accroître cette vitesse et pour perfectionner l'instrument du transport. L'administration qui sera chargée de préparer les contrats, sous la réserve du contrôle législatif, aura à tenir compte des progrès réalisés et de l'expérience acquise en France et en Angleterre. Maintenant que les entreprises sont bien organisées, on devra veiller à ce que, sans sacrifice inutile, elles demeurent en état de conserver le rang qu'elles

tiennent dans la lutte de concurrence qui s'est établie pour la circulation des paquebots rapides sur tous les océans.

IV.

Si l'on ajoute aux paquebots des cinq grandes compagnies anglaises et françaises les *steamers* qui effectuent le service postal dans les autres régions de l'Europe, en Amérique et en Australie, on arrive aisément à un effectif de 350 à 400 navires. C'est une escadre qui occupe dans l'ensemble de la marine à vapeur une place à part et dont le pavillon devrait être marqué d'un signe international, car il circule au profit de tous les peuples. Chaque bâtiment suit sa route, toujours droite, toujours la même; il s'attache à la ligne qui lui est tracée dans le réseau des communications transocéaniennes, et, semblable au coureur antique, il porte avec hâte et transmet fidèlement la lumière qui s'échange sans interruption d'une terre à l'autre. A-t-on jamais supputé ce que contiennent d'idées et d'intérêts les correspondances confiées à un seul de ces paquebots qui traversent l'Atlantique? Quel courant et quel mouvement! quel flux et quel reflux de forces et de richesses! Certes de tels navires devaient être attirés vers tous les pays, trouver accueil dans tous les ports. Ils rencontrent pourtant divers obstacles qui proviennent les uns de la nature, les autres de l'imprévoyance ou de l'impéritie des gouvernemens, d'autres encore des mœurs et des préjugés populaires.

Avec les dimensions qu'atteignent aujourd'hui les navires transatlantiques, les ingénieurs se préoccupent très vivement des facilités d'accès et de la profondeur des ports de commerce. A quoi bon construire des navires plus vastes, s'il n'est point possible de les faire entrer sûrement dans les ports? L'une des causes d'inaction du *Great-Eastern*, c'est, nous l'avons dit, qu'un très grand nombre de rades et de bassins ne peuvent point le recevoir. Sur certains rivages, la nature restera invincible, et l'Océan ne permettra pas que la main de l'homme vienne abaisser le niveau de son lit; mais sur d'autres points l'œuvre peut être tentée. Les gouvernemens de France et d'Italie ne reculent point devant la dépense de nombreux millions pour ouvrir un tunnel à travers le Mont-Cenis et pour souder l'une à l'autre leurs lignes de fer. L'approfondissement des ports de commerce, si coûteux qu'il puisse être, n'offre pas un moindre intérêt. M. Flachat signale avec raison l'infériorité dans laquelle la France se trouve à cet égard. Si l'Angleterre et les États-Unis, profitant de la meilleure condition de leurs ports, employaient des paquebots supérieurs en dimensions et en vitesse, que ferions-

nous? Notre service postal risquerait de perdre les avantages qu'il a conquis au prix de tant d'efforts; il demeurerait stationnaire en face de ses rivaux. La France se verrait enlever le transit des correspondances de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Italie, de l'Autriche, à destination des États-Unis; la fortune commerciale du Havre serait inévitablement compromise. Déjà l'entrée du Havre cesse d'être facilement praticable pour les grands navires. Faudra-t-il que les paquebots émigrent à Cherbourg ou à Brest? Ces deux ports appartiennent à la marine militaire, et d'ailleurs il ne serait ni facile ni juste de déplacer un centre commercial dont l'existence est consacrée par une prospérité plus que séculaire. Il n'est pas douteux que, si des études ont été entreprises pour le Havre et pour les autres ports, un tel intérêt n'aura point échappé à la vigilance administrative; mais l'urgence est si manifeste que l'on ne saurait la rappeler avec trop d'insistance. Pour quiconque a observé les phases rapides par lesquelles ont passé les dimensions sans cesse croissantes des paquebots, l'approfondissement des ports (autant que la science le reconnaît possible) est commandé par la plus impérieuse nécessité. Il faut attaquer la nature partout où elle peut être vaincue.

Les navires postaux doivent partir et arriver à jour fixe; les mauvais temps, qui retiennent parfois au port ou au large les autres navires, ne comptent pas pour eux. Si nous les voyons si fiers de quelques heures d'avance, le moindre retard porte une cruelle atteinte à leur réputation d'exactitude et de vitesse. Ce point d'honneur, qui pousse à l'audace, a quelquefois ses dangers. Bien des terres sont très dangereuses à approcher de nuit, et les capitaines prudens aiment mieux retarder leur entrée au port que de s'exposer aux périls d'une côte malsaine. Ces périls, on peut les diminuer en améliorant le régime des phares. Les principales nations ont donné l'exemple. Elles ont augmenté très sensiblement le nombre des phares, elles ont emprunté à l'électricité son pouvoir éclairant, et nous avons vu à l'exposition universelle les perfectionnemens très sérieux qui ont été accomplis dans cette branche de l'industrie maritime. Le passage dans la Manche et l'atterrissement sur ses côtes ont toujours été redoutés des marins; c'est la route de la plus grande partie des paquebots d'Europe. Serait-il possible d'y établir en pleine mer, comme on l'a proposé, une ligne de phares flottans? C'est un projet qui mérite d'être étudié, et dont l'exécution donnerait plus de sécurité aux *steamers* en leur permettant de conserver leur pleine vitesse; mais l'amélioration des phares est surtout nécessaire sur les côtes des états secondaires de l'Amérique et dans les mers de la Chine et du Japon. Dût-on faire supporter la dé-

pense par les nations européennes qui entretiennent un commerce actif dans ces parages, et qui sont ainsi les plus intéressées à la sûreté de la navigation, il n'y aurait point à hésiter.

Dans un autre ordre d'idées, la circulation des paquebots pourrait être très efficacement encouragée par des remises de taxes et par des facilités d'approvisionnement pour les houilles. Est-il croyable que ces navires, qui remplissent une véritable mission d'utilité internationale, demeurent soumis aux droits de tonnage et aux taxes de toute nature que le génie fiscal a établies dans les ports? Ces droits sont calculés d'ordinaire d'après la capacité du navire, de telle sorte que ce sont les paquebots-postes, avec leurs dimensions plus grandes, qui supportent la plus lourde charge d'impôts! Il ne serait pas équitable de critiquer très sévèrement les états qui maintiennent les taxes, car notre libéralisme en cette matière est très récent, et il n'est point encore tout à fait complet; mais on ne s'explique vraiment pas qu'au lieu d'attirer les *steamers* postaux au moyen de franchises qui seraient pleinement justifiées par la condition exceptionnelle de ces navires et par les services qu'ils rendent, certains ports risquent de les éloigner par des taxes et par des formalités qui sont toujours onéreuses et vexatoires. Il en est de même pour les approvisionnemens de houille. Il semblerait rationnel que des exemptions de droits fussent accordées partout aux bâtimens qui transportent le charbon dans les escales où s'alimente la navigation transocéanienne. Chaque peuple est intéressé à ce que cette navigation soit rendue aussi économique, aussi facile et aussi prompte que possible. Chacun doit se faire un devoir de la protéger et d'en diminuer les charges; c'est le seul moyen d'obtenir qu'elle augmente le nombre des voyages au profit des régions qui sont assez habiles pour lui ouvrir la plus large hospitalité. Il n'y a pas à craindre que les exemptions de droits pour les paquebots causent un préjudice sérieux aux autres navires, car les chargemens de marchandises sur les bâtiments du service postal sont nécessairement limités, et ils se composent en général de produits de luxe qui n'entrent que pour un faible tonnage dans les transports de la marine ordinaire.

Enfin, sur toutes les côtes, les paquebots sont exposés à rencontrer un écueil que la nature n'a point créé, mais qui n'en est pas moins redoutable : c'est la quarantaine. Qu'une épidémie se déclare sur le parcours des navires, aussitôt les communications régulières cessent; la quarantaine apparaît, et les ports se ferment. Le moindre indice, le plus léger soupçon de choléra ou de fièvre jaune, provoquent l'application immédiate et très rigoureuse des règlemens sanitaires qui par la quarantaine aboutissent à l'interruption complète des relations maritimes. Les gouvernemens, il faut leur

rendre cette justice, ont essayé de modérer la violence de ces règlemens : les lazarets ne sont plus ce qu'ils étaient autrefois avec leurs formalités presque sauvages; mais aussitôt que le danger se montre, le sentiment populaire reprend le dessus, et les restrictions sont fatalement invoquées. Dans un écrit récent (1), M. J. Girette a fait ressortir les abus de la législation sanitaire, l'énorme préjudice qui en résulte pour le commerce et pour la civilisation, l'inefficacité des précautions prises pour arrêter au littoral une épidémie qui peut s'introduire en même temps par les frontières de terre, la nécessité de rompre définitivement avec les préjugés d'un autre âge et de réconcilier toute cette partie de la législation avec les intérêts et les besoins qui dominent l'ère moderne des chemins de fer et des paquebots. Au point de vue politique et économique, cette démonstration, fondée sur de solides argumens et sur une longue série de faits qui ont été observés dans le bassin de la Méditerranée, ne laisse rien à désirer. Il est bien certain que, si l'on pouvait exprimer en chiffres l'état des pertes que la quarantaine inflige aux individus comme aux nations par suite de la suspension ou seulement même de l'incertitude des rapports les plus nécessaires, on arriverait à un total effrayant. Pendant l'année 1865, la compagnie des Messageries impériales a vu ses services constamment gênés et détournés de leurs opérations habituelles par les mesures sanitaires qui ont été appliquées en Italie, en Espagne, en Algérie, à Tunis, en Égypte. Quel trouble dans toutes les relations! Malheureusement il n'est pas au pouvoir des gouvernemens de supprimer tout à fait ce grave dommage. Erreur populaire, préjugés, vaines frayeurs, soit; mais allez donc sous la menace de l'épidémie demander à Marseille, à Barcelone, à Naples, l'abolition de la quarantaine! Cependant les protestations et les conseils de M. Girette sont appelés à rendre de grands services en éclairant l'esprit public et en montrant que la police sanitaire, à l'instar de toutes les polices, pèche instinctivement par excès de zèle. Les règles pourraient être adoucies, les vexations évitées, les retards abrégés. Pourquoi se montrer plus sévère dans tel port que dans tel autre lorsque les circonstances sont les mêmes? Pourquoi les rigueurs s'exercent-elles ici et là sous des formes différentes? Ce serait déjà un progrès que d'introduire dans la loi sanitaire l'unité de procédure. On aurait quelque chance de voir les états les plus éclairés modérer l'ardeur de ceux qui abusent trop évidemment de la quarantaine; les grands ports seraient moins souvent et moins longtemps fermés aux communications, et l'on pourrait examiner s'il ne conviendrait pas d'exempter les paquebots-postes

(1) *La Civilisation et le Choléra*, 1 vol. in-8°.

d'une grande partie des restrictions que l'on jugerait nécessaire de conserver pour les autres navires.

Telles sont en résumé les difficultés qui menacent d'entraver le développement des paquebots : l'insuffisance des ports de commerce au point de vue de la profondeur, l'absence de phares sur certaines côtes, le maintien des taxes sur les navires et sur les chargemens de houille, le régime des quarantaines. La plupart de ces difficultés pourraient être levées au moyen de sacrifices d'argent et par l'entente qui s'établirait entre les différentes nations pour la suppression réciproque des droits de navigation et de douane. Toutes les compagnies, tous les gouvernemens, ont en cette matière le même intérêt. On a organisé des conférences internationales pour les postes et les télégraphes, pour les chemins de fer, pour les poids et mesures, pour les monnaies, et il en est sorti des résolutions utiles. Il est permis de croire qu'une conférence analogue pour les paquebots profiterait à ce grand service, qui réunit tous les caractères d'une institution internationale.

Quand notre souvenir se reporte vers les modestes *steamers* qui les premiers ont tenté le passage transatlantique et que nous comparons avec ces pionniers de la navigation à vapeur les immenses bâtimens qui sont répandus aujourd'hui sur toutes les mers, nous devons éprouver autant d'admiration que de gratitude pour les promoteurs de ce merveilleux progrès. Inclinons-nous d'abord devant la science qui a créé l'instrument, qui l'a perfectionné et qui semble avoir voulu, en produisant le *Great-Eastern*, nous montrer ce qu'elle réserve à la prochaine génération. Le génie naval, de concert avec le génie mécanique, a transformé l'ancien navire; il l'a fait plus grand, plus sûr, plus commode; il lui a donné des ailes qui l'emportent au besoin contre la brise et dont il règle à son gré les dociles battemens. Il n'est plus nécessaire d'avoir la poitrine bardée du triple airain pour s'aventurer sur l'océan. Tranquillement installé sur le moderne paquebot, l'homme peut visiter presque sans péril les plus lointaines régions de son domaine. Si la science mérite notre premier hommage, rendons justice également au génie industriel qui, adoptant sans hésitation le nouvel instrument, l'a approprié au service de la civilisation et du commerce; sachons reconnaître la prévoyance des gouvernemens qui ont concouru directement à la formation des entreprises des paquebots, ainsi que l'habile conduite de ces entreprises, auxquelles nous devons l'escadre des navires rapides qui circulent incessamment entre les divers points du globe.

L'économie politique serait-elle fondée à critiquer l'organisation de ces grandes compagnies qui portent à ses yeux la tache originelle de l'intervention de l'état, de la subvention? Nous ne sau-

rions le penser. Les faits attestent que partout cette intervention a été jugée nécessaire au début des lignes de *steamers*, et que le capital ainsi dépensé a été placé à gros intérêts pour la nation. Que veut de plus l'économie politique, à moins qu'elle ne préfère immobiliser les théories en dehors de la pratique, dussent ces théories empêcher ou seulement retarder l'accomplissement de ce qui est utile? Il lui reste assez à faire dans cette question si complexe des encouragemens accordés à l'industrie, d'abord pour veiller à ce que ces encouragemens ne dépassent pas la juste limite en dehors de laquelle l'intérêt public serait lésé, puis pour conseiller les mesures les plus propres à augmenter la puissance des forces que la nature, la science, l'action des gouvernemens et l'ardeur de l'esprit d'entreprise mettent chaque jour à la disposition de la société tout entière. Pour les gouvernemens comme pour les individus, l'utilité pratique, l'utilité présente ou à venir, est la première loi, quand les principes de morale et de justice ne sont pas atteints, et pour les lignes de paquebots, de même que pour les lignes de chemins de fer, n'est-il pas vrai que le concours libéralement accordé par l'état s'est soldé par des profits incalculables?

Que le service postal s'exécute sur mer avec la régularité qu'il obtient sur les routes de terre, que les correspondances et une certaine classe de voyageurs et de produits soient transportés plus vite, que les gouvernemens et les peuples soient plus promptement informés des événemens qui se passent loin d'eux, c'est beaucoup sans doute, et cela suffirait pour justifier les subventions; mais il y a plus. Le principal mérite des paquebots, c'est d'avoir développé, à l'usage de tous les hommes et pour l'avenir à l'usage de tous les produits, le transport à la vapeur. Chaque paquebot est, pour ainsi dire, le père d'une légion de *steamers*. Les émigrans qui, chaque année, partent des rivages d'Europe pour se rendre dans les deux Amériques n'auront plus à passer de longues et insupportables journées à bord des navires à voiles que l'on voit encore à Liverpool, au Havre, à Brême, et où ils sont arrimés comme des ballots de marchandises. Désormais la vapeur est à leurs ordres. Ils sont aujourd'hui trois cent mille; encore quelques années, et ils seront un million. Un nouveau ressort est fourni aux mouvemens de la race européenne, qui pourra s'épandre plus librement sur le globe et porter en Amérique, en Afrique, en Asie, les notions supérieures qu'il lui appartient de propager. La civilisation est tout entière dans cet épanouissement humain que la vapeur a rendu possible, et l'origine directe de ce grand bienfait, c'est le paquebot.

C. Lavollée.

MICHEL FARADAY

Il serait difficile de dire lequel on regrette le plus, dans Faraday, de l'homme ou du savant. Il a offert au monde l'un des spectacles les plus rares et en même temps l'un des plus consolans qu'il nous soit donné de contempler, celui de la grandeur sans ennemis. On le comptait parmi les gloires de l'Angleterre, son nom était populaire comme peu d'autres avant lui ou à côté de lui, mais sa modestie resta toujours telle, qu'il ne porta ombrage à personne, que l'envie elle-même ne trouva pas à mordre sur cette existence noble et pure. Faraday refusait les places les plus avantageuses pour rester fidèle à l'Institution royale, qu'il aimait et qui était sa tribune. Quand on lui offrit le titre de baronnet, si recherché en Angleterre (1), il répondit que ce titre, ne devant lui rien apprendre, ne pouvait lui être bon à rien. Cette réponse résume Faraday.

Un auteur anglais l'a mis en parallèle avec d'autres savans illustres de la même nation, pour montrer qu'il a été le seul qui fût sans tache. Davy, son maître, avait au même degré le génie des découvertes, mais sa hauteur et son insatiable ambition n'étaient pas faites pour lui concilier de profondes sympathies. Wollaston était au moins un aussi grand expérimentateur et peut-être un plus grand chimiste que Faraday; mais autant ce dernier se montrait toujours ouvert et bienveillant, autant l'autre était froid et dissimulé, il n'était pas aimé de ses contemporains. Newton enfin, le grand Newton, n'a été rien moins qu'un beau caractère. Sans rien préjuger sur l'issue de la discussion que M. Chasles vient de soulever, on sait que dans ses rapports avec Leibniz, Hooke, Flamsteed et d'autres savans, Newton a fait preuve d'une loyauté assez dou-

(1) Ce titre donne le droit de faire précéder le nom de baptême du mot *sir*. On dit sir John, sir David, jamais sir Herschel ou sir Brewster.

teuse. Flamsteed, dans ses mémoires, fait de lui un portrait qui, pour être peu connu, n'en offre pas moins des apparences de vérité. « Il m'a, dit-il, toujours paru insidieux, ambitieux, excessivement avide de louanges et supportant difficilement la contradiction. » Ces témoignages contemporains, si peu favorables au grand géomètre anglais, ne laissent pas, soit dit en passant, de peser aujourd'hui de quelque poids dans la question de sa correspondance avec Pascal.

La grande popularité de Faraday ne tenait pas seulement à l'élévation de son caractère, à la sympathie qu'il inspirait à tous ceux qui pouvaient l'approcher; elle résultait surtout de la tournure pratique de son génie inventif. La plupart de ses découvertes sont venues à point; il a résolu des problèmes d'une immense portée au moment où tout était préparé pour en tirer parti; ses théories prenaient immédiatement pour ainsi dire chair et os et entraient de plain-pied dans le champ des applications. Si cette considération ne suffit pas pour marquer la place relative des hommes dans l'histoire des sciences ou pour apprécier la grandeur de leur génie, elle a une grande influence sur le jugement des contemporains. Il est des esprits profonds et subtils, mais qui passent inaperçus au milieu de la foule, parce qu'ils visent les étoiles.

> . . . Volans liquidis in nubibus arsit arundo,
> Signavitque viam flammis, tenuisque recessit
> Consumpta in ventos...

D'autres se proposent un but terrestre, et l'atteignent; ils rendent à l'humanité des services plus apparens et peut-être plus réels. S'ils font des théories, c'est pour les appliquer; s'ils observent, c'est pour prévoir, et s'ils méditent, c'est pour passer à l'exécution. Faraday appartenait à cette catégorie de chercheurs qui ne perdent pas de temps en vaines spéculations. Ses vues théoriques n'ont pas toujours été adoptées par la science, mais les faits qu'il a découverts sont restés et ont porté fruit presque immédiatement. C'est ainsi, par exemple, que ses recherches sur les courans induits ont donné naissance aux bobines d'induction et aux machines magnéto-électriques, qui ont transporté l'étude expérimentale de l'électricité sur un terrain tout à fait nouveau, et qui nous ouvrent sur l'avenir des perspectives inattendues.

Faraday échafaudait ses doctrines sur un fondement de preuves matérielles qu'il savait grouper avec cette logique pour ainsi dire instinctive qui distingue les grands expérimentateurs. Les découvertes qu'il a faites sont dues beaucoup moins à des éclairs de génie qu'à un travail persévérant qui trahit un enfantement laborieux. Tout ce qu'il a écrit est original et plein d'idées, mais le manque de clarté et de concision rend quelquefois la lecture de ses mémoires assez pénible. Il vous promène par une foule de détours afin d'assurer chaque pas à mesure qu'on avance, et

l'on arrive au but un peu fatigué du chemin qu'il a fallu faire. Il est vrai aussi que la patience est une vertu qui devient de jour en jour plus rare : on n'a plus le temps de lire comme on lisait autrefois, et ce qui nous paraît un défaut du livre n'est peut-être souvent qu'une imperfection du lecteur.

La verbosité et le manque d'élégance que l'on peut reprocher au style de Faraday font contraste avec l'admirable concision qui distinguait son discours. Il parlait lentement, on pouvait sans difficulté le suivre la plume à la main. Une diction choisie, un raisonnement toujours rigoureux et limpide, un merveilleux talent d'exposition, faisaient de lui un professeur accompli. Lorsque Faraday paraissait dans l'amphithéâtre de l'Institution royale, entouré de ses appareils, il avait quelque chose d'inspiré. La plus vulgaire expérience prenait entre ses mains un vif intérêt d'actualité; de vieux chimistes oubliaient qu'ils l'avaient exécutée cent fois eux-mêmes, et le regardaient faire avec autant de plaisir que le plus simple novice. Rien d'instructif comme de le voir expérimenter lui-même. Entre ses mains, tout réussissait : on eût dit d'un prestidigitateur. Avec cela, une présence d'esprit comme elle n'est possible que chez quelqu'un qui possède à fond la matière qu'il traite. Quand par hasard dans le cours d'une expérience il surgissait une phase imprévue, il en profitait pour faire quelque digression qui ramenait le fait indocile sous les lois générales qu'il s'agissait d'expliquer. On voyait qu'il vivait dans son sujet, et son enthousiasme était contagieux; il entraînait son auditoire, quoiqu'il ne sacrifiât jamais au désir de plaire et d'être applaudi. Il possédait l'art si rare d'électriser son public par un enseignement sérieux et en apparence aride. Ceux qui s'imaginent que, pour faire goûter la science à un public profane, il est indispensable de l'entourer de fleurs de rhétorique oublient que comprendre est une jouissance, et que la procurer à ses auditeurs est la flatterie la plus délicate qu'on puisse adresser à leur intelligence.

L'Institution royale de Londres est un établissement privé. Elle a été fondée le 9 mars 1799 par une réunion de savans et de grands seigneurs, elle a pour objet « de répandre la connaissance et de faciliter l'introduction générale d'inventions mécaniques d'une utilité reconnue, et d'enseigner, par le moyen de cours réguliers, l'application de la science aux besoins de la vie pratique. » Le premier conseil s'était constitué de la manière suivante : sir Joseph Banks, président; M. Thomas Bernard, secrétaire; le comte Rumford, les *earls* de Morton et Spencer et M. Richard Clark, membres-propriétaires. L'association fondée par ces hommes éclairés a prospéré et porté ses fruits. Les professeurs de l'Institution sont choisis parmi les savans les plus éminens; ils ont à leur disposition de vastes laboratoires, et peuvent consacrer des sommes considérables à des recherches expérimentales de tout genre. Les cours du

soir ou *lectures* constituent un enseignement à la fois populaire et élevé. Le public d'élite qui se réunit chaque vendredi dans le grand amphithéâtre de l'Institution y trouve l'occasion de se tenir au courant de tous les progrès de la science, et les savans anglais ou étrangers qui désirent y faire connaître leurs découvertes sont toujours accueillis avec une hospitalité gracieuse et empressée.

C'est dans le laboratoire de l'Institution royale que sir Humphry Davy a exécuté ses recherches sur les métaux alcalins; c'est là que Faraday a pour ainsi dire passé sa vie, qu'il a découvert l'induction électrique, le diamagnétisme et tant d'autres choses grandes et mémorables. Les conférences qu'il faisait à l'Institution royale attiraient une foule enthousiaste. « Exact et rigoureux dans le développement de ses idées, dit M. Henri Sainte-Claire Deville, qui en parle d'après ses souvenirs, scrupuleux et même puritain dans la forme, Faraday a toujours enseigné sérieusement et non pas seulement *vulgarisé*, comme on dit aujourd'hui. Aussi ne doit-on pas s'étonner des respects, des témoignages d'estime et d'affection qui l'accueillent toutes les fois qu'il paraît dans Albemarle-Street, soit comme professeur, soit comme simple auditeur, rôle auquel il s'est aujourd'hui résigné. J'en parle ainsi pour avoir assisté à quelques-unes de ces scènes touchantes qu'on n'oublie jamais. Quand M. Faraday est dans sa chaire, tout ce qu'il dit est vivement compris et accepté avec admiration; les *gentlemen* et les *ladies* qui composent l'auditoire sont presque toujours préparés à ces leçons par une éducation scientifique suffisante. Je ne saurais mieux faire que de comparer une lecture de Faraday devant l'Institution royale à l'exécution d'une symphonie de Mozart ou de Beethoven devant le public mélomane et enthousiaste de notre conservatoire. Quand M. Faraday est lui-même auditeur, placé tout près de celui de ses amis ou de ses élèves qui tient la parole, il s'intéresse à tout ce qui se dit, à tout ce qui se fait. Doué d'une habileté exceptionnelle dans l'usage et le maniement des appareils de physique ou de chimie, il est toujours prêt à donner une aide, à prévenir un accident avec une vivacité juvénile. Le succès du professeur, la réussite des expériences, le préoccupent comme s'il était identifié avec l'Institution tout entière. »

Faraday avait en effet grandi dans l'Institution royale, et lui est resté fidèle jusqu'à sa mort. Il était né le 22 septembre 1791, à Newington, près Londres. Son père, un pauvre forgeron originaire du Yorkshire, gagnait péniblement sa vie; il se contenta d'envoyer le jeune Michel à une école primaire jusqu'à l'âge de treize ans, puis il le mit en apprentissage chez un relieur, M. Riebau, de Blandford-Street. Bien souvent le fils du forgeron était surpris lisant les livres qu'il devait couvrir de carton ou passer en parchemin. Dès qu'il put réaliser de petites économies sur son faible salaire, il les employa à l'acquisition d'ouvrages scientifiques et à

la construction d'appareils grossiers avec lesquels il répétait tant bien que mal les expériences. Un traité de l'électricité, extrait de l'*Encyclopédie britannique*, lui apprit le principe des machines électriques; il n'eut rien de plus pressé que de se fabriquer une machine à lui avec une bouteille et quelques morceaux de bois. Une seconde machine perfectionnée avait déjà un cylindre de verre fait exprès pour cet usage, et peu à peu l'humble demeure du jeune ouvrier se remplissait de livres et d'instrumens de recherches, au milieu desquels il vivait isolé du monde extérieur comme la chrysalide dans ses voiles.

Parmi les cliens de son patron était un membre de la Société royale, M. Dance, qui fut frappé des dispositions extraordinaires du jeune Faraday. Il l'emmena entendre les dernières leçons d'un cours professé par sir Humphry Davy dans Albemarle-Street. Davy possédait à un suprême degré le don de charmer son auditoire; c'était à ce point qu'il inspirait des passions, et que des *ladies* lui écrivaient des lettres au sortir de ses conférences. L'impression qu'il fit sur Michel Faraday décida de la vocation de ce dernier. Il a raconté lui-même cet épisode de sa vie dans une lettre adressée au docteur Paris, le biographe de Davy. « J'éprouvais alors, dit-il, un désir que je regardais comme un sentiment égoïste et presque coupable, — celui d'échapper aux travaux de mon métier afin de m'enrôler sous le drapeau de la science, car je m'imaginais qu'elle devait rendre aimables et généreux tous ceux qui la cultivent. Aussi pris-je la résolution hardie d'écrire à sir Humphry Davy pour lui faire connaître mon souhait et lui exprimer l'espoir qu'il voudrait bien m'aider à le réaliser, si l'occasion se présentait. » En même temps Michel portait à sir Humphry un gros volume in-4° dans lequel il avait soigneusement recopié des notes rédigées par lui d'après le cours qu'il venait de suivre. La réponse de Davy ne se fit pas attendre. Elle est datée du 24 décembre 1812 et fort poliment tournée. Davy remercie le jeune relieur de la marque de confiance qu'il lui a donnée; il lui dit que ses notes trahissent une grande force de mémoire et d'attention, et lui donne rendez-vous pour le mois de janvier. Le jeune Faraday n'eut garde d'y manquer, et fut très bien accueilli par le grand chimiste, qui lui parla d'une place d'aide-préparateur vacante dans l'Institution royale. « Tout en contribuant à satisfaire mes aspirations scientifiques, raconte Faraday, il me conseilla de ne pas renoncer à la perspective que j'avais devant moi, me disant que la science est une rude maîtresse, et que, pécuniairement parlant, elle récompense mal ceux qui se vouent à son service. L'idée que j'avais conçue de la supériorité morale des savans le fit sourire, et il ajouta qu'il laisserait à l'expérience de quelques années le soin de m'éclairer à cet égard. »

On devine que Faraday ne se laissa point décourager. Il entra comme aide-préparateur à l'Institution royale au mois de mars 1813. Il y avait

là assez de besogne pour occuper tout son temps. Pendant plusieurs années, il dut se livrer à un travail opiniâtre; Davy ne paraissait le considérer que comme un bon auxiliaire dont il s'agissait de tirer le meilleur parti possible, et qui ne devait jamais oublier la distance qui le séparait de son illustre maître. On ajoute que pendant leur séjour à Paris Davy ne vit pas sans un ennui marqué les attentions dont le jeune Faraday était l'objet de la part de quelques savans, et lorsqu'en 1824 la Société royale l'admit parmi ses membres, il ne tint point à Davy que cette admission ne fût ajournée. Quant à Faraday, il ne mentionne jamais ces incidens, que sa rare modestie lui a fait peut-être envisager sous un jour différent (1). Il le faut aussi reconnaître, sans ses relations avec Davy ses progrès eussent été probablement moins rapides, et même pour sa carrière future c'était déjà une recommandation puissante que d'avoir travaillé à côté et sous les ordres d'un aussi illustre savant.

Ce voyage à Paris dont il vient d'être question eut lieu au mois d'octobre 1813. Davy voulait visiter les volcans éteints de l'Auvergne; il avait obtenu de l'empereur Napoléon la permission de venir en France quoiqu'on fût alors en guerre avec l'Angleterre. Faraday l'accompagnait en qualité de secrétaire et de préparateur. Un vaisseau parlementaire les débarqua à Morlaix, où ils furent retenus pendant une semaine par les autorités, qui suspectaient leurs papiers. Enfin ils purent se rendre à Paris. Davy se vit accueilli de la manière la plus cordiale par Guyton de Morveau, Gay-Lussac, Vauquelin, Cuvier, Berthollet, de Humboldt, Laplace et les autres illustrations de la science française, que son jeune aide eut ainsi l'occasion de voir de près; c'est de ce temps que date la profonde sympathie qu'il a toujours montrée pour la France et pour tout ce qui venait de France. Sir Humphry, lady Davy et Faraday quittèrent Paris à la fin du mois de décembre pour explorer l'Auvergne et parcourir l'Italie jusqu'à Naples. Après avoir vu le Vésuve, on remonta vers le nord, afin

(1) Dans la vie de sir Humphry Davy que son frère, le docteur John Davy, fit paraître en 1836, on reproche à Faraday en termes très durs de n'avoir pas cité son ancien maître à propos des expériences sur la rotation des courans. Faraday, dans une réplique aussi digne que douce, s'est complétement justifié de cette accusation, dénuée de fondement. Il rappelle à cette occasion que des insinuations de la même nature s'étaient déjà produites en 1823. Sir Humphry venait de lire un mémoire à la Société royale; un journal qui rendait compte de la séance lui attribuait des paroles fort injustes pour son aide. Sir Humphry alors rédigea lui-même une rectification que Faraday devait porter au journal en question, *Annals of philosophy*, et qui parut en effet peu de temps après, signée du rédacteur. Faraday ajoute qu'il a conservé la note originale, écrite de la main de Davy. Le mémoire de Davy a été publié, mais le manuscrit même dont il avait donné lecture a disparu des archives de la Société royale. « Toutes ces choses, dit Faraday, arrivèrent au moment où mon nom était mis en avant pour une candidature à la Société royale. Je ne crois pas que personne ait sciemment provoqué cet état des choses, mais tout semblait alors confusion, et généralement à mon désavantage. »

de passer l'été à Genève. Le souvenir de cette visite à Genève est encore dans la mémoire de tous ceux qui eurent l'occasion de voir à cette époque Davy et son jeune préparateur; il est passé à l'état de tradition dans les familles des Saussure, Candolle, de La Rive, Marcet, Pictet et des autres savans dont Genève a le droit d'être fière. La modestie et le caractère du jeune Faraday produisirent sur ces juges si compétens une profonde impression. Il était alors tel qu'il est toujours resté.

Avant de se rendre à Genève, Davy et Faraday avaient eu à Milan l'occasion de voir Volta, alors très vieux. L'automne de 1814 les vit parcourant les Alpes tyroliennes; l'hiver les ramenait à Rome, d'où ils revinrent à Londres, en prenant par le Tyrol et l'Allemagne, vers le mois d'avril 1815, après une absence de dix-huit mois. Faraday reprit son emploi de préparateur et ne quitta plus l'Institution royale. En 1820, — il avait alors vingt-neuf ans, — nous le trouvons préparateur de Brande, le successeur de Davy, qui n'était plus à cette époque que professeur honoraire. Depuis cinq ans, il n'avait fait que poursuivre en silence les recherches qui occupaient ses rares loisirs. Lorsqu'il n'avait pas quelque leçon à préparer, on utilisait sa bonne volonté à accumuler des provisions de différens produits chimiques difficiles à obtenir dans le commerce. Des rangées de flacons bien remplis et étiquetés témoignaient de son assiduité. Il acquit ainsi une très grande habitude des travaux pratiques et une expérience précieuse de tous les procédés en usage : son *Traité des manipulations chimiques,* qu'il fit paraître en 1827 et qui eut un grand succès en Angleterre, nous le montre parfaitement familiarisé avec toutes les branches de la chimie expérimentale qui étaient cultivées à cette époque.

C'est en 1820 qu'il donna pour la première fois signe de vie en publiant sa découverte du chlorure de carbone. Elle fut le point de départ d'une série de recherches sur les principes combustibles qui entrent dans la composition des gaz employés à l'éclairage. En 1822, il entreprit pour M. Stodart un travail assez original sur la constitution de l'acier, auquel il essaya d'allier de petites quantités de platine, d'argent, de rhodium, etc. Il existe encore en Angleterre des aciers de ce genre qui portent le nom de Faraday et qui sont plus doux que les aciers ordinaires. C'est de la même époque que datent ses célèbres et brillantes expériences sur la condensation des gaz, qui lui firent plus d'une fois courir des dangers très réels par l'explosion de ses appareils. On sait qu'à l'école de pharmacie de Paris un accident de ce genre, arrivé pendant une tentative de liquéfaction de l'acide carbonique, a coûté au préparateur ses deux jambes. Faraday lui-même faillit rester aveugle à la suite d'une explosion qui lui brûla le visage en 1823.

Les recherches sur la liquéfaction des gaz furent commencées sous les auspices de Davy. Elles conduisirent Faraday à énoncer pour la première fois l'identité des gaz et des vapeurs. Les gaz ne sont rien autre

chose que des vapeurs de liquides très volatils; la seule différence, c'est que les uns se liquéfient dans les circonstances ordinaires de pression et de température, tandis que les autres, — les gaz permanens, — ne peuvent être réduits à l'état liquide que si l'on a recours à des températures extrêmement basses ou à des pressions très grandes. Avant Faraday, quelques physiciens avaient déjà réussi à liquéfier certains gaz. Van Marum avait vu le gaz ammoniac se condenser sous une forte pression; Northmore avait liquéfié le chlore par le même moyen; Monge et Clouet avaient obtenu l'acide sulfureux à l'état liquide par l'emploi d'un froid intense et d'une compression assez forte. Faraday imagina des appareils d'une grande simplicité avec lesquels il parvint à diminuer dans une forte proportion le nombre des gaz qui résistaient encore à la condensation. Il publia ses recherches en 1823, et l'Académie des Sciences de Paris l'admit la même année parmi ses correspondans. Ce n'est qu'en 1845 qu'il revint au même sujet, profitant cette fois du froid intense que l'on peut produire au moyen du mélange réfrigérant de Thilorier. C'est un mélange d'éther et de neige d'acide carbonique, dont la température est dans l'air de — 90 degrés, et s'abaisse dans le vide jusqu'à 110 degrés au-dessous de zéro. Grâce à ce réfrigérant et à une compression qui pouvait être poussée jusqu'à 50 atmosphères, Faraday fit de nouvelles conquêtes dans le domaine des gaz dits permanens. Une circonstance qui mérite d'être mentionnée, c'est que les liquides obtenus par ces procédés, et que l'on pourrait presque appeler des liquides artificiels, offrent une mobilité extraordinaire; l'éther et l'alcool semblent visqueux par comparaison, comme l'huile nous paraît visqueuse à côté de l'éther. Il n'y a que cinq gaz qui ont résisté à tous les moyens employés et que l'on pourrait nommer les gaz *héroïques :* ce sont l'hydrogène, l'oxygène, l'azote, l'oxyde de carbone, le bioxyde d'azote. On peut remarquer que ce sont précisément ceux qui entrent dans la constitution des êtres organisés. Il est probable qu'avec des moyens de compression encore plus énergiques on finira par en avoir raison comme de tous les autres gaz. Perkins annonça même déjà en 1823 qu'il avait pu liquéfier l'air par une compression égale à 1,200 atmosphères, et qu'il avait vu se former dans son appareil une belle goutte limpide d'air condensé; mais la description de ses expériences montre qu'il n'avait pu rien voir : le problème est donc encore à résoudre.

Vers 1830, Faraday publia un travail sur la fabrication des verres d'optique. Il l'avait entrepris comme membre d'une commission nommée en 1824 par la Société royale, et qui devait s'occuper du perfectionnement des verres pour les lunettes astronomiques, sur la demande et avec les fonds du gouvernement anglais. Faraday avait été chargé d'étudier la composition chimique des verres, Dollond devait les tailler, et sir John Herschel en constater les propriétés physiques. Faraday ima-

gina de faire entrer l'acide borique dans les combinaisons siliceuses qui constituent la matière des verres lourds que les opticiens désignent par le nom de *flint-glass*. Les verres à l'acide borique sont aujourd'hui fort employés, et se distinguent par une limpidité remarquable. En 1830 cependant, ils ne furent point accueillis avec une grande faveur par le public anglais, ainsi que cela résulte d'un passage de la fameuse brochure que sir James South dirigea à cette époque contre la Société royale (1). « Après six ans et demi d'expériences faites aux frais de l'état sur la fabrication des verres optiques, dit l'auteur du pamphlet, il est devenu plus difficile d'avoir du bon *flint* qu'il ne l'a été de mémoire d'homme, et nous avons perdu l'honneur d'être comme autrefois les opticiens du monde entier. » Les verres pesans au borate de plomb que Faraday avait préparés à cette occasion lui servirent dix-sept ans plus tard à réaliser sa mémorable expérience sur l'aimantation de la lumière, dont il sera question plus loin.

La Société royale était alors agitée par des dissensions intestines et des luttes qui en ébranlèrent les fondemens. C'est dans ces luttes que fut renversé le bureau des longitudes. Faraday en avait fait un instant partie, mais il n'avait pas tardé à sentir toute l'anomalie de la position qu'on lui reprochait d'avoir acceptée, et il était retourné à son laboratoire, laissant les longitudes aux astronomes. Cependant la chimie avait peu à peu dans ses occupations cédé la place à l'électricité, et c'est sur ce terrain qu'il a fait ses plus belles découvertes.

Ampère venait d'expliquer l'observation d'Œrsted, qui avait vu l'aiguille aimantée se mouvoir sous l'influence d'un courant galvanique; il venait d'échafauder sur la frêle base d'un petit nombre de faits constatés cette admirable théorie de l'électro-magnétisme qui est sortie victorieuse de toutes les épreuves auxquelles on l'a soumise (2). Une des

(1) *Charges against the President and councils of the royal Society*, by sir James South, fellow of the S. London, 1830.

(2) La belle théorie d'Ampère, qui ramène tous les phénomènes magnétiques à l'action de courans qui circulent autour des molécules des corps, ne fut point admise d'emblée de l'autre côté du détroit. Davy la considéra toujours comme une sorte d'hérésie, et sous son influence Faraday faisait également des difficultés pour la reconnaître. C'est que cette théorie emprunte son évidence à l'analyse et non à des faits palpables, quoiqu'elle permette en définitive de prévoir et d'expliquer la plupart des phénomènes. « Or, disait à cette époque M. Saigey, une théorie qui explique et qui prévoit tous les faits n'est pas toujours du goût des physiciens dont la réputation se fonde uniquement sur les expériences. Le nom du théoricien passe à la postérité, et celui de l'expérimentateur ne dure guère plus que la machine qu'il a fait fonctionner. Les expériences, souvent compliquées, difficiles à répéter, sont remplacées par l'énoncé d'un principe fondamental, d'un mot avec lequel l'esprit humain, soulagé, passe à de nouvelles conquêtes. Et c'est ainsi que la théorie d'Ampère a condamné à l'oubli tous les détails de l'électricité dynamique, dont on composerait maintenant une bibliothèque. »

conséquences de cette théorie était la possibilité de faire tourner des aimans sous l'action de courans circulaires et *vice versa*. Faraday parvint à réaliser le phénomène en 1821, et un témoin de cette expérience raconte la scène touchante qui eut lieu quand Faraday vit ses prévisions s'accomplir de point en point. Il fut si satisfait de la réussite de son expérience, qu'il offrit à son jeune assistant de passer la soirée au théâtre d'Astley, où il faillit avoir une rixe avec un mal-appris qui incommodait son compagnon.

La découverte de l'induction date de 1831. Faraday présenta ses premières recherches à la Société royale au mois de novembre. Le 26 décembre, elles furent communiquées à l'Académie des Sciences par Hachette, qui en avait eu connaissance par une lettre de Faraday. Nobili et Antinori les répétèrent au mois de janvier suivant, mais les résultats qu'ils avaient obtenus parurent dans le numéro de novembre de l'*Antologia di Firenze;* cette confusion de dates a pu induire en erreur les auteurs qui, n'ayant pas eu entre les mains le mémoire original des deux savans italiens, se sont imaginé qu'ils avaient des droits de priorité sur Faraday. On a essayé plus tard de démontrer que l'induction électrique ou la production de courans par le simple voisinage d'un autre courant avait été déjà observée par Ampère en 1822. MM. Becquerel, dans leur *Histoire de l'électricité*, citent à ce propos un passage d'un mémoire d'Ampère, où ce dernier dit que « dans un conducteur mobile formant une circonférence complétement fermée il s'établit un courant électrique par l'influence de celui qu'on produit dans un conducteur fixe, circulaire et redoublé, placé très près du conducteur mobile, mais sans communication avec lui. » Cet énoncé n'est rien moins que clair, et on comprend en le lisant que cette fois Ampère n'avait pas deviné la portée du fait qu'il avait observé par hasard.

Voici, en peu de mots, les phénomènes découverts par Faraday. Un aimant ou un courant galvanique exerce toujours une certaine influence sur la matière placée dans sa sphère d'action. Si cette matière est conductrice et qu'elle forme un circuit fermé, elle est traversée par un courant toutes les fois que l'intensité de l'action qu'elle subit à distance vient à changer. C'est ainsi qu'il s'établit toujours un courant *induit* dans un circuit métallique ordinaire au moment où l'on *rapproche* de ce circuit soit un aimant, soit un courant électrique. Un courant induit de sens inverse s'établit lorsqu'on éloigne le courant *inducteur*. On observe des effets de même nature lorsqu'on ferme ou qu'on interrompt le circuit inducteur : la fermeture ou l'établissement du courant inducteur équivaut à un rapprochement instantané depuis l'infini jusqu'à la distance où se trouvent les fils; l'interruption équivaut à une séparation brusque qui transporte le courant inducteur à une distance infinie. En somme, on peut dire que toutes les fois que le courant inducteur s'ap-

proche, augmente ou s'établit, il donne naissance à un courant d'un certain sens dans le circuit induit, et qu'il y fait naître un courant de sens inverse toutes les fois qu'il s'éloigne, diminue ou disparaît.

Ces lois ont été vérifiées par les expériences les plus diverses. Nous en citerons une, celle qui fut tout d'abord répétée par beaucoup de physiciens et qui parut la plus saisissante. On enroule sur un morceau de fer doux un long fil de cuivre isolé par une enveloppe de soie; on met le fer en contact avec les pôles d'un aimant puissant en même temps qu'on réunit les deux bouts du fil; si les deux mouvemens sont exécutés avec précision, on voit une étincelle jaillir entre les pointes du fil conducteur. L'étincelle est l'indice d'un courant qui parcourt le fil au moment où le noyau de fer sur lequel il est enroulé s'aimante au contact des pôles. On obtient le même effet avec une bobine de fil de cuivre dans laquelle on introduit brusquement soit un barreau aimanté, soit une autre bobine que traverse le courant d'une pile voltaïque. Le simple rapprochement du barreau *inducteur* ou de la bobine *inductrice* suffit pour faire naître dans la bobine *induite* un courant instantané. Lorsqu'ensuite on éloigne le corps inducteur, on constate dans le fil induit un autre courant instantané de sens inverse. En répétant ces mouvemens alternatifs dans une succession rapide, on peut obtenir une grêle de courans induits tellement rapprochés qu'ils semblent former un flux continu d'électricité, comme les gouttes de pluie qui se pressent pendant une averse nous semblent se réunir en filets d'eau tendus entre le ciel et la terre.

Au premier abord, ce résultat peut paraître bien peu de chose. On arrive par des moyens détournés à produire un courant intermittent qui est presque un courant continu; ne serait-il pas plus simple de faire usage du courant de la pile, qui fonctionne sans interruption? On va voir qu'il n'en est rien. Les courans induits ont des propriétés particulières que ne possèdent pas les courans de la pile; ils offrent, en plus des qualités importantes qui distinguent ces derniers, l'énorme tension de l'électricité de frottement. Les courans d'induction représentent donc en quelque sorte la réunion des deux formes de l'électricité, entre lesquelles il y avait comme un abîme, — l'électricité *dynamique* des piles, caractérisée par l'abondance du fluide, et l'électricité *statique* des machines à plateaux de verre, à tension très forte, qui se manifeste par des étincelles acérées. La première avait le privilége d'opérer les décompositions chimiques, car une pile d'un petit nombre d'élémens dégage en très peu de temps l'hydrogène de plusieurs grammes d'eau, tandis que les étincelles foudroyantes d'une machine à frottement décomposent à peine une goutte de liquide en quelques heures. On voit que la *quantité* d'électricité, qui se mesure par l'effet chimique, est extrêmement faible dans les machines, quoiqu'elle présente une tension qui manque à l'électricité voltaïque. Pour donner une idée de la supériorité de la pile comme

source d'électricité, nous dirons que les deux masses de fluides contraires qui dans un voltamètre décomposent 9 grammes d'eau feraient explosion à 1 mètre de distance, si on pouvait les employer à charger deux bouteilles de Leyde d'un kilomètre carré de surface. Condensés sur deux nuages distans d'un kilomètre, les mêmes fluides exerceraient une attraction d'environ 2 milliards de kilogrammes. Malgré cette énorme tension, ils ne produiraient que l'effet chimique d'une petite pile de quelques couples. En revanche, ils pourraient opérer les terribles effets mécaniques et physiologiques de la foudre, tandis que la pile ne fournit que des étincelles tout à fait insignifiantes.

Les courans d'induction mettent en mouvement des quantités d'électricité aussi abondantes que celles qui constituent les courans ordinaires; ils présentent en outre la tension qui produit les étincelles. Grâce à cette troisième forme de l'électricité, nous pouvons obtenir d'une manière presque continue les plus puissans effets de fulguration des anciennes machines sans avoir besoin de charger à chaque fois une grande batterie de bouteilles de Leyde. Les machines d'induction réalisent en quelques instans ce qui autrefois exigeait un long travail de préparation. Elles fournissent tout ce que l'on peut obtenir à l'aide des piles et au moyen des machines à frottement, — attractions, répulsions, étincelles, chaleur, lumière, actions chimiques, commotions nerveuses, aimantation du fer, etc.; elles sont devenues indispensables à la science, à l'industrie, à l'art de guérir. Tout le monde connaît aujourd'hui la bobine de Ruhmkorff, dont les effets sont comparables à ceux de la foudre. Cet appareil produit des courans induits par les interruptions incessantes d'un courant inducteur. Les machines *magnéto-électriques* fournissent des courans d'induction en rapprochant et en éloignant alternativement un circuit fermé des pôles d'un aimant. Dans la forme qui leur a été donnée par MM. Siemens et Wheatstone, elles réalisent la transformation la plus immédiate du mouvement mécanique en magnétisme et électricité dynamique.

Si la découverte de Faraday a marqué pour ainsi dire une ère nouvelle dans les applications de l'électricité, elle n'est pas moins importante à un point de vue purement philosophique. Qu'est-ce donc que ces forces instantanées qu'un mouvement fait naître à distance, qui cessent d'agir au moment où ce mouvement s'arrête? Quelle mystérieuse liaison de toutes les parties de la matière est la cause de cette résonnance électrique en vertu de laquelle le contre-coup d'un changement survenu dans l'intérieur d'un corps se fait sentir immédiatement dans les corps voisins? Ne dirait-on pas qu'un réseau invisible de forces inconnues s'étend d'atome en atome, et qu'il est impossible d'en briser une maille sans ébranler une légion de fils enchevêtrés?

L'importance du rôle que les courans d'induction jouent dans la

nature sera encore mieux comprise, si nous en rapprochons les phénomènes du magnétisme de rotation, qui ont été découverts avant les premiers, mais qui sont restés sans explication jusqu'au jour où Faraday parvint à les rattacher aux courans induits.

On avait souvent observé dans les ateliers des constructeurs qu'il était difficile de faire osciller une aiguille aimantée dans le voisinage d'une masse de cuivre; les oscillations s'éteignaient comme par l'effet d'une résistance invisible. Arago constata le même fait sur une boussole à fond de cuivre, construite par Gambey; il crut à une impureté du métal employé, et en fit la remarque à l'artiste. Gambey déclara que son cuivre était pur de tout mélange et qu'il connaissait l'action de ce métal sur les aimans; on pria un chimiste de procéder à une analyse, et il fut prouvé que le disque de la boussole ne contenait pas la moindre parcelle de fer. Arago se mit alors à étudier le phénomène qu'un heureux hasard lui avait révélé. Il fit tourner un plateau de cuivre au-dessous d'une aiguille aimantée, mobile sur un pivot, et vit l'aiguille partager la rotation du disque. On renversa l'expérience : un aimant mis en rotation entraînait un disque de cuivre. Faraday à son tour renversa l'expérience de Gambey. Il suspendit à un fil un petit bloc de cuivre de manière à l'amener entre les pôles d'un grand électro-aimant. On sait qu'un électro-aimant n'a d'action que lorsqu'on fait circuler un courant électrique dans les spires de la bobine dont il est enveloppé. Faraday tordait le fil de suspension et le laissait ensuite se détordre. Le bloc de cuivre tournait et retournait. Au moment où le courant était lancé dans les spires, il s'arrêtait; le mouvement recommençait dès qu'on interrompait le courant. Lorsqu'on essayait de faire aller et venir le cuivre entre les pôles de l'aimant rendu actif, on sentait une résistance comme si on coupait du beurre. Faraday appelle cette résistance la *viscosité apparente du champ magnétique*.

On voit qu'il s'exerce une action très sensible entre l'aimant et une masse métallique en mouvement; cette action s'explique d'une manière naturelle par l'existence de courans induits qui prennent naissance dans le métal et qui réagissent sur l'aimant. Le courant qui résulte d'un rapprochement produit une répulsion, le courant qui est engendré par la séparation des deux masses donne lieu à une attraction; il s'ensuit que l'effet final équivaut toujours à une résistance. C'est comme s'il y avait là un frottement contre l'espace. Ce frottement peut devenir une source de chaleur : M. Joule, en essayant de faire tourner rapidement un morceau de plomb dans le champ magnétique, c'est-à-dire entre les pôles d'un puissant électro-aimant, a vu le plomb se fondre et couler.

Les découvertes de Faraday ont aussi confirmé d'une manière éclatante les vues d'Ampère sur l'identité originelle des forces électriques et magnétiques. Toutes les recherches du grand physicien anglais ont été d'ail-

leurs dirigées vers la démonstration définitive et palpable d'une corrélation intime entre les formes diverses que revêt la force : il s'est occupé de recherches expérimentales sur les rapports de la gravité avec l'électricité; il a réussi à montrer que la lumière est influencée par la force magnétique. La brillante expérience par laquelle il a constaté ce fait a été publiée en 1846; voici en quoi elle consiste : lorsqu'on regarde la flamme d'une lampe à travers l'oculaire d'un instrument appelé *polariscope*, on peut trouver une position de cet oculaire où la flamme cesse d'être visible. Une plaque du verre pesant de Faraday, interposée sur le trajet des rayons, ne produit aucun changement tant qu'elle est à l'état naturel; mais, si elle se trouve entre les pôles d'un électro-aimant, elle devient *active* au moment où le courant circule dans l'aimant : elle imprime à la lumière une sorte de rotation qui a pour effet de faire reparaître l'image de la flamme; cette image disparaît de nouveau au moment où le courant est interrompu. Ce phénomène n'a pas encore été expliqué, mais il prouve d'une manière irréfutable que le magnétisme change la structure moléculaire des corps.

On doit à Faraday une autre découverte qui ouvre des horizons imprévus, c'est celle du *diamagnétisme*. Il résulte de ses recherches que tous les corps sont soumis aux forces magnétiques : les uns, comme le fer, le nickel, le cobalt, l'oxygène, sont attirés par l'aimant; les autres, comme le bismuth, l'antimoine, l'or, l'argent, l'hydrogène, sont repoussés : ce sont les corps que Faraday appelle *diamagnétiques*. — Les corps magnétiques, lorsqu'ils sont suspendus librement, se dirigent suivant la ligne des deux pôles; les corps diamagnétiques se placent en travers. Depuis le fer, le corps le plus manifestement magnétique, jusqu'au bismuth, qui représente l'extrême opposé, on peut classer toutes les substances en une série continue : d'abord celles où la force est attractive avec une intensité décroissante, puis les corps indifférens, et enfin ceux qui subissent une action répulsive de plus en plus décidée. Brugmans avait annoncé dès 1778 que le bismuth est repoussé par l'aimant, et Lebaillif avait retrouvé la même propriété dans quelques autres substances, par exemple dans l'antimoine; la polarité magnétique du cobalt et du nickel était connue depuis longtemps. C'est à Faraday toutefois que revient l'honneur d'avoir approfondi ces faits et de les avoir établis d'une manière certaine et générale. L'un des résultats les plus imprévus de ses recherches, c'est que la nature du milieu ambiant peut complétement changer les propriétés des corps. Quant à l'explication des phénomènes du diamagnétisme, elle est loin d'être facile, et beaucoup de physiciens y ont vu une pierre d'achoppement pour les théories admises. On peut cependant concilier les faits observés avec les idées qui ont cours depuis Ampère, en admettant avec MM. Becquerel que tous les milieux, sans excepter l'éther ou ce qu'on appelle communément le vide, sont

essentiellement magnétiques, et que le diamagnétisme n'est qu'un phénomène de réaction analogue à la poussée des liquides.

Si vous plongez dans l'eau un corps léger, tel qu'une bouée, il montera vers la surface du liquide, quoique la gravité tende toujours à le faire descendre de haut en bas; c'est que la même force produit à l'intérieur du liquide une sorte de pression qui chasse la bouée de bas en haut. Un corps plus dense que l'eau ira au fond, parce que la force qui le fait tomber a plus d'énergie que la réaction inverse de la poussée. Dans l'air même, nous voyons les ballons monter pendant que la plupart des corps tombent sur le sol, si on les abandonne librement. On voit qu'il n'y a en réalité de corps *légers* que par rapport à d'autres corps qui le sont moins; tout dépend du milieu où ils se trouvent. En appliquant le même raisonnement aux phénomènes du diamagnétisme, on arrive à la conclusion suivante : tous les corps sont magnétiquement lourds, c'est-à-dire sollicités par une attraction plus ou moins sensible en présence d'un aimant; mais, plongés dans un milieu plus lourd qu'eux, ils nous paraîtront légers, c'est-à-dire qu'ils éprouveront en définitive une répulsion par suite de la poussée du milieu ambiant. Les corps magnétiquement légers sont ceux que nous avons appelés diamagnétiques. L'air et le vide de la machine pneumatique sont des milieux fortement magnétiques ou *lourds;* tout aimant naturel ou artificiel y développe une pression qui s'exerce sur tous les corps plongés dans ces milieux, et qui agit en sens contraire de l'attraction que ces corps éprouvent eux-mêmes de la part de l'aimant; s'ils sont moins sensibles à cette action que le milieu qui les entoure, ils céderont à la poussée et s'éloigneront des pôles de l'aimant. Dans ces idées, on a essayé de mesurer le magnétisme spécifique des différentes substances connues, comme on en avait déterminé la densité ou le poids spécifique. Il s'est trouvé, par exemple, qu'à poids égal l'oxygène est environ cinq fois plus magnétique que l'air, et qu'il l'est environ trois mille fois moins que le fer; il en résulterait que 2 mètres cubes d'oxygène équivalent à 1 gramme de fer, et que l'atmosphère tout entière agit comme une couche de fer qui envelopperait la terre et aurait un dixième de millimètre d'épaisseur.

On doit encore à Faraday d'importantes recherches sur la théorie des piles, qui furent commencées vers 1833. Il a établi la loi des *équivalences électriques,* que l'on peut énoncer comme il suit : toutes les fois qu'une unité d'électricité dynamique traverse un corps qu'elle décompose, elle met en liberté l'équivalent du métalloïde ou de l'acide avec le poids de métal qui correspond à cette quantité dans la combinaison. Cette loi est d'une importance capitale pour la théorie de la corrélation des forces, mais nous ne pouvons la citer ici que pour mémoire.

Les recherches expérimentales de Faraday sur l'électricité ont paru dans les publications de la Société royale; il les a réunies en trois vo-

lumes qui ont successivement vu le jour en 1839, en 1844 et en 1855. Là se montre dans toute sa grandeur l'énergie résolue et tenace du chercheur qui n'abandonne pas un sujet qu'il ne l'ait approfondi et retourné dans tous les sens. Il ne fait rien à moitié : lorsqu'il interroge les faits, il faut qu'ils répondent par un oui ou par un non. Rien d'admirable comme la science stratégique qu'il développpe lorsqu'il s'agit d'attaquer un problème par la voie des expériences. C'est la méthode inductive appliquée avec une supériorité qui étonne. On sent d'ailleurs, et il a soin de le dire, qu'il est presque toujours guidé par des idées préconçues sur l'enchaînement mutuel des forces de la nature; cela explique la hardiesse apparente de ses tentatives : placé plus haut que la foule, son regard porte plus loin, et il aperçoit le possible là où d'autres ne voient que l'absurde. C'est ainsi qu'il espéra *magnétiser la lumière*, et qu'il y réussit.

La vie de Faraday a été calme ; aucun événement brusque ou violent n'est venu troubler la sérénité de son esprit. *Beatus ille*... Loin de toute agitation, il passait son temps enfermé dans son laboratoire lorsqu'il avait satisfait à ses devoirs de professeur. En 1829, il avait été nommé *lecturer* à l'académie militaire de Woolwich, fonctions qu'il remplit jusqu'en 1842. En 1833, John Fuller, le plus bouillant des membres du parlement, fonda une chaire de chimie à l'Institution royale et choisit Faraday pour l'inaugurer. Il stipula expressément que le nouveau professeur ne serait astreint à aucun des devoirs de cette charge, et notamment qu'il serait exempt de l'obligation de faire un cours public. Nous avons vu que Faraday ne profita point de cette exception faite en sa faveur, qu'il sut au contraire continuer les glorieuses traditions de Davy. Une pension de 300 livres sterling (7,500 francs), que le gouvernement lui accorda en 1835 sur la proposition de lord Melbourne, vint ensuite améliorer sa position de fortune, qui ne fut cependant jamais très brillante. Faraday ne cherchait pas les places lucratives, comme il ne cherchait pas non plus les honneurs.

En 1832, lorsqu'il venait de publier ses premières recherches sur l'électricité d'induction, l'université d'Oxford lui conféra le titre de docteur ès-lois, distinction qui compte en Angleterre parmi les plus honorifiques. Il était correspondant de l'Institut de France depuis 1823 et membre de la Société royale de Londres depuis 1824; en 1844, l'Académie des Sciences le nomma un de ses huit associés étrangers en remplacement de Dalton, qui venait de mourir. Par une coïncidence qui a été remarquée, les trois savans qui l'ont suivi sur la liste des associés de l'Académie sont également Anglais; ce sont sir David Brewster, élu en 1849, sir John Herschel, élu en 1855, et M. Richard Owen, qui succéda à Robert Brown en 1859. Après l'exposition universelle de 1855, Faraday vint à Paris pour la deuxième fois. Il visita les établissements scienti-

fiques et sut partout se concilier de profondes sympathies par ses manières douces et bienveillantes. C'est à la suite de cette visite que le gouvernement français lui envoya la croix de commandeur de la Légion d'honneur.

En 1824, il épousa miss Barnard, fille d'un orfévre de Paternoster-Row, qui appartenait, comme Faraday lui-même, à la secte religieuse des *sandemaniens* ou *glassites*. A l'heure qu'il est, cette secte compte dans le royaume-uni une douzaine de congrégations comprenant environ deux mille personnes. Elle a été fondée en Écosse vers 1728 par un ministre de l'église établie, du nom de Glass, et s'est renforcée des partisans de Robert Sandeman, qui apparut en 1757 et qui organisa les congrégations. Les sandemaniens ne se marient qu'entre eux et n'invitent jamais à dîner; aussi a-t-on remarqué que Faraday n'invitait personne. Il devint plus tard le chef de la secte, et officiait comme une manière de grand pontife. Il assistait avec une grande régularité au service religieux qui a lieu à la chapelle des sandemaniens le soir, les dimanches et les vendredis, et prêchait souvent lui-même. Il allait aussi en province visiter ses congrégations. C'est ainsi que la réunion de l'Association britannique pour l'avancement des sciences qui devait se tenir à Aberdeen en 1859 lui fournit l'occasion de convoquer dans la même ville un congrès de ses coreligionnaires, auxquels il consacra à peu près tout son temps pendant la durée de la session. On m'a raconté qu'un jour le cardinal Wiseman lui demanda s'il croyait le salut possible hors de sa secte; Faraday sourit et répondit affirmativement.

Le *Frazer's Magazine* a publié en 1836 un croquis attribué au peintre Daniel Maclise et qui représentait Faraday entouré de ses appareils. La gravure était accompagnée d'une notice biographique due à la plume spirituelle du docteur Maginn, mais remplie de détails apocryphes. On y parle de Faraday comme d'un « bon petit homme, chrétien, quoique malheureusement sandemanien, faisant preuve d'un joli coup de fourchette en présence d'un gigot de mouton et incapable de refuser la troisième bouteille d'un vieil ami. » Ce portrait s'accorde peu avec ce que l'on sait de la vie de Faraday. Ce qui est vrai, c'est qu'il était bon et naïf à l'excès et avec cela d'un tempérament gai et d'une humeur toujours égale. Il jouait un peu de la flûte, ce qui allait certainement mieux à son caractère qu'à celui du roi de Prusse. Comme Davy, Berzélius et Wollaston, Faraday est mort sans laisser d'héritiers de sa gloire.

En 1851, un jeune chimiste français qui donnait de brillantes espérances, Ebelmen, se rendit à Londres comme membre du jury international de la première exposition. A peine arrivé, il s'empressa de voir Faraday. On parla de Paris, des amis nombreux que le célèbre chimiste anglais y possédait et des recherches qui les occupaient. Quand Ebelmen prit congé de Faraday, ce dernier le pria d'assister à la dernière leçon de

l'année qu'il devait faire à l'Institution royale. Le jour venu, Faraday fait asseoir son jeune confrère à sa droite, et là, devant la brillante assemblée qui remplissait l'amphithéâtre de l'Institution, il annonce que le sujet de sa leçon sera l'exposé des travaux que le jeune savant français qui se trouve à côté de lui vient de publier sur la reproduction artificielle des pierres gemmes. On sait qu'Ebelmen avait réussi en 1847 à produire par voie de synthèse des minéraux tels que le spinelle et le corindon, que la nature seule avait formés jusque-là. M. Chevreul, en annonçant à l'Académie la perte qu'elle venait de faire, a rappelé ce trait de bonté de Faraday, qui, placé au faîte de la gloire, prend sous son égide un étranger trop jeune encore pour avoir été seulement apprécié dans son propre pays, et le présente à ses compatriotes, non en le louant par de vaines paroles, mais en faisant ressortir ce qu'il a fait.

M. Henri Sainte-Claire Deville a donné un récit intéressant d'une visite qu'il fit à l'illustre physicien anglais en 1855. A cette époque, Faraday passait ses journées jusqu'à trois heures au moins dans le laboratoire de l'Institution royale : il y travaillait en silence, demandant bien rarement l'aide de son digne assistant, M. Anderson. « Quand un étranger favorisé, comme je l'ai été pendant une semaine, dit M. Deville, a la bonne fortune de travailler dans ce laboratoire, le maître l'entoure de toute sorte de soins et de prévenances. Dans ces relations de tous les instans, la cordialité et le désir d'être utile incessamment témoignés par M. Faraday pouvaient seuls, chez l'humble confrère qui écrit aujourd'hui ces lignes, combattre la crainte de déranger un grand esprit qui médite et un expérimentateur des plus habiles imaginant, construisant lui-même ses appareils de démonstration. » Les hommes d'état les plus illustres de l'Angleterre venaient dans ce laboratoire, on les voyait aborder leur « grand électricien » avec cette respectueuse familiarité qui indique l'estime réciproque et les habitudes d'une égalité parfaite. « Un jour, dit M. Deville, j'y ai assisté à un entretien remarquable où Michel Faraday avait pour interlocuteur le regrettable prince Albert. La courtoisie de mon hôte avait fait tenir cette conversation en français : il m'est impossible d'exprimer ici l'admiration que j'ai éprouvée pour l'illustre savant et pour son auguste visiteur. Celui-ci, dans un langage plein de sens et de modération, où toutes les délicatesses de notre langue le servaient à merveille, préconisait notre système de l'enseignement par l'état. M. Faraday soutenait, avec une douce, mais inflexible énergie, le système anglais de la liberté absolue. J'en conclus qu'un prince si sage et si sagement conseillé devait rarement persister dans l'erreur. »

Un des beaux côtés du caractère de Faraday était la loyauté avec laquelle il s'empressait de reconnaître les droits des autres dès qu'on lui signalait une coïncidence ou un semblant d'antériorité. Il rendait justice à ses devanciers d'une manière scrupuleuse, et ne fut jamais en butte à

des récriminations sérieuses, bien différent en cela de certains de nos contemporains. Il ne connaissait pas la jalousie. Ceux qui lui demandaient conseil ou service étaient sûrs de recevoir une réponse. Un jour un jeune débutant le pria de lui dire le secret de son constant succès. « Mon secret, répliqua Faraday, est bien simple. Il est dans ces trois mots : travailler, achever, publier (*work, finish, publish*). »

Un fait assez caractéristique et qui montre la tournure pratique de son esprit a été perpétué par une caricature du *Punch*, qui avait pour légende : *Faraday presenting his card to father Thames* (Faraday envoyant sa carte à la Tamise). Pendant une promenade qu'il fit sur un des bateaux à vapeur qui sillonnent le fleuve, il fut frapppé de la couleur noire de ces eaux qui charrient sans cesse les immondices de tout Londres. Pour en connaître approximativement le degré d'opacité, il se fit donner des morceaux de carton qu'il fit descendre au bout d'un fil et dont il observa la disparition. La profondeur à laquelle ils cessaient d'être visibles lui donna la mesure de l'impureté du liquide; il paraît que le résultat de cette étude improvisée fut tout à fait concluant, car Faraday en fit le sujet d'une lettre qu'il écrivit au *Times*, et qui contribua beaucoup plus à appeler l'attention des autorités compétentes sur une des plaies de Londres que tous les rapports qui avaient été rédigés par une foule de commissions.

Depuis 1858, la reine lui avait attribué des appartemens dans le palais d'Hampton-Court, et l'on vit alors le vénérable vieillard aller et venir entre sa nouvelle résidence et son vieux logis d'Albemarle-Street. En 1861 cependant, il quitta définitivement l'Institution royale, où il ne reparut plus que comme simple auditeur. Ses travaux incessans avaient fini par miner une santé primitivement robuste. Il souffrait souvent de violentes migraines, et la perte de sa mémoire commençait à l'affecter d'autant plus péniblement que son intelligence était restée vive et intacte. Une de ses dernières séries de conférences, l'*Histoire chimique d'une chandelle*, qui a été traduite en français, est encore un modèle de clarté et d'élégance. Il sentait toutefois que le temps était venu pour lui de renoncer à une tâche devenue trop lourde et de céder la place à de plus jeunes que lui. A la fin de sa dernière leçon « sur le platine, » le 22 février 1861, il adressa un adieu touchant à son auditoire. « L'affaiblissement graduel de ma mémoire et de mes autres facultés, disait-il, se manifeste à moi d'une manière pénible, et il m'a fallu le souvenir de votre bienveillance pour accomplir ma tâche jusqu'au bout. S'il m'arrive de parler trop longtemps, ou de manquer à ce que vous attendez de moi, n'oubliez pas que c'est vous qui avez voulu me retenir à mon poste. — J'ai désiré me retirer de l'arène, ainsi que doit le faire tout homme dont les facultés baissent; mais j'avoue que l'affection que j'ai pour cette salle et pour ceux qui la fréquentent est telle que j'ai de la peine à me dire que

l'heure de la retraite a sonné. » C'est ainsi que Faraday se sépara de ses auditeurs. Il est mort le dimanche 18 août 1867, âgé de soixante-seize ans.

Sa vie a été bien remplie. La moitié des découvertes qu'il a jetées comme une semence féconde dans le champ du progrès suffirait à immortaliser le nom d'un homme. En dévoilant les lois de l'induction électrique, il nous a presque donné une force nouvelle, dont les applications se sont multipliées dans tous les sens. Les machines d'induction et les machines magnéto-électriques, dont les rapides transformations nous surprennent et nous étonnent, sont en germe dans ses travaux. L'éclairage électrique, l'exploitation des carrières, le percement des tunnels, la déflagration des mines à grande charge, sont facilités dans une proportion inespérée par l'emploi des bobines d'induction. La physique emprunte aux recherches de Faraday ses plus belles expériences. L'art de guérir lui doit des appareils dont les effets merveilleux ont rendu la santé à des milliers de malades; on appelle *faradisation* le procédé qui produit ces résultats. Les courans induits constituent en effet la forme de l'électricité qui est la plus propre aux applications médicales, parce qu'on peut en graduer les effets chimiques et calorifiques, de manière à ne pas désorganiser les tissus, tandis que l'emploi des courans ordinaires de la pile ou celui d'une batterie de Leyde est souvent dangereux.

On voit que les traces de Faraday sont marquées dans les progrès récens de presque toutes les branches de la science et de l'industrie. Ce que l'on peut dès maintenant pressentir, ce que l'avenir fera ressortir plus manifestement encore, c'est la portée philosophique de toutes ses recherches, c'est l'étendue des conséquences qu'elles doivent produire pour la doctrine moderne de l'unité des forces naturelles. Ses travaux sont de ceux qui resteront; tout ce qu'il a découvert est acquis à la science d'une manière définitive. Si dans sa longue carrière il a dû perdre ses illusions sur la supériorité morale des savans, illusions dont la naïveté fit sourire Davy dans leur première entrevue, il a du moins fait tout ce qui était en lui pour les entretenir chez ceux qui avaient le bonheur de le voir dans l'intimité.

R. Radau.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 octobre 1867.

Nous n'aimons point, nous aimons moins que jamais, dans une situation critique, les commérages et les conjectures en matière politique. Rien n'est énervant comme la fièvre des anecdotes et le vagabondage des hypothèses oiseuses dans les temps surtout où une force des choses qui se prononce par des symptômes graves semble s'emparer de la conduite des événemens. Le moment où les esprits ont à se fortifier par une préparation réfléchie aux chances nouvelles d'un avenir prochain n'est point celui où la curiosité doit s'amuser de stériles bavardages. Hâtons-nous donc de nous débarrasser des préoccupations assez enfantines excitées depuis le commencement de ce mois par des mouvemens silencieux qui ont donné lieu à des rumeurs vaines et contradictoires. Les bruits qui ont ému pendant quelques jours le public étaient fondés sur le voyage subit de MM. Rouher et de La Valette à Biarritz. Les diseurs de bonne aventure rêvaient et parlaient de crise ministérielle. On allait jusqu'à nommer d'anciens ministres qui auraient miné la situation des deux membres les plus importans du présent cabinet. On supputait dans quel sens la politique générale pourrait être modifiée par une crise ministérielle. Cette alerte est aujourd'hui terminée. MM. Rouher et de La Valette sont revenus comme ils étaient partis. Au milieu des grosses questions qui éclatent ou vont se développant, leurs conférences avec l'empereur ne manquaient point d'objets naturels. Il est possible qu'en conformité avec les résolutions arrêtées M. de La Valette ne tarde point à prendre le portefeuille des affaires étrangères; peut-être M. Rouher, tout en demeurant ministre d'état, échangera-t-il le ministère des finances contre le département de l'intérieur. Il a été décidé à Biarritz qu'il n'y aura pas de petite session, que les chambres seront ouvertes le 18 novembre prochain et feront sans interruption le travail législatif de l'année. Il faut donc que la curiosité publique se résigne encore à une at-

tente d'un mois avant d'être mise au courant des desseins généraux de la politique du gouvernement.

Il est cependant un ordre d'événemens qui n'attendra point pour s'accomplir le 18 novembre. C'est celui dont le spectacle occupe, émeut tout le monde; ce sont les troubles de l'état romain, qui paraissent être la crise dernière du pouvoir temporel de la papauté. Cette crise doit avoir les conséquences les plus considérables. Si le pouvoir temporel est retiré à la papauté, les principes des rapports des églises avec les états seront changés dans tous les pays civilisés, car il y a des populations catholiques dans les pays mêmes dont les gouvernemens ne communient pas avec Rome. Une ère s'ouvrira où devra se réaliser partout la séparation des pouvoirs temporels et des libres manifestations de l'esprit religieux. C'est une réforme immense qui se lève dans le monde, et qui, dominant toutes les résistances, finira par le pénétrer. Cette révolution peut être pour la religion catholique une cause d'affranchissement et de régénération. Elle devrait dès à présent fournir matière aux considérations les plus élevées, aux résolutions les plus consciencieuses et les plus généreuses. Quand le pape aura cessé d'être roi, la grande parole de M. de Cavour, traitée à l'origine de songe et de déclamation, — les églises libres dans l'état libre, — deviendra pour les consciences religieuses l'objet des efforts les plus pratiques et la réalité la plus positive. On nous permettra de nous borner aujourd'hui à indiquer ces vues si conformes aux principes de la révolution française. Obligés de suivre les faits dans la forme où ils se présentent, nous conviendrons d'ailleurs sans peine que la crise romaine, comme tous les événemens de notre époque, éclate d'une triste façon, dans des conditions et au milieu de circonstances peu dignes du dénoûment d'une expérience qui intéresse à un si haut point la conscience humaine.

De quoi ont l'air les rapports du gouvernement italien avec le général Garibaldi? Voilà, malgré sa marche irrégulière et l'excentricité de son langage, un homme qui a personnifié en lui l'unité italienne et l'aspiration vers Rome capitale. Il prêche pendant quelques jours la croisade contre le pouvoir temporel, et tout le monde, même ses amis les plus avancés, trouve sa tentative intempestive. Les esprits ont si peu l'habitude de la réflexion appliquée, ils se rendent si mal compte de la fragilité de certaines situations et de la puissance d'une initiative persévérante que ceux qui en France, en Angleterre, en Allemagne, ont le plus applaudi aux succès de Garibaldi se figuraient qu'il entrait en lutte avec l'impossible. — Le gouvernement français, disait-on, envoyait les avertissemens les plus sévères au gouvernement italien : on assurait que nous avions une division prête à s'embarquer pour Civita-Vecchia, et que notre escadre de la Méditerranée attendait dans la rade d'Hyères le moment de l'y conduire. M. Rattazzi fait arrêter Garibaldi. Le général est ramené à

Caprera. Il veut revenir en terre ferme; on l'en empêche. Eh bien! la pensée garibaldienne réussit par les obstacles mêmes qu'on lui oppose. L'impuissance personnelle à laquelle on réduit Garibaldi peut accélérer la chute du pouvoir temporel. Comme il eût été aisé de le prévoir, l'arrestation de Garibaldi, au lieu d'empêcher le mouvement des volontaires, l'a excité et l'a aigri. Les escarmouches des volontaires italiens avec les troupes pontificales, formées de recrues étrangères, ne peuvent pas s'engager et se répéter sans que l'opinion publique soit émue. Tous les cœurs en Italie vont être entraînés vers les garibaldiens. Laissera-t-on durer une situation si difficile où tout serait livré au hasard, et qui, si on la livrait à elle-même sans direction et sans contrôle, pourrait produire des accidens désastreux? L'on découvre sur-le-champ qu'un puissant intérêt d'ordre et de sécurité réclame l'intervention d'une force organisée entre les volontaires, les insurgés et le pouvoir pontifical. On voit aussi qu'à moins de tout remettre en question entre la France et l'Italie la force intervenante ne saurait être française. La politique française, qui semblait, il y a un mois, vouloir exiger l'exécution littérale de la convention du 15 septembre, reconnaît aussitôt que la prudence lui commande de ne plus exercer d'intervention en Italie et à Rome. On comprend que si l'Italie doit être assise, et qu'on ne veuille pas exposer Rome à devenir le centre d'un mouvement républicain dans la péninsule, il est temps de laisser la question romaine arriver à sa fin naturelle. Que le gouvernement italien soit donc chargé de rétablir l'ordre dans les états romains et de protéger le chef de l'église catholique contre les dangers d'une insurrection révolutionnaire. On a rarement vu s'accomplir en aussi peu de temps un pareil revirement des idées et des événemens. On voit aussi ce que sont devenus les traités à notre époque : de simples et courts expédiens transitoires, de minces masques derrière lesquels se cachent un instant l'indolence, la timidité et l'impuissance d'esprit; ils n'assurent plus aux intérêts des garanties solides et durables de sécurité. Un grand élément d'ordre et de prospérité est enlevé à l'Europe contemporaine par ces maladroits replâtrages qu'il faut sans cesse recommencer.

L'affaire de Rome sera pour nous une diversion au spectacle de la transformation intérieure de l'Allemagne. L'observation et l'attente sont les dispositions avec lesquelles il convient à la France d'assister à la phase actuelle de la vie germanique. Notre véritable intérêt est que les choses se développent en Allemagne suivant leurs tendances naturelles. Si nous faisions mine de les surveiller avec jalousie et de chercher à contrarier les résolutions des Allemands sur leurs affaires intérieures, nous commettrions des fautes graves, nous détournerions les Allemands des voies naturelles du travail politique qu'ils ont entrepris, et qui peut, s'il n'est point faussé par d'injustes diversions extérieures, servir au progrès des idées libérales en Europe; nous risquerions de donner décidé-

ment à la marche de l'Allemagne le caractère d'une hostilité aveugle et brutale contre la France. Les témoins impartiaux des sentimens de notre pays savent bien que ce n'est pas lui qui a provoqué les déceptions de l'année dernière. Le patriotisme et l'esprit pacifique chez nous, s'ils avaient été maîtres de la politique extérieure, auraient conservé la plus loyale impartialité devant la lutte où devaient se heurter la Prusse et l'Autriche. Ils n'auraient pas permis à l'Italie, qui nous a tant d'obligations, de contracter l'alliance prussienne, et sans cette alliance il est probable que la paix et l'ordre européen eussent été conservés. Le patriotisme et l'esprit pacifique français n'éprouvaient point les sentimens et les espérances qui se manifestèrent dans le discours d'Auxerre; au fond, notre pays, s'il en a subi les effets, n'a point encouru de dessein prémédité la responsabilité de l'avortement des illusions caressées dans cette harangue. Nous avons à supporter les conséquences de cette grande erreur, car la situation militaire qu'elle a laissé créer en Allemagne nous impose, pour maintenir notre égalité, une préparation de guerre plus pénible et plus coûteuse que celle à laquelle nous étions accoutumés. Si nous gardons à cette préparation le caractère naturel d'une précaution et d'un acte de prudence, si nous évitons de lui donner la portée d'une hostilité dirigée contre l'union allemande, notre bonne foi et notre modération, il faut l'espérer, finiront par être comprises au-delà du Rhin, les défiances mutuelles s'apaiseront, et peut-être les nouvelles expériences politiques commencées en Allemagne profiteront-elles, par la contagion et l'émulation de l'exemple, à notre propre vie politique intérieure. Guidés par cette pensée générale, nous pouvons assister de sang-froid aux incidens journaliers qui se produisent dans la formation de l'unité germanique. La question posée aujourd'hui est de savoir combien de temps les états du sud mettront à pénétrer dans la confédération. Bade et son gouvernement sont parmi les états du sud les plus pressés d'entrer dans l'union fédérale; le Wurtemberg et surtout la Bavière font des distinctions, des réserves, des raisonnemens peu clairs et peu intelligibles pour éloigner le jour de la solidarité totale. Quant à la Prusse, ayant obtenu des états du sud la coopération essentielle, celle de l'alliance militaire et de l'union douanière, elle est patiente, et n'a point l'air de vouloir hâter l'achèvement de l'unité complète, où l'initiative de Berlin pourrait être paralysée et absorbée par la prépondérance du propre et sincère génie de l'Allemagne. La France peut assister avec calme, avec impartialité, avec une curiosité amicale, aux essais et aux épreuves du dualisme qui persiste dans les populations germaniques. La période de transition, tant qu'elle durera, donnera de l'occupation à l'esprit allemand; il est probable que l'unité, lorsqu'elle s'achèvera, aura sans doute pour compensation la modération, sinon la diminution de la centralisation et de la prépondérance prussiennes.

On doit souhaiter que la prochaine session s'ouvre dans un état des esprits plus froid et plus rassuré à l'égard des affaires étrangères et surtout des affaires allemandes. Le plus urgent intérêt de la France est aujourd'hui de s'occuper de ses affaires intérieures. Toute la moralité des événemens du dehors qui ont inquiété le pays aboutit en effet à démontrer que les causes principales et fatales de nos échecs ont été les imperfections de notre mécanisme gouvernemental. On annonce que la session sera ouverte par la discussion immédiate des projets de loi sur la presse et le droit de réunion. Que sont en principe ces projets de loi, sinon de la part du gouvernement qui les a présentés l'aveu des lacunes qui ont malheureusement depuis seize ans existé dans nos institutions? Nous voudrions que dans les débats qui vont s'ouvrir les ministres et les orateurs du gouvernement ne perdissent pas de vue ce point de départ. La hauteur et la jactance, qu'ils s'en souviennent, ne leur sont plus permises. Il ne faudrait pas que M. Rouher répétât son mot de l'année dernière : nous n'avons pas fait de fautes. Les actes législatifs proposés par le gouvernement lui-même démentiraient ce langage, car que sont-ils, sinon des réparations de fautes? Oui, c'est une faute d'avoir pendant seize ans, par une législation dictatoriale, empêché l'expansion naturelle de l'opinion publique, et tenu la presse française dans une condition énervée et humiliée; si l'on n'avait point privé le public des informations et des discussions actives et autorisées d'une presse libre, croit-on que la raison nationale eût laissé commettre les erreurs de politique étrangère qui froissent aujourd'hui l'honneur et les intérêts de la France? On en peut dire autant à propos du droit de réunion. N'est-il pas vrai qu'un malaise moral généralement ressenti en ce moment correspond à l'engourdissement de la vie publique? Tous les liens d'association ont manqué en France à l'existence politique depuis seize années. Les moyens de rapprochement et d'action concertée entre les citoyens ont cessé durant cette longue période. La France n'a plus été qu'une poussière d'individus, et un des périls les plus redoutés aujourd'hui, c'est l'impuissance où seraient les forces vives de la nation de se grouper et de se combiner, si à l'improviste le salut du pays venait à faire appel à tous les dévouemens patriotiques. De quelques restrictions défiantes qu'elle demeure enveloppée dans le projet de loi gouvernemental, la pensée d'établir le droit de réunion est donc bien la tentative de réparer une faute. On peut attribuer le même sens à la plupart des actes législatifs qui occuperont la prochaine session. La réorganisation de l'armée n'est qu'une série de fautes à réparer : loi d'exonération, caisse de dotation, l'élément mercenaire envahissant les troupes, les alourdissant, affaiblissant la valeur des cadres des sous-officiers, sans compter la nécessité d'étendre et d'accroître l'obligation du service pour nos jeunes générations, triste nécessité créée par les suites d'une erreur de politique étran-

gère. La tâche financière de la session ne sera aussi qu'une réparation de fautes : s'il faut demander de justes indemnités pour les souscripteurs des emprunts mexicains, n'est-ce point parce que le gouvernement a commis la faute d'encourager par le patronage le plus notoire l'émission de ces emprunts, dont le produit est entré en partie dans les caisses du trésor? Si, comme quelques esprits téméraires l'assurent, pour seconder la liquidation de la Compagnie immobilière et du Crédit mobilier, on a la pensée d'autoriser la Compagnie immobilière à contracter un emprunt de 100 millions qui serait garanti par la ville de Paris, ne sera-ce point la conséquence des fautes qu'on a commises par la création de la société de Crédit mobilier et par l'impulsion irréfléchie qu'on a donnée aux travaux des grandes villes? Ne sera-ce pas l'occasion d'éclairer la situation financière de la ville de Paris, dépensant avec le concours du Crédit foncier des centaines de millions qui n'ont été votés par aucune représentation de contribuables? Au point de vue financier comme au point de vue politique, la prochaine session sera donc comme une vaste liquidation des fautes du passé. Pour mener à bien ces difficiles opérations, il faut que le gouvernement entre avec simplicité et franchise en compte avec le pays, il faut qu'il obtienne de l'opposition des miracles d'abnégation désintéressée; son devoir et son intérêt sont donc de se présenter aux chambres et à la nation avec des façons conciliantes et une modération de bon goût.

La mort vient de frapper un homme distingué, M. Achille Fould, dont les derniers jours, nous en sommes convaincus, ont dû être attristés par les fâcheuses conséquences politiques des entraînemens financiers de notre époque. M. Achille Fould a appartenu à un groupe d'hommes du monde qui vers la fin du règne de Louis-Philipppe s'appliquèrent à la politique avec une certaine ouverture d'esprit, une certaine vigueur de caractère et des idées modérées. C'étaient les jeunes de ce temps-là; M. de Morny et M. de La Valette appartenaient aussi à cette compagnie d'élite où l'ambition politique s'unissait à la vie brillante. Ces jeunes hommes voltigeaient autour de M. Guizot, dont ils étaient les admirateurs dévoués, mais laissaient voir des dispositions d'indépendance et la volonté de fournir une carrière politique personnelle. La révolution de 1848, qui blessait leurs sympathies et avait l'air de contrarier leurs espérances, ne fit au contraire qu'abréger leur stage et leur offrir une plus prompte occasion d'arriver aux premiers rôles. On connaît leur histoire; elle a sa physionomie et a eu son importance dans les événemens contemporains, et nous n'avons point à la retracer ici. M. Fould aborda la carrière politique avec une aptitude professionnelle et spéciale; il avait exprimé des vues financières intelligentes dans les dernières sessions de la monarchie de Louis-Philippe, et il devint bientôt sous la république et dans le gouvernement du président ministre des finances. M. Fould s'at-

tacha au mouvement réactionnaire qui aboutit à la fin de la république et à l'établissement du régime impérial. Il fut assurément un des agens les plus déterminés et les plus efficaces de cette transformation politique, dans laquelle, après une démission de bon goût donnée à propos de la confiscation des biens de la famille d'Orléans et une courte éclipse, il reprit une position élevée. Le public eut particulièrement les regards tournés sur lui lorsqu'il revint aux finances à la fin de 1862. On se rappelle le rapport à l'empereur qui précéda sa rentrée, et qui était un manifeste de sage réforme. De bons esprits firent alors avec M. Fould le rêve qu'on pourrait contenir la politique générale dans l'équilibre de la dépense et du revenu en obtenant la renonciation du pouvoir au droit de décréter des crédits supplémentaires dans l'intervalle des sessions, et qu'on pourrait également élever un obstacle infranchissable à l'émission d'emprunts en temps de paix. La propre expérience de M. Fould a prouvé que cette précaution bénévole était insuffisante, et que, pour contenir un gouvernement contre l'entraînement aux dépenses, les garanties doivent être cherchées dans les institutions politiques. Une cruelle déception vint tout de suite entraver le système financier entrepris par M. Fould; est-il besoin de dire que ce fut l'expédition du Mexique? Cette expédition était décidée un mois avant la rentrée de M. Fould au ministère, et M. Fould l'ignorait. Il n'aurait certainement point accepté avec cet éclat la tâche de financier initiateur d'un système économique, s'il lui avait été donné de voir d'avance la nouvelle cause de dépenses qui allait s'ouvrir pour le trésor français dans les vicissitudes inconnues d'une guerre aussi excentrique. Le grand embarras de M. Fould dans son dernier ministère a donc été l'expédition mexicaine. Il a eu aussi à lutter, et sur ce point le succès a couronné ses efforts, contre la tendance aux emprunts destinés aux travaux publics, et que les hommes d'imagination et les rêveurs de monopoles décorent du nom brillant d'emprunts de la paix. M. Fould a dû se fatiguer aussi dans la transaction des expédiens dilatoires par lesquels il fallait depuis deux ans chercher tous les six mois à sauver le Crédit mobilier. Bien que M. Fould n'ait pas pu, à travers ces tracasseries, atteindre le succès auquel il avait aspiré en 1862, les gens d'affaires lui savaient gré de ses efforts et de ses résistances. Sa présence au ministère des finances leur était une garantie contre les écarts périlleux. Ses intentions étaient surtout bien comprises et dignement appréciées en Angleterre, comme en témoignent les hommages que la presse anglaise rend à sa mémoire. En France, dans les régions gouvernementales, on commençait à lui rendre justice sous la leçon de la crise actuelle; on parlait de son rappel prochain au ministère dans les jours qui ont précédé sa mort soudaine. Dans les temps troublés où nous vivons, ils sont rares les hommes publics auxquels on peut donner toute sa sympathie. Cependant parmi ceux qui ont connu M. Achille Fould,

malgré les dissentimens politiques qui les séparaient de lui, aucun ne dissimulera ses regrets de la fin prématurée d'un homme à la fois sage et hardi, si dévoué au gouvernement régulier des finances françaises, et qui a eu toujours la volonté et quelquefois le bonheur de leur rendre de bons services.

Les exemples financiers de l'Angleterre étaient depuis longtemps l'étude de M. Achille Fould. Il avait compris et admiré l'administration vigilante et progressive de sir Robert Peel, les courageux et brillans budgets de M. Gladstone; mais il ne lui fut pas donné de réaliser en France d'aussi heureux résultats. Il faut le dire pour la rareté du fait, l'Angleterre est ajourd'hui le seul pays dans le monde qui jouisse d'un excédant de recettes sur les dépenses. Les derniers comptes-rendus publiés établissent que dans l'année financière actuelle le revenu public a dépassé la dépense de plus de 60 millions de francs. L'imprévoyance et la légèreté avec lesquelles les autres peuples mènent leurs affaires de finances et augmentent leurs dépenses stériles sont une calamité universelle et une cause prépondérante des souffrances du commerce et de l'industrie. Ces souffrances viennent de provoquer de la part de certaines chambres de commerce françaises des investigations curieuses et utiles. La chambre de commerce de Rouen vient d'adresser à celle du Havre et même à la chambre de commerce de Liverpool une série d'interrogations sur les causes de la crise présente. Il est sorti de cette correspondance d'intéressantes déclarations dont l'opinion publique pourrait s'armer en tout pays pour agir sur les gouvernemens. La chambre de Liverpool, dans sa réponse aux interrogations de celle du Havre, place parmi les causes de la détresse commerciale l'état incertain et agité de l'Europe, les craintes de guerre, rendues plus fortes par les énormes préparatifs militaires faits de tous côtés en dépit des assurances pacifiques des gouvernemens, le détournement à des usages improductifs d'un capital qui manque aux emplois reproducteurs de l'industrie. L'Europe, disent les négocians anglais, entretient près de trois millions de soldats au prix de deux milliards de francs consommés sans profit. Les faits relatifs à la France confirment à un haut degré ces appréciations des négocians de Liverpool. Si nos chambres de commerce avaient la faculté de chercher dans la politique les causes de perturbation industrielle qui en peuvent découler, elles auraient de justes plaintes à faire entendre. Nous voudrions donner à juger à une assemblée de sages négocians français les prodigalités des travaux de Paris. On les verrait, nous n'en doutons point, consternés de l'étourderie inconcevable avec laquelle on engloutit chez nous les millions par centaines dans la destruction d'immeubles florissans et dans les percemens de rues inutiles.

L'expédition que l'Angleterre prépare contre le roi Théodoros pour arracher ses captifs à ce tyran africain écornera sans doute le bel excé-

dant du budget britannique. L'Angleterre, après avoir encouru les frais et les risques d'une guerre en Abyssinie, se contentera-t-elle, pour prix de sa victoire, de l'affranchissement des prisonniers? Ne va-t-elle pas appliquer à l'Afrique orientale les procédés qu'elle a employés dans la conquête de l'Inde? Ne fondera-t-elle point en Abyssinie quelque établissement durable qui lui assure la suprématie sur les régions du Nil supérieur? N'ouvrira-t-elle point ainsi à l'esprit d'entreprise et au courant des émigrations européennes l'accès d'un nouveau continent? C'est ce résultat possible qui appellera bientôt l'attention du monde sur la guerre anglaise en Abyssinie. Alors seraient fécondées par la politique ces héroïques et glorieuses explorations du cours supérieur du Nil, qui, en ces dernières années, ont excité une admiration universelle, et serait percé de plus en plus le mystère de l'Afrique centrale. Quoi qu'il en soit, cette guerre sera romanesque et a de quoi plaire aux hommes d'imagination et d'aventure. Une nouvelle issue sera ouverte à l'expansion de la race anglo-saxonne. C'est ainsi que cette race, avec l'activité que lui imprime le jeu de ses institutions intérieures, sort de son étroit foyer et s'échappe à tous les bouts du monde. On a à se défendre chez soi contre de tristes *fenians* qui assassinent les *policemen* dans les grandes villes d'Angleterre; on a chez soi à guérir les plaies de l'Irlande, et on fait des conquêtes, des établissemens, des centres vivaces de population aux points les plus lointains du globe. Si la répression des *fenians* est nécessaire, le redressement des justes griefs de l'Irlande ne l'est pas moins. Quand on aura terminé le bill de réforme irlandais, il faudra faire cesser l'iniquité offensante des privilèges temporels de l'église d'Irlande. L'Angleterre serait bien inconséquente avec elle-même, si elle voulait maintenir longtemps encore la situation de l'épiscopat anglican de l'autre côté du canal. Elle a encouragé toutes les tentatives, applaudi à tous les efforts qui ont mené à la ruine le pouvoir temporel des papes. Comment pourrait-elle conserver au clergé d'une infime minorité en Irlande des avantages politiques et matériels disproportionnés aux services et à l'influence de l'épiscopat anglican? Ici encore la présence des chefs du parti tory au pouvoir peut rendre plus faciles les changemens nécessaires. Établir la conformité de ses institutions intérieures avec la justice, tandis qu'il continue au dehors l'expansion de sa race sur tous les continens, quelle perspective pour un peuple qui a pris le parti mâle et sensé de préférer les réformes qui améliorent aux révolutions qui détruisent! Mais en Angleterre, qu'on ne l'oublie point, si le peuple n'est point devenu révolutionnaire, c'est qu'il n'a jamais eu devant lui depuis bientôt deux siècles de gouvernemens infatués, aveugles et sourds aux positives leçons de l'expérience.

Nous sommes à la veille du jour où l'empereur d'Autriche doit accomplir son voyage de France. L'entrevue de Paris et de Compiègne corres-

pondra à la rencontre de Salzbourg; mais nous espérons qu'elle ne donnera point prétexte aux mêmes commentaires que celle-ci. Quelle matière à réflexions que ces impériales visites! Les souverains de notre temps montrent dans leurs rapports personnels une mansuétude étrange. Ils se pardonnent tout. Après les luttes politiques, les guerres même qui ont dû les ronger de soucis, les accabler de douleurs, qui ont ébranlé leur puissance, ils échangent entre eux les plus sincères témoignages de l'amitié la plus sensible. Les peuples n'ayant aucune raison de haine mutuelle et les souverains étant si miséricordieux les uns pour les autres, on se demande comment il se fait que les guerres soient encore possibles. Entre le moment où, dans les premières années de son règne, dans les beaux temps du prince de Schwarzenberg, le portrait du jeune François-Joseph ornait un salon de l'Élysée et la visite actuelle, combien d'événemens formidables pour l'empereur d'Autriche se sont accomplis et quelle influence n'ont-ils pas eue sur sa destinée! Nous ne doutons point que la sensibilité de la France ne soit émue à la vue de ce prince infortuné et patient qui va passer au milieu de nous. La carrière de l'empereur d'Autriche a été mêlée à des événemens si confus, si divers, si dramatiques, qu'on n'oserait porter sur lui un jugement définitif. Ce qu'on peut affirmer et ce qui lui attire l'estime des hommes politiques, c'est qu'il est sincère, appliqué, consciencieux. Depuis qu'il a inauguré le régime constitutionnel, il en observe les principes avec l'exactitude la plus scrupuleuse. Dans la bonne foi qu'il met à remplir ses obligations envers les deux groupes constitutionnels qui composent maintenant sa monarchie, il y a une docilité aux leçons de l'expérience qui fait présager pour lui et ses sujets de meilleurs jours. Son séjour en France, nous en avons la conviction, ne sera l'occasion d'aucun soupçon politique au dehors. Les machinations politiques ne pourraient que lui être funestes. L'Autriche doit être pacifique; elle ne peut se rétablir que par le repos et les prospérités de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, pour lesquelles son sol et ses populations sont si bien faits. Comment pourrait-on avoir la pensée d'entraîner à de nouvelles aventures cet empire, qui a été si profondément et si récemment ébranlé, dont les nouveaux instrumens de gouvernement sont encore si fragiles, qui ne pourrait tenter de nouveaux hasards sans s'exposer à une fin violente et sans laisser en Europe un vide qui ne serait comblé qu'après des luttes infinies? La sympathie de la France peut être très utile à l'Autriche dans cet effort de rétablissement qu'elle tente; mais c'est justement pour la conservation de la paix nécessaire à l'Autriche que l'amitié de la France importe aux intérêts de ce pays et de son souverain.

Tandis qu'en Occident, au milieu de peuples catholiques, on laisse tomber en ruine les apanages temporels de l'autorité religieuse, il est

curieux d'observer un mouvement tout contraire dans la grande nation orientale, la Russie. La religion et la langue sont les deux instrumens à l'aide desquels la politique russe travaille sans relâche à l'assimilation des races placées sous la domination moscovite. Le parti démocratique pousse son gouvernement dans ce système, si cruel pour ceux qui en sont victimes. Il cherche, comme c'est l'application de tous les pouvoirs usurpateurs, à former dans les classes rurales les élémens favorables à la Russie. Ce système n'a rien qui puisse aujourd'hui surprendre quand il s'agit de l'exercer sur la Pologne, depuis longtemps condamnée aux plus brutales persécutions; mais la manie de la russification se tourne maintenant vers d'autres provinces de l'empire, celles de la Baltique. La classe supérieure dans les provinces de la Baltique est allemande de race. Depuis que cette contrée a été enlevée à la Suède, elle n'a jamais donné de sujet de plainte au gouvernement russe; elle ne s'est livrée à aucune expression de mécontentement, à aucun effort de résistance. La religion dominante était le luthéranisme, la langue ordinaire et officielle était restée l'allemand. Aujourd'hui, sans y être provoqué par aucun grief contre ces populations allemandes de la Baltique, on travaille à changer tout cela. On retire à l'allemand son privilége de langue officielle, et on le remplace par le russe; on introduit le russe dans toutes les écoles, et on encourage dans les populations rurales, composées de Finnois et de Slaves, les conversions au culte orthodoxe par des distributions de terres prises sur le domaine impérial. Ces mesures sont une cause de vexation pour la population des villes et les classes éclairées et commerçantes, qui sont tout allemandes. Il n'y a point là seulement une agression contre une race, une lutte engagée contre un culte dissident; la nouvelle politique de la Russie en Livonie, en Esthonie, en Courlande, a le caractère d'une menace sociale. On connaît le communisme qui règne en Russie, une forme de socialisme dont la démocratie moscovite se promet d'enrichir la civilisation occidentale. La masse des terres appartient aux communes, qui les partagent tous les neuf ans entre leurs habitans. Or c'est la commune russe qu'on essaie d'introduire dans les provinces de la Baltique, et les propriétaires allemands se demandent avec inquiétude si leurs terres échapperont aux partages communistes quand les populations rurales se seront unies au culte orthodoxe, et paraîtront à la démocratie moscovite et au gouvernement suffisamment russifiées. Quelle est la cause de cette oppression dirigée contre les provinces que les Russes appellent la Lithuanie allemande? Les progrès que les Prussiens viennent de faire sur les côtes de la Baltique aux dépens du Danemark n'ont-ils point éveillé les ombrages de la politique russe? Cette politique redoute-t-elle que la pensée ne vienne un jour aux Allemands qu'il y a en Livonie et en Courlande plus d'hommes de leur race qu'il n'y en avait dans le Slesvig, qu'ils ont ravi aux Danois? Pour que

dans le Slesvig le catéchisme fût enseigné aux enfans en allemand et non en danois, la Prusse et la confédération germanique ont affronté une guerre dont les développemens ont changé la face de l'Europe; voilà que la Russie travaille à leur fournir un prétexte semblable. Cette fois on aurait pour adversaire en face de soi non plus un petit pays, mais un grand état; les enfans de la Lithuanie allemande pourront donc apprendre le catéchisme en russe sans que M. de Bismark fasse semblant de le savoir. Ce prosélytisme religieux, visiblement inspiré par des vues temporelles et politiques, n'empêche point la Russie d'encourager officiellement le mouvement de l'Italie vers Rome, par lequel le pouvoir temporel va être enlevé à un principe religieux. La presse russe raisonne à son aise sur la solution de la crise romaine. Il n'est pas à sa convenance, elle le déclare, que l'occupation française soit rétablie à Rome. Le gouvernement italien n'a qu'à envoyer dans l'état romain un corps d'armée qui assurera la protection du pape, comme faisaient les troupes françaises durant les longues années de l'occupation. L'avantage dans la circonstance actuelle, c'est que l'intervention entre le pape et les populations romaines conservera le caractère national italien. Le double péril des brutalités de l'insurrection ou d'une fuite du pape serait ainsi évité, Le pape ne subirait que l'apparence d'une contrainte morale, et aurait en compensation l'avantage de ne point abandonner son siége et de rester à Rome. Contradiction bizarre entre les actes des Russes chez eux et les éloquentes leçons qu'ils nous adressent sur les questions de religion et de politique qui nous touchent! Il manquait aux misères du pouvoir temporel cette dernière insulte du seul état qui entretienne encore en Europe l'affreuse pratique de la persécution religieuse.

E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

Choix de sermons et discours de Mgr Philarète, membre du très saint synode de Russie, métropolite de Moscou, traduits du russe par M. Serpinet, 3 vol. in-8°; Dentu.

Un des phénomènes les plus caractéristiques, les plus dangereux de ce temps-ci, c'est assurément cet antagonisme confus, multiple, qui se dessine entre la Russie et l'Europe de l'occident. De quelque façon qu'on le juge, il existe, et même, par une combinaison étrange, on pourrait dire qu'au lieu de s'apaiser et de s'adoucir sous l'influence de la civilisation générale il s'accroît et s'irrite en se dévoilant de plus en plus dans sa menaçante netteté, à mesure que les occasions se multiplient et que les circonstances s'aggravent. Ce n'est plus, comme il arrive trop souvent sur un continent tel que l'Europe, le choc accidentel d'intérêts con-

traires ou d'ambitions rivales qui se heurtent un instant, mais qui en définitive appartiennent à un même ordre de civilisation et sont faits pour vivre en paix, pour se retrouver d'accord un jour ou l'autre. C'est bien plutôt la lutte de deux génies, de deux mondes qui se sentent radicalement ennemis, qui ne savent dans quelle harmonie supérieure ils pourront se concilier, car ils procèdent de principes différens, ils représentent moralement, politiquement des choses entièrement distinctes ou opposées. La religion est sans nul doute un des élémens les plus vivaces et les plus puissans dans cet antagonisme, et c'est par là peut-être que l'abîme est le plus profond entre le mouvement européen et le mouvement russe. Je ne parle pas de la différence ou de l'hostilité des dogmes et des confessions; je parle surtout de l'idée qu'on se fait de la religion, de la place ou du rôle qu'on lui assigne dans la vie sociale. L'idée religieuse est une des forces de la Russie; les deux autres sont l'idée de race et l'autocratie : c'est par ces trois choses que la civilisation moscovite vient se heurter contre la civilisation occidentale.

S'il y a en effet aujourd'hui en Europe une tendance évidente, prédominante, c'est le besoin d'affranchir la conscience humaine par la séparation de la puissance spirituelle et de la puissance temporelle. C'est dans ce sens que marche la civilisation européenne, et les affaires de Rome n'ont aujourd'hui encore un intérêt si émouvant, si intimement lié à la politique que parce qu'elles apparaissent comme le dernier épisode d'une lutte qui se poursuit depuis trois siècles. Partout, quelles que soient les étapes où l'on s'arrête sur ce chemin, la liberté apparaît comme le but suprême, comme la garantie souveraine de l'inviolabilité des croyances définitivement soustraites à toutes les juridictions civiles et politiques. En Russie au contraire, maintenant comme par le passé, la religion se confond avec la politique, dont elle est de fait et de droit la subordonnée. Depuis que Pierre Ier, en abolissant le patriarcat et en créant un saint synode soumis à toutes les volontés impériales, a fait du tsar le centre et le régulateur des consciences, il y a toujours en Russie une religion orthodoxe, il y a une église orthodoxe, il n'y a plus d'indépendance religieuse. Les deux pouvoirs se confondent dans un homme justement appelé l'autocrate, puisqu'il dispose de tout, puisqu'il est le maître des âmes et des corps de soixante-dix millions d'êtres humains qui saluent en lui leur pontife et leur roi. La religion n'est plus que la complice de tous les envahissemens, de tous les desseins de domination. Qu'est-ce que l'église? C'est un corps officiel, une hiérarchie de fonctionnaires préposés au culte, qui ont souvent tout juste l'importance des employés de police et même quelquefois moins. Je ne dis pas qu'à travers les mailles de ce formidable réseau ne se manifestent bien des incohérences, bien des dissidences : il n'est pas de pays où il y ait plus de sectes qu'en Russie; mais justement la dissidence est une rébellion contre

laquelle la loi civile s'arme de toutes les rigueurs, et dans la religion même l'autocratie trouve la justification de toutes ses violences, de ses persécutions, de ses audacieuses tentatives de conversion par la force et par la ruse. C'est une sorte d'islamisme chrétien disputant l'Orient à l'islamisme turc en même temps qu'il menace l'Europe par la masse armée dont il dispose. De là, pour une politique dont toutes les entreprises, même les plus iniques, prennent immédiatement une couleur religieuse, une force d'action qu'il ne faudrait pas pourtant exagérer, qui est peut-être après tout plus apparente que réelle; de là aussi d'un autre côté le singulier appauvrissement moral de ce clergé russe, réduit à une humiliante servitude, devenu un simple instrument de règne, énervé dans la misère de sa condition abaissée.

Cette vie religieuse, avec ses caractères et ses mœurs, avec ses misères intimes et ses incohérences, serait certainement un des côtés les plus curieux à observer de près, à étudier dans cette masse immense et confuse qui s'appelle l'empire des tsars, et nul ne serait mieux fait pour représenter l'église officielle moscovite que ce prélat dont un homme qui a longtemps vécu en Russie, M. Serpinet, a mis récemment au jour les sermons et les discours, Mgr Philarète, aujourd'hui métropolite de Moscou. Sans vouloir traiter légèrement un si grave personnage, on pourrait dire que c'est la fleur de l'église orthodoxe. Par son talent, Mgr Philarète est un des rares modèles de l'éloquence sacrée en Russie; par son âge, par le respect qu'il inspire à ses compatriotes, c'est un des *saints* vivans de l'empire, une sorte de patriarche moins l'indépendance. Mgr Philarète a maintenant quelque chose comme quatre-vingt-cinq ans, et il porte, à ce qu'il paraît, sa vieillesse avec aisance. Le portrait que donne de lui M. Serpinet n'est pas précisément d'un apôtre; mais il déploie avec un assez grand air sa barbe blanche et ses décorations. Le commencement de sa carrière ecclésiastique remonte à 1810, et les deux premiers sermons par lesquels il se signala furent une oraison funèbre du prince Koutousof et un discours sur les événemens de 1812. Depuis lors il a parcouru tous les degrés de la hiérarchie ecclésiastique. Il a été successivement archimandrite, évêque de Revel, archevêque de Tver et de Jaroslav, puis enfin archevêque de Moscou, et c'est à l'époque du couronnement de l'empereur Nicolas, en 1826, qu'il fut élevé à l'éminente dignité de métropolite. Il occupe ainsi ce siége, le premier de l'église russe, depuis plus de quarante ans, et il est de plus membre du saint synode, membre de l'Académie des sciences de Saint-Pétersbourg, membre honoraire de l'université de Moscou, etc. Mgr Philarète a du reste écrit dans sa longue carrière un certain nombre d'ouvrages d'histoire religieuse et de controverse, les *Entretiens entre un sceptique et un croyant sur l'église gréco-russe orthodoxe,* des commentaires sur les psaumes, une *Esquisse de l'histoire ecclésiastico-biblique,* des *notes sur le livre de la Genèse;* mais ce qu'il

a fait par-dessus tout, c'est un *grand catéchisme* sanctionné naturellement par le saint synode et universellement adopté ou imposé dans tous les établissemens d'éducation. C'est dans ce livre que depuis trente ans tout Russe est tenu de puiser son instruction morale et religieuse, je parle de l'instruction officielle. Quant aux sermons, aux homélies de Mgr Philarète, ils sont sans nombre, et le traducteur, guidé, à ce qu'il semble, par le prélat russe lui-même, en a choisi plus de cent cinquante qui restent comme le spécimen de la littérature sacrée en Russie et du talent particulier du métropolite de Moscou. Ces sermons sont de toute sorte d'ailleurs; ils ont été prononcés soit à l'occasion des fêtes de l'église, soit à l'occasion de tous les anniversaires impériaux. Rien n'y manque, anniversaires de la naissance du tsar, anniversaires du couronnement du tsar, sermons pour l'empereur Nicolas, sermons pour l'empereur Alexandre, allocutions pour le tsarévitch, etc.

Il y a sans nul doute dans ces discours, à travers une monotonie inévitable, de l'abondance, de la richesse, et Mgr Philarète n'est point évidemment un orateur vulgaire. Malheureusement, sauf en ce qui est purement ecclésiastique, c'est toujours le prêtre serviteur de César, le théoricien du droit divin de l'autocratie avec toutes ses conséquences, et on se souvient involontairement que ce prédicateur chrétien, il y a peu d'années encore, se faisait le défenseur des peines corporelles. Pour Mgr Philarète, on le comprend, l'obéissance absolue est le premier des devoirs; il ne suffit pas de s'abstenir de murmurer et de fronder, il faut porter au pouvoir du « très pieux empereur orthodoxe » l'adhésion active et spontanée de l'âme. Le tsar est tout, et, si ce n'est Dieu lui-même, du moins l'oint de Dieu devant lequel il faut se prosterner. « Vous êtes vous-mêmes, dit-il à ses fidèles, témoins de temps en temps du respect avec lequel notre très pieux souverain empereur se tient devant le Seigneur dans le temple. Comme il regarde invariablement vers l'autel! comme il suit attentivement les prières pour ce qui lui est cher et les accompagne du signe de la croix! comme il s'incline humblement devant la sainteté! » Le « très pieux souverain empereur » fait bien des choses; mais, comme il est le chef de la religion, je ne vois pas comment le prélat ferait pour ne pas dire toutes ces choses et bien d'autres qu'il a justement la mission d'enseigner au peuple russe. Mgr Philarète, pour des talens de prédicateur qui sont visibles et pour des vertus privées que je ne songe nullement à contester, Mgr Philarète peut donc être, si l'on veut, un type exceptionnel et plus présentable dans cette église officielle; après tout, il ne fait encore que rendre plus sensible le rôle abaissé de cette église qui dans son ensemble, aux degrés divers de la hiérarchie, par une fatalité de sa condition, ne justifie que trop ce qu'en ont dit bien des Russes eux-mêmes, ce qu'écrivait le prince Dolgoroukof il y a quelques années. « Les prélats russes, disait-il, se trouvent sous la dépendance complète

du gouvernement. Placés dans la position de n'oser rien faire sans la permission de celui-ci, exposés à la moindre velléité d'indépendance à se voir exilés ou emprisonnés, la plupart ont adopté pour ligne de conduite l'obséquiosité la plus humble envers le gouvernement et ses agens; mais ils prennent amplement leur revanche sur le clergé de leurs diocèses... La morgue, la hauteur insolente déployée par les prélats envers le clergé, envers celui des campagnes surtout, ne saurait s'exprimer... Soumis sans restriction ni réserve, sans garantie aucune, au bon plaisir des évêques, le clergé inférieur est traité par eux en véritable esclave. Un pauvre prêtre souvent chargé d'une nombreuse famille, n'ayant pour vivre que ses modestes revenus, se trouve exposé, au moindre caprice de son évêque, à perdre sa place, à devoir remplir les humbles fonctions de sous-diacre, enfin à voir sa famille réduite à la mendicité. Sans appui, sans ressources, il est obligé de se prosterner en tremblant devant son chef tout-puissant... » Il y a quelques années à peine, cette situation du clergé russe inférieur était peinte en traits bien plus poignans, bien plus caractéristiques, par un simple pope dans un petit ouvrage qui parut à Leipzig sous le titre de *Description du clergé de campagne.* Les sermons et les homélies de Mgr Philarète sont l'œuvre d'un prédicateur de talent et d'imagination; la réalité est là dans ces peintures navrantes, et le secret de cet abaissement du clergé russe, c'est cette absence complète d'indépendance qui fait même d'un métropolite de Moscou le premier des serviteurs de l'autocratie.

Il ne faut pas s'y méprendre, c'est la conséquence nécessaire, inévitable de tout un système, de cette désastreuse confusion de pouvoirs qui ne laisse aucune place à l'indépendance de l'âme humaine, et je ne sais vraiment s'il est un spectacle plus significatif que celui de la Russie pour montrer à tous les esprits libéraux ce qu'ils doivent éviter, ce qu'ils doivent poursuivre de leurs vœux et de leurs efforts. Ceux qui imaginent qu'ils vont tout trancher par des ruptures violentes, par la constitution d'églises nationales, ceux-là, qu'ils le veuillent ou qu'ils ne le veuillent pas, se livrent à un courant qui conduit tout droit au despotisme. Napoléon autrefois, imitant la Russie, voulait, dans ses accès d'emportement, constituer une église nationale, et ce n'était pas, si je ne me trompe, dans une pensée libérale. Pour la liberté il n'y a qu'une garantie, c'est la séparation des pouvoirs. Et d'un autre côté ce spectacle de l'église russe n'est peut-être pas sans offrir de sérieux enseignemens à nos églises d'Occident, en leur montrant ce qu'il en coûte d'acheter par des complicités et des flatteries serviles une protection équivoque, souvent plus nuisible qu'utile. Mgr Philarète est un homme d'éloquence qui sait tourner une homélie pour le tsar, et on peut se laisser aller dans l'occasion à l'imiter sans le savoir; mais il y a peut-être d'autres exemples à suivre, des exemples plus profitables pour la religion et pour la liberté.

CH. DE MAZADE.

LES ASTRONOMES DEVANT LA GRANDE PYRAMIDE (1).

De tout temps, on s'est défié de l'ingérence des sciences exactes dans la critique historique; il convient d'avouer que l'on en a quelque raison, car la certitude mathématique s'appuie sur des bases et emprunte des procédés de raisonnement qui sont un cadre trop étroit pour les événemens du passé les plus vraisemblables, les moins contestés. Toutefois il est permis de se plaire en des spéculations scientifiques qui tentent d'expliquer les témoignages indécis de l'antiquité. C'est à ce titre qu'on peut juger dignes d'attention les recherches d'un astronome écossais, M. Piazzi Smith, sur l'origine et le but des pyramides, curieux monumens qui sont restés le plus indéchiffrable des hiéroglyphes de l'archéologie égyptienne.

Parmi les nombreuses pyramides qui se dressent encore dans la vallée du Nil, la plus haute et la plus parfaite comme construction est celle que l'on a coutume de désigner sous le nom de la grande pyramide de Djizeh, et qui se distingue des autres par des caractères spéciaux. Elle est, paraît-il, la plus ancienne; le pharaon Chafra ou Chephren, qui la fit édifier, appartenait à la deuxième dynastie et vivait, affirme-t-on, il y a quarante ou soixante siècles. La maçonnerie en a été taillée avec tant d'art et de scrupule que l'on ne distingue encore qu'avec peine, à l'intérieur des étroits couloirs qui la traversent, les joints des blocs immenses dont elle est composée. Le granit et le calcaire s'y superposent dans un ordre en apparence étudié; cette association de matériaux divers n'aurait-elle pas un sens énigmatique qui nous échappe? Enfin cette grande pyramide est percée de galeries inclinées ou horizontales, de chambres, de cavités obscures où certaines combinaisons semblent avoir été recherchées avec un soin tout particulier. Certes ce n'est pas un amas informe, ainsi qu'on l'a cru longtemps. Des mesures exactes ont fait reconnaître d'exactes proportions, des rapports de grandeur simples et uniformes; en somme, ces moellons, malgré ce que le premier aspect a de lourd et de massif, ont un sens mystérieux, réel ou emblématique, dont il est irritant de ne pas découvrir la clé. C'est d'ailleurs le plus colossal et le plus solide édifice que des hommes aient jamais dressé, si bien que d'innombrables périodes d'années ont passé sur lui sans en altérer sensiblement la forme et la structure. Les entreprises humaines, pas plus que les intempéries des saisons, n'ont pu faire autre chose qu'en égratigner la surface.

Les archéologues, se bornant à l'envisager du point de vue qui leur

(1) *Life and work at the Great Pyramid*, by C. Piazzi Smith; Edinburgh 1867, 3 vol. in-8°.

est habituel, l'ont comparé aux autres vestiges de l'antiquité égyptienne et en ont conclu, non sans des motifs plausibles, que c'était un tombeau plus fastueux que les autres. Une telle masse n'aurait été destinée, à les en croire, qu'à protéger pour un temps indéfini la dépouille mortelle du roi qui en prescrivit la construction. Cette interprétation se justifie par de nombreuses analogies. C'est, comme dans les tombeaux les plus authentiques, le même soin à cacher le sarcophage dans une retraite impénétrable, à barrer les issues de la chambre sépulcrale, à dérober par d'ingénieuses précautions la retraite où le mort doit attendre la résurrection future. S'il n'eût pas existé des indices d'une autre destination, il eût été permis d'affirmer que c'était bien là le but unique d'une œuvre si gigantesque; mais comment accorder cette hypothèse avec les indications plus précises que les explorateurs, la règle et le cercle divisé à la main, ont fini par y reconnaître?

Examinons d'abord les données principales de ce singulier problème archéologique. La base est un carré parfait, ou du moins en diffère si peu que l'on se demande si l'écart entre la forme théorique et la forme observée doit être attribué à la négligence des constructeurs ou à l'incertitude des procédés de mesure. Les quatre côtés sont dirigés très exactement vers les quatre points cardinaux, et les faces présentent toutes la même inclinaison. Les assises successives, inégales entre elles, conservent chacune une épaisseur uniforme sur le pourtour de la pyramide. La galerie qui est l'unique entrée du monument et se prolonge en ligne droite jusqu'à la chambre souterraine est juste autant inclinée au-dessous de l'horizon que l'est au-dessus la galerie ascendante qui aboutit aux chambres supérieures. Jusqu'ici l'on pourrait ne voir en ces diverses coïncidences que des preuves du soin extrême que l'architecte du pharaon Chephren donnait à son ouvrage. Voici qui révèle mieux une intention secrète. La galerie descendante est dirigée à peu près vers le pôle du monde et devait être, il y a quatre ou cinq mille ans, au moment de la construction, comme un gigantesque tuyau de lorgnette braqué sur une étoile brillante qui jouait alors le rôle d'étoile polaire. Le prétendu sarcophage en granit que recèle la chambre supérieure a été taillé de telle sorte que la capacité du dedans est la moitié du volume extérieur. Une dernière circonstance serait surtout remarquable, si l'état de délabrement dans lequel se trouve le dehors de l'édifice ne permettait d'en contester l'exacte vérité. Le rapport mathématique entre la hauteur de la pyramide et le côté de la base est égal au rapport entre le diamètre et la demi-circonférence d'un cercle, en sorte que, si ce fait était admis comme certain, il faudrait admettre aussi que les Égyptiens connurent à une époque très ancienne l'un des paramètres importans de la géométrie.

Ces résultats métriques ont paru d'autant plus dignes d'attention qu'on

n'en trouve pas trace dans les autres pyramides. Petites ou moyennes, elles ne sont pas, ainsi qu'on serait tenté de le croire, une reproduction fidèle de la grande. On n'y observe ni les mêmes procédés de construction, ni autant de cavités internes, ni les mêmes rapports de dimension. On soupçonnerait plutôt qu'elles sont l'œuvre d'architectes plus modernes qui ne savaient plus interpréter les symboles énigmatiques que le monument ancien leur laissait sous les yeux. Cette opinion paraît d'autant plus probable que l'image de la pyramide dessinée dans les hiéroglyphes d'une époque relativement récente n'est plus qu'un triangle indécis sans nulle ressemblance avec la forme des temps primitifs.

Faut-il croire avec M. Piazzi Smith que la pyramide eut au début de la civilisation égyptienne un sens caché dont on perdit ensuite la mémoire, ou que les prêtres, gardiens fidèles des mystères religieux, ne révélèrent jamais à leurs contemporains? Quel serait donc ce sens? Question posée nombre de fois et à laquelle nulle réponse satisfaisante n'a encore été faite. Le défaut commun des diverses interprétations proposées jusqu'à ce jour est de ne tenir compte que de certains caractères de l'édifice et d'en négliger d'autres qui ne sont pas moins essentiels. C'est le reproche que l'on a fait à ceux qui ne voulaient trouver là qu'un tombeau royal. On en peut dire autant de l'explication proposée par sir John Herschel, qui n'y voyait qu'un observatoire propre à montrer, à l'époque lointaine où il fut construit, la véritable direction de l'étoile polaire. Un astronome égyptien, Mahmoud-Bey, émettait, il n'y a pas longtemps, une théorie nouvelle, fondée comme la précédente sur la coïncidence avec un phénomène céleste. D'après lui, c'eût été un monument consacré à une étoile de la constellation du Chien, Sirius, qui représentait le dieu des morts dans l'ancienne mythologie égyptienne. La pyramide était inclinée de telle sorte que les rayons bienfaisans de Sirius tombaient d'aplomb sur la face méridionale de la pyramide. Aucune de ces suppositions ne rend un compte satisfaisant des minutieux détails de la structure intérieure. L'intention de l'architecte fut sans nul doute moins élémentaire et plus complexe; c'est du moins ce que semblent révéler les particularités géométriques de ce gigantesque ouvrage.

Il est assurément plus légitime de penser que les prêtres égyptiens voulaient y figurer sous une forme sensible et néanmoins cachée des enseignemens relatifs à la religion, aux mœurs ou aux sciences de leur temps. M. Piazzi Smith prétend, après bien d'autres archéologues, que les traditions qui y sont enfouies ont trait aux poids et aux mesures alors en usage. L'hypothèse n'est pas neuve, mais il s'appuie sur plus de données certaines que ceux qui l'ont précédé dans ce champ de recherches. Ainsi la longueur de la base représenterait un certain multiple de l'unité de longueur, et cette unité ne serait autre chose que la dix-millionième partie du diamètre terrestre. Le prétendu sarcophage serait une unité

de poids en rapport avec la densité de la terre. Il n'est pas jusqu'à la numération décimale qui serait exprimée en caractères symboliques sur plusieurs des parois de l'édifice. En un mot, les Égyptiens d'il y a quatre ou cinq mille ans auraient possédé un système métrologique complet plus parfait, nous dit-on, que le système métrique dont nous sommes si fiers, et ils en auraient gravé l'indélébile souvenir sur ce monceau de pierres. Il faudrait alors supposer qu'ils possédaient des connaissances étendues en astronomie et en physique. Quant à savoir d'où venait tant de science à des hommes qu'Hérodote représente comme très ignorans, M. Piazzi Smith se contente de dire qu'ils en avaient reçu les notions par inspiration divine. Il nous serait difficile de le suivre jusque-là. C'est une marche irrationnelle et sans issue que d'expliquer un mystère par un miracle.

Si M. Piazzi Smith se laisse entraîner trop loin dans la voie des déductions sous l'empire d'une idée exclusive, il lui reste du moins le mérite d'avoir avancé l'étude de la grande pyramide en consacrant ses loisirs et son habileté pratique d'astronome à relever des mesures exactes de cet indéchiffrable monument. Après les recherches consciencieuses et sagaces des savans français de l'expédition d'Égypte, après les travaux persévérans du colonel Howard Vyse, qui s'appliqua, il y a une trentaine d'années, à l'exploration minutieuse de ce colosse de pierre jusqu'en ses plus secrets recoins, il restait encore beaucoup à faire. Le sujet n'est pas épuisé, puisque ces efforts n'ont pas abouti à une solution dont la vérité soit évidente. Peut-être le mystère restera-t-il à tout jamais impénétrable, signe manifeste que les peuples primitifs eurent des idées, des connaissances, des préjugés ou des sentimens que l'esprit moderne, dérouté par l'immense acquis de la civilisation, n'est plus apte à concevoir. Après avoir bravé les révolutions et les conquêtes, les ravages du temps et de l'atmosphère et les atteintes plus redoutables des races humaines qui se sont débattues à ses pieds durant des milliers d'années, la grande pyramide est encore debout, œuvre unique au monde de grandeur et d'originalité.

H. BLERZY.

L. BULOZ.

TABLE DES MATIÈRES

DU

SOIXANTE-ONZIÈME VOLUME

SECONDE PÉRIODE. — XXXVII[e] ANNÉE.

SEPTEMBRE — OCTOBRE 1867.

Livraison du 1[er] Septembre.

Livraison du 15 Septembre.

O. K. M.

Livraison du 1er Octobre.

Livraison du 15 Octobre.

Paris. — J. CLAYE, Imprimeur, 7, rue Saint-Benoît.